QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12038 – MARDI 11 OCTOBRE 1983

LE BUDGET DE LA DÉFENSE

Près de neuf mille emplois supprimés dans les armées en 1984

LIRE PAGE 12 L'ARTICLE DE JACQUES ISNARD



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.
Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23



Brusque tension entre les deux Corées

Des espoirs anéantis

Un sort tragique s'acharne sur la Corée du Sud et sur ses entreprises *diplomatiques*. En moins d'un mois et demi, deux drames meurtriers viennent d'anéantir les tentatives du gouvernement de Séoul pour élargir ses relations à de nouveaux partenaires.

Pendant de longs mois, le régime sud-coréen s'était appliqué, par une politique de petits pas, à établir des contacts avec des pays socialistes – l'U.R.S.S. notamment – qui se rangent parmi les alliés officiels et exclusifs de la Corée du Nord. Ces efforts n'avaient pas été découragés, et leur couronnement devait être la participation de délégués de ces mêmes pays à Séoul, *au début d'octobre*, au congrès annuel de l'Union interparlementaire. La Corée du Sud escomptait en tirer sinon une reconnaissance de fait, du moins le brevet de respectabilité que lui refusent obstinément, et sur quel ton ! ses voisins du Nord.

Ces espoirs ont été anéantis par le drame du Boeing des Korean Airlines qui rendait bien évidemment impossible la venue à Séoul de la moindre délégation soviétique – et, par solidarité, de toute représentation des alliés socialistes de Moscou.

Le voyage du président Chun en Asie méridionale – et singulièrement les escales de Rangoun et de New-Dehli – devait représenter une percée sur un autre terrain, mais non moins sensible pour la Corée du Nord. Elle y est diplomatiquement présente, en effet, sinon toujours depuis plus longtemps, en tout cas de manière plus active que sa rivale du Sud. Quels qu'en soient les auteurs, l'explosion de Rangoun bloque, pour le moment du moins, cette stratégie d'ouverture.

Quelles seront à long terme les conséquences des tragédies du Boeing et de Rangoun ? On peut craindre pour commencer que les autorités de Séoul ne durcissent leur politique à l'intérieur et ne compromettent les gestes bien timides de démocratisation qui avaient pu être consentis ces derniers temps

Les dispositions de pays qui avaient entamé, sous des formes diverses, un dialogue avec Séoul se trouveront-elles d'autre part modifiées ? S'agissant des capi*tales du tiers-monde*, comme Rangoun, New-Delhi ou Colombo, la réponse à cette question dépend des suites que l'affaire aura dans les relations entre les deux Corées elles-mêmes. Si elles s'enveniment sérieusement, quel « non-aligné » se sentira enclin à prendre parti entre Séoul et Pyongyang ? Le ton des invectives échangées entre les deux capitales donne à penser qu'il faudra pour le moins quelque temps à la diplomatie pour reprendre ses droits.

Les choses sont sensiblement différentes en ce qui concerne les grandes puissances, États-Unis, U.R.S.S. et Chine. Les deux Corées sont pour elles des enjeux plus que de véritables partenaires. En ce sens, c'est à Washington et à Moscou – et dans une certaine mesure à Pékin – qu'il appartient de décider s'ils veulent jeter de l'huile sur le feu, ajouter ce dossier au contentieux qui les sépare, ou au contraire s'efforcer d'arranger les choses et de jouer l'apaisement.

Tant il est vrai, aujourd'hui comme dans le passé, que les relations entre les deux Corées reflètent pour une bonne part le degré de tension entre l'Est et l'Ouest. *Le président* Reagan, qui doit en principe se rendre à Séoul le mois prochain, pourrait avoir le premier l'occasion de donner le ton.

Séoul accuse Pyongyang de l'attentat meurtrier de Rangoun

De notre correspondant

Tokyo. – Le carnage de Rangoun, quels que soient l'identité et *les motifs de ses auteurs, ne devrait* pas avoir de répercussions dramatiques sur la politique intérieure sud-coréenne, le président Chun Dooe-Hwan lui-même étant sain et sauf. Il risque fort, en revanche, d'exacerber la tension politique, militaire et diplomatique dans la péninsule coréenne, divisée depuis trente ans entre deux régimes violemment antagonistes. Au-delà, par le biais des alliances, des relations et des ambitions, il est susceptible d'alimenter les rivalités et d'alourdir un peu plus le contentieux entre les différents partenaires des deux Corées.

Comment pourrait-il en être autrement ? D'abord l'horreur de cette tuerie vient s'ajouter au traumatisme récent de la destruction par l'aviation soviétique du Boeing 747 de la KAL et à la vague d'anticommunisme qu'elle a soulevée.

Depuis l'armistice de 1953, d'autre part, les Coréens du Sud vivent avec la psychose d'une attaque du Nord, et ils ont tendance à blâmer le maréchal Kim Il Sung et ses amis communistes pour nombre de leurs malheurs et de leurs maux aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

Deux réactions sud-coréennes « à chaud », dès l'annonce du drame, confirment cet état de choses. La première est venue du président Chun Doo Hwan lui-même dont la réaction initiale a été de déclarer que la tuerie avait toutes les apparences d'un complot nord-coréen. La seconde a été la mise en état d'alerte des forces armées de Séoul qui font face à celle du Nord le long de la zone démilitarisée, ainsi que de la police sur tout le territoire du Sud.

Rien, dans l'état actuel des choses, ne vient confirmer qu'il s'agit d'un complot nord-coréen ni que le Nord, l'ayant fomenté et ayant éliminé le président, comptait en tirer avantage en provoquant des troubles déstabilisateurs au Sud. Il n'empêche que à Séoul, on pointe déjà, avec la conviction que donne une longue habitude, un doigt accusateur vers Pyongyang. Mises à part les réactions émotionnelles ou irrationnelles, on avance, pour étayer les soupçons, deux types de raisonnement qui ne manquent ni de logique ni d'arguments.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 6.)

Panique financière en Israël

Le gouvernement a fermé la Bourse de Tel-Aviv pour enrayer la ruée sur le dollar

De notre correspondant

Jérusalem. – Rien ne va plus à la Bourse de Tel-Aviv. Le « *casino national* », comme l'appellent par dérision les Israéliens, fait relâche. Il n'a pas rouvert ses portes dimanche et lundi, après le repos sabbatique, et restera clos jusqu'à la fixation des nouvelles règles du jeu boursier. Cette sage décision a mis fin à une folle ruée sur le dollar.

Anticipant une importante dévaluation du shekel, la monnaie nationale, les Israéliens avaient en effet acheté massivement la devise américaine, après s'être débarrassés non moins massivement de leurs actions en Bourse, notamment de celles émises par les banques commerciales israéliennes. Le marché des changes étant libre en Israël, tout citoyen peut retirer jusqu'à 500 dollars dans chaque agence bancaire.

La spéculation effrénée s'est poursuivie toute la semaine écoulée en faveur d'une devise qui joue plus que jamais en Israël le rôle d'une monnaie refuge. Le dollar ne cesse de grimper. Il vaut aujourd'hui plus de 65 shekels, soit cinquante fois plus qu'à l'arrivée au pouvoir, en 1977, du Likoud, l'actuelle coalition gouvernementale. Le public a acquis en une seule journée jusqu'à 16 millions de dollars. Selon les experts, les Israéliens possèdent en économies l'équivalent de 3,7 milliards de dollars en devises étrangères.

Devant ce nouvel accès de fièvre, dont elles faisaient les frais, les grandes banques commerciales ont réagi comme elles pouvaient.

J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

Vive polémique sur les Super-Étendard

L'Iran menace de bloquer le détroit d'Ormuz « s'il y était contraint »

Les cinq pilotes français qui étaient aux commandes des avions d'attaque Super-Étendard destinés à l'Irak étaient de retour, dimanche soir 9 octobre, à la base de Landivisiau, en Bretagne, où avaient été entreposés, jusqu'à présent, les cinq appareils prélevés sur les stocks de la marine nationale et où avaient été *formés les personnels irakiens*

On ignorait encore, ce lundi 10 octobre en fin de matinée, le sort final de ces avions qui ont été adaptés au tir de missiles surface-surface AM 39 Exocet. Tant à Paris qu'à Bagdad, on maintient, en effet, un « flou » officiel sur cette livraison qui fait, d'autre part, l'objet de commentaires politiques très divers en France comme à l'étranger. En Iran, le ministre des affaires étrangères, tout en répétant que son pays pourrait être amené à bloquer le détroit d'Ormuz « *s'il y était contraint* », n'a pas proféré de menaces immédiates.

Au Club de la presse, dimanche soir à Europe 1, le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a donné le sentiment de vouloir *minimiser l'importance de ce* contrat, qualifié d'« *élément relativement accessoire dans le développement des affaires entre l'Irak et l'Iran depuis longtemps* ». La France a déjà fourni aux Irakiens de nombreux matériels militaires modernes – comme des avions Mirage-F 1, des hélicoptères antichars, des blindés, des pièces d'artillerie de 155 millimètres, des missiles anti-aériens et des hélicoptères lourds Super-Frelon équipés de missiles Exocet, qui ont été utilisés contre Téhéran.

(Lire la suite page 4.)

Comment les Français ont-ils payé leurs impôts ?

« Le Monde de l'économie » ouvre le dossier de la fiscalité et invite ses lecteurs à s'exprimer.

(LIRE PAGE 19.)

Quelle politique industrielle pour la France ?

La croissance faisant défaut, la modernisation de l'industrie française appelle des choix rigoureux et douloureux.

(LIRE PAGE 39 L'ARTICLE DE J.-M. QUATREPOINT.)

Point de vue

Éviter l'état de disgrâce

par EDGAR MORIN (*)

Que fut en vérité l'« état de grâce » qui perdura de mai 1981 à la fin de cette même année ? Peut-être l'effet global d'une addition de contentements, de curiosités, d'attentes, d'indifférences.

En fait, le contentement de l'électorat vainqueur *ne* portait en lui ni euphorie, ni exaltation, ni espoirs infinis, comme en juin 1936 ou à la Libération. Mais c'est justement ce contentement sage qui fut la première et principale grâce de l'ère Mitterrand. Le « peuple de gauche » ne crut nullement que le chômage allait disparaître, que la vie allait changer, que les lendemains allaient chanter. Même une affiche trotskiste commença par ces mots : « Tout n'est pas possible tout de suite, mais... » Ce qui évita longtemps et évite encore aujourd'hui au pouvoir socialiste de subir les pressions impatientes, puis la fureur des *espoirs bafoués*.

En même temps, au cours de cette époque, le « marais » était tranquille. Le « marais », c'est cette vaste zone médiane floue débordant largement les 5 % d'électeurs qui décident des majorités ; là, avaient longtemps régné, avec une force égale, les contradictoires volontés de changement et de peur du changement. En 1981, le « marais » était soulagé de voir qu'à la fois rien *n'avait changé au fond et que tout* avait pourtant changé dans le paysage. La peur du communisme avait chuté en proportion de la baisse des voix du P.C.F., et la présence des ministres communistes au gouvernement indiquait non leur domination, mais leur soumission. L'ancien pouvoir n'était pas seulement usé et fatigué après vingt-trois ans de non-alternance ; le stérile affrontement Chirac-Giscard avait détruit sa crédibilité, et la droite vaincue n'attirait en elle aucune énergie, aucun espoir.

Un grand vent de réformes souffla sans devoir apporter perturbations ou bouleversements. La décentralisation était dans son principe largement admise, voire attendue. Les nationalisations, elles, survin*rent dans l'indifférence générale. On* les jugea ni utiles ni nuisibles, et le bon peuple de gauche accepta avec bienveillance une mesure qui faisait tant plaisir au P.S. (celui-ci, en effet, ressentait le besoin « psychanalytique » de se prouver à lui-même qu'il n'était pas de cette pâte molle des sociaux-démocrates incapables d'action transformatrice et infidèles à leurs promesses).

L'état ambigu qui suit, et dure encore en ce début d'automne, est caractérisé, non seulement par le surgissement et le développement de désillusions, désenchantements, mécontentements, mais aussi par la persistance, sous ces facteurs négatifs, des conditions positives de l'état de grâce.

Les causes des déceptions et mécontentements sont fort visibles : la crise perdure, le chômage s'est accru, l'inflation n'est pas jugulée, la valeur du franc s'est dégradée ; les effets de la décentralisation sont encore invisibles ou inconnus ; les réformes corporatives (médecine) ou universitaires aggravent plus de problèmes qu'elles n'en allègent : les projets qui émanent des commissions ministérielles portent la marque conjointe de la technocratie, de la bureaucratie et de l'idéologie ; on voit beaucoup d'inefficacité, de verbalisme, de rhétorique, de jactance, d'assurance, là où on attendait imagination et franchise. Les mécontentements se manifestent avec grande violence dans des secteurs ouvriers, agricoles, corporatifs, étudiants, les classes moyennes, les cadres policiers. En même temps, l'agressivité est grande chez les commerçants.

(Lire la suite page 2.)

(*) Écrivain et sociologue.

AU JOUR LE JOUR

Exil

L'ayatollah Khalkhali a comparé M. Mitterrand à Napoléon et a demandé aux Français d'expédier leur président à Sainte-Hélène.

On ne contestera pas à M. Khalkhali une compétence dans la mise à l'écart et l'élimination de ceux qui s'opposent à la révolution islamique. Mais il devrait actualiser ses connaissances : il y a plusieurs décennies que la France n'expédie plus dans les îles ses chefs d'État déboulonnés. Elle est devenue une terre d'accueil pour les bannis de tous les horizons. On ne l'a pas oublié à Neauphle-le-Château.

BRUNO FRAPPAT.

LES SUCCÈS DE L'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS PARTIELLES

Le deuil des illusions

par JEAN-MARIE COLOMBANI

LIRE PAGE 46

INAUGURATION DU COLLÈGE INTERNATIONAL

Paris, capitale de la philosophie ?

L'ambition n'est pas mesquine. Inauguré, ce lundi 10 octobre à Paris, sous le regard paternel de trois ministres, le Collège international de philosophie s'assigne comme but de faire de Paris un lieu privilégié d'échanges et d'approfondissement des idées. Non d'enseignement au sens strict ; plutôt de recherche et de diffusion.

Espace où philosophes, mais aussi biologistes, physiciens, artistes, juristes, mathématiciens, théologiens, pourraient accourir du monde entier pour confronter leurs interrogations et leurs méthodes. Tel le veulent ses promoteurs.

L'initiative remonte aux Assises de la recherche organisées en janvier 1982 par M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie. Un rapport préparatoire, confié à M. Jacques Derrida, maître-assistant à l'École normale supérieure, qui s'entoura de MM. Jean-Pierre Faye, François Chatelet et Dominique Lecourt, fut remis, il y a quelques mois, au successeur de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Laurent Fabius, ainsi qu'aux ministres de la culture et de l'éducation nationale. Ce texte est devenu l'acte de fondation de la nouvelle instance.

On y lit qu'il ne s'agira pas de *« restaurer la philosophie en France »* ni de *« concurrencer »* ou de *« menacer »* ses modes d'existence à l'Université, dans les classes de terminale des lycées, au Collège de France, au C.N.R.S., dans les sociétés de philo*sophie parisiennes et provinciales.* M. Jacques Derrida constate aujourd'hui un *« réveil philosophique »* qui a des aspects à la fois éthiques et juridiques. Totalitarisme, tortures physiques et psychiques, greffes d'organes et manipulations génétiques, droits de l'homme, rapports entre le politique et la religion, pour ne citer que ceux-là, sont autant *d'« ébranlements » qui sollicitent, « de nouveau et tout autrement »*, la philosophie.

Ces ébranlements remettent en question un certain mode d'autorité du philosophe. Ils le provoquent à de nouvelles incursions ; ils l'obligent à changer *« de style, de règles et parfois de langue »*. Ils requièrent des institutions *« aussi légères, perméables et mobiles que possible »*.

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

Éviter l'état de disgrâce

(Suite de la première page.)

Toutefois il faut remarquer que tous ces mécontentements sectoriels, partiels, corporatifs, ne débouchent pas sur un rejet global. Pendant l'année 1982, les sondages demeurent favorables pour le président, bien qu'ils soient défavorables individuellement pour beaucoup de ministres. Cela tient à mon avis à un facteur décisif qui prolonge souterrainement l'état de grâce, en dépit des diverses et multiples disgrâces qui se manifestent. C'est que dans l'opinion, aussi bien de gauche, du centre ou de droite, s'est enracinée l'idée que la crise économique, de par sa nature internationale, ne peut trouver de solution strictement hexagonale ; le pouvoir peut faire bonne ou mauvaise gestion de la crise, mais on n'attend pas de lui qu'il la liquide.

Ce réalisme lucide s'impose d'autant plus à gauche que celle-ci est en période de basses eaux mythologiques. Sauf pour une minorité hallucinée, l'idée d'un remède socialiste du type moscovite ou pékinois apparaît pire que le mal. Quant à l'opposition, ses leaders eux-mêmes, du temps de leur pouvoir, s'appliquèrent à convaincre de l'inéluctabilité des contraintes économiques. Ils peuvent prêcher tour au plus une douce rigueur, non pas le retour de la prospérité. Ils ne peuvent mobiliser ni l'énergie de l'espoir ni celle du désespoir. C'est pourquoi la très grande violence individuelle, professionnelle, corporative, coexiste chez les mêmes, avec une sorte de pacifique résignation concernant les problèmes globaux. Du coup, le « réalisme lucide » quant à la situation économique globale détermine un somnambulisme hagard. C'est dans cette étonnante passivité globale, dans ce complexe indissoluble de réalisme et de somnambulisme, que le pouvoir socialiste a rencontré, jusqu'à présent, sa plus grande chance. Durera-t-elle ?

Réalisme - somnambulisme

Notons que la conjonction réalisme-somnambulisme vaut pour la politique internationale, c'est-à-dire pour le problème de l'arme nucléaire, celui des fusées Pershing, celui, globalement, de la guerre et de la paix. Là aussi, il est reconnu que le fond même du problème dépend très peu des décisions nationales. L'existence de la force de frappe française semble un fait accompli, dont on ne se lamente ni ne se félicite. L'installation des fusées Pershing en Allemagne semble apporter autant de sécurité que d'insécurité. Tout cela laisse une extrême liberté d'action ou d'inaction au président Mitterrand. Celui-ci bénéficie, en fait, comme d'une grâce, de la conjonction de réalisme lucide - somnambulisme hagard qui concerne tous les problèmes fondamentaux. Dans ce contexte, on ne sait si la présence militaire française au Tchad et au Liban est protectrice ou périlleuse, et on contemple la non-intervention puis l'intervention avec le même attentisme lucidement hagard.

Alors que la crise mondiale de 1929 avait déterminé la montée des fascismes, de gigantesques conflits, et finalement de la guerre, il est remarquable que la crise amorcée en 1973 ait apporté jusqu'à présent si peu de perturbations politiques et sociales, si peu de déchaînements idéologiques et mythologiques. Mais on peut craindre, aussi, que, en profondeur, fermentent des pestilences et des délires qui pourraient, peut-être bientôt, jaillir à la surface.

Déjà le mal-être de l'insécurité économique et le malaise de l'insécurité physique ont trouvé leur bouc émissaire unique : les immigrés. Ici encore, il faut noter un phénomène provisoirement réconfortant. Au *moins jusqu'à l'élection test de* Dreux, la haine et la fureur racistes *sont demeurées confinées dans* le domaine des opinions et comporte*ments privés. Elles ne réussissaient* pas à s'exprimer sur le plan politi*que, où l'idéologie humaniste héritée* de la Révolution française, puis des principes socialistes, *refoule, juste*ment dans le secteur privé, l'attitude raciste. *En 1981, le parti communiste* lui-même n'avait pu bénéficier du racisme ambiant d'une partie de son électorat populaire et ses provocations contre des foyers nord-africains n'avaient nullement été payantes. Toutefois l'élection de Dreux nous indique que le racisme *affectif populaire peut opérer sa* jonction avec le racisme idéologico-*politique de l'extrême droite. Celle-*ci est encore incapable de proposer *un mythe du salut, mais elle est fort* capable de cultiver le mythe du bouc émissaire.

Voilà donc un avertissement du destin. Le second à mon sens. Le premier fut le comportement policier au cours de la manifestation anti-Badinter. Il y eut une brèche très soudaine, très momentanée certes, mais aussi très profonde au cœur même du dispositif de sécurité de l'État. L'événement nous montre la possibilité d'une terrible sape interne en cas de dégradation du pouvoir, c'est-à-dire en cas d'état de disgrâce.

Nous sommes loin de l'état de disgrâce. Il est actuellement peu probable, mais il n'est nullement exclu. C'est même dans un but préventif que nous devons examiner l'hypothèse d'une très grave dégradation socio-politique. Le Chili d'Allende doit *nous être un sujet non d'identifi*cation, mais de réflexion. Il est lamentable d'expliquer seulement par le complot C.I.A. et la vilenie réactionnaire la chute d'Allende. Celle-ci est survenue aussi au terme d'une autodécomposition politique où la très complexe Union populaire *se trouva écartelée par ses antago*nismes internes. Il y a, comme tou*jours, dans ce type de processus, une* causalité en boucle où les attaques *extérieures et les contradictions inté*rieures s'entre-renforcent. La violente hostilité des classes moyennes s'est aussi accompagnée de vastes défections ouvrières, tandis que plusieurs politiques s'opposaient en fait au sein d'un pouvoir tiraillé entre l'activisme gauchiste, le réformiste social-démocrate, le noyautage communiste.

La France certes n'est pas le Chili, mais le Chili n'était pas le Chili : avant Pinochet, il y avait une longue tradition de démocratie parlementaire, et non pas des putschs de généraux, comme la France en a connu, et récemment encore. Le problème d'éviter la disgrâce est un problème très sérieux, la faible probabilité du risque n'excluant pas pour autant sa désastreuse éventualité.

C'est dans l'excès de sécurité que germe le péril. Le P.S. vit dans la *sécurité d'une majorité parlemen*taire absolue et le président jouit de *la longue durée d'un septennat.* Le P.S. puise sa vitalité démocratique dans sa diversité, *mais celle-ci* n'a pas encore produit de synthèse créatrice. Plus encore : héritier à la fois du jacobinisme républicain, des socialismes du dix-neuvième siècle, du réformisme social-démocrate, le P.S. a aussi recueilli la bonne volonté tiers-mondiste, le message culturel de mai 68 (changer la vie, écologie, autogestion, émancipation féminine). Mais il n'a pas encore su ou voulu entre-féconder ces héritages pour accomplir une mission à la fois réformatrice et civilisatrice. Il continue à se référer pompeusement au mot le plus parasite qui soit, le mot socialisme, comme si ce *mot portait en lui une évidence* illuminante, alors qu'il porte en lui confusion, équivoque et *contradic*tions. Il oscille entre le socialisme *idéal, qui masque la société réelle, et* la société réelle, qui fait ranger au *vestiaire le socialisme idéal.*

Hégémonie et hétérogénéité sociales

Le mot socialisme n'est pas seule*ment le brouillard commun aux* deux partis qui s'en réclament dans des *sens antagonistes, c'est aussi le* mot qui cache à ses hérauts le vide *terrifiant qui s'est creusé dans* la pensée sociopolitique du parti. Chez *les uns, le marxisme rétrograde* du CERES tient lieu de flambeau ; il *éclaire partout les méfaits du capita*lisme et laisse dans l'ombre les pro*blèmes terrifiants du totalitarisme* ; il rend incapable de concevoir que l'U.R.S.S. *soit un Etat impérialiste,* classiste, anti-ouvrier, et évidem*ment que les partis communistes ne* soient pas à gauche. Mais, ailleurs *dans le parti, on ne voit nullement* l'effort pour concevoir correctement la *société moderne*, le *monde* contemporain, la complexité du poli*tique. On juxtapose l'idée socialiste* et l'idée de pluralisme démocratique, *sans les articuler en théorie ; on* associe opportunisme, idéologie et libéralisme à des recettes technocratiques et bureaucratiques ; trop *occupé au pouvoir, aux jeux des ten*dances, au jour le jour, le parti renvoie *sine die*, comme luxe inutile, le redoutable, vital et décisif problème *de penser le réel.*

Le réel, ce ne sont pas seulement *les contraintes d'une économie com*plexe, dépendant des interactions du *marché mondial, c'est aussi la situa*tion mondiale dans son unité, sa *diversité, ses hétérogénéités, ses* contradictions. Le vrai problème, ce n'est *pas de « s'adapter » au réel,* comme le demandent éconocrates et technocrates, selon des recettes autant *épuisées qu'éprouvées ;* ce n'est pas non plus de considérer dédaigneusement les contraintes comme une invention « idéologique » de la droite ou des technocrates : la pire des illusions idéologi*ques est de croire que les pesanteurs* du réel sont des ruses idéologiques *sécrétées par l'ennemi, et de dénon*cer comme réactionnaires les réac*tions du réel.*

Il ne s'agit donc ni de s'adapter au réel ni de le nier, *mais de l'affronter* en y appliquant des stratégies, c'est-à-dire de l'action organisatrice comportant de l'invention et de l'imagination pour répondre à l'aléa, à l'incertain, au nouveau. Certes, les contraintes innombrables de l'économie complexe limitent la volonté populaire, mais, même dans ces limites, surtout dans ces limites, il y aurait nécessité, comme l'a dit Maire à plusieurs reprises, d'imaginer, plutôt que de sans cesse retomber dans les recettes bureaucratiques d'Etat ou de syndicat.

Enfin, surtout, les socialistes devraient abandonner les lunettes *roses qui leur montrent un devenir* en marche vers le progrès, en dépit de quelques soubresauts et déviations. Ils devraient comprendre que *nous sommes dans l'âge de fer plané*taire, et que nous sommes entrés *non dans l'ultime étape avant* l'aurore, mais dans une époque de *résistance contre la régression*, la barbarie, l'anéantissement. C'est « exterminationnisme » *et totalita*risme qui sont aux portes du troisième millénaire.

Sans doute le président, dans son olympe, a-t-il pris quelque distance et quelque hauteur pour considérer justement la réalité agonique d'un monde qui hésite entre mort et naissance. Mais il ne faudrait pas qu'une fois de plus la hauteur élyséenne estompe le vrai danger intérieur : le travail souterrain des ferments de disgrâce, au cœur même de la réalité française, et la carence, au sein du parti au pouvoir, des ferments de pensée et d'imagination qui seuls permettraient de prévenir, non seulement un effondrement peu glorieux aux échéances électorales, mais surtout l'éventuel et terrifiant état de disgrâce.

EDGAR MORIN.

LU

« La télévision par câble commence demain », par Henri Pigeat

L'avenir d'un explorateur

EN dépit d'un programme de travail probablement très *chargé en sa qualité de* président-directeur général de l'Agence France-Presse, M. Henri Pigeat a touvé le temps d'écrire un ouvrage, *La télévision par câble commence demain*, qui fait le point sur cette nouvelle étape du phénomène audiovisuel. Honnêtement, il rappelle dans la préface qu'en 1974, sous le titre *Saint Ecran*, il a déjà écrit un livre qui, à l'époque, était précurseur. Rejoint aujourd'hui — ou presque — par la réalité, il remet à jour ses observations et ses réflexions enrichies par dix années de responsabilités professionnelles et... passionnelles dans le secteur de l'information.

Sur le fond, la démarche de M. Pigeat est sans surprise. « *La presse écrite*, rappelle-t-il, *a constitué depuis un siècle et demi l'anti-pouvoir indispensable au fonctionnement des démocraties. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une partie minoritaire des moyens d'expression. La communication audiovisuelle, qui devient le média dominant, est encore loin d'offrir partout les mêmes garanties de liberté et d'indépendance face aux pouvoirs publics.* » Relevée sous la plume de cet ancien haut fonctionnaire, jadis membre du cabinet d'un ministre de l'information, puis nommé directeur *adjoint à la direction de l'information* dans les années 70, cette *réflexion prend une tournure que* l'auteur lui-même n'a peut-être pas recherchée.

M. Henri Pigeat passe en revue toutes les facettes de la télédistribution, notamment le cadre juridique encore imprécis *qui préside à son lancement en* France, même si la loi du 29 juillet 1982 « *a le grand mérite de tenter une réglementation de toute la communication audiovisuelle dans son ensemble. La télévision par câble comme la télématique y trouvent leur place* ». Il s'interroge enfin sur l'influence de l'audiovisuel sur la *culture, au sens où on l'entendait* jusqu'ici, c'est-à-dire « *l'ensemble ordonné et construit des connaissances acquises qui permettait de développer le sens critique, le goût et le jugement...* ». Devant l'avalanche des informations de toute nature qui s'abattront sur l'homme de l'an 2000, l'auteur rappelle cette formule prémonitoire de Mc Luhan : « *A l'avenir, l'étudiant vivra réellement en explorateur, en chercheur, en chasseur à l'affût, sur cet immense terrain que sera son univers de l'information.* »

Notons que Henri Pigeat a *dédié son ouvrage à Jean d'Arcy*, homme de communication s'il en *fut, décédé récemment, avec qui* il travaillait étroitement depuis *une dizaine d'années.*

La revue *Aujourd'hui*, réalisée par la C.F.D.T. (1), a produit en juillet-août un numéro spécial (nº 62) consacré à « *l'information : techniques d'aujourd'hui et de demain* », ainsi qu'à la place des médias dans l'entreprise. M. Roland Cayrol y plaide par exemple en faveur de « *l'urgence d'un débat ouvert sur les médias et l'information* », tandis que Noël Copin traite de « *l'information télévisée après le 10 mai 1981* ».

Ce numéro spécial offre aussi des fiches simples sur les satellites, les réseaux câblés, la fibre optique, les banques de données...

CLAUDE DURIEUX.

★ *La télévision par câble commence demain*, par Henri Pigeat. Plon, 60 F.

(1) C.F.D.T.-presse Edit., 26, rue Montholon, 75439 PARIS, le numéro 30 F.

LETTRES AU Monde

Achever les monuments du passé

Tout régime, tout président, ambitionne de doter le pays de quelques monuments qui « resteront ». S'y ajoutent le souci d'animer l'économie et d'occuper la main-d'œuvre. Jamais il n'a été plus souhaitable de construire que dans ce temps de crise où le bâtiment ne va pas fort. Il semble que le pouvoir en ait conscience et il y fait parfois allusion. On n'en voit guère les effets.

On *parle bien d'ériger un* Opéra, un deuxième Opéra pour Paris. *C'est peut-être ambitieux. D'autres,* plus tournés vers le peuple, réclament *plus de H.L.M.*, sachant *bien* tout de même que ce n'est pas ce qui *immortalisera notre époque. Mais* trouvera-t-on une entreprise qui fasse honneur à notre temps, qui emploie assez de travailleurs et qui ne ruine pas la collectivité ? Difficile. Voici tout de même une proposition.

Des monuments, et prestigieux, nous en avons. Et qui ne sont pas terminés. Ils sont même restés en panne depuis le Moyen Age. Je veux *parler de nos cathédrales et autres* édifices religieux classés. C'est bien *vieux sans doute. Mais c'est encore* ce que nous avons de mieux à mon*trer aux jeunes générations*, aux touristes français et étrangers. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir un guide de France et de voir où va la majorité des « étoiles ». Or l'élan qui a fait pousser de telles merveilles s'est brisé vers la fin du treizième siècle. Les âges suivants, par une triste méconnaissance de leur beauté, se sont acharnés à les détruire. Il a fallu attendre le milieu du dix-neuvième pour qu'on se ravise. Quoi qu'on ait pu dire des restaurations abusives de Viollet-le-Duc, la campagne d'un quart de siècle qu'il a menée a sauvé bien des chefs-d'œuvre, en a complété plusieurs. Lui reprochera-t-on encore d'avoir reconstitué la flèche centrale de Notre-Dame de *Paris* ? D'avoir terminé la cathédrale de Clermont avec les tours dominant la ville ? D'avoir sauvé la cité de Carcassonne *en ruines ? Pour ne citer que* quelques exemples. C'est bien au dix-*neuvième siècle qu'on a achevé la* cathédrale de Cologne, une des plus *célèbres du monde, qu'on a* couronné celle de Rouen de la haute flèche de fonte qui caractérise sa silhouette.

On sait avec quel soin averti les Monuments historiques soignent les plaies de nos vieilles pierres. Mais ils ne peuvent aller au-delà. Or il ne manque pas de monuments à finir, sans les défigurer. La cathédrale de Soissons attend toujours la construction de la deuxième tour qui compléterait la symétrie de sa façade. De même à Sens et à Troyes. Quelques exemples entre mille.

On *objectera le coût de ces travaux*, leur rentabilité nulle. Si on *devait estimer celle de tant* d'entreprises de notre temps !

EMILE HERPIN.
(Caen.)

Maghrébins et Français

De retour d'un séjour passé en Algérie, je voudrais apporter mon témoignage sur l'accueil qui nous a été réservé, et exprimer la réflexion qu'il a suscitée, que ce soit entre amis au début, invités ici et là par les membres d'une famille dont nous connaissons la branche immigrée à Roubaix, en famille ensuite, parcourant en simples touristes une partie du pays, nous avons, partout et en toutes occasions, rencontré une attention envers l'étranger de passage, une prévenance pour ses moindres tracas matériels (trouver sa route, de l'eau, un gîte) qui nous ont impressionnés (mis à part une certaine réserve dans les Aurès, et pour cause).

Au retour, on ne porte plus le même regard sur « *les immigrés* » que l'on croise. On est porté à se dire, en effet, que si l'occasion se présentait de les connaître, on retrouverait sans doute cette même chaleur dans le contact.

« *Comprendre l'immigration, combattre les idées fausses* » recommande le secrétariat d'Etat chargé des immigrés. L'un des moyens pour y parvenir ne serait-il pas de rapprocher les communautés en multipliant les rapports individuels ? Plusieurs communes de France ont déjà organisé des rencontres au niveau scolaire, débouchant parfois sur le voyage de jeunes Français dans la région d'origine de leurs camarades. Pourquoi ne pas développer ce mouvement et en diffuser largement les résultats — comme le fait *le Monde*, — plutôt que de *n'orchestrer que la* rituelle fusillade de l'été ? Des asso*ciations de quartier pourraient être* créées, qui rassembleraient Français *et immigrés autour d'activités spor*tives, culturelles. S'il en existe, *pourrait-on en parler ? Pour repren*dre une vieille idée chère aux artisans de l'Europe moderne, le jumelage entre villes multiplierait les occasions de rencontres individuelles. Enfin pourquoi les communes concernées n'encourageraient-elles pas les familles françaises qui se diraient prêtes à faire la connaissance de familles ou de célibataires immigrés ?

Bref : imaginer, et vite, car on est au pied du mur (Dreux).

PIERRE COLBOC
(Paris.)

● *PRÉCISION.* — Dans son article du 5 octobre « L'autre manière d'atomiser le monde », André Fontaine avait écrit que l'île de Pitcairn dépendait actuellement de la Nouvelle-Zélande. En fait c'est le haut commissaire britannique en Nouvelle-Zélande qui est chargé de l'administrer.

Le chant du départ

Depuis qu'il y a des ministres communistes dans le gouvernement de la France, les politologues dissertent doctement sur la durée de leur participation au pouvoir. Chaque fois que les divergences entre les deux composantes principales de la majorité en matière de politique étrangère ou intérieure s'accentuent, ces interrogations nourrissent les chroniques et les conversations privées. Or, curieusement, personne ne *s'est encore interrogé sur la présence* des ministres socialistes au gouver*nement. En effet, tout en* critiquant tous azimuts la politique du gouver*nement, les communistes déclarent* : « J'y suis, j'y reste ! » Alors ? Alors, il n'y a plus qu'une solution : le départ des ministres socialistes !

HERBERT LAMM
(Asnières-sur-Seine.)

Questions à Louis Leprince-Ringuet

L'article de Louis Leprince-Ringuet « Les grands-parents pour la paix » *(le Monde* du 17 septembre) comporte d'excellentes choses. D'autres sont plus discutables.

D'un côté, il appelle à « militer *vigoureusement à tous les niveaux...*, sans relâche, pour un arrêt de l'escalade *nucléaire et une réduction* progressive des armements correspon*dants, jusqu'à leur suppression* complète ». D'un autre, il jette l'anathème sur ceux qui militent dans ce sens, parfois en y risquant *leur santé et leur vie*, précisément en vue de « *l'objectif qu'il faut absolument atteindre malgré tous les obstacles* ». Comment influer sur les décideurs sinon par le moyen de l'opinion publique ? Et qui alerte cette opinion sinon les militants pour la paix ?

L'auteur reconnaît que « la menace pour la France et ses voisins provient... bien de l'U.R.S.S. ». Il est clair que notre force de frappe lui est destinée. Mais l'auteur n'en déduit pas qu'elle doive être comptabilisée comme telle. Comment nier la réalité ? Et pourquoi laisser à M. Andropov le soin de la respecter ? Une force de dissuasion dont l'emploi serait d'ailleurs une « *opération suicidaire* », dit l'auteur. Certes. Mais pourquoi n'en pas déduire la nécessité... d'en arrêter les frais ?

Quant au fameux « *équilibre* » des forces qu'il invoque (1), c'est raisonner comme aux temps où l'on comparait le nombre de bataillons et de canons. Aujourd'hui, en dehors de dramatiques petites guerres que les Grands se livrent par combattants interposés, tout se décide par l'électronique et passe par la stratosphère. Comment comparer l'incomparable ?

Dans un premier temps, le « gel nucléaire » est une urgence. Pourquoi *ne pas le décider puisque son* contrôle ne pose plus de problème depuis que, d'un *côté comme de* l'autre, seuls les grands fonds marins *échappent encore à la vigilance des* satellites et des sonars (2) ?

ÉDOUARD KRESSMANN,
grand-père de dix-neuf petits-enfants et plusieurs fois arrière-grand-père.

(1) *Cf. le Poker nucléaire*, Bertrand de Launay (août 1983). Syros, 240 p., 49 F.

(2) *Cf.* Cahier nº 55, *A Geopolitics of Peace*, par Daniel Deudney, World-watch Institute, Washington D.C. (août 1983).

Adieu, les hirondelles

Dans un numéro récent du Monde (9 septembre) on a pu lire que de nombreuses espèces animales avaient disparu au cours de ces dernières décennies, ou se trouvaient en voie de disparition. L'hirondelle n'y était pas mentionnée, et pourtant !

Je ne suis certainement pas le seul à avoir constaté sa raréfaction progressive, sinon sa complète disparition çà et là, dans notre pays. Dans la commune de la banlieue bordelaise où je demeure, il ne reste plus guère que le souvenir de leurs arabesques aériennes. Les martinets, *moins élégants de plumage, ont* tenté de les remplacer. Ils ont bien *résisté quelques années. Mais après* un essai d'adaptation printanière, ils *sont allés chercher ailleurs* ce qui leur faisait défaut ici, c'est-à-dire les insectes dont les uns et les autres se nourrissaient.

A première vue, cette aseptisation de notre atmosphère illustrerait le bon côté de la chose. Voire ! qu'on en juge. Fini de ramasser les fleurs du tilleul du jardin, tant elles sont recouvertes d'une pellicule noirâtre et poisseuse, produit des pots d'échappement. Quant aux pêches, n'en parlons plus : elles pourrissent en majorité avant maturité !

P. RAMBAUT
(Le Bourcet, Gironde.)

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MAUROY A ALGER

L'apurement du contentieux franco-algérien donne lieu à des discussions serrées

De notre envoyé spécial

Alger. – Dès son arrivée à l'aéroport d'Alger dimanche 9 octobre en fin d'après-midi, M. Pierre Mauroy a publiquement souhaité, en s'adressant au chef du gouvernement algérien, M. Mohamed Ben Ahmed Abdelghani, que son voyage contribue à *« faire rapidement disparaître le mot contentieux du vocabulaire des échanges entre l'Algérie et la France »*. L'objectif essentiel du voyage du chef du gouvernement est, en effet, de tenter d'apurer les différents éléments du contentieux historique entre les deux pays avant la visite officielle que le chef de l'Etat algérien, M. Chadli Bendjedid, doit faire en France les 8, 9 et 10 novembre (*le Monde* daté 9-10 octobre) :

« La principale caractéristique de nos relations, c'est certainement la confiance, a souligné M. Mauroy. *Et, lorsqu'on songe au passé, c'est certainement la plus grande victoire de nos deux peuples. Le message que la France vous apporte aujourd'hui tient en un mot, qui exprime à la fois un sentiment et une valeur morale. Ce mot c'est : fidélité. Cette fidélité plonge ses racines dans l' histoire. Cette fidélité, je vous en apporte le gage pour l'avenir. »* Dans sa brève déclaration, le premier ministre a ajouté que la conjonction des efforts de l'Algérie et de la France contre *« la logique d'un monde bipolaire »* devrait permettre aux deux pays de *« donner à toute la communauté internationale l'exemple d'une coopération sincère dénuée de calcul et d'arrière-pensée d'autant plus exemplaire qu'elle se développe entre un grand pays du Sud et un grand pays du Nord »*.

La volonté politique de réconciliation définitive qui s'exprime aujourd'hui dans les deux capitales autorise à penser que la visite de M. Mauroy se concrétisera par des progrès en ce sens. Le premier ministre avait d'ailleurs reçu certaines assurances lors de sa visite-éclair du 10 septembre à Alger et une preuve en a déjà été donnée par l'accord de principe conclu la semaine dernière à Paris sur l'organisation du service militaire des jeunes Algériens nés en France après 1963. Mais il faudra sans doute attendre la venue du président Chadli à Paris pour mesurer exactement quel pourra être le rythme de ces progrès.

Les biens français

Les réunions d'experts des deux gouvernements, organisées samedi 8 et dimanche 9 octobre à Alger, avant l'arrivée de M. Mauroy, ont montré en effet que sur les dossiers les plus délicats (les transferts de fonds des derniers « pieds-noirs » et des coopérants, l'évaluation des biens français, le problème des autorisations d'entrer en Algérie pour les Français musulmans, etc.) les discussions restent serrées et difficiles. Les réponses des Algériens au mémorandum qui leur a été transmis par Paris il y a plusieurs semaines afin de préciser les positions françaises sur les différents points du contentieux demeurent pour l'instant assez restrictives, estimait-on, dimanche soir, de source française.

Les interlocuteurs des experts français ont renouvelé avec insistance, en outre, leur demande de restitution des archives algériennes se trouvant en France. Ces réunions techniques, qui se déroulent à l'intérieur de deux groupes de travail, devaient se poursuivre, ce lundi 10 octobre, parallèlement aux échanges de vues des deux délégations officielles. Lundi matin, les experts français ont fait le point sur chacun des dossiers avec le premier ministre, qui a préparé cette visite avec un soin particulier en recevant notamment jeudi 6 octobre les représentants de la principale organisation de rapatriés d'Algérie, le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer).

La séance d'entretiens élargis de ce lundi matin devrait permettre ensuite à M. Mauroy d'apprécier directement les possibilités de compromis et surtout de faire en sorte que la persistance de ce contentieux ne freine pas le développement des échanges bilatéraux.

ALAIN ROLLAT.

● *Rencontre entre Hassan II et M. Mitterrand.* – Le roi Hassan II du Maroc, qui séjournait à New-York depuis le 26 septembre, s'apprête à quitter les Etats-Unis pour Paris, où il rencontrera M. Mitterrand, a annoncé l'agence marocaine de presse MAP.

● *Les relations franco-tunisiennes.* – La grande commission franco-tunisienne, qui s'était ouverte le 6 octobre à Tunis pour préparer la visite officielle en Tunisie de M. Mitterrand, a achevé, samedi 8 octobre, ses travaux sans résultats immédiats, notamment sur le problème du patrimoine immobilier français en Tunisie. – *(A.F.P.)*

A PROPOS DE L'ACCORD DE 1980 SUR L'IMMIGRATION

Au cours de l'émission « Rencontre avec... », M. Valéry Giscard d'Estaing a évoqué, à propos du problème des immigrés en France, l'accord signé entre Alger et Paris, le 15 septembre 1980. *« Pourquoi,* a-t-il demandé, *a-t-on abandonné cette politique de retour ? »*

L'accord du 19 septembre 1980 visait à encourager le retour volontaire dans leur pays d'une partie des quatre cent mille travailleurs algériens résidant en France et de leurs familles : M. Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat chargé des immigrés, avançait le chiffre de trente-cinq mille personnes par an. Cet accord s'inspirait du système d'aide au retour institué pour l'ensemble des immigrés – à l'exception des catégories privilégiées – en juin 1977, et qui n'était rien d'autre qu'un... passeport sans retour. Car ses bénéficiaires, une fois perçu un pécule de 10000 francs, perdaient tous leurs avantages sociaux, ainsi que le droit de revenir en France.

Le moins que l'on puisse dire est que ce dispositif d'aide au retour n'a guère recueilli de succès auprès des intéressés : depuis sa mise en route jusqu'au 31 mai 1979, cinquante-cinq mille personnes seulement, dont trente-six mille actifs, avaient restitué leur titre de séjour et bénéficié du pécule, ce qui représentait pour cette première « tranche » de départs une dépense de 400 millions de francs à l'époque. Sur ce chiffre de cinquante-cinq mille bénéficiaires, on recensait, en tout et pour tout, mille six cent cinquante-quatre Algériens...

C'est notamment pour cette raison que l'accord de 1980 – dont le coût global avoisinait 700 millions de francs étalés sur trois ans, le coût moyen par départ volontaire s'établissant à 13000 francs – prévoyait une indemnité de retour plus élevée pour les Algériens, fixée à quatre mois de salaire net en moyenne.

Mais l'estimation fournie, le 7 octobre, à la télévision, par M. Giscard d'Estaing – cent mille retours volontaires en trois ans – semble s'appliquer à l'ensemble des retours, toutes nationalités confondues. Elle apparaît d'autant moins crédible que les mesures de réinsertion qui devaient accompagner ces retours volontaires n'ont jamais été appliquées sur le papier, si l'on excepte dans certains cas quelques semaines de formation professionnelle rudimentaire. Au demeurant, l'impossibilité d'effectuer un contrôle réel aux frontières – en l'absence, à l'époque, d'un fichier central – n'a pas permis de vérifier si les départs avaient tous eu lieu ou s'ils n'avaient pas été suivis de retours clandestins.

L'échec de l'aide au retour fut si patent que le gouvernement de gauche a été obligé de supprimer le dispositif mis en place à grands frais par M. Stoléru.

J. B.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Une mise en garde de M. Cheysson aux pays de l'OTAN qui ne respecteraient pas leur décision de 1979 sur les euromissiles

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, était dimanche 9 octobre l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. En dehors des réponses qu'il a fournies à différentes questions sur la livraison des cinq Super-Etendard à l'Irak et sur la position de la France dans le conflit entre Téhéran et Bagdad *(lire page 4)*, voici les principaux points de son intervention, dans l'ordre où ils ont été abordés.

● LIBAN : *« L'évolution au Proche-Orient autour du Liban, pas seulement au Liban, introduit de plus en plus le Proche-Orient dans le contentieux, dans le conflit entre l'Est et l'Ouest. La pente naturelle des choses, à l'heure actuelle, c'est de tout partager au Proche-Orient. (...) Si on partage tout, on partagera tout nécessairement entre les deux grandes armées de la région, et aux côtés de chacune d'elles on sait très bien qui est le fournisseur, qui est le partenaire. (...) Même si nos moyens sont insuffisants (...), nous poursuivrons sur la ligne que nous avons adoptée. Cela ne fait pas le moindre doute. C'est bien pourquoi nous soutenons le président du Liban. Nous pensons que c'est autour de lui que doit se faire l'unité, que c'est lui qui représente la souveraineté, qui a une chance d'indépendance. (...) La force multinationale a une valeur de symbole. C'est la marque concrète, physique, de notre engagement auprès du Liban, auprès des structures du Liban, du président du Liban. Donc, il est indispensable qu'elle demeure là. »*

● EUROMISSILES : *« La négociation se passe entre Américains et Soviétiques. Nous n'y sommes pas. (...) Mais nous pouvons marquer notre opinion et, sans aucun doute, nous souhaitons que la négociation se poursuive et qu'elle se poursuive jusqu'à ce que l'on parvienne à un accord entre Américains et Soviétiques. Pour que cet accord intervienne, est-il préférable que les pays concernés (...) commencent à révoquer leur décision de décembre 1979 ? Beaucoup en doutent. J'en doute. Je pense que si les pays du système intégré montrent qu'ils ne tiennent pas à leur décision, cela ne sera pas un facteur favorable à l'aboutissement de la négociation. »*

● COHÉSION DE LA MAJORITÉ : *« Ce que je colporte, ce sont les idées telles qu'elles sont exprimées, élaborées par le gouvernement et par le président de la République. Sur ce plan, que tel ou tel parti politique, que tel ou tel parti de la majorité ait une opinion nuancée, différente, est vrai. Nous sommes en démocratie, les opinions s'expriment librement. A l'intérieur même de mon parti, parfois, il y a des nuances par rapport à ce que le gouvernement décide, à ce qu'il propose, en particulier à l'extérieur. Et il en va de même pour les autres partis qui forment la majorité. »*

● AFFAIRE DU BOEING : *« J'ai travaillé en très étroite liaison avec les membres du gouvernement concernés, et en particulier avec le ministre des transports. Il n'y a pas eu, sur les attitudes, sur les initiatives que nous avons prises, la moindre nuance entre nous à la table du gouvernement et dans les discussions entre ministres et entre départements ministériels. (...) Certains pilotes et autres membres d'équipage avaient décidé d'une grève. C'était leur droit. Ceux-là ont d'ailleurs fait la grève. D'autres n'avaient pas décidé de cette grève. C'était également leur droit de ne pas la faire. »*

● TCHAD : *« Quand le Tchad a été envahi, que l'invasion a été indiscutable, nous avons arrêté cette invasion, le feu a cessé. Il faut maintenant que l'entente entre les Tchadiens, autour du président reconnu par toute l'Afrique, permette l'évacuation des forces étrangères, des forces libyennes et des nôtres. Nous aurions pu ne rien faire. Il était arrivé une fois déjà, dans des circonstances dont je reconnais que le gouvernement n'était pas totalement maître, que l'unité du Tchad soit maintenue dans l'occupation libyenne totale. Eh bien ! tel n'a pas été le cas. Je crois que nous avons, là, fait quelque chose d'utile, sans l'intervention d'autres grandes puissances. »*

● PRIX NOBEL DE LA PAIX : *« Cet ouvrier, cet homme engagé, cet homme qui croit profondément à tout ce qu'il fait, à toute la vie dans laquelle il est inscrit, prix Nobel de la paix, c'est une belle décision. (...) Lech Walesa, certains ne l'aiment pas, d'autres l'aiment, et je dois dire que je fais partie de ceux-là ; mais il est un homme de principes, et c'est cet homme de principes qui a été honoré. Est-ce favorable ou défavorable aux rapports Est-Ouest ? (...) A court terme, cela ne facilite pas les rapports Est-Ouest. A plus long terme, à mon avis, oui. »*

EN R.F.A.

La majorité du parti social-démocrate est hostile à l'implantation des euromissiles

De notre correspondant

Bonn. – Il faudrait désormais un miracle pour que le congrès extraordinaire du S.P.D. sur les euromissiles, qui se tiendra à Cologne les 18 et 19 novembre, ne se prononce pas à une écrasante majorité contre l'implantation de Pershing et de missiles de croisière américains sur le territoire fédéral. Les fédérations de Bavière et de Sarre viennent d'opposer un « non » inconditionnel à la double résolution de l'OTAN. Lors d'une réunion à Witten, la puissante organisation de la Westphalie occidentale dans la Ruhr, qui regroupe cent quarante mille adhérents, de tendance plutôt conservatrice, et qui avait initialement soutenu l'ancien chancelier Schmidt dans son plaidoyer pour la double résolution, s'est déclarée catégoriquement hostile au stationnement d'euromissiles en R.F.A., même en cas d'un compromis de dernière minute à Genève. Elle a été jusqu'à repousser l'idée d'un moratoire.

M. Willy Brandt a essayé de rallier les délégués à la thèse officielle du parti social-démocrate : il faut attendre les résultats de Genève, qu'ils soient positifs ou négatifs, pour se former une opinion définitive. Le président du S.P.D. a reproché au gouvernement de Bonn de se préparer dès maintenant à recevoir les fusées américaines. Lui-même semble plutôt pessimiste quant au dénouement des pourparlers de Genève, mais conformément aux décisions du congrès S.P.D. de Munich l'année dernière, il attend pour se prononcer officiellement.

Ce qui a caractérisé les assises social-démocrates de ce weed-end – il y en eut aussi en Hesse du Sud et dans certains districts de Westphalie en dehors de la Rhur, – c'est la radicalisation de la base et son imperméabilité aux arguments temporisateurs des orateurs venus de Bonn. Malgré les dissensions dont il était le témoin, M. Brandt s'est proposé de sauver *« l'unité du parti »*. Mais celle-ci est déjà réalisée dans l'opposition aux euromissiles et le congrès de Cologne, quelle que soit la motion que lui soumettra le comité directeur, ne pourra qu'entériner le glissement vers le pacifisme unilatéral et une certaine forme de « révisionnisme », malgré toutes les protestations de fidélité à l'alliance atlantique qu'on y entendra. En effet, une fois balayée la double résolution de l'OTAN, il faudra bien que le S.P.D., pour rester ou redevenir crédible, invente une politique de rechange. Qui se chargera de la définir ? Dans quel sens ira-t-elle ? Pourra-t-elle échapper aux pressions du mouvement pacifiste, qui compte bien prolonger sa campagne au-delà de la grande manifestation du 22 octobre ? Autant de questions sur l'avenir même du S.P.D. et la crédibilité de ses chefs.

ALAIN CLÉMENT.

● *Le congrès de l'Internationale libérale*, réuni à Stockholm, s'est prononcé, le samedi 8 octobre, en faveur de l'inclusion des forces de frappe française, britannique et chinoise dans les négociations sur la limitation des armements. – *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Tchad

Amnesty International fait état de « tueries » et d'« exécutions sommaires »

Dans un rapport diffusé ce lundi 10 octobre, Amnesty International se dit *« préoccupée par la détention sans jugement de personnes soupçonnées d'opposition envers le gouvernement du président Hissène Habré et par des allégations d'après lesquelles certains de ces détenus auraient été maltraités ou auraient pu « disparaître » au cours de leur détention »*. L'organisation humanitaire se déclare également *« inquiète au sujet des nouvelles selon lesquelles des opposants présumés auraient été sommairement exécutés par les forces gouvernementales »*. Elle affirme avoir *« également reçu des renseignements non confirmés sur des exécutions sommaires qui auraient été le fait des forces se réclamant du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) qui contrôle le nord du Tchad »*.

Amnesty International précise que, depuis la reprise de N'Djamena par les forces de M. Hissène Habré en juin 1982, *« des tueries arbitraires et des exécutions sommaires de civils et de combattants capturés »* lui ont été *« signalées »*. Elle s'inquiète notamment de la situation dans le Sud, où les FAN (Forces armées du Nord) ont pris position en septembre 1982. *« Au cours de la seconde moitié de l'année,* affirme le rapport, *lorsque les forces du président Hissène Habré affermissaient leur contrôle sur le Sud, ces renseignements parvenaient de N'Djamena et des principales villes du Sud, comme Moundou, où une centaine de personnes auraient été tuées par les FAN entre juin et décembre 1982. »*

Le rapport poursuit à ce propos : *« Dans de nombreux cas, les tueries étaient commises par les FAN lorsqu'elles pillaient les régions nouvellement occupées. Dans d'autres cas, des individus étaient apparemment sélectionnés pour une exécution sommaire, soit par suite des griefs personnels nourris contre eux par les soldats des FAN, soit parce que les victimes étaient tenues pour des opposants réels ou potentiels à l'égard du gouvernement du président Habré. Par exemple, Raymond Matha, ingénieur au ministère des eaux et forêts, aurait été tué à Sarh, au sud du Tchad, fin août 1982, apparemment pour la seule raison qu'il était le beau-frère du colonel Kamougé, et, de ce fait, un opposant virtuel. »*

Amnesty International cite également le cas de Karyom Ningayo, ancien préfet de Moundou, qui *« aurait été abattu devant sa famille en septembre 1982, lorsqu'il a été intercepté avec sa femme et ses enfants à un barrage routier par les troupes du président Habré »*. Quant au lieutenant-colonel Allafi, ancien chef d'état-major de l'Armée nationale intégrée, *« il aurait été exécuté à Laï (Sud) le 24 octobre 1982, peu de temps après sa comparution devant un tribunal sommaire composé de militaires des FAN ». « Il a été décapité,* ajoute le rapport, *et son corps laissé à la vue du public pendant plusieurs semaines. »* Amnesty ajoute que l'*« exécution sommaire »* [d'Allafi] *« était, semble-t-il, liée au fait qu'il avait été sous-préfet dans la ville de Bardaï (Nord), vers le milieu des années 60 et qu'il était alors tenu pour responsable d'atrocités commises sur des populations locales. »*

« Des deux côtés »

L'organisation humanitaire fait également état, depuis le début de 1983, *« dans des régions relativement calmes »*, de *« tueries arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires de civils et d'arrestations qui semblent avoir été souvent des actions de représailles, suite à des attaques à main armée sporadiques dirigées contre le gouvernement »*. Elle cite deux cas : *« Après une série de telles attaques dans la préfecture du Logone oriental dans le Sud, les soldats des FANT* (Forces armées nationales tchadiennes) *auraient tué une quarantaine de personnes dans la région de Doba entre les 8 et 20 avril 1983 » ; « Huit policiers arrêtés à Kelo en juillet 1983 – ou certains d'entre eux – ont été également exécutés sommairement car ils étaient, semble-t-il, soupçonnés d'être des opposants. »*

Amnesty International mentionne des rapports reçus selon lesquels *« des combattants faits prisonniers lors des affrontements entre les forces du GUNT et les FANT depuis février 1983 ont été sommairement exécutés ». « D'après des rapports non confirmés,* dit-elle, *les deux côtés se seraient livrés à de telles tueries. Des sources proches du GUNT ont affirmé que les combattants des FANT sont responsables de la mort à Faya-Largeau de cent soixante prisonniers, tant civils que militaires. De même, d'après des rapports non confirmés, une quinzaine de civils auraient été tués par les forces du GUNT pendant leur occupation d'Abéché entre les 8 et 10 juillet 1983 à cause de leur prétendu soutien au président Habré. »*

L'organisation de défense des prisonniers politiques cite de nombreux cas de personnes arrêtées, dont on ignore le sort. Surtout, elle s'inquiète de ce que sont devenus les nombreux prisonniers dont les deux camps ont revendiqué la capture. *« Par exemple,* écrit le rapport, *le 16 mai 1983, le GUNT aurait revendiqué la prise de sept cent quatre-vingt-trois prisonniers des FANT. Lorsque, plus tard, les FANT ont repris Faya-Largeau, le 30 juillet 1983, elles ont affirmé avoir fait prisonniers mille deux cents partisans de l'ancien président Goukouni Oueddeï, parmi lesquels MM. Noukouri Goukouni, ministre de l'éducation et de la culture du GUNT, Ahamat Alkhali, ancien maire de N'Djamena, Godallah Tchombi, ministre de l'administration publique du GUNT, et Rata Ramadan Ben Mata, ancien chef de l'agence tchadienne de presse. »* Amnesty International s'inquiète également du sort de quelque cinq cents prisonniers présentés à la presse le 9 août 1983 à la maison d'arrêt de N'Djamena.

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADEUR DU GHANA SUR LES LIVRAISONS D'ARMES LIBYENNES

A la suite de l'article publié sous le titre : « L'impasse au Tchad inquiète les alliés africains de la France » (*le Monde* du 1er octobre), l'ambassadeur du Ghana à Paris nous a adressé un démenti en ce qui concerne le *« débarquement d'armes libyennes à Pô, via le Ghana »*.

L'ambassadeur *« considère cette affirmation comme injustifiée et dénuée de tout fondement. La politique avouée du gouvernement ghanéen consiste à maintenir des relations d'amitié, de bon voisinage et des rapports d'intelligence avec toutes les nations. En conséquence, il a répété à plusieurs reprises que le territoire national ne saurait être utilisé comme lieu de transit pour des armes, quelles que soient leur provenance ou leur destination, et qu'il ne servirait jamais de terrain d'entraînement ou de refuge à des éléments dont le seul but est de déstabiliser leur pays d'origine dans la région »*.

[Nous maintenons nos informations provenant de très bonne source. Ces armes, à destination de la ville de Pô, en Haute-Volta, transiteraient par la localité de Tamalé, au Ghana, qui dispose d'un terrain d'aviation.

PROCHE-ORIENT

Israël

Panique financière

(Suite de la première page.)

Pour alimenter les guichets, elles ont dû, en catastrophe, *emprunter* à court terme des devises à l'étranger pour un montant de plusieurs centaines de millions de dollars. Pour soutenir les cours de leurs valeurs cotées en Bourse, elles les ont rachetées en grandes quantités. Cet exercice épuisant ne pouvant durer très longtemps, elles *ont demandé* au Trésor d'intervenir. Les autorités monétaires siègent sans trêve pour trouver les moyens de ramener le calme sur le marché.

Les responsables du Trésor, de la Banque centrale, et les dirigeants des cinq premières banques israéliennes ont mis au point, pendant le week-end les grandes lignes d'une réforme boursière dont les détails n'ont pas encore été rendus publics ; cet accord devrait être parachévé ce lundi 10 octobre.

Ces dernières années, le recours à la Bourse de Tel-Aviv est devenu un *véritable phénomène* de société, puisque plus d'une famille israélienne sur deux y spécule, fût-ce modestement. Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement Begin, qui a tenu son dernier conseil des ministres dominical – en l'absence de son chef démissionnaire et toujours reclus à son domicile – ait consacré toute sa réunion – plus de six heures – à la situation économique. Il a *avalisé, dans leurs principes, les mesures* proposées par les responsables financiers du pays et autorisé la poursuite des négociations. Le cabinet israélien devait tenir lundi une réunion spéciale, après le débat d'investiture pour approuver l'accord conclu entre les banques et le Trésor.

Les « citoyens honnêtes » pénalisés

L'idée centrale de cette réforme vise à transformer les actions bancaires en valeurs indexées à long terme. Celles-ci épouseraient soit le cours du dollar, soit l'évolution du coût de la vie. A condition que leurs détenteurs les conservent pendant une longue durée (on parle de cinq à dix ans), l'Etat *leur* garantirait un « prix plancher ». On s'attend à ce que ces actions perdent, dès la réouverture de la Bourse, entre 20 % et un tiers de leur valeur. Pour le petit spéculateur, la pilule sera amère. L'Israélien moyen a le sentiment d'avoir été floué. L'opposition travailliste dénonce pour sa part la *« pénalisation des citoyens honnêtes »*.

Jouer à la Bourse en Israël n'a, il est vrai, pas tout à fait le même sens qu'ailleurs. Le *« casino national »* représentait pour le citoyen le dernier endroit où il pouvait sauvegarder son épargne. En 1982, l'indice général de la Bourse avait augmenté de 70 %. Israël occupe le troisième rang mondial pour la capitalisation boursière rapportée au produit intérieur brut (après Singapour et Hongkong). Certes, l'effondrement des cours au début de l'année avait fait souffler un premier vent de panique à Tel-Aviv. Mais les titres bancaires, très prisés dans le pays et tenus pour des valeurs sûres, avaient résisté. Chacun savait pourtant *qu'ils étaient largement surévalués et soutenu artificiellement.* Une succession de mauvaises nouvelles concernant l'endettement extérieur et le déficit commercial, ainsi que la perspective d'un plan d'austérité, ont suffi à relancer la spéculation. Les Israéliens n'ont plus confiance ni dans leur monnaie, ni dans leur ministre des finances, M. Yoram Aridor, devenu le bouc émissaire de l'échec économique du Likoud. En août, il dévalua le shekel de 7,5% après avoir – ce qui est de bonne guerre – écarté jusqu'au dernier moment l'éventualité d'une telle mesure. Cette fois, on ne l'a pas cru. *Le shekel n'a pas été déprécié, mais* le public s'est rué sur le dollar. La chute des titres bancaires équivaut pour leurs détenteurs à une dévaluation.

150% d'inflation ?

Pour restaurer la confiance et amorcer le redressement, le gouvernement Shamir devra frapper vite et fort. Car la crise financière est aggravée par la mauvaise santé générale de l'économie. L'inflation, qui fut de 131,5% en 1982, pourrait atteindre 150% cette année. Le déficit commercial avoisinerait 5,2 milliards de dollars contre 4,9 l'an dernier. Les exportations ont chuté de 13 % en septembre, tandis que les importations croissent. La production stagne, et 8 % seulement des emplois créés depuis cinq ans profitent directement au secteur productif. *La dette extérieure qui était* de 21,5 milliards de dollars en juin atteindrait 24 milliards en décembre. Chaque citoyen israélien « doit » 5 360 dollars. La tranche annuelle des remboursements équivaut au montant total de l'aide américaine (2,5 milliards de dollars). Selon le Fonds monétaire international, Israël vient en soixante-cinquième position parmi les cent sept *« pays à risques »*. Le recours à l'emprunt a longtemps camouflé l'effritement des réserves de devises. L'État pratique désormais une politique plus « réaliste ». Résultat : les réserves ont chuté en septembre de 100 millions de dollars.

Que faire ? Le gouvernement a écarté un resserrement de la réglementation des changes, qui risquerait surtout d'engendrer un marché noir des devises. M. Aridor veut réduire les dépenses de l'État de 1 milliard de dollars. Ce tour de vis budgétaire affectera les ministères, y compris la défense. Le ministre du commerce, M. Patt, a laissé prévoir une réduction (rapide et graduelle) des subventions à une dizaine de produits de base, alimentaires pour l'essentiel. Surtout, le pouvoir envisagerait de porter *atteinte, au moins* partiellement, aux sacro-saintes « primes de vie chère » qui permettent une indexation automatique des salaires et de l'épargne sur les prix, limitant ainsi les ravages de l'inflation.

Le gouvernement aura-t-il les moyens de cette politique d'austérité ? Sa faible majorité parlementaire lui laissera une marge de manœuvre étroite. En tout cas, la centrale syndicale Histradrout a déjà fait connaître *son hostilité* à toute initiative de ce genre.

J.-P. LANGELLIER.



La Syrie dément avoir l'intention d'attaquer les positions palestiniennes dans le nord du pays

La Syrie a démenti formellement le samedi 8 octobre que ses forces aient encerlé les positions palestiniennes dans le nord du Liban ou aient l'intention de les prendre d'assaut. Le même jour, Abou Jihad, le *commandant en chef adjoint* des forces palestiniennes, a estimé toutefois qu'une *« opération militaire syrienne de grande envergure »* était imminente.

Dimanche, M. Yasser Arafat a reçu à Tripoli un représentant spécial de M. Rifaat El Assad, chef des services secrets syriens et frère du chef de l'Etat, M. Hafez El Assad. A l'issue de l'entretien, le président de l'O.L.P. a déclaré : *« Il n'y a pas de doute que cette rencontre est positive. Nous devons tout faire pour éviter toute confrontation et pour rétablir nos anciennes relations avec les frères syriens. »*

Une pétition de 200 personnalités palestiniennes

M. Arafat a qualifié également de *« positif »* un échange de lettres qu'il a eu la semaine dernière avec M. Iouri Andropov. Le chef palestinien avait, la veille, adressé un appel aux *« officiers libres syriens »* leur demandant d'empêcher la mise en œuvre d'une *« décision israélo-américaine visant à étouffer la révolution palestinienne »*, et ajoutant : *« L'O.L.P. ne permettra à aucun dirigeant arabe de confisquer son pouvoir de décision nationale indépendante. »*

Deux cents personnalités palestiniennes – maires, notables, religieux, chrétiens ou musulmans, universitaires – vivant dans les territoires occupés par Israël ont diffusé dimanche une pétition dénonçant *« la conspiration syrienne contre l'O.L.P. »* et invitant le monde arabe à intervenir pour éviter *« une nouvelle tragédie »* au peuple palestinien.

Dans une interview au magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, en date du 10 octobre, M. Walid Joumblatt, l'un des chefs de l'opposition libanaise, a déclaré que, s'il devait un jour participer à un gouvernement d'union nationale, il *« ne tolérerait pas une présence palestinienne au Sud-Liban »*, afin d'empêcher toute attaque à travers les frontières d'Israël. Il a précisé : *« Je n'accepterai jamais que nous revenions au Sud-Liban à la même situation incontrôlable qui régnait avant l'invasion des Israéliens (...) et, dans cette perspective, je proposerai que les troupes de l'ONU aient au Sud-Liban les mêmes compétences que celles que les forces internationales ont actuellement sur les hauteurs du Golan. »* – (A.F.P., A.P., Reuter.)

L'ÉVOLUTION

UN REPORTAGE DE « LIBÉRATION » ET DE TF 1

Le massacre de deux cents chrétiens dans le Chouf

L'envoyé spécial de *Libération* au Liban, Sélim Nassib, et une équipe de *TF 1 se sont rendus* récemment à Fawwara, village du Chouf dont il n'avait pas été question jusqu'à présent et où, pour la première fois dans la phase de la guerre du Liban commencée avec le retrait israélien du Chouf, l'été dernier, un druze a admis avoir participé, il y a un mois, au massacre de deux cents chrétiens, miliciens ou civils, *et a montré aux journalistes*, sans se faire prier, les traces de la tuerie, dont plusieurs corps en *décomposition ou partiellement* brûlés.

Le cheikh Sami, se présentant comme un responsable religieux local des druzes, a notamment conduit ses visiteurs à l'église de Fawwara, où soixante combattants phalangistes ont été, selon lui, *« cousus »* à la mitraillette avant d'être enduits de chaux, puis brûlés. *« Ils avaient transformé l'église en camp retranché »*, a expliqué le cheikh Sami. Même spectacle, avec en plus des cadavres décomposés d'hommes ou de femmes, dans les différents locaux des Forces libanaises (chrétiennes), et notamment à leur siège central installé dans la villa de feu le poète Rachid Bey Nakhlé, auteur de l'hymne national libanais. Fawwara, selon le cheikh, était un village entièrement chrétien, peuplé de *« plusieurs milliers d'habitants (...), tous devenus phalangistes »* depuis l'an passé, *lorsque les Forces libanaises ont pénétré dans le Chouf « à la faveur de l'invasion israélienne »*.

Le cheikh Sami ne croit pas que les cent vingt mille chrétiens du Chouf (où vivent aussi quatre-vingt-dix mille druzes) y reviendront un jour. *Libération* a recensé cinquante-six villages abandonnés par les chrétiens et souvent détruits ou partiellement *occupés aujourd'hui par des familles druzes. « Tout cela est la propriété des chrétiens. Nous n'occupons les lieux que provisoirement. Notre maison (...) près d'Aley a été dévastée par un obus de la marine américaine »*, a affirmé au contraire un commerçant druze fidèle de M. Joumblatt. D'autres druzes ont « justifié » les tueries de chrétiens par les *« horreurs »* commises par les Forces libanaises, notamment le *« saccage »* de Sayed-Abdallah, *« lieu sacré druze »*, et des *« viols »* de jeunes filles druzes. *« Les phalangistes ont restitué les vieillards et gardé pour leur plaisir quatre-vingts jeunes filles entre seize et dix-neuf ans. Jamais ça ne leur sera pardonné ! »*, a lancé une femme druze.

« La montagne historiquement druzo-maronite, c'est-à-dire le Liban lui-même, paraît définitivement déchiré », conclut *Libération*.

LE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

Vive polémique sur les Super-Etendard

(Suite de la première page.)

Se refusant à donner davantage de précisions sur la nature du contrat portant sur les Super-Etendard, M. Cheysson a estimé que, grâce aux livraisons militaires françaises à Bagdad, *« on est arrivé à un état d'équilibre »* dans ce conflit et que, dans la mesure où les Iraniens *« reportent leur espoir sur la faiblesse économique des Irakiens »*, le gouvernement français actuel *« n'éprouve aucun embarras à suivre la même politique d'appui à l'Irak que celle de ses prédécesseurs »* jusqu'à ce que *« la paix soit possible car l'objectif reste d'obtenir la négociation »*.

« Le risque de représailles par action sur des bateaux en mer », a ajouté le ministre, faisant allusion à des intentions prêtées à l'Iran de bloquer le détroit d'Ormuz dans le Golfe, *« je ne le néglige pas. (...) Mais je dis aussi que si nous cédons à cette menace, alors elle se reportera sur des actions infiniment plus importantes au profit de l'Irak, et ce n'est pas très habituel pour la France de céder à la menace »*.

M. Cheysson s'est alors demandé ; *« Pourquoi la communauté internationale ne déciderait-elle pas que toute opération militaire doit être interrompue, interdite sur les eaux et dans les ports du Golfe ? Cela permettrait de traiter la marée noire, cela rendrait ces menaces vaines, les armements accumulés pour cela inutiles. C'est une idée qui mérite d'être fouillée et que j'espère voir émerger prochainement.*

En France, les propos de M. Cheysson ont été diversement appréciés. L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a souligné, à Montluçon (Allier), *« la grave imprudence »* de la livraison des Super-Etendard. *« Autant je comprends la nécessité d'éviter l'écrasement de l'Irak dans ses combats terrestres*, a-t-il souligné, *autant je mets en garde contre le risque pris à la légère par la France de déclencher une mortelle crise pétrolière. »* Député R.P.R. de la Charente-Maritime et ancien ministre, M. Jean de Lipkowski a, de son côté, estimé que cette livraison *« va créer une crise énorme »* et que *« nous serons incapables d'en assumer les conséquences et de la résoudre nous-mêmes »*.

Le président du R.P.R., M. Jacques Chirac a, pour sa part, considéré, lors d'un discours à Quimper qu'*« il était nécessaire que l'Irak défende avec tous les moyens indispensables sa frontière »* qui est *« le dernier bastion susceptible de résister à l'hégémonisme iranien »* dont *« le caractère un peu barbare n'échappe à personne »*.

En revanche, le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, interrogé à R.T.L.-*le Monde* dimanche soir, s'est contenté d'affirmer ; *« Je souhaite vivement que la France ne se laisse pas impliquer dans des situations internationales qui lui porteraient préjudice ou qui créeraient des difficultés. »* A TF 1, M. Jean-Baptiste Doumeng, homme d'affaires communiste, a déclaré : *« La France est trop engagée d'un seul côté. »*

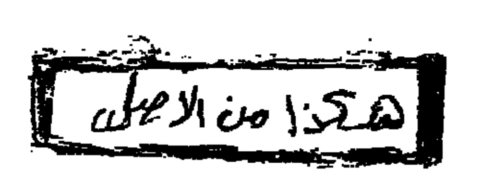
A Bagdad, le point de vue irakien a été exprimé par le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, dans un entretien avec le journal koweïtien *Al Anbaa*. *« L'agression militaire iranienne a privé depuis trois ans l'Irak de son droit naturel à utiliser ses ports pour ses exportations de pétrole via le Golfe*, a expliqué le dirigeant irakien qui a négocié le contrat des Super-Etendard à Paris. *L'Irak ne permettra pas que cette situation se prolonge et il aura, dans un proche avenir, des moyens plus puissants pour mettre un terme à cette situation anormale dont profite le seul Iran. »*

Ces propos de M. Tarek Aziz viennent indirectement confirmer l'information du *Washington Post*, reprise par l'*International Herald Tribune* de ce lundi, selon laquelle l'Irak aurait adressé, il y a quelques semaines, un message aux Etats-Unis pour l'avertir de son intention d'utiliser les Super-Etendard pour abréger le conflit avec l'Iran, qui dure, *maintenant, depuis trois ans*. Face à ce risque, précise encore le journal, un certain nombre de navires américains, dont le porte-avions *Ranger*, ont été envoyés dans l'océan Indien où se trouvent déjà le porte-aéronefs britannique *Invincible* et des navires français.

Des sources britanniques croient, du reste, pouvoir affirmer que le président iranien a convoqué dimanche le commandant en chef de la marine iranienne pour entendre un rapport sur les activités navales dans le Golfe. Condamnant, de son côté, l'attitude de la France, *« qui est dans une situation économique désespérée »*, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a, dans un entretien avec *Newsweek*, déclaré : *« Si nous sommes confrontés à n'importe quelle aventure mal inspirée mettant en danger nos intérêts vitaux, nous ferons quelque chose. Bloquer le détroit sera la première mesure »*, mais, a-t-il ajouté, *« nous le ferons si nous y sommes contraints »*.

A Téhéran même, l'hodjatoleslam Sadegh Khalkhali, député de Qom, connu pour ses outrances, s'en est pris violemment, en revanche, à M. François Mitterrand, en déclarant : *« C'est lui qui met le feu au Liban, déverse des bombes sur la population musulmane avec l'aide d'Israël. Personne n'osait aller en Israël embrasser Begin, mais il l'a fait avec arrogance. Nous allons montrer que se place est dans une île, car il mourra où Napoléon est mort. »*





L'ÉVOLUTION

« LIBÉRATION » ET DE TF 1

deux cents chrétiens le Chouf

PROCHE-ORIENT

DU CONFLIT LIBANAIS

La revanche

par MAURICE DUVERGER

L'Union soviétique avait brillé par son absence après l'invasion du *Liban déclenchée en 1982 par* MM. Begin et Sharon avec l'approbation tacite des Etats-Unis. Paralysés par la maladie d'un Brejnev au seuil de la mort, les Russes ont *alors laissé tomber leurs alliés* palestiniens et syriens. Si Ronald Reagan avait été un homme d'Etat, il aurait exploité les avantages que lui offraient ainsi les difficultés d'une fin de règne trop prolongée, puis d'une succession encore mal assurée. Pendant quelques mois, l'évacuation simultanée de toutes les troupes étrangères n'était pas inconcevable, les Syriens meurtris par le choc subi pouvant difficilement se maintenir si les Israéliens étaient partis. Un compromis paraissait négociable avec un président *Assad qui n'a jamais été un* inconditionnel de Moscou.

Quel beau retournement de la situation ! Youri Andropov peut être satisfait de ses premiers pas au Proche-Orient. Grâce à de considérables envois d'armes, il a permis à Damas de défier directement les Etats-Unis. Pour contrer l'offensive d'une U.R.S.S. qui demeurait en coulisse, ces derniers ont dû envoyer devant Beyrouth une impressionnante armada, dont le navire le plus puissant du monde. Les canons américains ont stoppé l'avance de l'Est, mais leur présence reste mal assurée devant la montée du pacifisme et de l'isolationnisme outre-Atlantique.

Comme la trêve d'aujourd'hui, les combats d'hier furent d'abord les péripéties d'une rivalité mondiale. Mais ils n'auraient pu éclater si les différentes factions libanaises avaient maintenu l'unité nationale qui s'était manifestée l'an dernier, lors de l'avènement du nouveau président. Ils relèvent donc aussi d'une guerre civile. Elle a été allumée par les Syriens, poussés par les Russes, et favorisée par les Israéliens ; mais le feu n'aurait pas pris si M. Amine Gemayel avait conservé l'image d'un rassembleur au lieu de la laisser se désagréger peu à peu. Visiblement sincère quand il proclame sa volonté de rétablir l'unité et l'indépendance du Liban, il a mal mesuré les conditions indispensables pour y parvenir.

Un plus juste partage du pouvoir

Aucune des communautés qui constituent le pays n'a intérêt à l'éclatement d'un ensemble dont les morceaux ne pourraient vivre séparément. Ses voisins tâcheraient de s'approprier alors quelques débris de la nation déchirée. Sunnites, chiites, druzes du Liban auraient beaucoup à perdre en rompant des liens qui les empêchent de tomber sous l'hégémonie des alaouites de Damas. Mais ils n'acceptent plus de supporter l'hégémonie des chrétiens de Beyrouth. Le président Gemayel ne pourra pas gouverner au-delà du petit territoire qu'il contrôle aujourd'hui avec l'appui des forces françaises et américaines, s'il ne parvient pas à gagner la confiance des communautés autres que la sienne.

Cela suppose qu'il leur fasse dans l'Etat une place convenable, et que lui-même prenne ses distances par rapport aux phalangistes. Sous la double protection des armées syriennes et des canons du New-Jersey, le congrès de réconciliation finira bien par se réunir un jour. Il pourrait offrir au Liban une dernière chance de rénover le pacte national qui lui a permis de vivre en paix jusqu'à l'immigration des Palestiniens. Le vrai problème n'est pas de modifier la répartition des places au sommet de l'Etat en remettant en cause l'accord qui réserve à un chrétien la présidence de la République, à un sunnite la présidence du gouvernement et à un chiite la présidence de la Chambre. Les frontières intérieures ne sont pas seulement religieuses. Chaque communauté reste profondément divisée, par des clans plus encore que par des oppositions politiques. Là-bas, le « progressisme » ne l'est souvent que de nom, et la distinction entre la gauche et la droite pose des problèmes insolubles.

L'unité du Liban n'exige pas seulement un plus juste partage du pouvoir entre les divers éléments du pays, mais encore une véritable coopération de tous. Elle seule pourrait permettre la dissolution simultanée de toutes les milices privées, sans laquelle les trêves resteront provisoires. L'armée vient de montrer qu'une force multicommunautaire pouvait être efficace. Il lui reste à devenir *réellement multipartisane* et multiclanique. De telles transformations ne seront ni faciles ni rapides, après tant de combats fratricides. Elles ne sont pas impossibles malgré tout, parce que ce pays possède une tradition de vie commune et que ses divers éléments savent plus ou moins consciemment que tous y perdraient si le Liban se dissolvait.

Mais le rétablissement de l'unité dépend aussi de facteurs extérieurs, que le président Gemayel a quelque peu négligés en s'engageant à fond derrière les Etats-Unis. A cet égard, la diplomatie française a mieux apprécié la situation. On ne peut pas à la fois restaurer l'intégrité du Liban par l'évacuation de toutes les forces étrangères et faire de celui-ci un allié privilégié des Américains, dont l'armée serait étroitement liée à la leur, comme celle d'Israël. Cela constituerait une seconde victoire sur l'U.R.S.S. et son allié syrien, renforçant celle de 1982. Déjà inaccessible avant les combats de ces dernières semaines, un tel objectif l'est encore plus après.

Le protectorat des Etats-Unis sur un Liban dominé par les chrétiens implique l'éclatement d'une nation dont la capitale deviendrait alors une sorte d'Hongkong, pendant que ses voisins se partageraient le reste du territoire. L'unité du pays ne pourra se rétablir que par un équilibre des communautés qui le composent, joint à une entente avec son puissant voisin. Il est possible que l'offensive de Damas ait eu pour objectif principal de rappeler à Washington et à Beyrouth cet aspect du problème, un peu trop oublié ces derniers temps. La réplique de la force multinationale, le comportement de l'armée libanaise, *le courage du président Gemayel* montrent au gouvernement syrien l'impossibilité de revenir à la domination qu'il exerçait au temps du président Sarkis. De leur côté, les Occidentaux comprennent maintenant la nécessité d'un compromis avec le président Assad, qui en mesure l'intérêt. L'armistice actuel a donc quelques chances de durer, à cela près que Moscou fera tout dans les semaines qui viennent pour déstabiliser la région et y rendre la vie impossible aux Américains, afin d'affaiblir le gouvernement américain dans la grande bataille des missiles. Elle deviendra de plus en plus rude à l'approche de l'échéance des Pershing.



ASIE

L'ATTENTAT DE RANGOUN CONTRE LE CHEF DE L'ÉTAT SUD-CORÉEN

LE PRÉSIDENT CHUN ACCUSE FORMELLEMENT LA CORÉE DU NORD

Quatre membres du gouvernement de Séoul figurent parmi les dix-neuf morts

Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, qui a échappé, dimanche matin 9 octobre à Rangoun, à un attentat dans lequel dix-neuf personnes – dont quatre de ses ministres – ont trouvé la mort, a regagné Séoul dans la soirée du même jour. Il a annulé la suite de son voyage officiel qui aurait dû le conduire à New-Delhi, Colombo, Canberra et Wellington.

Dès son arrivée dans la capitale sud-coréenne, le président Chun a accusé la Corée du Nord d'être à l'origine de ce « *complot atroce, sans précédent* ». « *Notre peuple*, a-t-il ajouté, *ne sera pas le seul à désigner le groupe communiste de Corée du Nord, qui est le plus inhumain du monde, comme le coupable de cette cruauté sans bornes.* » Il a réitéré ses accusations contre le régime de Pyongyang qui, selon lui, avait déjà tenté de le faire assassiner au mois d'août 1982 alors qu'il se préparait à se rendre au Canada. Plusieurs Canadiens et Sud-Coréens que Séoul soupçonnait d'être liés à la Corée du Nord avaient alors été arrêtés par la police canadienne. Les Nord-Coréens, a encore dit le président Chun, « *sont nos ennemis de toujours, qui nous provoquent sans cesse... Personne ne doutera que cet acte criminel a été commis par eux si l'on analyse leur nature véritablement meurtrière* ». Dans les heures qui avaient suivi l'attentat, le ministre sud-coréen de l'information, M. Kim Sang Hyup, avait déjà accusé la Corée du Nord d'être responsable de l'attentat.

Aucune preuve n'a jusqu'ici été donnée de cette responsabilité, et le gouvernement de Pyongyang s'est, jusqu'ici, abstenu de commenter l'événement. Celui-ci a toutefois été annoncé par l'agence de presse nord-coréenne dans des termes particulièrement déplaisants. Après avoir signalé que le président sud-coréen « *avait été accueilli par une bombe à Rangoun, première étape de sa visite dans des pays d'Asie et d'Océanie* », l'agence ajoute : « *Complètement terrorisé par cet incident choquant, le traître Chun Doo Hwan a décidé de rentrer en Corée du Sud et a annulé son voyage.* » De différentes sources, d'autre part, on rappelle que le gouvernement de Pyongyang – qui entretient des relations diplomatiques avec les trois pays d'Asie du Sud que devait visiter le président sud-coréen – s'était fortement ému de ce voyage et avait tenté d'y faire obstacle par divers moyens.

La thèse de la responsabilité nord-coréenne est l'une de celles le plus couramment retenues dans les milieux diplomatiques de Rangoun, où l'on n'exclut pas cependant que l'attentat ait pu être inspiré par des motifs de politique intérieure birmane. Selon des sources bien informées, indique enfin l'envoyé spécial de l'A.F.P. à Rangoun, la présence en Birmanie d'un groupe de personnes tenues pour être des « *terroristes* » professionnels avait été signalée ces derniers jours par Interpol aux autorités birmanes. Le groupe comprendrait un ressortissant français, un italien, un algérien, un palestinien et un sud-yéménite.

Quelques minutes de retard

Il était 10 h 25 (heure locale) dimanche matin lorsque l'explosion, de très forte puissance, s'est produite à l'intérieur du Mausolée des martyrs birmans, où le chef de l'Etat sud-coréen, arrivé la veille à Rangoun, devait déposer une gerbe à la mémoire du héros national de la Birmanie, le général Aung San. Le président Chun lui-même ainsi que son épouse, en retard de quelques minutes sur l'horaire prévu, n'étaient pas encore sur les lieux, mais une centaine de personnes les attendaient à l'intérieur de l'édifice, au milieu d'impressionnantes mesures de sécurité.

Selon des informations de source japonaise, l'engin, une bombe à retardement, aurait été fixé au plafond du mausolée, qui se serait écroulé. Aussitôt après l'explosion, des témoins rapportent avoir vu des personnes aux vêtements ensanglantés, parmi lesquels des membres des services de sécurité sud-coréens, se précipiter en courant en dehors du bâtiment.

En fin de journée, dimanche, le gouvernement birman annonçait que l'attentat avait fait dix-neuf morts et *quarante-huit blessés. Dans la liste* des victimes publiée à Séoul figurent quatre membres du gouvernement sud-coréen : le vice-premier ministre, M. Suh Suk Joon ; le ministre des affaires étrangères, M. Lee Bum Suk ; le ministre de l'énergie, M. Suh Sang Chul, et le ministre du commerce et de l'industrie, M. Kim Dong Whie. Le premier secrétaire de la présidence de la République, M. Ham Pyong Choon, a également été tué. Le chef d'état-major de l'armée, le général Lee Ki Baek, a été blessé.

A Rangoun, d'importantes mesures de sécurité supplémentaires ont été mises en place après l'explosion. Des militaires armés de matraques parcouraient les rues de la ville, interpellant et fouillant les passants. Des contrôles sévères étaient également opérés à l'aérodrome. Aucune précision n'était donnée ni sur les victimes birmanes de l'explosion – trois morts et trente-trois blessés – *ni sur les personnalités du gouvernement* birman qui auraient dû se trouver en compagnie du président Chun au Mausolée des martyrs.

Le président de le République birmane, M. San Yu, a condamné, dans une déclaration, « *l'acte méprisable de terroristes qui ont tenté de discréditer et de saboter les relations harmonieuses et cordiales* » existant entre la Birmanie et la Corée du Sud. Il a assuré le président sud-coréen que « *ceux qui sont responsables de cet acte odieux et lâche de terrorisme ne resteront pas impunis* ».

A Séoul, le ministre de l'information, M. Kim Sang Hyup, parlant à l'issue d'un conseil des ministres exceptionnel, a immédiatement mis en cause la Corée du Nord. Le fait que le président Chun n'ait pas été atteint, a-t-il ajouté, est la preuve qu'« *aucun complot ni aucune provocation communistes ne pourra entraver notre destinée nationale* ». Il a d'autre part indiqué que l'armée et la police avaient été mises en état d'alerte afin d'assurer la sécurité nationale et l'ordre public en cas de provocation nord-coréenne.

De nombreux messages de condoléances ont été adressés au président sud-coréen. « *Apprenant avec une très vive émotion la tragique disparition de plusieurs membres du gouvernement sud-coréen,* déclare notamment M. Mitterrand, *je tiens à vous assurer de la douloureuse sympathie du peuple français envers le peuple coréen, une nouvelle fois éprouvé.* »

A New-Delhi, Mme Gandhi a qualifié l'attentat d'« *acte très grave qui doit être condamné* ». – *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

Une piste birmane ?

Le grain de sable qui a sauvé la vie du président sud-coréen Chun – un retard de quelques *minutes – a peut-être aussi* sauvé celle d'importants dirigeants birmans. En effet, en dehors de la piste d'agents nord-coréens, ou d'opposants sud-coréens, deux autres hypothèses peuvent être envisagées pour cet attentat : une action des communistes prochinois ou des séparatistes karens (qui avaient déjà attaqué les locaux de la radiotélévision nationale il y a un an) ou un règlement de comptes au sein du régime militaire birman.

Les autorités de Rangoun penchent pour la thèse nord-coréenne. Ce qui est fort compréhensible, car elles auraient du *mal à admettre publiquement* qu'elles ne peuvent protéger leur capitale contre des insurgés ou que leurs rivalités internes sont devenues si graves qu'elles ont coûté la vie aux membres d'une délégation étrangère. La responsabilité nord-coréenne, pour autant, ne saurait être écartée. Remarquons, d'autre part, que le commando de « terroristes », signalé aux Birmans par Interpol, l'avait auparavant été aux Thaïlandais par les Français, qui craignaient le détournement d'un appareil d'Air France. Jeudi 6 octobre, nous a-t-on dit, l'aéroport de Bangkok avait été placé en état d'alerte.

Il semble peu probable que les Karens aient eu la compétence technique pour faire sauter le mausolée qui se trouve aux abords de la pagode la plus sacrée du pays, le Shwedagon, bâtie pour abriter des cheveux du Bouddha, dont le stupa est plaqué de 8 688 feuilles d'or et surmonté d'un parasol orné de 5 448 diamants et de 2 000 autres pierres précieuses.

On ne peut s'empêcher, en revanche, de rapprocher l'attentat des purges intervenues au sein *du régime depuis que le général* Ne Win a pris une semi-retraite en novembre 1981, et que le général San Yu assure la présidence de la République. En mai, l'ancien dauphin présumé du général Ne Win, le général Tin Oo, chef des services spéciaux et secrétaire général adjoint du parti du programme socialiste birman (B.S.P.P.), et le ministre de l'intérieur et des cultes, le colonel Bo Ni, étaient relevés de leurs *fonctions à la suite d'une obs*cure affaire de concussion. Le colonel Bo Ni a été condamné à une *lourde peine de prison et le géné*ral Tin Oo passe actuellement en jugement.

La lutte pour la succession du général Ne Win, qui, en dépit de ses soixante-douze ans, continue de tirer les ficelles du régime, est ouverte. Des clans militaires, les seuls à disposer d'un certain pouvoir, s'affrontent. Certains pourraient être prêts à infléchir le neutralisme sourcilleux du pays en direction de l'Occident (du Japon en particulier), de l'U.R.S.S. ou de la Chine voisine, qui soutient, en principe, l'insurrection *du P.C.B. Un attentat aurait pu* être considéré par des opposants militaires comme un moyen de débloquer la situation à leur profit. Les Birmans n'ont toujours pas dit quelle haute personnalité devait accompagner le président Chun au mausolée, car on imagine mal que seuls le ministre de l'information et le vice-ministre de la culture – blessés – aient été désignés pour accompagner un chef de l'Etat étranger dans une *manifestation officielle*. Peut-être les auteurs de l'explosion visaient-ils donc moins l'in*vité sud-coréen que son hôte.*

PATRICE DE BEER.

Brusque tension entre les deux Corée

(Suite de la première page.)

L'un et l'autre se fondent sur la conviction que le maréchal Kim, en proie à de grandes difficultés intérieures et internationales, coincé entre Moscou et Pékin, et confronté au renforcement du régime pro-américain de Séoul dans ces deux domaines, ne peut tenter de bloquer toute évolution diplomatique que par un geste désespéré.

De telles spéculations ne sont pas nouvelles. Pas plus que les mises en garde périodiques lancées par Séoul contre la menace, les complots et les infiltrations des saboteurs nordistes *(le Monde* des 28, 29 et 30 juillet). Elles ont même eu tendance à augmenter au cours des derniers mois.

Il est clair d'autre part que c'est à la Corée du Nord que le crime devrait, en bonne logique, profiter le plus – même si elle ne l'a pas commandité et même si le premier visé, l'homme fort du Sud, en réchappe.

La survie du président Chun devrait assurer celle du régime qu'il a instauré *manu militari* en 1980, après avoir brutalement « purifié » de ses opposants la vie politique du pays, un régime qu'il n'a cessé, avec l'aide de ses alliés américains, de *consolider, tout particulièrement sur* les plans militaire et économique, au grand dam de ses adversaires du Nord.

Reconnaissances croisées ?

Mais la mort d'une partie de l'élite politique et technocratique, responsable des principaux succès du régime depuis trois ans (des ministres tels que MM. Kim Dong Whie et Suh Sang Chul et certains conseillers de premier plan) constitue une grave perte. Plus grave encore est celle de M. Lee Bum Suk, *ministre des affaires étrangères et* principal artisan d'une stratégie d'ouverture en direction des pays communistes et de ceux qui se réclament du non-alignement, véritable « *chasse gardée* » diplomatique du Nord depuis trente ans.

Les succès initiaux de cette diplomatie semblent avoir très vivement préoccupé le Nord, soucieux avant tout de maintenir le *statu quo ante* et d'éviter qu'un processus de reconnaissances croisées (des pays com*munistes reconnaissant Séoul* en échange de la reconnaissance de Pyongyang par les grands pays occidentaux) ne vienne formaliser une division « *à l'allemande* » de la péninsule. Plusieurs gestes, ainsi qu'un développement des échanges commerciaux officieux, avaient attesté du succès de ces ouvertures du côté de Moscou et de Pékin, ce qui avait suscité au Nord des silences réprobateurs. M. Lee avait alors affirmé, en juin dernier, que la première tâche diplomatique de Séoul dans les années *80* serait de normaliser ses relations avec l'Union soviétique et avec la Chine populaire.

Le calme règne à Séoul. Le principal opposant, M. Kim Dae Jung, dont le triste sort servait la propa*gande de Pyongyang lorsqu'il était* en prison, joue un rôle moindre depuis qu'il est en exil aux États-Unis. Malgré un lourd endettement, l'économie sud-coréenne fait preuve d'un dynamisme remarquable, et ses succès suscitent beaucoup d'intérêt à travers le monde, y compris chez les non-alignés et dans les pays communistes ; Séoul, enfin, recevra bientôt le président Reagan, le pape sans doute l'an prochain, les Jeux asiatiques en 1986, et les Jeux olympiques en *1988. Cela fait* beaucoup de succès que le Nord ne peut pas ne pas considérer comme des revers.

On affirme à Séoul que Pyongyang avait tout fait, jusqu'au dernier moment, pour empêcher l'étape *de Rangoun du président Chun.* L'escale indienne paraissait encore plus insupportable à la diplomatie du Nord : c'est là *en effet que la fille* de Nehru, Mme Gandhi, premier ministre d'une nation fondatrice du mouvement des non-alignés, allait recevoir, avec tous les égards dus à son rang, un président que la Corée du nord continue de dépeindre comme un dictateur sanglant et à la solde des Etats-Unis.

Il se peut que ces développements symboliques d'un « *nouveau réalisme* » aient été jugés intolérables par des opposants ayant eu à souffrir du régime du président Chun. Il n'en manque pas. il n'en reste pas moins que, sous l'angle diplomatique, c'est Pyongyang qui bénéficie à court terme de la tuerie. A plus long terme toutefois, et pour sa réputation internationale, *on peut se de*mander si la fin justifiait à ce point les moyens et les risques : les Nord-Coréens ne pouvant en effet ignorer qu'ils seraient les premiers soupçonnés.

R.P. PARINGAUX.

Afghanistan

● *Controverse autour de l'« espion » britannique tué en Afghanistan.* – Steward Bodman, l'« espion » britannique tué en Afghanistan, le 1er juillet, selon Kaboul (*le Monde* du 4 octobre), était un agent des services de renseignement de la défense américaine, rapportent les journaux britanniques *Daily Mirror* et *The Observer*. Le *Sunday Times* affirme, en revanche, qu'il n'a jamais existé. Cet hebdomadaire affirme que la photographie de l'« espion » montrée à la télé-vision soviétique était celle du médecin français Pierre Augoyard, capturé en Afghanistan en janvier et libéré depuis.

Pakistan

● *Consultations politiques.* – Le général Zia-Ul-Haq devait entamer, ce lundi 10 octobre, une série d'entretiens avec les dirigeants de *certaines formations politiques pour* tenter de mettre fin à la campagne de désobéissance civile déclenchée il y a neuf semaines par l'opposition. Il devait notamment recevoir M. Maulah Chah Ahmed Noorani, chef du parti religieux Tamiat Ulema-I-Pakistan, qui n'est pas membre du Mouvement pour la restauration de la démocratie mais a pris position en faveur de la suppression de la loi martiale, et s'efforce de jouer un rôle de médiateur entre le pouvoir et ses adversaires. – *(Reuter).*



AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA DÉMISSION DU SECRÉTAIRE A L'INTÉRIEUR

Des « gaffes » qui profitent aux démocrates

De notre correspondant

Washington. – *En dépit de la* contrition qu'il a affichée depuis trois semaines, le secrétaire à *l'intérieur*, M. James Watt, n'a pas survécu à la dernière de ses incongruités. Célèbre pour ne pas faire la différence entre démocrates et républicains mais entre *« Américains et libéraux »*, il a dû donner sa démission dimanche 9 octobre, car les sénateurs républicains, ses propres amis, menaçaient de se joindre à la mino*rité démocrate pour demander* son départ à M. Reagan.

C'est que M. Watt en avait *vraiment trop fait.* Recevant le 21 septembre, au petit déjeuner, un groupe d'hommes d'affaires, il s'enflamme contre la presse, le Congrès, les libéraux, et décrit ainsi un groupe d'experts qui le conseillent sur les problèmes d'exploitation du charbon : *« Trois démocrates, deux républicains, tout le mélange qu'on peut avoir. J'ai un Noir, une femme, deux juifs et un estropié. »* L'assistance éclate de rire, et M. Watt est ravi. L'ennui est que la télévision est là, que les journalistes courent demander leurs réactions aux experts en question, que *les réactions* sont pour le moins fraîches – surtout celles de l'*« estropié »*, un professeur d'université juif et paralysé d'un bras – et qu'avant deux heures une tempête politique éclate.

Les démocrates sautent sur l'aubaine. A un an de l'élection présidentielle, pareille bévue ne peut que mobiliser un peu plus derrière eux les femmes, les Noirs, les juifs (dont l'infidélité au *parti démocrate avait aidé* M. Reagan en 1980) et tous les déshérités pouvant se sentir visés par le terme d'*« estropié »*.

Les républicains ulcérés

Les républicains, eux, sont franchement ulcérés. Passe encore que M. Watt se soit mis à dos tous les écologistes en commençant à faire exploiter par l'industrie privée les terres, pro*priétés de l'Etat fédéral, dont il* était responsable comme secrétaire à l'intérieur. Passe encore *qu'il ait scandalisé les Indiens* en lançant un jour qu'il était inutile d'aller jusqu'en U.R.S.S. pour *« constater l'échec du socialisme »* puisqu'une visite des réserves suffisait. Passe encore qu'il ait couvert l'administration de ridicule en interdisant au groupe des Beach Boys de se produire à Washington pour la fête nationale parce qu'ils drainent, selon lui, *« des éléments indésirables »*. Passe, même, *qu'il ait menacé l'ambassadeur* d'Israël de supprimer l'aide américaine à son pays si les juifs libé*raux continuaient à attaquer* la politique de M. Reagan. Tout cela avait été pardonné, mais le cadeau fait aux démocrates ne l'est plus. *« Je me soucie peu qu'il se tire lui-même dans le pied,* dit M. Dole, l'un des sénateurs républicains les plus influents, *mais je ne pense pas qu'il devrait atteindre du même coup le président et le parti républicain. Je considère que cela a assez duré. »*

Piteux, M. Watt *écrit* à M. Reagan dès le lendemain de sa gaffe : *« Après réflexion, je réalise que je vous dois des excuses personnelles pour mes remarques malheureuses. »* Excuses aussi aux membres de la commission, *« composée de personnes de grand talent, reflétant un large éventail de notre population »*.

M. Reagan refuse cependant de demander à M. Watt de partir. C'est que le coupable est un héros des conservateurs et que le président ne veut pas plus heurter ceux-ci de front qu'il ne souhaite avoir l'air d'approuver son ministre.

Il aura donc fallu dix-neuf jours pour que M. Watt comprenne et montre sa « loyauté ». *En acceptant sa lettre de démis*sion (un monument d'autosatisfaction), M. Reagan a déclaré que *« Jim* [avait] *fait un travail exceptionnel, comme membre de* [son] *cabinet et dans sa gestion des ressources naturelles de la nation »*.

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

● RECTIFICATIF. – Deux « coquilles » se sont glissées dans l'ar*ticle de notre correspondant* Philippe Lemaître consacré à « *La Flandre : le miracle victime de la crise* », dans le supplément que nous avons consacré à la Belgique (nos éditions datées du 8 octobre.) D'une part, M. Karel Van Miert est président du B.S.P. (aile flamande des socialistes belges), et non du P.S.B. (qui désigne le parti socialiste des francophones). D'autre part, nous aurions dû imprimer que la Belgique (2e colonne) était « *fermée au concept de politique industrielle* » et non « *formée* », *comme* il a été imprimé par erreur.

Danemark

● LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN U.R.S.S. – *Le ministre danois* des affaires étrangères, M. Ellemann-Jansen (libéral), *fera* une visite officielle en U.R.S.S., à l'invitation de son collègue soviétique, M. Gromyko, les 31 octobre et 1er novembre. Il sera le premier ministre des affaires étrangères d'un pays occidental à se rendre en U.R.S.S. depuis l'affaire du Boeing sud-coréen. – *(Corresp.)*

Etats-Unis

● ASILE POLITIQUE POUR UN PHYSICIEN SOVIÉTIQUE. – Le physicien soviétique Evgueni Novikov, âgé de cinquante-deux ans, qui s'était placé le 9 septembre sous la protection du gouvernement japonais, est arrivé, dimanche 9 octobre, à Seattle (Etat de Washington), après avoir obtenu l'asile politique aux Etats-Unis. M. Novikov, membre de l'académie des sciences de l'Union soviétique, était au Japon pour assister à la Conférence internationale des mécaniques théoriques et appliquées. – *(A.F.P.)*

Pologne

● SOUTIEN AUX ARTISTES POLONAIS. – Un gala de soutien aux unions d'artistes polonais pour la libération de tous les emprisonnés politiques est organisé ce lundi 10 octobre au Studio Bertrand, par le Comité des artistes contre la répression en Pologne avec la participation du Pen-Club français.

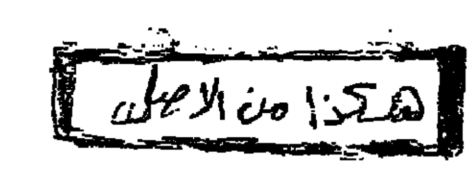
R.F.A.

● RENCONTRE ENTRE MM. GENSCHER ET GROMYKO. – Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, rencontrera son collègue soviétique, M. Gromyko, à la fin de cette semaine à Vienne, a-t-on appris, le lundi 10 octobre à Moscou, de source diplomatique occidentale.

U.R.S.S.

● DÉFECTION D'UN GÉNÉRAL SOVIÉTIQUE EN TURQUIE. – Un général soviétique aurait franchi à pied et en uniforme la frontière soviéto-turque pour demander l'asile politique *en Occident*, selon des *informations* données, samedi 8 octobre, par deux quotidiens d'Istanbul, *Hurriyet* et *Gunaydin*. L'identité du général est tenue secrète. Les autorités turques imposent désormais le silence sur l'affaire, et à l'ambassade des Etats-Unis à Ankara on affirme n'être pas informé de cette défection. Selon certaines rumeurs, le général aurait déjà été transféré aux Etats-Unis, tandis qu'à la rédaction de l'un des deux quotidiens qui ont dévoilé l'affaire, on affirme, au contraire, que l'intéressé se trouve toujours à Ankara. – *(A.F.P., A.P.)*

● VISITE DE M. ANDROPOV EN BULGARIE. – Le secrétaire général du parti communiste soviétique fera une visite en Bulgarie *avant la fin du mois* d'octobre, a-t-on appris de source est-européenne à Moscou. Ce sera le second déplacement (mais la première véritable « visite ») de M. Andropov à l'étranger depuis son accession au pouvoir suprême en novembre dernier. Il avait participé, en janvier, à un sommet du pacte de Varsovie à Prague. – *(A.P.)*



AMÉRIQUES

Argentine

Le gouvernement semble paralysé face à une crise économique d'une ampleur exceptionnelle

Correspondance

A trois semaines des élections du 30 octobre, qui devraient désigner le successeur du général Bignone, l'Argentine se débat dans une situation économique inextricable. Sa très lourde dette extérieure n'est que la partie visible d'une faillite complète des forces armées dans ce domaine.

Buenos-Aires. – Les démêlées juridiques du gouvernement avec un obscur juge de Rio-Gallegos, dans le sud de la Patagonie, se sont terminées le samedi 8 octobre. La cour d'appel de Comodoro-Rivadavia, est, en effet, revenue sur le jugement prononcé en première instance par M. Pinto Kramer, selon qui le contrat-type portant rééchelonnement des dettes contractées par des entreprises publiques argentines avec les banques étrangères (1) contenait des dispositions lésant les intérêts de la nation. Il s'agissait en particulier de la clause prévoyant la compétence des tribunaux américains dans les litiges éventuels. M. Kramer était parvenu à paralyser les négociations menées à New-York par le président de la Banque centrale, M. Gonzalez del Solar. Celui-ci avait *été* conduit devant le juge dès son retour à Buenos-Aires ! Mais la cour d'appel a jugé que la décision de M. Kramer était insuffisamment fondée et qu'en conséquence la mesure conservatoire dictée par ce dernier devait être levée. C'est au tour maintenant de M. Kramer d'être sur la sellette : deux avocats ont demandé à la Cour suprême sa comparution devant un tribunal *de discipline pour avoir nui, par son* excès de zèle et ses déclarations intempestives, à la réputation de la justice...

Cet épisode rocambolesque révèle dans toute son ampleur l'écroulement du régime militaire. Si le gouvernement a réagi aussi mollement et aussi tardivement à la décision du juge de Rio-Gallegos, ce n'est pas tant, comme l'a affirmé le général Bignone, chef de l'Etat, par respect pour l'indépendance du pouvoir judiciaire, que parce que le régime est frappé de paralysie. Il est fort probable, d'ailleurs, que M. Kramer avait reçu le feu vert des secteurs les plus nationalistes de l'armée et, en particulier, des officiers de l'aviation. L'armée de l'air avait déjà manifesté à plusieurs reprises son mécontentement devant la façon dont le ministre de l'économie et le président de la Banque centrale conduisaient les négociations sur la restructuration de la dette extérieure. Quant à la fermeté soudain montrée par certains juges à l'égard de l'exécutif, elle paraît surtout dictée par le souci de faire bonne figure à quelques semaines du transfert du pouvoir des militaires aux civils.

Un mois de réserves

L'Argentine n'entrera donc pas en guerre contre la communauté financière internationale... Comment celle-ci va-t-elle réagir ? Exigera-t-elle la conclusion des négociations sur la dette des entreprises publi*ques avant le 17 octobre, comme* prévu initialement, ou préférera-t-elle attendre la mise en place des nouvelles autorités ? Dans les milieux bancaires de Buenos-Aires, on estime que les créanciers se montreront réalistes et choisiront le deuxième terme de l'alternative. D'autant que les deux candidats ayant le plus de chances de s'installer à la Maison Rose, le radical Raul Alfonsin *et le péroniste Italo* Luder, ont affirmé que l'Argentine resterait fidèle à sa tradition de bon payeur. Ce qu'ils espèrent, sans d'ailleurs se faire beaucoup d'illusions, c'est obtenir un allongement de la période de grâce et des taux d'intérêt raisonnables.

La question qui se pose dans l'immédiat est de savoir si, d'ici à l'installation du gouvernement constitionnel, les banques étrangères ouvriront le robinet du crédit pour permettre à l'Argentine de maintenir un flux minimum d'importations. Celles-ci ont, en effet, réagi brutalement aux excentricités de M. Kramer. Elles ont non seulement bloqué la première tranche de 500 millions de dollars d'un prêt à cinq ans de 1,5 millard de dollars, mais elles ont aussi suspendu toutes les lignes de crédit. Si cette situation se maintenait, de nombreuses entreprises se trouveraient paralysées. Dans certains cas, le niveau des stocks de matières premières et de biens importés ne permet pas de faire face à plus d'un mois de production.

Même si les mesures draconiennes de contrôle des changes prises la semaine dernière par la Banque centrale (suspension des ventes de devises pour les voyages à l'étranger, autorisations au compte-gouttes pour les importations et gel des dépôts en dollars durant une période de deux mois) ont été imposées par les circonstances et visaient sans doute à sensibiliser l'opinion aux conséquences d'une rupture *avec les créanciers, il n'en reste pas* moins que la situation économique du pays est grave. Les réserves librement disponibles ne dépasseraient pas, à l'heure actuelle, 200 millions de dollars, ce qui représente environ un mois d'importations. Les intérêts impayés pour la seule dette commerciale s'élèvent, de leur côté, à quelque 500 millions de dollars, et l'Argentine doit rembourser avant le *17 octobre 300 millions, correspon*dant à une partie du crédit-relais accordé en décembre 1982. Malgré *une récolte exceptionnelle de blé*, l'excédent commercial ne dépassera pas cette année 2,5 milliards de dollars – ce qui ne permet pas de payer les intérêts venant à échéance en 1983.

Au plan intérieur, les déséquilibres s'accentuent sur à peu près tous les fronts. Résultat : le F.M.I. n'a toujours pas viré la troisième tranche du crédit stand by de 1,5 milliard de dollars octroyé en janvier. Les prix ont augmenté durant les neuf premiers mois d'environ 230 % (soit près de 300 % l'an), alors que le taux d'inflation convenu avec le Fonds pour l'ensemble de l'année était de 160 %. Le déficit budgétaire dépasse 12 % du PIB, ce qui est loin des 2,2 % fixés dans le programme d'ajustement. Ce dérapage s'explique par les augmentations massives de salaires dans le secteur public et par les difficultés croissantes de l'Etat pour recouvrer les impôts. Le seul domaine dans lequel les auto*rités économiques s'en sont tenues* strictement aux normes établies par le F.M.I. est la politique monétaire. Mais la conséquence a été une hausse vertigineuse des taux d'inté*rêt, qui se situent à l'heure actuelle* autour de 40 %... par mois. Tel est le triste bilan d'un régime qui, en mars 1976, avait fondé sa légitimité sur la nécessité de mettre fin au « *chaos économique* ».

JACQUES DESPRÈS.

(1) Sept milliards de dollars sont en jeu sur les 12 milliards empruntés par *les entreprises publiques. La dette exté*rieure de l'Argentine s'élève, au total, à 40 milliards de dollars.

La commission Kissinger se rend en Amérique centrale

Washington *(A.F.P.)*. – Les douze membres de la commission d'étude sur l'Amérique centrale, présidée par l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, *ont entamé*, le dimanche 9 octobre, une tournée d'étude d'une semaine, qui doit les conduire dans six pays de la région, à commencer par Panama.

La commission bipartite, nommée en juillet par M. Reagan, doit rassembler des informations sur la situation dans chaque pays. Les membres de la commission s'entretiendront avec les représentants des gouvernements du Panama, du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. Ils devraient également rencontrer des dirigeants d'organisa*tions religieuses, ouvrières et pay*sannes. Aucun entretien n'est prévu avec les représentants de la guérilla salvadorienne ou des *contras* nicaraguayens.

La commission devrait ensuite élaborer un plan à long terme pour une approche politique, économique et sociale de la région, qui demeure une des sources de préoccupation majeure de la politique étrangère américaine.

Certains membres de la commission, dont le président de la puissante centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., M. Lane Kirkland, ont déjà fait savoir que le rôle de celle-ci ne devait pas être simplement de souscrire à la politique Reagan dans la région. L'A.F.L.-C.I.O. est opposée à toute aide militaire américaine au Salvador *depuis que deux de ses* membres experts en réforme agraire ont été assassinés dans ce pays en 1980. Les coupables, membres des forces militaires salvadoriennes, n'ont pas été condamnés.

D'autres membres de la commission, dont M. Robert Strauss, ancien président du parti démocrate, et le maire démocrate de San-Antonio (Texas), M. Henry Cisneros, ont exprimé à plusieurs reprises leur *préoccupation concernant l'aide* américaine aux guérilleros antisandinistes nicaraguayens.

● *Une réunion à Madrid.* – MM. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, Belisario Betancour, chef de l'État colombien, et Carlos Andres Perez, ancien président du Venezuela, ont analysé la situation en Amérique centrale, le dimanche 9 octobre, à Madrid. M. Richard Stone, envoyé spécial de M. Reagan pour l'Amérique centrale, qui se trouvait à Madrid, n'a pas participé à cette réunion, mais il a réaffirmé le soutien de Washington à l'initiative de paix du groupe de Contadora (Colombie, Venezuela, Mexique et Panama). D'autre part, M. Betancour a démenti les informations publiées par le quotidien espagnol *El Pais*, selon lesquelles il avait rencontré des représentants du mouvement de guérilla colombien M. 19 (extrême gauche). – *(A.F.P., Reuter.)*

● *Au Guatemala, enlèvement du directeur du quotidien* Prensa Libre. – M. Pedro Julio Garcia a été enlevé dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 octobre par huit hommes armés non identifiés. En mars 1982, le codirecteur du quotidien avait déjà été enlevé, puis libéré après cinq mois de détention en échange d'une forte rançon et de la publication d'un communiqué dans le journal par le Parti guaté maltèque du travail (P.G.T.) (communiste). – *(A.F.P., Reuter.)*

Le Monde

politique

Sortir les communistes ?

Sortez les communistes ! Le slogan, dans la bouche de M. Jacques Chirac, n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est l'argumentation développée par le président du R.P.R.

Dans le passé, M. Chirac utilisait un argument politique. Il s'agissait alors d'éviter que les représentants du P.C.F. ne parviennent au pouvoir dans la hotte des socialistes. Dès les élections gagnées – c'était avant les législatives de 1978, – il était évident, selon lui, que les communistes allaient envahir le pouvoir d'État, s'installer dans les ministères techniques *« essentiels », « tenir les transports, les communications. l'emploi »* et, dès lors, disposer des moyens de *« paralyser la France »*. Les malheureux socialistes n'auraient d'autre solution, contraints et forcés, que de *« prendre la porte... ou la fenêtre »*.

M. Charles Fiterman n'a pas paralysé la France. Au contraire, il s'amuse à la traverser à grande vitesse dans de jolis trains orange. Quant à M. Mitterrand, il n'est pas défenestré. Les socialistes sont toujours là et les communistes aussi, chacun à sa place.

Il faut bien tenir compte de cette réalité. M. Chirac l'admet, comme il reconnaît que la gauche ne se débande pas en catastrophe, contrairement à ce qu'il avait prévu. Son argument politique n'ayant pas résisté à l'épreuve des faits, il en sort un autre, moral celui-là. Les communistes, selon lui, ne sont pas des gens fréquentables puisqu'ils sont alignés sur l'Union soviétique. Outre que l'U.R.S.S. méprise les droits de l'homme, sa politique extérieure est incompatible avec celle de la France. Donc la présence de ministres communistes au gouvernement est *« moralement inadmissible »*.

Quelle aubaine pour la direction du parti communiste, tout occupée à établir, preuve après preuve, la démonstration qu'elle est en tête de la *« contre-offensive »* face à une droite qui gagne du terrain dans chaque sondage, chaque élection partielle. Soucieuse d'échapper au soupçon des socialistes, qui redoutent que ses exercices de *« grand écart »* n'approfondissent le fossé d'incrédulité entre la gauche et l'opinion, elle entonne le chœur de l'« union » et de la solidarité.

M. Marchais dispose, grâce à M. Chirac, d'un argument pour se défausser de l'accusation selon laquelle il ferait, en se distinguant du gouvernement, le jeu de la droite. Lorsque M. Jean Poperen écrit que, *« en politique extérieure, les dirigeants du P.C.F. se trouvent systématiquement en accord avec les positions de l'Union soviétique »*, M. Marchais s'amuse. Comment, dit-il à ses interlocuteurs, vous faites erreur, ce doit être une phrase de M. Chirac.

L'enthousiasme avec lequel *l'Humanité* du 10 octobre saute sur l'occasion offerte par les outrances du président du R.P.R. montre que la direction du P.C.F. ne pouvait rêver mieux que d'un rude combat droite-gauche pour faire oublier le reste. On attend maintenant que M. Marchais – ce suppôt de Moscou, selon le président du R.P.R. – demande à M. Chirac s'il jugeait moralement admissible, en décembre 1978, son alliance avec M. Valéry Giscard d'Estaing, alors chef de l'État et représentant, selon les termes de *« l'appel de Cochin »*, du *« parti de l'étranger »*.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● *Une délégation de rapatriés à l'hôtel Matignon.* – M. Pierre Mauroy a reçu, jeudi matin 6 octobre, avant son voyage officiel en Algérie, une délégation du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) composée de MM. Guy Forzy, Claude Laquière, Kader Boualem et Jacques Roseau, avec laquelle il s'est entretenu du contentieux subsistant entre la communauté « pied-noir » et l'État algérien. Les délégués ont notamment insisté sur les problèmes relatifs au service national des Français d'origine algérienne, aux difficultés de transfert des fonds bloqués en Algérie, à l'état des cimetières français.

Ils ont aussi regretté les lenteurs constatées dans le fonctionnement, au plan national, des commissions régionales d'aménagement des prêts consentis aux rapatriés réinstallés. Une réunion interministérielle sera prochainement consacrée à ce dernier dossier. Les délégués se sont déclarés très satisfaits de ces échanges de vues.

BALLOTTAGE A L'ÉLECTION MUNICIPALE D'ANTONY

L'élection municipale d'Antony faisait suite à l'annulation pour fraude du scrutin de mars dernier décidée par le tribunal administratif et confirmée par le Conseil d'État le 14 septembre.

La liste de M. Devedjian, R.P.R., qui arrive en tête du scrutin de ballottage recueille 49,38 % des suffrages exprimés.

Il lui a manqué 163 voix pour l'emporter dès le premier tour. Elle améliore son score de 2,52 points par rapport au premier tour du scrutin de mars et de 0,12 point par rapport au second.

La liste de la majorité conduite par M. Aubry, maire sortant communiste, perd pour sa part 1,25 point par rapport au scrutin du 6 mars.

Le taux des abstentions inférieur de 0,83 point à celui du 6 mars est en revanche sensiblement plus élevé que celui du 13 mars (+ 5,54 points).

Les Verts qui avaient présenté une liste au premier tour du scrutin de mars n'avaient cette fois aucun candidat. L'accord intervenu pour le second tour entre MM. Aubry et Prévert avait été contesté par vingt-cinq des colistiers de ce dernier et dénoncé par les Verts – parti écologiste.

	9 OCTOBRE 1983	13 MARS 1983	6 MARS 1983
Inscr.	37 082	37 217	37 217
Abstentions	27,84 %	22,30 %	28,67 %
Exprimés	26 196	28 315	25 986
Un. opp. (M. Devedjian) (R.P.R.)	12 936 (49,38 %)	13 948 (49,26 %)	12 179 (46,86 %)
Un. g. (M. Aubry, P.C.)	11 141 (42,52 %)	14 367 (50,73) %	11 376 (43,77 %)
Verts (M. Prévert) (1)			2 431 (9,35 %)
Div. g. (Mme Parienty)	1 421 (5,42 %)		
Div. d. (M. Langrand)	698 (2,66 %)		

(1) Cette liste avait fusionné au second tour avec la liste d'union de la gauche conduite par M. Aubry.

Le K.-O. manqué

De l'urne transparente qui, avec son hublot de verre fait penser à un four à encastrer la démocratie, le président du bureau numéro un sortait, par cuisson de dix, les enveloppes bleues des votes. C'est tout juste s'il n'avait pas relevé ses manches.

Rien dans les mains, rien dans les poches. Il l'avait bien précisé, ce président un peu fébrile, gardien vigilant de l'ordre et de la légalité : hormis lui-même, pas touche ! Interdiction d'approcher, interdiction de bouger, interdiction de passer, permission de regarder, mais comme on dit, avec les yeux. Pour entrer dans les bureaux et assister au dépouillement, il fallait montrer patte blanche aux C.R.S. placés aux portes. Pour sortir aussi d'ailleurs.

On ne prend jamais trop de précautions. Antony a voté dans le calme et dépouillé dans l'ordre. La police partout, dans une cité discrètement gardée avant vingt heures, ostensiblement quadrillée après. Au moins deux compagnies de C.R.S., des volées de gardiens de la paix et des dizaines de policiers en civil visibles avec leurs brassards rouges ou invisibles couleur de muraille, même, s'il est vrai que les murs d'Antony, eux, ne le sont plus vraiment dans la débauche bariolée d'un affichage proprement démesuré. Rien ne manquait, pas même les ambulances, ostensiblement placées aux carrefours, avec les secouristes en uniforme, pour assurer la régularité et éventuellement le suivi des opérations.

Ce déploiement de forces fut-il le début de la sagesse ? Les responsables des deux « grandes » listes de droite et de gauche avaient-ils compris l'urgence à réfréner les ardeurs militantes ? En tout état de cause, après une fin de semaine plutôt agitée, ce fut le calme plat sur l'ensemble du front. Dans les deux camps, les dizaines de militants musclés, blousons de cuir ou de serge, cachant mal un argumentaire frappeur, en furent réduits à pratiquer la voltige dissuasive d'un bureau à l'autre dans des camionnettes de location, et à s'affronter du regard, sans excessive aménité. Les résultats de ce scrutin sous haute surveillance, et donc au-dessus de tout soupçon, furent, de ce fait, très longs à venir. C'est qu'on compta-et-recompta. C'est surtout que le suspense – ballottage ou non ? – dura pratiquement jusqu'au bout.

Pour 324 voix, sur 26 126 suffrages exprimés, la liste d'union de l'opposition conduite par M. Patrick Devedjian manquait son objectif et son espérance manifeste : passer au premier tour, l'emporter à la hussarde, bénéficier d'une chose considérée, un peu imprudemment, comme admise, une dynamique en faveur de l'opposition. En ce sens, le choc fut rude. Dans le hangar tranformé en quartier général, M. Patrick Devedjian et les siens le pensèrent et le dirent très longtemps : c'était gagné, *« dans le poche »*, emballé, irréversible, *« le centre gauche avait basculé, la progression partout ! »* Bureau après bureau, irréversiblement, *« la démocratie triomphait »*. Dès 21 h 30, on prévenait « Charlie » – *le sénateur Charles Pasqua – qu'il* pouvait venir, que *« c'était fait »*, que son protégé en somme méritait bien tant de sollicitude.

Cet enthousiasme fut rudement douché. Vers minuit, la victoire qui paraissait encore acquise *(« bon d'accord, ce sera du 51 % »)*, s'effilochait avec les résultats des 12e et 13e bureaux places fortes des «rouges». 49,38 %, donc une progression par rapport au premier tour du mois de mars (46,86 %) et, paradoxalement, un magistral coup de bambou. M. Devedjian et les siens arboraient davantage la mine de gens qui avaient subi une défaite que pris un avantage. Un peu comme ces boxeurs qui jouent toute la mise sur un K.-O. surprise et le manquent. La déception, le désarroi, l'inquiétude même étaient manifestes.

Un sourire crispé

Puis on se reprit. M. Patrick Devedjian, avec un sourire un peu crispé, parla aux militants d'une *«grande victoire au bout du second tour»*, affirma que *«la démonstration était faite qu'on nous avait honteusement fraudé au mois de mars»*. Bref, il exhorta les troupes à remonter en ligne dès ce lundi matin, *«dans le calme, la dignité et le travail»*. M. Charles Pasqua, lui aussi, s'efforça de réchauffer les ardeurs flageolantes en célébrant cette *«grande victoire de la démocratie et de la République sur ceux qui ne sont ni des démocrates ni des Républicains»*. Les militants scandèrent, mais à voix retenue : *«On va gagner !»*

Gagner ? Il faudrait pour cela récupérer une partie des suffrages qui se sont portés sur deux listes mineures. Celle des divers gauche conduite par Mme Parienty, qui a recueilli 5,42 % des voix, et une autre, modérée, dirigée par un commerçant, M. Langrand, qui a capté 2,66 %. Ces deux listes ont été présentées, par les gens de l'opposition, comme des appendices du P.C., des listes «sous-marins», notamment la seconde conduite, selon eux, par des proches de l'ancienne municipalité et chargée de capter des suffrages modérés. En fait, s'il semble que le qualificatif soit un peu abusif pour la liste de Mme Parienty, liste effectivement de gauche mais en rupture – provisoire ? – avec la municipalité sortante sur le problème de la fraude, la question est effectivement posée : ces deux listes vont-elles se rallier à la cause du maire sortant, M. André Aubry (P.C.) ?

La réponse, de ce côté-là, ne semble pas faire de doute. Le maire invalidé d'Antony devait déclarer dans la soirée que l'adversaire *«ne peut compter dorénavant sur aucun appui supplémentaire»* et qu'il est donc *«minoritaire dans notre ville»*. Discours tout de même surprenant de la part d'un chef de troupe distancé de 7 points. Ou peut-être, plus simplement, divine surprise. *«Il y a ballottage. En dépit d'une pression extraordinaire, d'un climat de crainte, le R.P.R. a échoué dans ses objectifs d'être élu au premier tour»*, constate M. Aubry, avant d'ajouter : *«La victoire est possible.»*

A cet égard, on notera simplement que, au second tour du mois de mars 1983, l'abstention s'était réduite de 6 points, profitant davantage à la liste de M. Aubry. Mais, il est vrai, non sans quelques problèmes par la suite...

PIERRE GEORGES.

AU « GRAND JURY R.T.L.- *LE MONDE* »

Tout écart important avec des objectifs de 1981 sera mortel pour la gauche

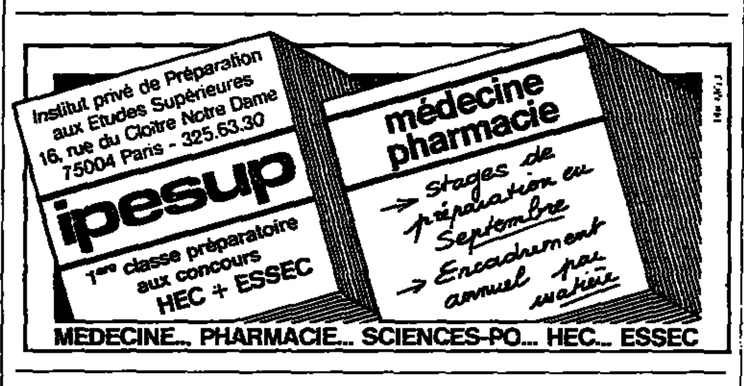
déclare M. Marchais

Invité du « Grand jury R.T.L.- le Monde », dimanche 9 octobre, M. Georges Marchais a déclaré que *« le recul de la gauche »* dans les élections partielles *« s'explique par une certaine déception et un certain mécontentement, déception et mécontentement qui sont, en définitive, à la mesure parfois de l'illusion qui a existé. » Nous,* a-t-il dit, *durant la campagne de l'élection présidentielle, nous n'avons pas masqué quelle était la nature de la crise et quelles étaient les mesures qu'il fallait mettre en œuvre pour en sortir. »*

Se référant à l'analyse des élections cantonales partielles, publiée par *le Monde* (daté 9-10 octobre), le secrétaire général du P.C.F. a souligné que *« la gauche, à chaque fois que le gouvernement a pris de nouvelles mesures de rigueur, a enregistré une chute de son influence »*, mais que *« le parti communiste, lui (...), a tendance à remonter »*.

Interrogé sur les propos de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui, le 3 octobre, avait exprimé la crainte que, *« à force de faire le grand écart, Georges Marchais* [nc] *se fasse une déchirure musculaire »*, le secrétaire général a déclaré : *« Je ne veux pas polémiquer avec Lionel Jospin, mais je suis un sportif, et la démonstration est faite depuis longtemps qu'on peut faire le grand écart sans déchirure musculaire. En revanche, il y a une chose que je sais, et la démonstration en est maintenant faite, c'est que tout écart important avec les objectifs pour lesquels les Françaises et les Français ont voté n'entraînera pas une déchirure, mais sera mortel pour la gauche. »*

M. Marchais a exprimé son accord avec la politique du gouvernement au Liban et au Tchad. Il a affirmé que *« pour ce qui concerne la politique de défense, il n'y a aucun problème »*, bien que le P.C.F. soit favorable à la prise en compte des forces françaises dans la négociation de Genève sur les euromissiles.



Election cantonale à Béziers

LE CANDIDAT U.D.F. EST ÉLU

HÉRAULT : canton de Béziers IV (2e tour).

Inscr., 23 615 ; vot., 12 691 ; suffr. expr., 12 203. – MM. Couderc, U.D.F., 6 251, ÉLU ; Couquet, P.C., 5 952.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Emile Turco, P.C., maire de Valras, décédé, qui avait été réélu au second tour du scrutin de mars 1979 avec 7 910 voix contre 3 692 au candidat du R.P.R., M. Chevalier, pour 11 602 suffrages exprimés, 12 222 votants et 21 603 incrits.

M. Couquet était arrivé en tête du scrutin de ballottage avec 3 106 voix contre 2 153 à M. Couderc ; 2 122 à M. Morel, R.P.R. ; 1 627 à Mme Purseigle-Crassous, P.S. ; 555 à M. Ramos, s. étiq. ; 242 à M. Lamartine, M.R.G., pour 9 805 suffrages exprimés et 10 096 votants. Il y avait 23 615 électeurs inscrits.

Le taux de participation, sensiblement plus élevé qu'au premier tour (53,74 % au lieu de 42,75 %), et le fait que M. Couquet recueille 977 voix de plus que les trois candidats de la majorité du premier tour ne permettent pas au P.C., qui enregistre une perte de 19,40 points par rapport au second tour de mars 1979, de conserver le siège au conseil général.]

● *32 % des Français interrogés par l'IFOP sont « satisfaits » du chef de l'Etat.* – Selon un sondage de l'IFOP réalisé du 26 septembre au 3 octobre auprès d'un échantillon national de 1 823 personnes âgées de dix-huit ans et plus et publié dans le *Journal du dimanche* (daté du 9 octobre) 32 % des personnes interrogées se déclarent « très satisfaites » ou « plutôt satisfaites » de M. François Mitterrand (contre 33 % en septembre) 54 % d'entre elles sont « plutôt mécontentes » ou « très mécontentes ». Ce dernier pourcentage reste inchangé par rapport au mois précédent.

M. Mauroy recueille 28 % de « satisfaits » (contre 27 % en septembre) et 56 % de « mécontents » (contre 57 % en septembre).

Propos et débats

M. Poperen : partager le fardeau

« En politique extérieure, les dirigeants du P.C.F. se trouvent systématiquement en accord avec les positions de l'Union soviétique », *déclare M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., dans une interview au* Journal du dimanche *daté du 8 octobre. A propos des divergences exprimées par le P.C.F. avec la politique du gouvernement, M. Poperen remarque :* « Les socialistes ne peuvent pas assumer seuls ce qui est lourd à porter. Le fardeau est pour tout le monde, comme le sera la réussite. »

M. Chirac : la gauche veut l'affrontement

« Prétendre faire la France avec une fraction, c'est une erreur grave. Prétendre représenter la France au nom d'une fraction, cela est une erreur nationale impardonnable », *a déclaré M. Jacques Chirac, dimanche 8 octobre à Quimper, où il a inauguré un monument à la mémoire du général de Gaulle.*

Le président du R.P.R. a affirmé que l'absence de la gauche aux cérémonies de célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Constitution « relève d'une stratégie d'affrontement ».

« L'Humanité » : M. Chirac professeur de vertu

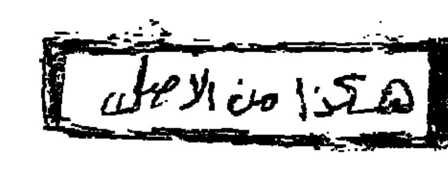
René Andrieu, directeur adjoint de l'Humanité, *relève, lundi 10 octobre, dans son éditorial, une phrase de M. Jacques Chirac, affirmant que la participation des communistes au gouvernement est* « moralement inadmissible ». « Chacun sait, *écrit René Andrieu,* que M. Chirac, sur ce plan, est l'image même de la vertu (...). Toute *[sa]* carrière est marquée du sceau de la morale la plus exigeante. La preuve, c'est qu'à Dreux il vient de justifier l'alliance avec une formation ouvertement fasciste au nom de « la plus pure tradition républicaine ». La preuve encore, c'est qu'à Antony il est venu soutenir un candidat, ancien membre, lui aussi, d'un groupe d'extrême droite et arrêté naguère pour avoir participé à un commando qui avait blessé grièvement à coups de matraque des étudiants de Rouen. Ce professeur de vertu, on le voit, a un faible pour les arguments frappants. »

M. Doumeng : M. Georges Marchais « un gentil garçon »

M. Jean-Baptiste Doumeng, président-directeur général d'Interagra, invité de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, dimanche 9 septembre, a déclaré, au sujet de M. Georges Marchais : « Je le trouve très bon. C'est un ami personnel. C'est un gentil garçon et un homme intelligent. » *Selon l'homme d'affaires communiste, le P.C.F.* « est un parti sérieux, puissant (...), qui obtient un consensus fabuleux, dans la politique actuelle, pour maintenir les forces de gauche au pouvoir. » « En plus, *a-t-il dit,* sur le plan international, nous représentons une alternative mondiale. Notre drapeau flotte de Berlin au Pacifique. »

M. Plissonnier (P.C.F.) : contre le terrorisme en Corse

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, samedi 8 octobre, à Bastia, que « les communistes condamnent sans appel le recours à la violence, au terrorisme politique, qui ne peut servir que les forces de la réaction ». *Selon M. Plissonnier,* « ceux qui ont peur de la démocratie, du débat public, utilisent tous les moyens pour étouffer dans l'œuf l'expérience de démocratie régionale, qui commence à entrer dans les faits, malgré des difficultés de tous ordres ».



L'élection municipale de Sarcelles

L'ÉLECTORAT JUIF A PRÉFÉRÉ L'OPPOSITION

La défaite de la liste de gauche, conduite par le maire communiste sortant, à l'élection municipale partielle de Sarcelles (Val-d'Oise), le 2 octobre, a attiré l'attention sur le vote de l'importante communauté juive de cette ville. Celle-ci avait été sollicitée avec insistance par l'opposition (*le Monde* du 5 octobre), mais aussi par des organisations ou des personnalités de gauche, comme Socialisme et judaïsme (proche du P.S.) et M. Yves Jouffa, vice-président de la Ligue des droits de l'homme.

L'Agence télégraphique juive, dans son bulletin du 5 octobre, donne quelques indications sur le vote des juifs de Sarcelles, dont elle évalue le nombre à environ dix mille personnes, soit 20 % de la population de la ville. Les résultats de trois bureaux de vote, situés dans des quartiers à dominante juive et favorables, aux élections municipales de mars 1977, à l'actuelle opposition, permettent une comparaison intéressante entre le vote du 2 octobre dernier et celui du 10 mai 1981.

M. François Mitterrand avait obtenu la majorité des voix dans ces bureaux : 885 dans le numéro 20, 630 dans le numéro 21, 505 dans le numéro 22, contre, respectivement, 487, 469 et 286 pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Le 2 octobre, l'opposition a obtenu, dans ces mêmes bureaux, 647, 558 et 374 voix, contre 391, 305 et 188 voix pour la gauche.

M. Lamontagne élu maire

M. Raymond Lamontagne, div. d., vice-président du conseil général du Val-d'Oise, a été élu, dimanche 9 octobre, maire de Sarcelles. Il a recueilli les trente-cinq suffrages des conseillers de l'opposition ; les dix élus de la liste de M. Canacos ont voté blanc.

Le conseil municipal de la ville élu le 2 octobre a aussi procédé à la désignation de treize adjoints (5 R.P.R., 3 U.D.F., 5 div. d.). Parmi eux figurent deux femmes.

EN PRÉSENCE DE Mme VEIL ET DE M. CHIRAC

Le Club 89 esquisse un contre-programme de gouvernement

Fondé il y a deux ans et regroupant aujourd'hui, selon ses promoteurs, cent clubs en France, Outre-mer et à l'étranger, le Club 89 que dirigent MM. Michel Aurillac, Alain Juppé (R.P.R.) et Mme Nicole Catala, professeur de droit à Paris-II, a tenu samedi 8 octobre sa convention.

Dépassant le stade d'un simple lieu de rencontre entre opposants de diverses tendances, le Club 89 se présente plutôt comme un centre technique de préparation de l'alternance politique. Le caractère unitaire de la manifestation a été souligné par les interventions successives de Mme Simone Veil et de M. Jacques Chirac.

La volonté de proposer une autre politique a été, elle, illustrée par l'adoption, après des débats approfondis et contradictoires entre quelque six cents participants, d'un manifeste qui se traduira avant un an par 89 propositions comprenant des projets de loi, d'ordonnance ou de décret. M. Aurillac a en effet bien précisé qu'« *à la différence de la gauche en 1981, l'opposition évitera le vertige du succès et la tentation technocratique, n'exercera pas de vengeance. Elle aura des solutions précises à appliquer immédiatement* ». Celles-ci s'inspirent du slogan lancé il y a un an par le Club 89 : « *L'État est un garant et non un gérant.* » M. Aurillac rappelle que « *l'Etat ne se justifie que parce qu'il est au service de la nation ; il faut donc lutter contre son hypertrophie* ».

Le manifeste précise donc les domaines restrictifs des responsabilités de l'Etat : celui-ci est « *garant de l'unité et de l'indépendance de la nation, de la sécurité intérieure et extérieure, des droits et libertés des citoyens, et des grands équilibres économiques.* » Tout ce qui n'entre pas dans ce champ est rendu à l'initiative privée et ressortit à des notions « *de responsabilité et de participation* ».

Le point d'application le plus détaillé de ce principe est celui des dénationalisations qui s'appliqueront à toutes les activités qui n'ont pas le caractère de service public ou de monopole (*le Monde* du 8 octobre). Mais tous les autres aspects de la vie nationale sont également étudiés par ce document, qui constitue l'esquisse d'un contre-programme de gouvernement.

Ce qui marquera aussi cette « convention », c'est la présence pour la première fois côte à côte de Mme Simone Veil, ancien chef de file de la liste U.D.F. aux élections européennes de 1979, et de M. Jacques Chirac, qui dirigeait alors la liste DIFE. En plus des amabilités personnelles ostensiblement échangées entre les deux personnalités, on relève que, dans leurs discours, l'une et l'autre ont été également sévères à l'égard du gouvernement. Ils y ont notamment dénoncé la présence des ministres communistes. Mme Veil a aussi fait une allusion discrète aux élections européennes de juin 1984, en disant que celles-ci « *devraient être l'occasion d'un discours clair, le plus uni possible, pour faire comprende que le choix n'est pas entre la France et l'Europe mais entre, d'un côté, la liberté et l'indépendance de notre pays, de l'autre, l'étatisme et le désordre* ». M. Chirac ne tient pas un autre langage lorsqu'il affirme que la prochaine consultation aura aussi une valeur en politique intérieure.

Le pouvoir fait boiter la France

Dans son discours, le président du R.P.R. a été particulièrement critique à l'égard du gouvernement : « *Les entreprises nationalisées qui devaient être les formule 1 de l'économie se comportent comme des chars à bœufs* », a-t-il affirmé, avant de dénoncer « *le parti à tradition stalinienne* » dont la présence au gouvernement est « *moralement inadmissible* » et constitue l'« *étrange attelage* » d'un « *pouvoir divisé et multivoque* ». Il a poursuivi : « *Les socialistes n'ont pas eu de chance en accédant enfin au pouvoir au moment où l'élite intellectuelle et morale, dans son ensemble, suivait l'enterrement de l'idéologie socialiste. Ainsi s'expliquent d'ailleurs les injures, les anathèmes, les accusations manichéennes lancées par l'actuelle coalition gouvernementale à notre opposition nationale : quand s'intalle le désarroi dans les esprits, il est assez logique que le pouvoir en soit réduit à sortir des placards de l'histoire les épouvantails de service (...). La politique du gouvernement a pour résultat de faire boiter la France.* »

Mais le maire de Paris a été plus long pour approuver les principes du manifeste du Club 89. Il s'oppose « *au débordement de l'État technocratique* », préconise « *la suppression progressive des aides de l'État à l'industrie et au commerce d'un montant de 70 milliards de francs, à remplacer par une détaxation fiscale* », la suppression, également, des 60 milliards de francs de subventions aux entreprises nationalisées.

Il précise que « *sans porter atteinte à la protection sociale des Français* », « *les caisses doivent avoir une gestion plus économique* » et « *élargir pour certains risques le recours à l'assurance volontaire* ». Il ajoute que les prélèvements obligatoires devront diminuer d'« *au moins 1 % du produit national chaque année* ». Il rappelle que les acquis sociaux obtenus par la gauche seront maintenus et que la participation des salariés deviendra une « *association à part entière* ».

Ainsi, depuis quelque temps, M. Chirac précise davantage à chacune de ses interventions les solutions qu'il envisage pour le moment où se produira l'« *alternance démocratique* ». A défaut d'avoir les moyens d'être pressé, il veut être précis.

ANDRÉ PASSERON.

société

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT D'ORLY

Le terroriste arménien Nayir Soner est inculpé et écroué

L'arrestation à Marseille, samedi 8 octobre, de Nayir Soner, militant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) et co-auteur présumé de l'attentat commis à l'aéroport d'Orly le 15 juillet (huit morts, cinquante-quatre blessés), marque la fin d'une longue enquête (*le Monde* daté 9-10 octobre). Nayir Soner, après avoir été transféré par avion dans la région parisienne, a été inculpé de complicité d'assassinats et tentatives d'assassinats par le tribunal de Créteil et écroué.

D'autre part, trois autres Arméniens, arrêtés le 7 octobre, ont été inculpés de recel de malfaiteurs. Les trois hommes ont probablement eu des liens avec Nayir Soner ces derniers mois. Depuis le début de l'enquête, seize personnes ont été inculpées pour leur participation directe ou indirecte à l'attentat d'Orly.

Trois pistolets à bout portant

De notre correspondant

MARSEILLE. — Gare Saint-Charles, samedi 8 octobre, au petit matin, il est 5 h 06. Dans le hall d'arrivée flambant neuf (il va être inauguré quelques heures plus tard) le train *Paris-Marseille* entre en gare. Sur le quai, des parents, des amis, attendent *les voyageurs. L'un* d'entre eux ne se doute pas encore com*bien on l'attend.*

Il ne se distingue guère des autres, ce jeune homme râblé qui vient de descendre du train et se dirige, sans bagage, vers la sortie. Il est vêtu d'un blouson. Il a le teint mat et des cheveux noirs abondants et bouclés. Parmi la foule, plus d'une trentaine de personnes n'ont d'yeux que pour lui. Avant même qu'il ait pu retirer les mains des poches de son blouson, trois policiers l'encadrent et trois pis*tolets ont surgi, braqués à bout por*tant sur son visage. Quelques mots *brefs sont échangés à voix basse. Au* même instant, un quatième policier *surgit derrière* lui et lui passe les me*nottes.*

Le jeune homme n'a pas cherché à fuir.

Seuls les passagers les plus pro*ches ont pu se rendre compte qu'il* se passait quelque chose d'anormal. Aucun *ne peut se douter* encore que l'homme que les policiers encadrent est Nayir Soner, vingt-deux ans, Arménien de nationalité turque, et qu'il avouera quelques heures plus tard, dans les locaux du commissariat central de Marseille, être celui qui a fabriqué et déposé — en compagnie de Varadjian Garbidjian, l'un des responsables de la branche militaire de l'ASALA en France — la bombe qui fit huit morts et cinquante-quatre blessés, le 15 juillet, dans l'aéroport d'Orly.

L'arrestation du terroriste arménien en gare Saint-Charles est le ré*sultat d'un long travail mené en com*mun par la police judiciaire, la *Direction de la surveillance du terri*toire (D.S.T.) et les renseignements *généraux. Après l'arrestation* de Garbidjian et celle de six autres personnes depuis l'attentat d'Orly, les *policiers avaient parfaitement identi*fié Soner, qui leur avait échappé à di*verses reprises. Vendredi soir, le ter*roriste était repéré au départ du train *Paris-Marseille.* A *partir* de ce moment, le plan de bataille était dressé et les états-majors de la police judiciaire et de la D.S.T. décidaient d'agir seulement à l'arrivée à Marseille. Dès 4 heures du matin, plus de trente policiers en civil prenaient position dans la gare. Le piège a parfaitement fonctionné.

Nayir Soner ne semble avoir fait aucune difficulté pour reconnaître sa participation à l'attentat d'Orly. En revanche, la présence du terroriste à Marseille, sur les lieux mêmes et quelques heures seulement avant que le ministre de l'intérieur et son épouse, marraine du T.G.V. n° 2, ne procèdent à son baptême, semble parfaitement fortuite. De même qu'il semble avoir été « blanchi » de toute participation au récent attentat de la Foire internationale de Marseille, qui a fait un mort et vingt-six blessés.

JEAN CONTRUCCI.

« C'EST UN TRÈS GRAND SUCCÈS POUR LA POLICE »

déclare M. Defferre

« Il s'agit d'une arrestation très importante. La justice le dira plus clairement que moi », a déclaré *M. Gaston Defferre, en commentant* l'arrestation du co-auteur présumé de l'attentat d'Orly, Nayir Soner. *« Cet homme représente un rouage essentiel de l'organisation de l'attentat, dont vous vous rappelez le caractère dramatique »*, a poursuivi le ministre de l'intérieur. M. Defferre a précisé : *« Le lendemain de l'attentat, nous avions eu des renseignements sur ses auteurs et nous étions décidés à aller très vite pour qu'ils ne nous échappent pas. L'un d'entre eux nous a échappé. Depuis, il était recherché par la P.J. et la D.S.T. Ce n'est qu'il y a quelques jours qu'on a retrouvé la trace de cet homme en France. C'est un très grand succès pour la police, car il est rare que l'auteur d'un attentat soit découvert. Cela vaut la peine d'en parler. »*

AU TRIBUNAL DE PARIS

Vengeance au Louvre

M. Alam Goffier, quinquagénaire de bonne apparence, riche de trente ans de bons et loyaux services à l'éducation nationale, *avait été détaché pour cinq* ans,en 1976, auprès de la direction du musée du Louvre. Il devait assurer là les délicates et éminentes fonctions de chef de la sécurité. Il éprouva assurément à cette tâche des satisfac*tions encore plus grandes que* celles que lui avait données, dans le passé, un poste d'économe au lycée Charlemagne.

M. Goffier rêva la mise en place de formules nouvelles pour une surveillance à la mesure de ce patrimoine de renommée mondiale qui lui était confié. *Hélas ! il apprit en 1981* que son contrat ne serait pas renouvelé *et qu'il devrait quitter l'apparte*ment de fonction dont il bénéficiait au musée.

M. Goffier vit dans tout cela une grande injustice. Si grande qu'il entendit sur le champ *s'en* venger. Aussi bien s'en fut-il *dans les réserves, où il* s'empara, jeu d'enfant pour un chef de la *sécurité, de sept toiles, avec une* idée bien précise. Il les adressa, en effet, au journal *Minute,* qui aurait ainsi la preuve que le Louvre pouvait être pillé à volonté. Et, déjà, il imaginait l'article à sensation dénonçant l'incurie et clouant au pilori, pêle-mêle, ministre de la culture et autresdi*recteurs ou conservateurs.* Un article d'autant plus piquant qu'il pensait y avoir apporté de manière anonyme tous les piments nécessaires : ces tableaux volés l'étaient par des surveillants corses du musée, qui *les passaient en Suisse, d'où le* produit des ventes allait ensuite remplir les caisses du F.L.N.C.... *Minute* flaira du louche et avisa la direction du Louvre. Bientôt confondu, M. Goffier confessa *aisément ses noirs desseins qui* faisaient juridiquement de lui un voleur.

Un serviteur éconduit

L'épilogue, joué devant la dixième chambre correctionnelle, ne pouvait manquer de faire recette. Et sous la présidence de M. Henri Malergue, c'est un *monsieur Goffier bien triste, mais* non point repentant, qui confessait : *« En raison de mon âge, je n'aurais sans doute pas dû aller si loin. »* Il n'en soutenait pas moins mordicus que le Louvre reste bel et bien à la merci des voleurs, que les clés des réserves et des salles traînent un peu partout, que les radars dont il avait demandé l'achat avaient toujours *été refusés.*

Calembredaines que tout cela, *répond Mᵉ André Simonard, qui* demande, avec le franc de dommages-intérêts *au nom* du directeur des musées de France, le renvoi aux ténébres extérieures du serviteur éconduit. *« Cela mérite ou bien trois à cinq ans d'interdiction de la fonction publique ou bien dix-huit mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende »*, a *requis de son côté Mme Dominique Commaret.* Mᵉ Olivia *Lacourie-Denis a défendu comme* elle a pu, ce client un peu voleur, un peu mystificateur et très désespéré.

Jugement le 18 novembre.

J.-M. THÉOLLEYRE.



CASSE-TÊTE MATERNEL

Le bébé ou l'emploi

Le travail des femmes influe-t-il sur la fécondité ? Après les dernières données provisoires publiées par l'I.N.S.E.E. (*le Monde* du 5 octobre), faisant état d'une chute brutale des naissances en 1983, cette question brûle les lèvres. Heureuse coïncidence, mardi 4 octobre, l'Alliance nationale-Population et Avenir, association qui ne cesse d'alerter les Français sur les dangers d'une dépopulation, organisait une conférence avec Mme Evelyne Sullerot, présidente des centres Retravailler, membre du Conseil économique et social, ainsi que du Haut Comité de la population et de la famille, sur le thème « Travail des femmes et maternités : quels compromis ? ». La persistance des femmes à prendre pied sur le marché du travail coïncide avec une chute importante des naissances. Trois exemples européens, cités par Mme Sullerot, mettent cependant en garde contre un rapprochement trop hâtif entre ces deux phénomènes.

Celui de la Hollande d'abord, où on a constaté une très forte chute des naissances, alors que c'est le pays développé où les femmes en âge de procréer travaillent le moins (24 % de taux d'activité, contre 44,9 % en France pour les femmes de plus de quinze ans et de 67 % pour les femmes de vingt-cinq à cinquante-cinq ans).

Deuxième exemple, la Hongrie, qui, préoccupée dans les années 50 par une brusque baisse des naissances, a décidé de donner pendant *trois ans une allocation aux femmes* décidant de rester chez elles pour élever leurs enfants. Dans un premier temps,environ 75 % des femmes ont opté pour le retour au foyer, mais l'incidence sur la fécondité a été quasiment nulle puisque le taux de natalité dans le pays est de 1,8.

Enfin, l'exemple de la Suisse, où les femmes souhaitent tellement peu travailler que les centres de l'association de Mᵐᵉ Sullerot implantés à Lausanne, Bâle et Genève ont du mal à recruter et pensent changer d'activité. En revanche, ces femmes ne mettent pas plus d'enfants au monde que les autres ressortissantes des pays développés européens.

Pour en revenir aux Françaises, elles continuent à s'inscrire en nombre croissant sur le marché du travail en dépit des crises économiques ; mais elles préfèrent le travail à plein temps, boudant le temps partiel, à l'opposé de leurs sœurs du Danemark, de la Suède ou de la République *fédérale* d'Allemagne... On constate par ailleurs que leur *façon* de concilier travail et maternité a évolué. Ainsi autrefois se *retiraient-elles pendant de longues* périodes du monde du travail, alors qu'à présent on note plutôt de brèves ruptures de deux ans ou trois ans...

De meilleurs résultats scolaires

Autre question : de quelle façon la maternité influe-t-elle sur la vie professionnelle ? Là encore les chiffres parlent d'eux-mêmes. Citons l'enquête de mars 1983, menée par le *ministère de l'emploi,* sur le taux d'activité des femmes de vingt-cinq à cinquante-cinq ans. Ensemble : 67 % ; femmes sans enfants, 73,7 % ; femmes avec un enfant, 73,6 % ; femmes avec deux enfants, 64,1 % ; femmes avec trois enfants, 37,1 % ! Le tableau serait incomplet si on ne soulignait pas que, il y a vingt ans, la proportion des femmes en âge de procréer n'ayant pas d'enfants était du tiers, alors qu'aujourd'hui il avoisine le quart.

Conclusions de Mᵐᵉ Sullerot : *« Le désir d'enfant est plus grand qu'autrefois, mais les femmes qui travaillent souhaitent un plus petit nombre de descendants. Les femmes ne sont pas divisées en deux, avec d'un côté les femmes au travail et de l'autre les femmes au foyer. Car, pratiquement, toutes les femmes travaillent à un moment ou à un autre de leur vie. Le clivage passe en fait par les femmes qui ont un ou deux enfants et celles qui en ont trois et plus. »* Assumer l'éducation de trois enfants avec trois emplois du temps différents devient un tel casse-tête que finalement les femmes se retirent, au moins momentanément, du marché de l'emploi.

« Nous traversons, dit Mᵐᵉ Sullerot, *une période d'évolution très profonde où les institutions sont dévalorisées par rapport à l'individu. Nous accouchons d'une société où les droits de l'homme deviennent ceux de l'individu, primant sur la famille. La femme, individu, n'est pas définie entièrement par son rôle d'épouse et de mère. Pour avoir une identité, il lui faut travailler, car la question du jour n'est pas : « Qui êtes-vous ? », mais « Que faites-vous ? ».* L'enfant, reconnaît Mᵐᵉ Sullerot, ne semble pas en souffrir, puisque contrairement aux idées reçues des années 60 il est démontré que les enfants des mères qui travaillent ont des résultats scolaires meilleurs. La baisse du temps de présence étant palliée par une amélioration de sa qualité.

Cette dévalorisation de la famille, et principalement de la famille nombreuse, pèse sur la mère qui reste à la maison comme *sur celle qui* travaille : plus on a d'enfants, moins on a de chances de retrouver du travail ou de progresser dans la hiérarchie...

Quels compromis sont-ils possibles ? Mᵐᵉ Sullerot a suggéré de redorer un peu l'image de la famille *« sans automatiquement culpabiliser les femmes n'ayant pas ou n'ayant que peu d'enfants »*. Et, convaincue que trois enfants nécessitent une personne à la maison, elle a applaudi le souhait de Mᵐᵉ Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, d'accorder une rémunération (qui pourrait être de 1 000 francs par mois) à l'un des parents (père ou mère) arrêtant de travailler ou continuant à mi-temps pendant un ou deux ans pour élever ses enfants.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Paris, capitale de la philosophie ?

(Suite de la première page.)

S'abstenant de *« faire le procès des po* S'abstenir de *« faire le procès des politiques antérieures »,* les auteurs concluent à la nécessité de créer un lieu *« très ouvert »* où s'organiseront *« incitations et propositions ».*

Le Collège international de philosophie veillera donc à *« faire converger ou se croiser », à mettre « en communication tranversale »* des questions souvent dissociées et isolées. La notion « d'intersciences » revient souvent dans le vocabulaire de ses promoteurs. Si les *philosophes* dominent au sein du Collège provisoire dont le directeur élus devait être M. Derrida, l'autre instance provisoire, le Haut Conseil de réflexion, dont le secrétaire général sera M. Jean-Pierre Faye, rassemble aussi bien MM. Félix Guattari et Michel Serres que le musicien Iannis Xénakis, *l'astro-physicien* Jean-Claude Pecker, le peintre Soulages, le biologiste Jean-Pierre Changeux, l'écrivain Michel Butor.

L'autre caractère du Collège, essentiel aux yeux des fondateurs, est sa dimension internationale. Les qua*tre auteurs du rapport soulignent que « jusqu'ici, la France ne s'est donné les moyens d'une coopération internationale de grande envergure »,* dans les domaines visés. Tous les chercheurs étrangers et français qui sont accueillis dans d'autres pays, *« notamment aux États-Unis »,* ont pu s'en apercevoir, reconnaissent-ils. *Les échanges avec les États-Unis* et avec les pays d'Europe, à l'Est et à l'Ouest, ne seront pas négligés, *« bien au contraire ».* Mais il conviendra d'éviter de faire du Collège une *« nouvelle institution européocentrique ».* Priorité sera accordée aux pays *africains, orientaux et latino-américains* et *« d'une façon générale, aux pays en voie de développement ».*

Cette préoccupation passe un peu inaperçue pour l'instant. Les deux instances provisoires, réunies le lundi 10 octobre, devaient compter une quinzaine de personnalités étrangères. *Le Collège devait aussi commencer,* sans plus attendre, à dépouiller et examiner le millier de correspondances déjà reçues; plusieurs projets de recherches, thèmes de séminaires, sujets de débats y figurent. Les premières rencontres *pourraient être organisées* avant la fin de 1983. Les activités prendront la forme de manifestations ponctuelles, de séminaires étendus sur un semestre ou sur une année ou, éventuellement, de programmes de recherches d'une durée de cinq ans.

Déjà le ministère de l'industrie et de la recherche a attribué un crédit *de 1 million de francs pour 1983 et* inscrit 2 millions de francs au budget de 1984. Le ministère de la culture a engagé la rénovation de certaines salles dans le château de Vincennes pour héberger le Collège qui est provisoirement installé dans les locaux de l'ancienne École polytechnique, dans le *cinquième* arrondissement de Paris. Le ministère de l'Éducation nationale y détachera des enseignants du supérieur et du secondaire.

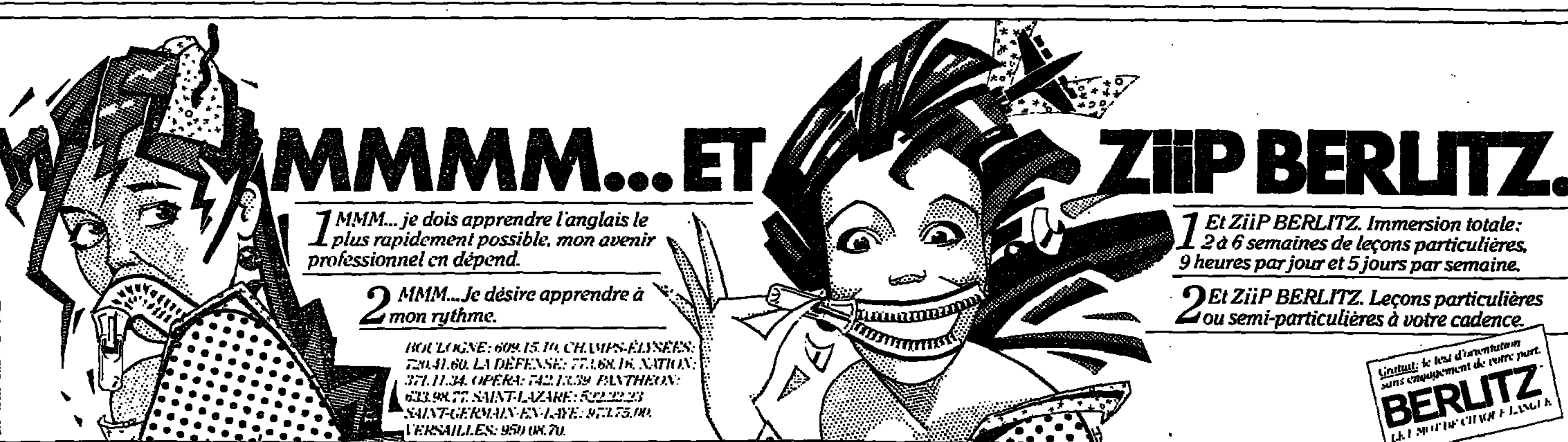
Libre et pluraliste

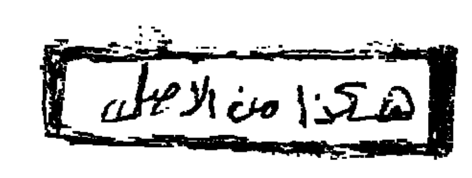
Le collège international de philosophie voudrait fonctionner dans une perspective de *renouvellement* incessant. Il n'aura de permanent, au début, qu'une équipe administrative d'une demi-douzaine de personnes. Les membres du collège provisoire estiment qu'ils auront achevé leur mission dans dix-huit mois et qu'il *leur appartiendra alors de « passer la main ».*

S'il souhaite être en mesure de publier largement et rapidement les comptes rendus des résultats de ses travaux, s'il ne délivrera aucun diplôme, s'il tournera le dos à la notion du cursus au sens scolaire, le Collège international de philosophie ne se dé*sintéresse pas, pour autant,* de l'enseignement philosphique. D'abord *parce qu'on retrouve parmi ses initia*teurs, M. Derrida en tête, les animateurs du groupe de recherche sur l'enseignement philosphique (G.R.E.P.H.). Ce groupe réclame depuis longtemps l'extension de l'enseignement de la philosophie aux *classes de seconde* et première des lycées, voire aux classes des collèges. Il a *organisé* en 1979 les *états* généraux de la philosophie *(le Monde* du 20 juin 1979) pour s'opposer à l'*« étouffement »* de cette discipline. Il n'oublie pas que M. François Mitterrand a mis au nombre de ces cent dix propositions un développement de l'enseignement *non* seulement de l'histoire, mais aussi de la philosphie. Le Collège a l'*intention de favoriser* les expérimentations en ce sens.

L'absence de certains *noms* — ceux de Michel Foucault, Vladimir Jankélévitch, Gilles Deleuze par exemple, étonne. Des raisons de santé ou strictement personnelles sont avancées. La sollicitude de trois ministres est un parrainage ambigü *et qui peut être dangereux. Les* inventeurs du collège répètent à l'envi qu'ils veulent éviter toute exclusive, tout esprit de chapelle. C'est désigner l'écueil le plus périlleux que devra contourner le Collège international de philosphie qui doit, sous peine d'échouer, trouver le *« style libre et pluraliste »* qu'il appelle de ses vœux et *élargir d'emblée le* champ idéologique et politique de son recrutement.

CHARLES VIAL.





TERNEL

emploi

CHRISTIANE CHOMBEAU

capitale de la losophie ?

Libre et pluraliste

EXCLUSIVITÉ DINERS

Service Affaires: du Sur-Mesure pour l'Entreprise.

Le "service Affaires" du Diners Club est un système modulaire à l'usage de l'entreprise pour ses cadres en mission à l'étranger et pour ses services comptables. Un système souple, optionnel, parfaitement adaptable à ses contraintes. Il s'articule autour de quatre prestations:

1 – Le module "carte": soit la délivrance de cartes Diners à l'usage des hommes d'affaires en mission. Des cartes qui permettent à la Société de choisir précisément le degré de responsabilité auquel elle souhaite s'engager.

2 – Le module "voyages": des dizaines de bureaux de voyages "Diners" en France prennent en charge l'ensemble des problèmes afférents aux déplacements à l'étranger. A commencer par la billetterie et la réservation, services dont le Diners Club s'est fait un des premiers spécialistes.

3 – Le module "assurances": caractérisé par la couverture des hauts risques lors de déplacements à l'étranger, par le non-recoupement des prestations avec les assurances déjà contractées, par l'indexation systématique des polices.

4 – Le module "statistiques": grâce au traitement informatisé de l'ensemble de son service facturation, le Diners Club peut procéder à tous les tris souhaités par la comptabilité et la gestion des entreprises.

Le "service Affaires" du Diners Club: un système complet d'une extrême souplesse et d'une grande simplicité. Un système simple au service des entreprises et de leurs cadres, créé pour leur simplifier la vie.

Pour en savoir plus, téléphonez 24 heures sur 24 au "service Affaires" Diners Club au (1) 723 78 05.



Diners Club: nous vous en offrons plus.

18, rue François Ier - 75380 Paris Cedex 08. Tél.: (1) 723 78 05.

BERLITZ

BERLITZ

DÉFENSE

Dissimulation... à la soviétique

Les spécialistes du ministère de la défense se sont divertis à estimer *le budget militaire* français de 1983 (soit quelque 158,86 milliards de francs), selon les modalités d'un calcul qu'ils prêtent à l'Union soviétique pour son propre budget de la défense.

Si l'on en croit leur analyse, voici ce qu'il faudrait retirer pour *évaluer les crédits militaires* français sur le modèle de ceux des Soviétiques :

● 46,38 milliards de francs, qui correspondent au fonctionnement de la Délégation générale pour l'armement (D.G.A.) et à *certaines réalisations d'armement* qui, en U.R.S.S., relèvent des vice-ministères de « branche » (mécanique, métallurgique *ou recherche)* du *ministère* de l'industrie et de la recherche ;

● 25,64 milliards de francs de pensions et retraites, qui sont inscrits, en U.R.S.S., dans les services communs de l'Etat ;

● 13,41 milliards de francs attribués à la gendarmerie et à la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E., ou ex-S.D.E.C.E.), qui, en U.R.S.S., dépendent du ministère de l'intérieur ;

● 8,88 milliards de francs pour la formation des personnels, qui serait imputée, en U.R.S.S., *à l'éducation et à la* formation professionnelle pour adultes ;

● 1,37 *milliard de francs* alloués aux services de santé des *armées, qui sont, en U.R.S.S., à* la charge du ministère de la santé.

Toutes ces déductions représentent un montant global de *95,68 milliards de francs. Si, au* budget militaire français, on ajoutait *les quelques centaines de* millions de francs qui correspondent à l'aide militaire à l'étranger et, la protection civile, on peut évaluer à 160 milliards de francs, pensions comprises, le budget français de la défense en 1983.

Après défalcation des 95 milliards de francs, il resterait environ *65 milliards de francs au* budget français de la défense calculé à la mode soviétique.

Au ministère de la défense, on estime donc que la « dissimulation »... *à la soviétique* porte en réalité sur environ 60 % du montant véritable des dépenses militaires. Ce qui expliquerait que l'U.R.S.S., depuis cinq ans, refuse obstinément de participer aux travaux du groupe chargé, au sein des Nations unies, d'élaborer un instrument commun d'évaluation et de publication des budgets militaires.

8 896 suppressions d'emplois dans les armées pour financer l'effort d'équipement en 1984

« *On ne pourra pas faire cet effort cent années durant* », entend-on au cabinet du ministre *de la défense*, tant *le projet* de budget militaire pour 1984, que M. Charles Hernu présente, mardi 11 octobre, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, y est jugé particulièrement « *serré* », « *très rigoureux* » même, pour les dépenses de fonctionnement. Un *budget militaire, proprement* dit, qui s'élèvera, au total, à *142,1* milliards de francs (soit à peine 6,6 % d'augmentation par rapport à 1983), si l'on exclut les pensions (28,9 milliards de francs) et des crédits de l'action sociale des armées, et qui devrait être examiné le 3 novembre par les députés.

A première vue, cette somme de 142,1 milliards de francs est la stricte application de ce que prévoyait, pour l'an prochain, la loi quinquennale (1984-1988) de programmation militaire approuvée par le Parlement au printemps dernier. M. Hernu peut donc se vanter d'avoir obtenu, malgré les difficultés économiques, que le chef de l'Etat et le gouvernement tiennent leurs engagements vis-à-vis des militaires.

D'où vient alors cette sourde inquiétude, perceptible jusque dans les états-majors, sur la capacité de l'institution de défense à rester aussi efficace, aussi moderne qu'il est souhaitable en période de tension internationale, *compte tenu de l'austérité* imposée par les circonstances à elle-*même comme aux autres administrations* et services de l'Etat ?

Les armées françaises seront invitées, l'an prochain, à devoir se contenter d'une *hausse de leurs crédits* de fonctionnement (soldes, infrastructures entraînement), soit 75,5 millions de francs, qui sera de l'ordre de 4,4 %. Autant dire que, même si l'inflation était contenue dans les limites fixées par le gouvernement, la vie dans les unités, leurs activités d'instruction ou la réfection du domaine militaire seront organisées au plus juste, comme ce le fut, déjà, en 1978.

Un défi

Aucune catégorie de personnels n'est épargnée : pas même l'appelé (*ou homme du rang*) qui *recevra* 1 franc supplémentaire par jour, à *compter du 1er septembre* 1984, pour une solde actuelle de 12 francs, mais dont le prêt augmentera davantage, en proportion, s'il consent à monter dans *la hiérarchie*.

Le ministère de la défense espère relever le défi de cette austérité en réussissant à comprimer les dépenses de fonctionnement grâce au départ, dans le civil, de 8 896 de ses personnels. Cette suppression devrait lui permettre d'économiser en 1984 l'équivalent de 352,7 millions de francs, soit 0,47 % du montant global des dépenses de fonctionnement. Elle touche indistinctement les trois armées et certains de leurs services (santé, délégation générale pour l'armement, services secrets), y compris des personnels civils de l'Etat, mais à l'exclusion de la gendarmerie, qui, cependant, ne recrutera plus comme elle y fut constamment autorisée depuis 1981.

Une telle déflation des effectifs participe d'une politique voulue par le gouvernement, qui consiste à compenser l'augmentation nécessaire des crédits d'équipement par la restriction délibérée des dépenses de fonctionnement. Elle n'est pas particulièrement populaire dans les armées : 31 500 emplois seront ainsi supprimés entre 1984 et 1988, dont 22 000 hommes dans la seule armée de terre et de l'ordre de 24 000 pour les seuls militaires du rang (appelés, en priorité). Mais elle est appliquée dans bien d'autres pays, en Occident, dès lors qu'il s'agit de continuer à financer l'effort d'armement.

Car c'est *bien ce qu'a cherché* à faire M. Hernu avec son projet de *budget pour 1984, au sein duquel*, précisément, les crédits de paiement *consacrés à l'équipement* (soit 66,6 milliards de francs) s'accroissent de 9,3 %, et les autorisations de programme de ce même chapitre (*85 milliards de francs*), *qui sont* des engagements de dépenses ultérieurement *gagées par des crédits de* paiement, augmentent de 8,4 % par *rapport* à 1983.

Une double condition

Avec 21 742 millions de francs *de crédits de paiement* et 28 976 millions de francs d'autorisa*tions de programme*, l'armement nucléaire, stratégique et tactique *mobilise le tiers de ces dépenses* d'équipement. Suffisamment pour embarquer, à partir de 1985, les premiers Missiles M-4 à plusieurs têtes explosives sur les sous-marins, transformer sept Mirage IV (sur les dix-huit prévus) en lanceurs du missile air-sol à moyenne portée, construire seize Mirage-2000 N (version nucléaire) et achever la fabrication de quatre Transall qui serviront de relais de transmissions gouvernementales en cas de crise.

Dans le domaine des armes classi*ques, les commandes devraient porter*, notamment, sur douze *Mirage* 2000 de défense aérienne, un sous-marin nucléaire d'attaque, *cinq chasseurs de mines, quinze hélicoptères* de combat Gazelle-Hot, *trente batteries de 155 mm*, quatre vingt-onze chars AMX-30 version B-2 *et deux cent soixante et un* VAB (véhicules de l'avant blindés).

A *quelques matériels près*, ces commandes représenteront, l'an prochain, *la moitié de celles que* le gouvernement s'était effectivement engagé à passer *durant la première* étape de sa loi de programmation militaire, *soit les années 1984* et 1985.

Mais l'exécution de ce plan d'équipement n'a de sens qu'à la double condition que M. Hernu parvienne à contenir les dépenses de fonctionnement dans les limites prévues à ce jour et que le gouvernement ne lui demande pas de multiplier les expéditions outre-mer. Les opérations au Liban et au Tchad sont loin d'être gratuites ; 1 milliard de francs déjà, si l'on en croit le premier ministre, soit la valeur d'un sous-marin nucléaire d'attaque (sans son armement). Le ministre de la défense attend un ballon d'oxygène d'un collectif budgétaire de fin d'année, en 1983 comme en 1984. Sans ce complément, c'est tout l'édifice du plan quinquennal militaire qui s'écroulerait et, avec lui, la modernisation des forces françaises.

JACQUES ISNARD

POUR LES BESOINS DE LA FORCE D'ACTION RAPIDE

De nouveaux régiments seront professionnalisés

Le ministère de la défense accentuera, l'an prochain, la professionnalisation de certains régiments *qui* entrent dans la composition de la Force d'action rapide (FAR), destinée à être engagée tant en Europe, aux *côtés des alliés de la France, qu'outre-mer, selon les accords d'aide militaire* conclus avec des Etats africains. Entre 1984 et 1988, cette politique de professionnalisation accrue devrait intéresser, dans l'armée de terre, environ 5 800 hommes (calculés en effectifs dits « budgétaires »), dont 70 % entre 1984 et 1985.

A l'heure actuelle, la FAR, dont la création a été approuvée par le Parlement au printemps dernier, est engagée principalement au Tchad, en Côte-d'Ivoire, en Centrafrique, au Gabon et au Liban, à raison de 43 % des effectifs (13 980 hommes) de la 11e division parachutiste, de 33 % des effectifs (8 460 hommes) de la 9e division d'infanterie de marine et de 16 % de ceux (3 025 hommes) de la 31e brigade.

Certes, malgré cette mobilisation, l'état-major dispose encore de forces organisées en une unité cohérente, le 1er régiment d'infanterie de marine à Granville et le 2e régiment étranger de parachutistes à Calvi, pour prendre l'alerte dite « Guépard » : 2 000 hommes prêts à intervenir à tout moment dans les vingt-quatre heures. Mais ce réservoir de forces pourrait apparaître insuffisant en certaines situations.

Des textes anciens interdisent, de surcroît, au gouvernement d'expédier, sans l'accord préalable du Parlement, dans des risques de conflits outre-mer, des jeunes recrues du contingent non volontaires.

Pour toutes ces raisons, le minis*tère de la défense a pris une série* d'initiatives qui visent à accroître le *réservoir de ces volontaires* – appelés ou engagés – servant outre-mer. *C'est le cas de ces jeunes* recrues du contingent auxquelles sont proposés, pendant la durée de leur service légal, des contrats d'engagement temporaire ou des contrats, dits de service long, qui peuvent aller jusqu'à deux ans d'obligations militaires, moyennant une solde « outre-mer » de 4 500 à 5 500 francs par mois selon leur ancienneté sous l'uniforme.

On a compté, par exemple, de l'ordre de 450 appelés volontaires *pour un service long (A.S.L.) dans* le contingent de 2 000 parachutistes envoyé, au début de septembre, relever la 31e brigade à Beyrouth. Aucun de ces volontaires n'a manqué à l'appel au jour du départ, en dépit des dix jours de permission dans leurs familles qui leur furent octroyés auparavant. De même, lorsque la gendarmerie a voulu constituer son « escadron de marche » de 120 hommes au Liban, pour la relève de la fin de l'année, elle a pu sélectionner, dans ses légions en province, près de 2 000 candidats pour les 92 postes de gendarmes auxiliaires (appelés volontaires) nécessaires à cette opération.

En même temps, le ministère de la défense a choisi d'accentuer la professionnalisation, totale ou partielle, de certaines unités de la FAR, au risque d'être accusé de renier les engagements antérieurs du parti socialiste en faveur de l'armée de conscription et de réserve.

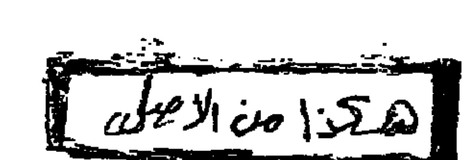
Durant les deux années prochaines – *1984* et *1985* – il est envisagé d'achever la professionnalisation du 1er régiment de spahis (transféré de Spire, en Allemagne fédérale, à Valence), du 68e régiment d'artillerie à La Valbonne, du 1er régiment d'infanterie aéromobile à Sarrebourg, du 1er régiment de hussards parachutistes à Tarbes, d'un régiment d'hélicoptères de combat (sans doute le 1er R.H.C. à Phalsbourg) et de deux *régiments* de commandement et de soutien *dépendant de la 11e division parachutiste* et de la 6e division légère *blindée, nouvellement créée au sein* de la FAR. Le cas du 17e régiment de génie parachutiste, à Montauban, partiellement professionnalisé, reste en suspens.

Cette professionnalisation accrue et l'affectation d'appelés volontaires pour un service long *devraient, dans* un premier temps, se faire au béné*fice des unités particulières* de l'infanterie, des troupes de marine, de l'arme blindée-cavalerie, de l'artillerie et du génie. Ultérieurement, c'est *l'ensemble* de la FAR qui sera complété par la constitution de ces unités supplémentaires de professionnels.

J. I.

SCIENCES

● *Deux nouveaux satellites.* – Deux satellites de communications britanniques Skynet 4 seront lancés au cours de missions de la navette spatiale américaine, a indiqué le Pentagone dans une notification au Congrès. Pour ces lancements, dont la date n'est pas encore précisée, la Grande-Bretagne se verra réclamer 63 millions de dollars (500 millions de francs) de participation aux frais des missions de la navette. L'armée de l'air américaine et le ministère britannique de la défense *mettent au* point un accord qui permettrait aux Etats-Unis *d'utiliser ces satellites en* temps de paix comme en temps de *guerre. – (A.F.P.).*



Le Monde

sports

FOOTBALL

L'APRÈS-CRISE A L'A.S. SAINT-ÉTIENNE

Des hommes verts redescendus sur terre

Les Girondins de Bordeaux, qui restaient sur cinq victoires consécutives, ont été tenus en échec (0-0) à Brest, samedi 8 octobre, pour la treizième journée du championnat de France. Ils conservent néanmoins une bonne marge de sécurité sur leurs poursuivants, qui ont tous gagné. Dans la deuxième partie du classement, Saint-Etienne, qui a battu Lille par 2 à 0, continue sa remontée.

Les « verts », dont peu de joueurs ont connu les grandes heures de l'A.S.S.E., sont convalescents. Ils ont frôlé le pire au début du championnat en connaissant même l'humiliation de la « lanterne rouge ». La pente sera dure à remonter. Contraint par la justice, le club a dû s' « offrir » une nouvelle équipe dirigeante, puis un nouvel entraîneur et une série de nouveaux joueurs. Cette transfusion verte a bien besoin d'un important atout pour réussir : la fidélité du public.

De notre correspondant régional

Saint-Etienne. – Dégagement d'Eric Claveloux. Exploit technique de Janus Kupcewicz, qui lance Eric Bellus sur l'orbite du premier but stéphanois. La scène s'est passée samedi soir après une demi-heure de jeu. L'A.S.S.E. vient de prendre l'avantage sur le Lille Olympique Sporting Club. Les joueurs au maillot vert ne seront plus rejoints. Ils marqueront une nouvelle fois en seconde mi-temps grâce à Pascal Carrot, avant-centre de vingt et un ans, un « produit » du club. Ce match à sens unique prolonge une bonne série et semble mettre un terme à un début de saison catastrophique. Saint-Etienne a encore des ressources sportives et, enfin, une équipe de dirigeants soudée.

Sur le terrain d'abord. Kupcewicz, Bellus, Carrot, Claveloux : quatre nouveaux Stéphanois à la base du dernier succès des « verts ». Le premier, international polonais de la grande cuvée « Coupe du monde 1982 » apporte son expérience, son coup de patte et sa sûreté. Un minimun de passes manquées, un culot de briscard qui l'entraîne à tenter l'impossible, comme des coups francs à 35 mètres de la cage adverse. « *Il peut encore progresser*, affirme l'entraîneur Jean Djorkaeff, *notamment dans le secteur défensif, où j'aimerais le voir encore plus présent.* » Ce numéro 10 venu du Nord semble de la lignée d'un certain numéro 10 parti vers l'Italie...

Bellus, formé au club, est revenu après un prêt temporaire au Football-Club de Metz. Avec le jeune capitaine Jean-Louis Zanon, Jean-François Daniel, Pascal Carrot et l'ancien Mulhousien Daniel Sanchez, il complète l'attaque et le milieu de terrain des « verts ».

Dans les lignes arrière les deux anciens, le libéro Alain Moizan, parfois fantaisiste mais au talent intact, et le *stoppeur* international Philippe Mahut, assurent une bonne sécurité dans l'axe central devant le gardien Jean Castaneda. Les jeunes Thierry Oleksiak et Eric Claveloux prennent de l'assurance à chacune de leurs sorties. En un mot, le cocktail entre les joueurs d'expérience et les jeunes formés au club commence à prendre une certaine saveur.

Le public n'a pas déserté le stade Geoffroy-Guichard : ils étaient encore plus de dix mille, samedi, pour voir une équipe de milieu de tableau. Depuis le début de la saison, la moyenne de fréquentation approche les quatorze mille, et cela malgré une hémorragie de joueurs de renom pendant l'intersaison (Rep, Genghini, Battiston, Roussey, Janvion, Paganelli) et des résultats très négatifs en début de saison : défaites à domicile contre Bastia, Lens et Paris-S.-G. Pourquoi cette fidélité des spectateurs ? « *Parce que le public sent qu'il se passe quelque chose de bien dans ce club*, affirme le président André Laurent. *Et parce qu'il faut bien se raccrocher à quelque chose.* »

Ce « quelque chose » sera donc, pour cette saison, une équipe vaillante. Après la gloire et les premiers rôles, le public devra patienter avec des rencontres âpres dont le seul enjeu sera une place dans le milieu du tableau. Tout est fait pour pousser encore les Stéphanois vers leur stade. Les tribunes historiques du « chaudron vert » ont fait peau neuve. Le stade Geoffroy-Guichard pourra bientôt accueillir cinquante mille spectateurs pour le prochain championnat d'Europe des nations.

Quant aux dirigeants, ils jouent la « solidarité ». « *En fait, nous sommes des copains* », affirme M. André Laurent, confirmé à l'unanimité, samedi, en lever de rideau parasportif, à son poste de président par une assemblée générale étonnamment calme. M. Roger Rocher – entre deux visites obligées chez le juge d'instruction lyonnais chargé de l'affaire de la caisse noire du club et avant quelques signatures publiques de son livre sur lui-même et sur la crise – n'a pas pris la parole.

M. Laurent a aussi parlé de « moralité » et de « transparence ». A tout prendre, le deuxième terme est préférable. *Puisqu'à l'A.S. Saint-Etienne on devrait être plutôt méfiant quant à la morale, une vertu qui mérite plus de pratique que d'invocation.* Quant à la transparence, elle est en bonne voie, quoique imparfaite. Il faut des recoupements, des informations prises à bonne source pour apprendre, par exemple, que le meneur de jeu polonais Kupcewicz a coûté 3 millions de francs. Que le transfert du Paraguayen Carlos Diarte, en provenance du club espagnol du Betis de Séville, approche cette somme pour un rendement sportif beaucoup plus discuté. Il est vrai que le nouveau président accepte le débat sur ce transfert : « *Sur trois ans, cette opération coûte au club la moitié de la charge salariale d'un joueur comme Bernard Genghini.* » Et puis, prédit M. Laurent, « *vous verrez que Diarte sera l'homme de la deuxième partie du championnat* ».

Avant même la victoire contre Lille, M. Laurent défendait la politique de recrutement de Jean-Marie Elie – un ancien joueur resté fidèle au club – « *qui a eu très peu de temps pour travailler* ». Le président *insitait aussi sur les qualités du* nouvel entraîneur Jean Djorkaeff : « *Nous parlons le même langage aux joueurs.* » Dans leurs propos, les mots travail, persévérance, courage ont une place privilégiée. Elie-Djorkaeff-Laurent : un nouveau trio qui a la lourde tâche de faire oublier *la triplette Garonnaire, Herbin, Rocher.*

L'entraîneur Djorkaeff, ancien capitaine de l'équipe de France des années 70, n'a pas une carte de visite impressionnante. Ex-entraîneur de Décines (quatrième division) puis de Grenoble (deuxième division), il essaie de motiver et de transcender une équipe neuve, peu touchée par les derniers épisodes de la crise verte. Ce n'est pas une équipe de « gagne-petit » – il y a encore quelques beaux salaires parmi les joueurs confirmés, – mais ce n'est plus un club qui vit au-dessus de ses moyens. La masse salariale globale du club a diminué de 45 % en un an ! Les dirigeants ont même dû licencier quatre salariés du secteur administratif. Saint-Etienne est devenu un club comme les autres, les hommes verts sont redescendus sur terre.

CLAUDE RÉGENT.

LES HOMMES DU P.S.G.

Gérard Janvion en manque de « mission spéciale »

Dans l'équipe stéphanoise des grandes campagnes européennes, Gérard Janvion était l'homme des « missions spéciales ». C'est lui qui était le plus souvent chargé par l'entraîneur Robert Herbin de neutraliser l'attaquant adverse le plus dangereux. Les supporters des « verts » ne sont pas près d'oublier ses face-à-face, véritables *duels dans le match*, avec Surjak, le Yougoslave de Split, puis plus tard du P.S.G., Blokhine, le Soviétique de Kiev, Heighway, l'Irlandais de Liverpool ou Hoeness, l'Allemand du Bayern de Munich.

Lorsque Pierre Garonnaire l'avait recruté à Fort-de-France en 1972, Janvion était pourtant l'attaquant vedette de son club, la « case pilote ». A Saint-Etienne, Herbin n'avait pas été séduit d'emblée. « *Son comportement offensif n'avait pas la rigueur d'un professionnel* », estimait-il. « *C'est vrai*, reconnaît le Martiniquais, *mais aux Antilles le public adore les buts, les dribbles, et les feintes de corps.* »

L'avenir de Janvion s'est peut-être joué à Split le 23 octobre 1974. Ce jour-là, Surjak avait désorganisé la défense stéphanoise par ses courses de grand échassier, sa technique et son sens du but. Pour le match retour, Herbin avait décidé de titulariser le jeune Martiniquais au poste d'arrière droit en misant sur sa vitesse, sa souplesse, sa technique d'attaquant et sa fierté pour *neutraliser le capitaine des Yougoslaves.* La réussite avait dépassé ce soir-là les plus folles espérances.

L'épopée européenne qui allait s'ensuivre ne devait rien au hasard ou à l'improvisation. A défaut d'innover, les Stéphanois étaient passés maîtres dans l'espionnage de leurs adversaires. Dans les semaines précédentes, Garonnaire les suivait pas à pas, se familiarisait avec eux, filmait leurs matchs. Réunis la veille ou l'avant-veille de leurs rendez-vous européens, les « verts » découvraient alors leurs rivaux au magnétoscope.

« *Je ne m'intéressais pas au jeu de l'équipe mais je concentrais toute mon attention sur mon adversaire direct*, explique Janvion. *J'observais son déplacement, dans quelles circonstances il touchait le ballon, comment il le contrôlait, s'il jouait en déviations ou s'il cherchait à passer balle au pied, etc.* » En plus des analyses ou des consignes de Robert Herbin, les joueurs échangeaient leurs remarques, surtout entre défenseurs, pour tenter de coordonner leurs actions.

C'est aussi au cours de ces retraites que Janvion se préparait psychologiquement. « *Tout en me remémorant ce que j'avais observé de mon adversaire, je me répétais : c'est lui le plus dangereux. Si je le marque bien, ce sera un grand pas vers la qualification.* » Sa détermination était au maximum au moment du coup d'envoi. Le Martiniquais s'avançait alors vers la ligne médiane et fixait du regard son adversaire à la manière de certains boxeurs avant un combat. « *Je ne sais pas si je l'intimidais vraiment*, raconte-t-il, *mais j'essayais de l'impressionner, de me faire passer pour un dur ou un méchant.* »

Affronter l'arrière stéphanois n'était jamais une partie de plaisir. Si le ballon passait, l'adversaire avait peu de chances de poursuivre sa course. « *Sauf Blokhine, qui filait trop vite pour être retenu par le maillot*, ironise Janvion. *C'était ma fierté. Je n'aimais pas me faire balader. Je n'appliquais pas une consigne mais je remplissais une mission. Ma réaction était instinctive. J'étais jeune...* »

A trente ans, Gérard Janvion a choisi, cet été, de rejoindre au Paris-Saint-Germain ses anciens coéquipiers stéphanois Dominique Bathenay et Dominique Rocheteau. Il pensait faire *bénéficier le club de son expérience accumulée* en trente-neuf sélections en équipe de France et en quarante-quatre rencontres de coupes européennes. Grâce à sa polyvalence pour les postes de défenseur, il rêvait même de faire encore partie, en juin prochain, des vingt-deux sélectionnés français pour le prochain championnat d'Europe. Or, depuis le début de la saison, il n'a fait que quelques apparitions sous son nouveau maillot contre Lens, à Laval, à Saint-Etienne, à Auxerre et une mi-temps à Belfast en Coupe d'Europe.

Malaise

Pourquoi ne joue-t-il pas ? « *Il se remet mal d'une angine* », répond Lucien Leduc, l'entraîneur. « *C'est un faux prétexte*, réplique Janvion. *En fait le courant ne passe pas entre lui et moi.* » Le malentendu remonte au début de saison. Quand il est arrivé, le Stéphanois était à court de condition physique. Pour les Parisiens, la coupure avait été brève après la finale de la Coupe de France. Leduc a donc décidé de ne pas pousser l'entraînement.

« *J'aurais eu besoin de matchs durs pour revenir à mon niveau*, estime Janvion. *On a voulu me faire jouer avec la réserve contre une équipe de quatrième division. C'était une humiliation. J'ai refusé. M. Leduc m'a dit qu'il en tiendrait compte. J'ai reçu une lettre du président Borelli me disant que mon attitude était inadmissible.* » Le malentendu est devenu malaise.

Aujourd'hui, Janvion n'espère plus être du grand rendez-vous du 19 octobre avec la Juventus de Turin en huitième de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. Sans lui, le P.S.G. a, en effet, remporté, le 8 octobre au Parc des Princes, sa cinquième victoire consécutive en championnat – la septième avec les deux matchs de Coupe d'Europe contre Glentoran – grâce à trois buts de Pascal Zaremba (32[e] minute), Jean-Marc Pilorget (47[e] minute) et Dominique Rocheteau (49[e] minute sur penalty) contre un but de Thierry Fernier (79[e] minute) pour Sochaux.

A défaut de se retrouver face à Michel Platini, a-t-il une idée sur la meilleure manière de neutraliser son ancien partenaire de Saint-Etienne et de l'équipe de France ? « *A Nancy on pouvait y parvenir en exerçant un strict marquage individuel sur lui*, répond-il. *Son passage à Saint-Etienne lui a apporté la combativité. De plus, à Turin il est entouré de joueurs comme Rossi ou Boniek tout aussi capables de faire la différence.* »

Dans le système de défense de zone appliqué par le P.S.G., « *il faudra avoir un œil sur Platini sans en faire une fixation*, estime le Martiniquais. *Il serait ridicule de sacrifier un joueur sur lui pendant quatre-vingt-dix minutes* ». Ce n'est pas, en tout cas, le meneur de jeu de la Juventus qui se plaindra de ne pas être suivi comme son ombre par un Janvion en « mission spéciale ».

GÉRARD ALBOUY.

CYCLISME

Blois-Chaville : Peeters mieux que Raas et Lemond

Il existait autrefois une grande classique française nommée Paris-Tours, qui s'adressait en priorité aux coureurs souples et rapides. Considérant qu'elle n'était pas suffisamment sélective bien qu'elle ait son caractère, les organisateurs en ont inversé le sens afin de placer les fameuses difficultés de la vallée de Chevreuse en fin de parcours. Paris-Tours est ainsi devenu Tours-Versailles, puis Blois-Chaville. Mais l'épreuve, également baptisée Grand Prix d'automne, a perdu une partie de son prestige sans opérer une véritable mutation.

Au reste, qu'elle se déroule en direction du Val de Loire ou de la capitale, elle demeure toujours aussi hostile aux routiers français qui ne l'ont plus gagnée depuis 1956, la victoire étant revenue cette année-là à Albert Bouvet. Bobet, Anquetil, Darrigade, Poulidor, Hinault, ont successivement échoué, comme Eddy Merckx d'ailleurs, et si Laurent Fignon avait cru à la réussite l'an passé, il dut rapidement déchanter, car une chute consécutive à un accident mécanique le contraignit à l'abandon à 10 kilomètres du but, alors qu'il possédait près d'une minute d'avance.

Le vainqueur du Tour de France n'a pas eu plus de succès, dimanche, dans ce même Blois-Chaville, dont il était pourtant l'un des favoris. Il n'a pu accompagner Contini, Raas, Ludo Peeters, Lemond, Van der Poel et le jeune Belge Wampers lorsque ceux-ci se sont détachés dans le secteur de Dourdan, à 65 kilomètres de l'arrivée, pour s'assurer une avance de plusieurs minutes.

Détail significatif : aucun Français n'appartenait à cette échappée décisive, mais on notait la présence, dans le groupe de tête, du champion du monde, l'Américain Greg Lemond, qui semble bien parti pour remporter aussi le Super-Prestige, autrement dit *l'officieux championnat* du monde par points.

La rivalité qui l'opposait à Raas profita en définitive au Belge Ludo Peeters. Celui-ci n'eut aucun mal à battre au sprint Van der Poel après avoir contré son ultime attaque à l'entrée de Chaville.

Agé de trente ans, Ludo Peeters avait enlevé Paris-Bruxelles en 1979 et participé, la saison écoulée, au succès de Ian Raas, son équipier du groupe Raleigh, dans Paris-Roubaix. Sa victoire, acquise par un juste retour des choses, récompense en outre la fraîcheur athlétique à une époque où de nombreux coureurs sont saturés de compétitions.

JACQUES AUGENDRE.

RUGBY

Rives et Paparemborde dans le coupe-gorge du groupe B

L'an dernier, l'ancien capitaine des All Blacks, le Néo-Zélandais Graham Mourie, a prêté la main aux Pucistes qui, du coup, sont remontés dans le groupe A, la première division du championnat de France de rugby. A la même époque, le règlement fédéral sur les mutations a empêché le capitaine du XV de France, Jean-Pierre Rives, d'épauler son nouveau club, le R.C.F., dont les jeunes éléments, manquant par trop d'expérience, retombèrent dans le groupe B.

C'est dans ce championnat de deuxième division, qui ne veut pas dire son nom, véritable coupe-gorge de l'ovale, que le pilier droit de l'équipe nationale, Robert Paparemborde, est venu rejoindre Rives cette saison, sous le maillot cerclé ciel et blanc, rien ne s'opposant plus, dans le règlement, à ce que le Toulousain et le Palois opèrent désormais à Paris en équipe première sous ces couleurs.

A trente et un ans et trente-cinq ans, respectivement, Rives et Paparemborde ne sont pas exactement des espoirs, mais ils ont apporté à l'attaque parisienne, qui est menée par un jeune arrière à grand panache, *Jean-Pierre Lafond, toujours* bien relayé par les trois-quarts britanniques Colett et Gosper, une assurance qui a déjà fait la différence. Après un départ de championnat raté à Clermont-Ferrand (défaite par 16 à 12), le R.C.F. a fait une belle démonstration d'efficacité, d'abord à *Arras (33-7) puis, dimanche* 9 octobre, au stade Jean-Bouin de Paris, contre le Lyon olympique uni (LOU), qui venait de battre les Clermontois : cinq essais, dont trois lancés des vingt-deux mètres par l'arrière Lafond, concrétisèrent la domination des Racingmen, qui ne se laissèrent surprendre qu'une fois par un contre lyonnais aboutissant dans l'en-but, au total 26 à 12.

« *Jean-Pierre et Robert sont les locomotives de notre train de jeunes* », affirme le président du club, Jean-Pierre Labro. « *Notre pack, transformé par les renforts de deux internationaux, a gagné en puissance et en efficacité* », constate l'entraîneur Jacky Violle. « *Les lignes arrières ont beaucoup de talent, mais les jeunes avants sont encore un peu naïfs. Pour l'instant, cela part un peu dans tous les sens, mais tout le monde a le désir de progresser techniquement* », note Paparemborde, qui a été élu capitaine de l'équipe par les joueurs.

Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des rugbys si l'état d'esprit particulier aux groupes inférieurs ne venait pas quelque peu gâcher le plaisir des deux internationaux.

Force sauvage

La poule 6 du groupe B, où opère le R.C.F., est composée par des clubs du centre de la France tels que Clermont-Ferrand, Monchanin, Le Creusot, Vichy et Villefranche, où l'on pratique un rugby de volcan, *fait de force brute et sauvage. Les* joueurs de cette région, qui n'ont pas souvent l'occasion de trouver des internationaux sur leur route, ont à cœur de montrer qu'ils ne se laissent pas impressionner et, au besoin, qu'ils peuvent même en remontrer aux messieurs du XV de France.

Dimanche, les Lyonnais ne firent pas exception à la règle. Un pilier, Jullien, s'en prit particulièrement à Paparemborde. Après s'être laissé tirer la moustache pendant vingt minutes, « Patou » allongea pour le compte son rondouillard tracassin d'une superbe droite. Un peu plus tard, Rives attrapa au collet le troisième ligne aile Sichère et le secoua comme un prunier pour bien lui signifier qu'il n'était pas là pour entendre tous les noms d'oiseau répertoriés par le Lyonnais. A la fin du match, Rives eut également quelques reproches à faire à l'arbitre, M. Plumecoq, dont les coups de sifflet intempestifs brisèrent trop souvent les attaques des Racingmen.

Bref, le capitaine et le pilier du XV de France sont en train de découvrir les bas-fonds du rugby national, qui sont passablement sordides. *Il y a moins de gloire à en retirer* que de mauvais coups. Rives s'en est d'ailleurs bien rendu compte dimanche : il a dû quitter le terrain un quart d'heure avant la fin du match, deux côtes abîmées après une percussion un peu trop sèche avec un Lyonnais.

L'entraîneur du R.C.F., Jacky Violle, a bien senti le danger de ce genre de match : « *On ne fera pas de la dentelle tous les dimanches, surtout à l'extérieur. Il ne faudra pas oublier les fondamentaux du rugby.* » En clair, on saura aussi se retrousser les manches et serrer les coudes dans les rangs parisiens.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

Athlétisme

MARCHE : CHAMPIONNAT DE FRANCE *DES 100 KM A BÉZIERS*

1. Labbé (A.S.P.P.), 9 h 52 mn 13 s ; 2. Terraz (S.R. D.), 9 h 54 mn 42 s ; 3. Saint-Martin (O.M.), 9 h 56 mn 26 s ; 4. Doublet (E.P.S.), 9 h 59 mn 42 s ; 5. Tournois (A.S.P.T.), 10 h 2 mn 49 s.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Treizième journée)

*Brest et Bordeaux 0-0
*Monaco b. Nîmes 5-1
*Auxerre b. Rennes 1-0
*Paris-S.-G. b. Sochaux 3-1
*Nantes b. Rouen 3-0
Strasbourg b. *Toulon 3-1
*Laval b. Toulouse 1-0
*Saint-Etienne b. Lille 2-0
*Lens b. Nancy 3-1
*Metz b. Bastia 1-0

Classement. – 1. Bordeaux, 21 pts ; 2. Monaco, 19 pts ; 3. Auxerre, Paris-S.-G., 18 pts ; 5. Nantes, 16 pts ; 6. Strasbourg, 15 pts ; 7. Laval, 14 pts ; 8. Rouen, Lens, 13 pts ; 10. Toulouse, Lille, 12 pts ; 12. *Bastia, Saint-Etienne*, Brest, Nancy, 11 pts ; 16. Sochaux, Metz, Nîmes, 10 pts ; 19. Toulon, 9 pts ; 20. Rennes, 6 pts.

Deuxième division

Groupe A
(Quatorzième journée)

*Montpellier b. Marseille 2-1
Lyon b. Grenoble 2-0
*Sète b. Nice 1-0
*Cannes b. Thonon 4-1
*Gueugnon b. Béziers 1-0
*Martigues et Alès 0-0
*Libourne et Besançon 1-1
*Villefranche b. La Roche 4-1
*Angoulême et Cuiseaux 0-0
Exempt : Limoges

Classement. – 1. Marseille 21 pts ; 2. Lyon, Limoges, 20 pts ; 4. Nice, 18 pts ; 5. Montpellier, 17 pts ; 6. Thonon-les-Bains, Cannes, 16 pts ; 8. Béziers, 15 pts ; 9. Alès, 13 pts ; 10. Grenoble, Gueugnon, 12 pts.

Groupe B
(Douzième journée)

*Le Havre b. Stade Français 2-0
*Tours b. Orléans 3-0
*Reims b. Châteauroux 2-0
*Mulhouse b. Dunkerque 2-0
Guingamp b. *Montceau 3-2
Valenciennes b. *Abbeville 4-2
*Racing b. Sedan 2-0
Roubaix b. *Red Star 1-0
Angers b. *Quimper 2-1

Classement. – 1. Le Havre, 18 pts ; 2. Tours, 17 pts ; 3. Stade Français 92, 17 pts ; 4. Reims, 16 pts ; 5. Mulhouse, 16 pts ; 6. Guingamp, 16 pts ; 7. Valenciennes, 15 pts ; 8. RC Paris, 14 points ; 9. Orléans, 13 pts ; 10. Red Star, 13 pts.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

GROUPE A
(Troisième journée)

Poule I

*Tarbes et Béziers 15-15
*Montauban b. Carcassonne 27- 6
*Bagnères b. Oloron 27- 0
*Castres b. Hyères 28- 9

1. Béziers, 8 pts ; 2. Bagnères, Hyères, Oloron, 7 pts ; etc.

Poule 2

*Brive b. La Voulte 28- 9
*Grenoble b. Nice 13- 6
*Toulon b. Graulhet 15-10
*Vienne b. Angoulême 15- 6

1. Toulon, 8 pts ; 2. Brive, Graulhet, 7 pts ; etc.

Poule 3

*Agen b. Lourdes 24-12
Tulle b. *Boucau 14- 6
*Toulouse b. PUC 53- 4
*La Rochelle b. Dax 15-12

1. La Rochelle, 9 pts ; 2. Tulle, Toulouse, 8 pts, etc.

Poule 4

*Aire b. Hagetmau 15- 9
*Aurillac b. Montferrand 6- 0
*Tyrosse b. Bayonne 20-13
*Albi b. Perpignan 12- 6

1. Aurillac, Aire, Tyrosse, Montferrand, 7 pts, etc.

Poule 5

*Bourg b. Romans 15-12
*Narbonne b. Nîmes 32- 4
Bègles b. Mont-de-Marsan 22-13
*Pau b. Biarritz 15- 9

1. Narbonne, 9 pts ; 2. Pau, Bègles, 8 pts ; etc.

Tennis

CHAMPIONNAT DE FRANCE
interclubs masculins à Nîmes

DEMI-FINALES

Nice L.T.C. b. T.C. Hauts-de-Nîmes : 8-1.
R.C.F. b. Stade Français : 5-4.

FINALE

Nice L.T.C. b. Racing Club de France : 5-4.

Simples : Tulasne (RCF 3) b. Bedel (Nice 4), 7-6, 6-2 ; Fritz (Nice 5) b. Forget (RCF 7), 6-2, 6-0 ; Moretton (Nice 6) b. Franulovic (RCF 6), 5-7, 6-1, 6-4 ; Haillet (Nice 16) b. Courteau (RCF 11), 6-3, 7-5 ; Gauvain (Nice 21) b. Vanier (RCF 18), 7-6, 6-4 ; Benhabilès (RCF 19) b. Casa (Nice-30), 6-1, 6-3.

Doubles : Goven-Benhabilès (RCF) b. Gauvain-Beust (Nice), 7-6, 3-6, 6-3 ; Moreton-Haillet (Nice) bat Forget-Courteau (RCF), 4-6, 6-4, 6-3 ; Franulovic-Vanier (RCF) b. Fritz-Bedel (Nice), 6-7, 6-4, 7-5.

TOURNOI FEMININ DE LYON

Demi-finales : Tanvier (F.) b. Paradis (F.), 6-4, 6-1 ; Temesvari (Hong.) b. Calléja (F.), 6-2, 6-4.
Finale : Temesvari (Hong.) b. Tanvier (F.), 6-2, 7-5.

Le Monde

régions

Ile-de-France

La Sécurité sociale dans les urnes du suffrage universel

Le recours au suffrage universel pour l'élection présidentielle est entré dans les mœurs. Les enjeux d'un tel vote sont connus, le choix est – relativement – simple. Les élections du 19 octobre prochain à la Sécurité sociale sont d'un ordre tout autre (*le Monde* du 4 octobre 1983).

Ce jour-là, les électeurs devront élire leurs représentants au conseil d'administration de leurs caisses locales d'assurance-maladie et d'allocations familiales. Le même jour, ils devront donc mettre deux bulletins dans deux urnes distinctes pour la liste de leur choix présentée par les syndicats nationaux représentatifs.

Pour éclairer ce choix, nous présentons ici le rôle et l'action de la caisse primaire d'assurance-maladie de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, et les expériences menées par la caisse d'allocations familiales de Melun, en Seine-et-Marne.

CAISSE D'ASSURANCE-MALADIE DE NANTERRE

Électeurs-décideurs

LES caisses primaires d'assurance-maladie (C.P.A.M.) *sont les relais*, sur le terrain, de la Caisse nationale d'assurance-maladie (C.N.A.M.). A quelques exceptions près, leur répartition correspond au découpage *départemental. Leur rôle est en résumé* de payer aux salariés du régime général les prestations des assurances maladie et accidents du travail.

Ces caisses primaires sont gérées par des conseils d'administration jusqu'ici composés paritairement de neuf représentants du C.N.P.F. et de neuf représentants des organisations syndicales.

Désormais, les conseils (dont les attributions sont inchangées) seront composés de vingt-cinq membres, dont quinze représentants élus des salariés et six représentants des employeurs. Ils auront pour tâche de fixer la politique générale de la caisse, voter le budget et nommer un directeur, un directeur adjoint et un agent comptable. Ils désigneront également en leur sein une commission de recours gracieux préalable chargée d'examiner les litiges entre les usagers et leur caisse. M. René Plazzotta est l'actuel directeur de la C.P.A.M. des Hauts-de-Seine, qui n'a que deux ans d'âge. « *Je suis chargé de gérer la caisse*, explique-t-il, *en appliquant au mieux la réglementation nationale et la politique définie par le conseil. Celui-ci exerce un contrôle discontinu, et je lui rends des comptes chaque année sous la forme d'un rapport d'activité.* »

La C.P.A.M. des Hauts-de-Seine coiffe quarante-six centres de paie*ment répartis dans tout* le département. Ce sont eux qui règlent les prestations aux usagers soit directement aux guichets, soit par correspondance. Ils emploient de vingt à soixante personnes et gèrent entre cent mille et trois cent mille dossiers par an. Cela signifie pour l'ensemble de la caisse un chiffre de trente-cinq mille dossiers par jour et un volume de remboursement d'environ huit milliards de francs par an.

Les centres de paiement sont regroupés en trois directions territoriales disposant chacune d'un directeur et d'un comité de liaison, sorte de « mini-conseil d'administration ». *(Ce regroupement par secteurs se* justifie par le nombre important des centres de paiement et n'existe donc que dans un très petit nombre de départements.) Les trois directions intermédiaires sont placées sous l'autorité de la direction générale, de même que l'ensemble des services centraux (gestion du personnel, informatique, etc.). Au total, la C.P.A.M. 92 emploie trois mille deux cents personnes dont deux mille quatre cents travaillent dans les centres de paiement.

« *Pour bien comprendre ce que peut faire une caisse primaire*, souligne René Plazzotta, *il faut d'abord savoir ce qu'elle ne peut pas faire.* » Autant donc le préciser, même si cela va sans dire : la C.P.A.M. ne fixe pas le montant des prestations en général ni celui du ticket modérateur, ni le prix de journée des hôpitaux, et elle ne définit pas la politique sanitaire du département ! Elle ne dispose pas davantage d'un budget indéfiniment extensible : ses ressources sont fixées par une « dotation globale » allouée par la C.N.A.M.

Cependant, même si la marge de manœuvre est étroite, la politique et le fonctionnement des C.P.A.M. ont des conséquences très repérables pour l'usager. Ainsi, chaque caisse *décide à son niveau si les paiements* pourront être effectués aux guichets. « *A Nanterre*, commente le directeur, *nous avons tenu à conserver cette possibilité qui est de moins en moins répandue. Chez nous, 30 % des « clients » sont remboursés aux guichets.* »

Autre prérogative de la C.P.A.M. : le système des « organisations ». Combien d'employés affectés à tel service, quelles procédures de traitement des dossiers ou quels systèmes hiérarchiques faut-il adopter ? Convient-il d'informatiser telle tâche ? Autant de questions aux répercussions non négligeables, notamment sur les délais de paiement, très variables d'une caisse à l'autre. « *Nous avons tenu, par exemple, l'an dernier, à mesurer le temps d'attente moyen des usagers dans les centres de paiement*, raconte M. Plazzotta. *Il était d'environ deux heures, donc très excessif. J'ai alors demandé que tous les personnels se consacrent à la clientèle des guichets aux heures d'affluence, alors que, auparavant, une partie d'entre eux s'occupaient exclusivement des dossiers postés. Sans rien changer aux effectifs ni à la charge globale de travail, nous avons ainsi ramené le temps d'attente à quarante minutes.* »

La C.P.A.M. décide surtout de l'affectation de la part de son budget consacrée à l'action sanitaire et sociale. Le conseil d'administration de la caisse des Hauts-de-Seine projette par exemple d'abandonner l'action de protection maternelle et infantile qu'il assurait et de consacrer ses efforts à la création d'un centre de bilan de santé de l'adulte. Un choix là encore peut-être discutable, mais à coup sûr important.

Délais et modes de paiement, qualité de l'accueil, règlement des litiges, action sanitaire et sociale... « *Au bout du compte*, admet M. Plazzotta, *les orientations du conseil d'administration ont des conséquences certaines sur la qualité du service public assuré par la caisse, même s'il n'est pas toujours facile pour l'électeur de mesurer l'incidence possible de telle ou telle plate-forme électorale syndicale.* »

Il n'est pas interdit de voir plus loin encore. Certes la C.P.A.M. de Nanterre ne changera pas à elle seule le système de la Sécurité sociale. « *Mais supposons*, poursuit son directeur, *que toutes les C.P.A.M. de France expriment demain une même revendication auprès de la C.N.A.M. et du ministère : cela pourrait infléchir la politique conduite par le gouvernement.* »

FRANÇOIS ROLLIN.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MELUN

A l'écoute des plus démunis

« *UNE société comme la nôtre doit pouvoir donner à tout consommateur des moyens d'existence. Or, les enfants sont des consommateurs qui n'ont comme moyens que ceux de leurs parents. Le rôle de la branche familiale de la sécurité sociale, c'est justement de leur apporter ce qui leur manque.* »

A la tête de la caisse d'allocations familiales (CAF) de Melun (Seine-et-Marne), M. François Gomez a la responsabilité de cent onze mille familles allocataires. A raison de quatre personnes en moyenne par foyer, c'est près de la moitié de la population du département qui relève des services de la caisse. Une caisse qu'on présente volontiers comme un modèle du genre, autant pour la qualité de sa gestion que pour l'originalité de ses initiatives.

Comme les autres caisses d'allocations familiales, celle de Seine-et-Marne assure les prestations familiales légales. Malgré un essai de simplification qui tend à regrouper les diverses aides dans le « complément familial », le système demeure complexe et la caisse continue à gérer vingt-sept prestations différentes. Annuellement, en allocations familiales légales et en allocations logement, le centre de Melun verse 1,7 milliard de francs.

« *Il y a le service, mais également la façon dont il est rendu*, constate M. Gomez. *L'originalité de notre conseil d'administration tient dans sa volonté d'apporter aux allocataires un service efficace et de qualité. Pour cela, il a mis au point un plan quinquennal avec des objectifs précis. Nous avons utilisé toutes les techniques de gestion moderne, et la prospective.* »

La CAF de Melun effectue tous les deux ans un sondage auprès d'un échantillon représentatif de ses allocataires. Une initiative unique en France. 10 % des familles concernées sont interrogées et les réponses avoisinent les 70 %. Le prochain sondage (le septième du genre) aura lieu en décembre cette année. Les résultats du précédent étaient plutôt flatteurs pour les dirigeants et leur personnel : 80 % des personnes étaient très satisfaites ou satisfaites, 9 % de très mécontentes ou mécontentes et 11 % d'indécis.

Bien placée dans le peloton de tête des caisses d'allocations familiales pour la qualité de son accueil, pour la rapidité et la régularité du traitement, celle de Melun se distingue également par sa gestion. Le coût moyen par allocataire est ici de 331,38 F contre 466,49 F en moyenne nationale.

Trente-cinq propositions

Deuxième grand axe de l'activité d'une CAF : l'action sociale. C'est aussi le seul domaine où une caisse et son conseil d'administration conservent une large autonomie quant à l'utilisation de la dotation accordée par la caisse nationale d'allocations familiales. Une action qui porte sur les centres sociaux, les crèches, les foyers de jeunes, les haltes-garderies, les centres de loisirs. Dans chaque cas, des subventions allouées par la CAF peuvent atteindre 40 % du coût de fonctionnement. En Seine-et-Marne, l'action sociale représente environ 100 millions de francs par an. En matière d'aide au logement, la caisse s'est intéressée aux opérations de réhabilitation de type « Habitat et vie sociale ». Meaux et Montereau, deux beaux « ratages » de la politique d'urbanisme des années 60, en font partie.

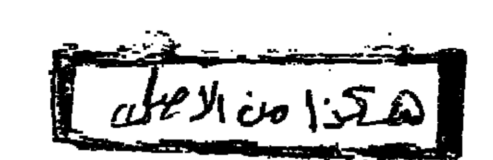
Mais la grande préoccupation des animateurs de la CAF de Seine-et-Marne, c'est l'aide aux vacances. Chaque année, près de trente mille enfants en bénéficient, de manière directe par l'aide au prix de journée et les « bons de vacances », ou indirectement grâce aux subventions accordées par la caisse aux collectivités locales et aux deux grands organismes de colonies de vacances, la FOCEL et l'Entraide sociale, qui disposent d'une dizaine de centres chacune.

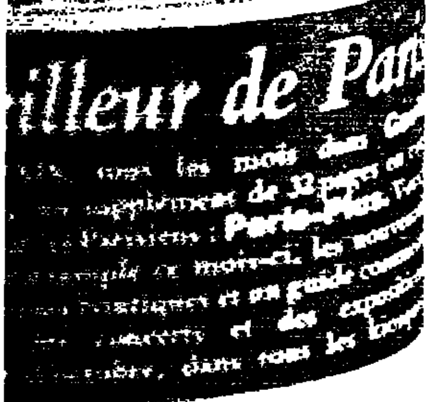
Pour M. François Gomez, qui est entré dans l'action sociale comme on entre en religion, il y a encore beaucoup à faire en Seine-et-Marne. Il cite Camus et Saint-Exupéry pour expliquer son engagement, mais un seul chiffre suffit apparemment à le motiver : « *17 % des familles qui dépendent de la caisse ne parviendraient même pas à nourrir leurs enfants sans notre aide.* »

Alors, en dehors des interventions « normales », la CAF de Seine-et-Marne se livre à des recherches : ainsi l'enquête menée par un spécialiste dans le quartier populaire des Coudreaux à Chelles a été fort utile à la commission départementale chargée d'examiner le problème des dettes de loyer. « *C'est un domaine où il faut réagir rapidement, afin d'éviter aux gens de s'enliser.* »

L'an dernier, à la demande du ministère de la solidarité, le conseil d'administration a accepté de tenter des actions expérimentales dans un programme de lutte contre la pauvreté, concernant l'ensemble du département. Résultat : les familles mono-parentales sont actuellement dans une situation critique. « *Cela tourne au désastre*, affirme M. Gomez. *Pour l'instant, un enfant sur quinze appartient à une famille de ce type et l'on prévoit qu'il y en aura un sur quatre en 1990.* » Un épais rapport a été remis au ministère. Parmi les trente-cinq propositions qui en constituent le noyau essentiel, les travailleurs sociaux estiment notamment qu'il faut rompre avec un système de protection qui conduit souvent à l'assistanat. Il insiste plutôt sur la mise en œuvre de moyens nécessaires à l'insertion sociale totale des familles mono-parentales. Quelques-unes de ces propositions sont déjà appliquées dans le département, et M. François Gomez espère pouvoir continuer dans cette voie après les élections du 19 octobre. « *Nos administrateurs doivent rester des hommes de bonne volonté plus que des hommes d'appareil syndical ; par-delà les querelles doctrinales, il y a un travail concret à effectuer.* »

CHRISTIAN-LUC PARISON.





CARNET

Naissances

– Philippe BARRET et Françoise DUCROCQ, Lætitia, Lamiel et Myriam-Isabelle, ont la joie d'annoncer la naissance de

Maximilien,

le 4 octobre 1983, à Paris.

– Patricia et Alain BOUDIAK ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 6 octobre.
138, boulevard Diderot,
75012 Paris.

– François LAUMONIER et Mme, née Mauricette Gady, ainsi que Nicolas, sont heureux d'annoncer la naissance de

Emmanuel,

le 3 octobre 1983.
77, rue de Lourmel,
75015 Paris.

– Francis et Arlette TERQUEM ont la joie de faire part de la naissance de

Sarah,

le 28 septembre 1983.
72, boulevard Latour-Maubourg,
75002 Paris.

Mariages

– Catherine DANIEL
et
Jacques POZZETTO

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 19 septembre dans la plus stricte intimité.

7, cité Vaneau,
75007 Paris.

Décès

– Eliane Bichon,
sa femme,
Anne et Georges Burnier,
Barthélemy Bichon,
David Bichon
Et Sylvain et Thomas,
Judith Bichon,
Claude Bichon,
Guillaume Bichon;
ses enfants et petits-enfants,
Jacques et Madeleine Bichon,
Pierre et Janine Bichon,
Robert et Madeleine Frey,
Julia Lichtenberger,
Jean et Marie-Josèphe Frey,
ses frères, beaux-frères et belles-sœurs et leurs enfants,
ont la grande peine d'annoncer le décès subit, le 7 octobre 1983, à l'âge de soixante et onze ans, de

Jean BICHON,
agrégé de grammaire,
docteur ès lettres.

Le service religieux a eu lieu le lundi 10 octobre, à 14 h 30, au foyer culturel, avant l'inhumation au cimetière de Cuxac-Cabardes.

« La nuit ne sera plus. Ils n'auront plus besoin de la lumière d'une lampe, ni de la lumière du soleil, parce que le Seigneur Dieu les éclairera. »

Apocalypse, 22-5.

La Galiberne,
11390 Cuxac-Cabardes.

– Nice. Aurillac. Marvejols.

Les familles Cochet, Girard, Tricot, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marcelle DROUIN,

inspectrice générale honoraire
de l'éducation nationale,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand croix du Mérite national,
commandeur
dans l'ordre des Palmes académiques,
commandeur de la Santé publique,

survenu, à *Aurillac (Cantal)* le 5 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-douzième année.

L'inhumation a eu lieu à Marvejols (Lozère) le vendredi 7 octobre.

– M. Nicolas Ballier,
Mme Marguerite Breuille,
Mme veuve Henri Breuille,
M. et Mme Jean-Luc Girardot
et leurs enfants,
Les familles Couturier, Dupouy, Guiomar,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie-Louise GUIOMAR,

survenu subitement le 1er octobre, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 *bis*, rue Saint-Jean, 75017 Paris.

Morlaix-Carantec.
7, rue Ganneron, 75018 Paris.

– La direction
Et tout le personnel du groupe CEGOS
ont *la grande tristesse de faire part* du décès de

Mme Marie-Louise GUIOMAR,

survenu subitement le 1er octobre.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 *bis*, rue Saint-Jean, 75017 Paris.

Mme Marie-Louise Guiomar était consultante à Sélé-CEGOS depuis 1969.

– Mme Pierre Jaillet, née Pidoux,
son épouse,
M. et Mme Bourdillon
et leurs enfants,
M. et Mme Lixe
et leur fils,
M. et Mme Marc Jaillet,
Les familles Danhiez, Petitcol, Grattard, Barthet, Pidoux, Pontcety
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre JAILLET,
inspecteur pédagogique régional,
directeur du C.R.D.P. de Nancy,

survenu, le 6 octobre 1983, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu le 8 octobre, à Arbois.
Cet avis tient lieu de faire-part
Rue des Ecoles,
39600 Arbois.

– Mme Marcel Lachaze,
son épouse,
Mlle Lawrence Lachaze,
M. et Mme Bernard Pincent
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Geneviève Lachaze,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Marcel LACHAZE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le 7 octobre 1983, dans sa quatre-vingt et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 octobre 1983, à 8 h 30, 13 octobre 1983, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption à Paris-16e.

– Le président,
Les membres du comité directeur et du comité des techniciens de la Chambre syndicale de la recherche et de la *production du pétrole et du gaz naturel*, ont le regret de faire part du décès, le 6 octobre 1983, de

M. René OLIVES,
président du comité des techniciens
de la C.S.R.P.P.G.N.

Les obsèques auront lieu, le mardi 11 octobre à 15 heures, en l'église de Ver-sur-Mer (Calvados).

16, avenue Kléber,
75116 Paris.

– M. et Mme Jean-Pierre Putois,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Joël Putois,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Putois
et leurs fils,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Georges PUTOIS,
née Odette Philippe,

survenu, le 4 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Luc de Mon*trouge, dans l'intimité familiale.*

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Montrouge.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue du Père-Corentin,
75014 Paris.
108, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.
209, boulevard Raspail,
75014 Paris.

Remerciements

– Mme Marcel Darty,
Mme Anny Moret,
M. Claude Darty
Et toute la famille,

très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Marcel DARTY,

prient les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

– Pour le treizième anniversaire du décès accidentel de leur fille

Françoise ABACH-JAUFFRET,

ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir une douce et affectueuse pensée.
1er septembre 1939-11 octobre 1970.

– Le 10 octobre, il y a deux ans,
Dominique ELIAKIM-DURUS
a quitté les siens.
Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Avis de messes

– Les amis de

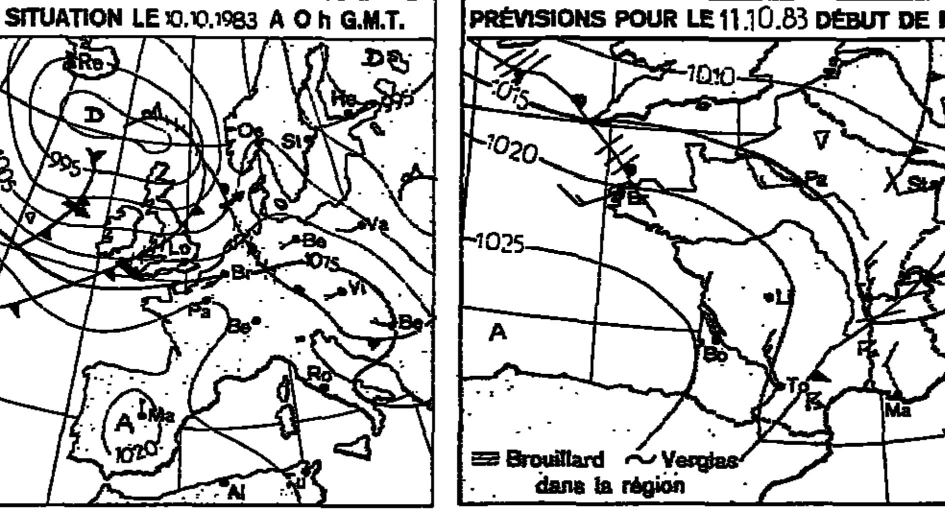
Janette PRIGENT,

décédée à Menton le 26 juin dernier, sont invités à se réunir, le mercredi 19 octobre à 18 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, où sera célébré un service religieux.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 octobre à 0 heure et le mardi 11 octobre à minuit.

Sur l'Atlantique, circulation perturbée au niveau du 50e parallèle, dirigeant dépressions et perturbations vers les îles Britanniques. Seules les bordures méridionales ou des parties atténuées des fronts traverseront la France.

Mardi matin, une étroite bande nuageuse et d'ondées éparses, des Pyrénées-Orientales au sud du Massif Central et aux Alpes. Près de la Méditerranée, encore des éclaircies. Sur les autres régions, ciel très variable et temps plus frais : 5 à 7 degrés seulement au lever du jour. Une nouvelle zone de pluie abordera déjà la pointe de Bretagne. Mais, en contrepartie, il commencera à faire plus doux : 11 à 12 degrés. Au cours de la journée, la zone de nuages et de pluies de l'Ouest gagnera progressivement toutes les régions, au nord de Nantes-Lyon. Les pluies seront plus abondantes au nord-est de la Seine. Sur la moitié nord, il ne fera pas plus de 15 à 16 degrés l'après-midi. Sur les régions méridionales, le vent de nord chassera la zone d'averses vers la Méditerranée, permettant aux éclaircies de se développer largement.

Il fera 18 à 20 degrés sur le Sud-Ouest, 22 degrés près de la Méditerranée. Des orages isolés menaceront d'éclater en Corse.

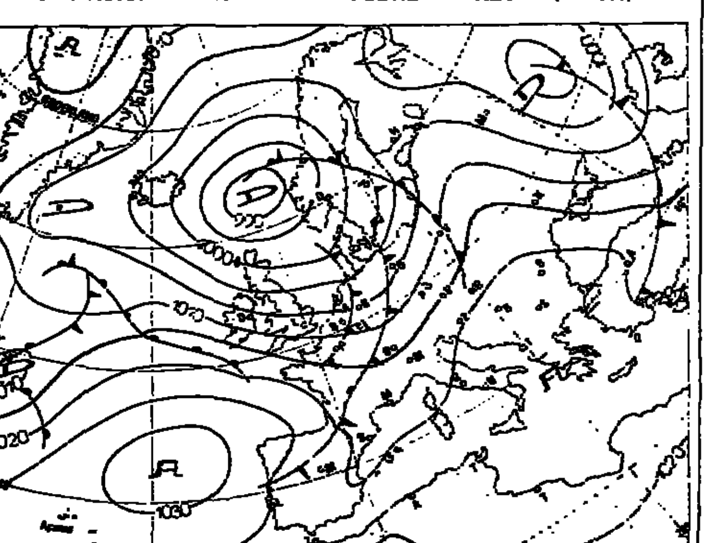
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 10 octobre 1983, était, à 7 heures, de 1 016,9 millibars, soit 762,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 octobre ; le second le minimum de la nuit du 7 octobre au 8 octobre) : Ajaccio, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 22 et 11 ; Bordeaux, 20 et 8 ; Bourges, 17 et 13 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 16 et 14 ; Cherbourg, 15 et 13 ; Clermont-Ferrand, 18 et 5 ; Dijon, 14 et 12 ; *Grenoble*, 17 et 9 ; *Lille*, 15 et 13 ; Lyon, 14 et 11 ; Marseille-Marignane, 22 et 11 ; Nancy, 14 et 12 ; Nantes, 17 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 16 et 13 ; Pau, 21 et 9 ; Perpignan, 25 et 15 ; Rennes, 16 et 13 ; Strasbourg, 14 et 13 ; Tours, 15 et 13 ; Toulouse, 21 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 15 et 11 ; Athènes, 24 et 18 ; Berlin, 13 et 6 ; Bonn, 14 et 11 ; Bruxelles, 14 et 12 ; Le Caire, 32 et 22 ; îles Canaries, 30 et 23 ; Copenhague, 12 et 3 ; Dakar, 31 et 27 ; Djerba, 26 et 21 ; Genève, 15 et 7 ; Jérusalem, 30 et 16 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 16 et 13 ; Luxembourg, 12 et 11 ; Madrid, 27 et 11 ; Moscou, 10 et 6 ; Nairobi, 26 et 12 ; New-York, 22 et 14 ; Palma-de-Majorque, 26 et 12 ; *Rome*, 23 et 15 ; Stockholm, 6 et 1 ; Tozeur, 30 et 20 ; Tunis, 27 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



AUTOMOBILE

Lada Niva plein air

UN COCKTAIL FRANCO-SOVIÉTIQUE

Lancée en 1978, la Niva connaît depuis un succès grandissant. De di*mensions moyennes, dotée d'une* bonne capacité de franchissement, elle est présentée à un prix attractif (47 000 F), son principal atout. Peu importent dès lors le caractère spartiate et le triste aspect général de la voiture.

L'importateur français de ce modèle soviétique, la société Poch, désireuse d'étendre la gamme de ce modèle, s'est associé avec un carrossier afin de produire un modèle « plein air », d'aspect plus esthétique. Le cabriolet initialement prévu ne permettait pas de respecter la philosophie commerciale de la marque. La « plein air » n'est donc que partiellement découvrable.

Le pavillon avant dispose d'un toit ouvrant et, à l'arrière, des ridelles offrent la possibilité de rabattre totalement la capote. Ce modèle reprend par ailleurs les équipements de série et la mécanique de la Niva. Seule la version utilitaire deux places est actuellement disponible, la quatre places, qui supportera un taux de T.V.A. normale, étant à l'étude.

Trois modèles sont proposés : pick-up, découvrable et métallisée. De nombreux accessoires en option compléteront cet ensemble pour une silhouette plus « frimeuse ». Ce cocktail franco-soviétique devrait permettre d'élargir une clientèle soucieuse de ne pas payer trop cher son besoin d'évasion.

D. H.-G.

★ Prix de 64 200 à 74 000 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 9 octobre 1983 :

DES DÉCRETS

● *Apportant aux dispositions* du code général des impôts les adaptations rendues nécessaires par les dispositions de l'article 2-VIII de la loi de finances pour 1983 du 29 décembre 1982 relatif à la suppression de la notion de chef de famille.

● Portant incorporation dans le livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre.

● Modifiant le décret du 15 janvier 1957 fixant le taux des allocations d'aide sociale dans les départements d'outre-mer.

● Modifiant le décret du 17 janvier 1980 fixant le statut des chercheurs contractuels de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

PROTECTION SOCIALE

EXONÉRATION DU FORFAIT HOSPITALIER POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient de donner des instructions afin d'étendre l'exonération du forfait hospitalier à l'ensemble des enfants handicapés, qu'ils soient placés en établissements sanitaires ou en établissement sociaux.

Au moment de leur entrée dans un établissement, les enfants seront examinés par le médecin-conseil de la sécurité sociale qui pourra reconnaître leur handicap à partir des critères appliqués par les commissions départementales de l'éducation spéciale. Naturellement, les enfants déjà reconnus handicapés par la commission de l'éducation spéciale seront automatiquement exonérés du forfait journalier. Pour les enfants actuellement hébergés, les médecins-conseils examineront les dossiers et accorderont les exonérations.

L'exonération du forfait journalier a également été étendue aux enfants prématurés placés dans un centre spécialisé, aux nouveau-nés hospitalisés au cours de leur premier mois, et aux femmes enceintes hospitalisées avant leur congé de maternité.

EN BREF

CONFÉRENCES

HENRI QUEUILLE ET LE RADICALISME. – L'historien Eric-Marie de Ficquelmont ouvrira le cycle de rentrée de la Société d'histoire du radicalisme par une conférence sur le thème « Henri Queuille : le radicalisme du terroir », jeudi 13 octobre à 18 h 15 au Centre de recherches de l'université de Paris-I, 9, rue Malher, Paris (4e).

MARCHÉS PUBLICS

JOURNÉE D'INFORMATION SUR L'ACHAT PUBLIC. – La préfecture de Paris, soucieuse de mieux faire connaître les besoins de l'administration et les procédures d'accession aux marchés publics, organise pour la deuxième année consécutive, mercredi 12 octobre, une journée d'information sur l'achat public. Elle s'adresse aux petites et moyennes entreprises qui, par manque d'information ou par crainte d'entrer dans un système qui semble complexe, ne participent pas suffisamment à ces marchés.

★ **Préfecture de Paris, 17, boulevard Morland, 75915 Paris cedex 04. Tél. : 277-15-50, poste 3854.**

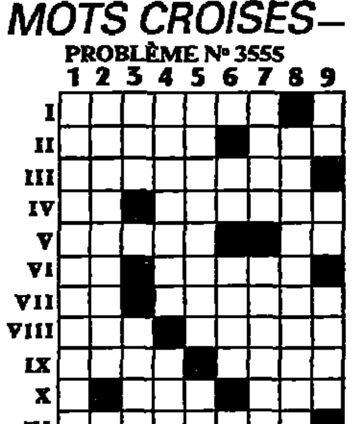
UNIVERSITÉ

DÉROGATION AUX DATES D'INSCRIPTION. – L'université de Paris-III signale que, par dérogation aux dates limites d'inscription, des places sont encore disponibles en première année dans les disciplines suivantes : italien, arabe, arabe (initiation), hébreu, lettres modernes, théâtre expression et communication, allemand B. Et en DEUG de langues étrangères appliquées (L.E.A.), anglais-portugais, anglais-italien, anglais-arabe, ainsi que, anglais-russe, anglais-japonais, anglais-chinois.

★ **Cellule d'information et d'orientation (C.I.O.) – Service de la scolarité – Centre Censier, 13, rue de Santeuil - Paris Cédex 05.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 3555



HORIZONTALEMENT

I. Le secret de la réussite. – II. Résultat d'une coupe. Est souvent obligée de supporter des vauriens. – III. Finissent souvent par arriver à nos oreilles. – IV. Note. Accuse donc ou acquitte. – V. Le cœur d'une poupée bien roulée. Le tombeur de ces dames. – VI. Dans le cirage. Evoque une aspiration d'enfant. – VII. Personnel. Loin d'être lâche. – VIII. S'impose, de nos jours, plus par goût que par obligation. Essence naturelle. – IX. Se mit sa famille à dos. Moyen de transport. – X. Ecrivain polonais. Lettres qui nous mettent au courant. – XI. Corrige donc pour remettre dans le droit chemin.

VERTICALEMENT

1. Point de suspension. – 2. Telles des mines défaites. – 3. Tapa donc du pied. Avec lui, cela barde ! – 4. Economie de paroles. Abréviation universitaire. – 5. Sont autant indispensables pour jouer du piston que du tambour. Personnel. – 6. Portion de tripes. Finiras donc par se déplacer. – 7. Il n'y a que la peur qui puisse lui donner des ailes. On y fait du feu avant de tirer. – 8. Est ennuyeuse pour qui se rase. – 9. Est dur de la feuille. Manière d'être. On le double pour mieux le dépasser.

Solution du problème no 3554

Horizontalement

I. Avertissements. – II. Céréale. Navires. – III. Came. Lest. Oc. – IV. Oui. Ru. Rassure. – V. Trésorerie. Et. – VI. Dieu. Epave. Té. – VII. Es. Trôner. Esus. – VIII. USA. An. Le. – IX. Rudesse. Nie. Tir. – X. Eire. Ennuis. – XI. Ases. Désuet. Col. – XII. Gers. Pâle. – XIII. Ou. Dedans. Ios. – XIV. Indolent. Décrit. – XV. Riens. Tisanière.

Verticalement

1. Accordeur. Avoir. – 2. Veau. Issues. Uni. – 3. Ermite. Adieu. De. – 4. Rée. Rut. Ers. Don. – 5. Ta. Ré. Rasé. Sels. – 6. Illusions. De. – 7. See. Elegant. – 8. Réel. Senti. – 9. Entrepreneurs. – 10. Ma. Ara. Inès. Da. – 11. Evasivement. Sen. – 12. Ni. Sées. Ci. – 13. Trou. Urticaire. – 14. Secrets. Isoloir. – 15. Eté. Or. Leste.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 OCTOBRE

« La mosquée de Paris racontée aux jeunes », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite.

« Le temple de l'Oratoire », 15 heures, rue Saint-Honoré, Mme Bouquet des Chaux.

« Faubourg Poissonnière », 15 heures, 2, rue du Faubourg-Poissonnière, Mme Duhesme.

« Histoire de la médecine parisienne », 15 heures, square Viviani, Mme Pennec.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, Mme Allaz.

« La place des Victoires et la place Vendôme », 15 heures, centre de la *place des Victoires, Mlle Brossais.*

« Hôtel des Archevêques de Sens ».

« *La* grande mosquée », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (Approche de l'art).

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou *(Arcus)*.

« Musée Cognacq-Jay », 14 h 30, 25, boulevard des Capucines (Art et promenades).

« Le Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« *L'école Boule* », 14 h 30, 9, rue Pierre-Bourdan, Mme Hauller.

« La crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée, P.-Y. Jaslet.

« Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Les Batignolles », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Le Monde

culture

THÉATRE

CARMELO BENE JOUE MACBETH

Paradoxes de l'acteur

Le Théâtre de Paris présente, du 11 au 16 octobre, pour le Festival d'automne, un Macbeth. *Les mots sont de Shakespeare, le spectacle de Carmelo Bene. Il n'est pas venu à Paris depuis 1977 et c'était déjà pour le Festival d'automne, avec* SADE *et un* Roméo et Juliette *étonnant pour ceux qui ne le connaissaient pas à travers ses films* (Notre Dame des Turcs, Salomé, Un Hamlet de plus...), *éclatements bigarrés de mots et de couleurs, que Carmelo Bene, sur scène, rassemble en lui, en sa personne. Il est l'acteur au superlatif, créateur de poésie, d'angoisse et de paradoxes, dont il joue orgueilleusement. Entre* Roméo et Juliette *et* Macbeth, *il a joué Othello et disait que c'était son dernier spectacle de théâtre. Pourtant, il est revenu à Shakespeare, qui lui vaut à chaque rencontre le Prix du meilleur comédien et du meilleur spectacle. A nouveau, il vient de l'obtenir avec ce* Macbeth.

« *J'avais déclaré qu'après* Othello *j'arrêterais le théâtre,* dit Carmelo Bene, *c'est vrai, j'ai monté des sortes de récitals — Byron, Hölderlin, Leopardi... — avec de la musique. Et puis je suis revenu à Shakespeare, avec* Macbeth. *L'écriture est plus dure que celle d'* Othello. *Je voudrais éviter le mot « barbare » : la métrique est plus scandée, plus forte. C'est une pièce brève, composée de phrases essentielles. On l'a beaucoup jouée cette année en Italie. Je ne comprends pas pourquoi, pourquoi ils ne comprennent pas qu'on ne peut pas jouer* Macbeth. *On ne peut pas jouer, il faut être Macbeth.*

» *La pièce ne dit rien à propos de politique, de pouvoir, de passion. Non, ça, ce sont des trouvailles annexes. Elle dit le dégoût du projet. N'importe quel projet.* Macbeth *se situe au delà de la solitude. Ce n'est pas la solitude absolue, c'est ce qui arrive quand on en a dépassé le seuil, pour autant qu'on puisse concevoir cet état.*

» Macbeth *dit le refus, il est dirigé par la volonté de Lady Macbeth. Cette femme est son double, une part de lui qui « veut », tandis que l'autre part voit la stupidité de vouloir, de projeter une action. C'est comme jouer, à quoi bon ? et pourtant, il le faut. Il faut continuer à forcer les portes à coups d'épaule, à se débattre.*

» *On joue en même temps la tragédie et sa parodie, qui s'annulent, et reste le pathétique, au sens étymologique, quelque chose qui touche au grotesque et s'en arrache, montre le sombre malheur d'être là, le désarroi de l'acteur. Seul l'imaginaire l'oblige.*

» *Je vais donner un exemple : Macbeth ôte le pansement qui protège son bras blessé. On imagine qu'il est blessé. Doucement, il déroule le pansement, voit du rouge, les traces du sang. Normalement, plus il déroule la bande et s'approche de la blessure, plus les marques sanglantes devraient s'élargir. Là, le contraire arrive, et, à la fin, le pansement est propre. Comme si c'était le tissu qui était blessé et non la chair.*

» *L'illusion, l'illusion théâtrale — celle de Macbeth, — relève du besoin orgueilleux de sauvegarder cet état du matin — entre le bien et le mal, — ces quinze minutes incertaines que dure l'éveil. Juste avant, on pense au suicide, et il suffit d'une tasse de café pour entrer dans le quotidien.*

» *Mais le spectacle n'a rien à voir avec la psychanalyse, la psychologie, l'avant-garde. C'est un concert avec des voix manipulées électroniquement, des sons, du Verdi. Plus le malaise d'être, de jouer une histoire, alors qu'il y en a toujours d'autres plus importantes à raconter. Toutes ces histoires manquées... « Ah ! que j'aime les trains perdus ! »,* écrivait Jules Laforgue. »

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de Paris, du 11 au 16 octobre, 20 h 30, et au T.N.P., à Villeurbanne, du 19 au 21 octobre.

A AUBERVILLIERS UNE PIÈCE FRANÇAISE

Non traduite en français

« *Comment dit-on « rose » en français ?* » demande le professeur (sadique) à l'étudiante (terrorisée). La scène a lieu en France, et le lycée, le professeur, l'élève sont français. C'est un passage de la pièce de Ionesco, *la Leçon.*

La question, géniale, « *Comment dit-on « rose » en français ?* », jette la malheureuse étudiante dans une panique entière. Sous ses pieds, elle sent un abîme. La question ne peut pas ne pas cacher un piège, qu'elle ne distingue pas. Elle est convaincue que, si elle répond « *rose* », elle chope un zéro.

Comment ne pas penser à cette *invention superbe de Ionesco* en écoutant la pièce du Québécois Michel Garneau, *Émille ne sera plus jamais cueillie par l'anémone ?*

Car cette pièce de Michel Garneau a été écrite à Montréal en français, tout au moins dans « un » français, le français employé de nos jours par les écrivains du Québec. Et cette pièce, un dialogue d'intention poétique et philosophique entre la poétesse américaine Emily Dickinson (1830-1886) et sa sœur Uranie, « dit » sans doute quelque chose, là-bas, au Québec, quand les spectateurs québécois reçoivent ce dialogue « français » avec leurs oreilles de Québécois, le mot « rose » (supposons) se manifestant dans tout un enchevêtrement d'habitudes, de passé, de choses quotidiennes ou séculaires, de culture, propres au Québec.

Mais cette pièce, écrite en français de là-bas, n'a pas été traduite en français d'ici, et ici, à Aubervilliers, elle signifie très peu, très faiblement. N'apparaissent que des propos quelconques, faibles, sur la mort (sujet très couru), sur la musique, etc.

Michel Garneau et le metteur en scène, Gabriel Garran, n'ont pas voulu savoir comment on dit « rose » en français. Et les deux comédiennes, émérites, de première grandeur, Emmanuelle Riva et Nelly Borgeaud, se passent l'une à l'autre ces phrases incolores, sans contenu, écrites dans un français fantôme. Une pénible épreuve.

« *Rose, en français, se dit rose* », dit le professeur, vert de rage, affreux, à l'étudiante morte de trouille, qui voit bien que les deux « rose » sont incompatibles. Bref, Michel Garneau doit consulter un dictionnaire bilingue français-français et réécrire sa pièce.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Commune, Aubervilliers. A 20 h 30.

CINÉMA

« VIVE LA SOCIALE ! », de Gérard Mordillat

La complainte des braves gens

Gérard Mordillat, après avoir trempé avec un tiers complice, Nicolas Philibert, dans une sorte de cinéma-vérité sur les patrons, *la Voix de son maître,* il y a cinq ans, prend aujourd'hui le taureau par les cornes et occupe seul tout l'écran, tout le dialogue, la vie, pour son *alter ego* Maurice, c'est le cinoche, d'une part, la politique, de l'autre. Gérard Mordillat avait dix-huit ans en 1968, il ne l'oubliera jamais. Comme il n'oubliera pas son éducation communiste, une chaude ambiance prolétarienne, et surtout, surtout, le plaisir du film, des films.

Le cinéma, c'est d'abord une certaine façon de rigoler, avec Jacques Tati, avec Jacques Prévert — l'allusion, la citation explicite du fameux « béret français » de Jean-Jacques Brunius dans *L'affaire est dans le sac,* — avec Yves Robert tel qu'en lui-même (il ne fut jamais aussi drôle, en camarade communiste refusant de perdre ses illusions).

Derrière le film cocasse, il y a le film grave : François Truffaut et ses *Quatre cents coups,* Alain Bombard, l'ex-naufragé volontaire, qui assure la liaison avec le socialisme actuel en secouant sa barbichette. Et les actualités, le cinéma aux apparences de cinéma-vérité. Assez pathétiques, ces très anciennes actualités triomphalistes sur la guerre d'Algérie où prétend parler la voix du bon sens, ou la mort vécue presque en direct, au petit écran, de Salvador Allende au Chili en 1973.

Ni document, ni documentaire, *Vive la sociale !* témoigne pour une petite France au ras des pâquerettes, bourrue, tendre, qui préfère rire de peur d'avoir à en pleurer. A commencer par ce vingtième arrondissement où les deux Maurice, les héros du film et son auteur (Maurice-Gérard Mordillat, pour être complet), ont grandi et n'en ont jamais fait qu'à leur tête.

Comme dans *la Voix de son maître,* Mordillat a juxtaposé, collé bout à bout, mille petit détails cocasses plus que raconté une histoire. la vérité éclate par la tangente, tout est illusion au royaume béni du faux-semblant, du faux parlé, du faux vu. Le cinéaste, Fellini du pauvre, par Maurice interposé, nous assène ses vérités et va même jusqu'à nous regarder à plusieurs reprises droit dans les yeux. Les copains et copines, et d'abord Françoit Cluzet et Elisabeth Bourgine, sont imparables. Jean-Pierre Cassel, dans une parodie d'Yves Montand, casse avec bagout la vaisselle et les slogans en tout genre.

LOUIS MARCORELLES.

« POUSSIÈRE D'EMPIRE », de Lâm-Lê

Rencontre des nuages et du dragon, il y a trois ans à Cannes, nous révéla un tempérament et un regard. *Poussière d'Empire* confirme l'ambition d'un cinéaste très personnel qui, né dans l'ancienne Indochine, parvint en France très jeune, pour étudier aux Beaux-Arts, tâter du théâtre, et enfin découvrir le cinéma : « *Le grand cinéma est fait d'une grande tricherie* » (*le Monde* du 8 septembre). Carte blanche donc à l'imagination, au cinéma tourné presque image par image.

Deux cultures, deux civilisations, deux pouvoirs, et, derrière, Lâm-Lê le réalisateur, qui tire seul les ficelles, arbitre souverainement. D'un côté, la culture de l'homme blanc, de la femme blanche, lui sergent baroudeur (Jean-François Stévenin), elle mondaine défroquée, porteuse d'Évangile (Dominique Sanda), l'Indochine dans les années 50. De l'autre, des maquisards qui occupent progressivement le terrain, une grand-mère attentive, un curieux jeu d'échecs, vu à distance par un petit garçon annamite qui assure la liaison : un message à remettre de la part d'un maquisard à sa bien-aimée.

Message qui suivra les détours d'une histoire nourrie d'oubli, partira avec les Blancs vers la France : l'Indochine devient le Vietnam, simple souvenir pour Marguerite Duras et tant d'autres. Un paquebot et ses mondanités dérisoires. Paris, le temps qui file, jusqu'au plat aujourd'hui. Le souvenir qui demeure, et le message, ultimement délivré.

Derrière les contorsions de la politique, Lâm-Lê chante un amour intemporel, la permanence d'une culture, d'un passé, d'un héritage. Son compatriote Nguyên Thiên Dao, l'auteur de la musique, également réfugié en France il y a bien longtemps, dit avec ses moyens propres à peu près la même chose.

LOUIS MARCORELLES.

PHOTO

Pistils

Jean-Claude Larrieu a entrepris, il y a déjà trois ans, une série qu'il intitule « Les pistils », et qui n'aurait été que salace, ou qui serait restée une idée spectaculaire si une sorte de miracle, le temps l'affirmant, ne s'était glissé entre elle et sa réalisation, entre le photographe et son modèle, entre le photographe, son appareil et son modèle et, surtout, entre le modèle et lui-même.

Il s'agit de photos accolées deux par deux, et prises à un intervalle court, pendant lequel le photographe a laissé seul son modèle... Le lieu est ordinaire, comme sur presque toutes les photos de Jean-Claude Larrieu : papiers à fleurs, cuisines, entrepôts, un éclairage réel qui n'embellit pas. Un pacte est passé entre le photographe et son modèle, une commande intime : une première photo est prise d'un nu masculin, en pied ; le regard doit fixer l'objectif. Le cadre est pratiquement fixe, il ne bougera pas. Le photographe s'esquive et referme la porte sur le modèle qui doit accomplir d'une façon ou d'une autre ce qui constitue l'exploit du contrat : une érection. L'objectif aussi ferme les yeux, un temps suspendu de secret s'établit entre les deux temps de pose. Le modèle rappelle le photographe lorsqu'il est prêt, ou qu'il a renoncé. La seconde photo est prise.

Le sexe, on le voit à peine sur ces photos, il y en a une vingtaine côte à côte et il est devenu quelque chose d'aussi remarquable, ou peu remarquable qu'un montant de porte, un robinet de cuisine, une ligne de lumière. Le corps, sa beauté, sa carrure, sa stature sont, aussi, eux presque escamotés. On ne voit que le regard. On le retrouve comme après une lutte. Il a changé du tout au tout : un regard droit, frontal, buté, apprêté, conscient, s'est effondré, comme s'il était fait d'un milliard de petites billes qui tout à coup roulent en chute libre, et il s'éclaire, s'ouvre, des rides apparaissent, la bouche s'entrouvre malgré elle, la position de la tête s'est modifiée, elle s'élance, elle dégringole, tout ce que le modèle refusait à son image de sa propre vérité surgit et fourmille; une confiance inouïe, un sourire démuni. Ou alors le masque se crispe pour ne pas se défaire, ou inversement ce qui semblait intelligence se renverse en ce qui semble bêtise, la dureté éclôt d'une douceur.

On n'a peut-être jamais vu une telle humanité sur une photo. Ce n'est pas de la pornographie : c'est de la sorcellerie. Au-delà d'elle-même, la chair réverbère une tranche d'âme. L'opération a ôté du regard un bandeau transparent : les pupilles n'ont plus de butoir et l'on passe par elles comme par une porte enfin ouverte, voilà le viol.

HERVÉ GUIBERT.

★ Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4e. Jusqu'au 19 novembre.

MUSIQUE

THEODOR GUSCHLBAUER, A STRASBOURG

Rêve et idéal

Theodor Guschlbauer avait laissé une partie de son cœur en France où Louis Erlo lui avait confié en 1969 (il avait trente ans) son premier poste important, celui de directeur de la musique de l'Opéra de Lyon. Retourné dans son pays en 1975 pour occuper les mêmes fonctions à Linz, avec de grandes randonnées dans les pays germaniques, à Hambourg et à Vienne notamment, il n'a pu résister à l'appel de Strasbourg où, à cheval sur le Rhin en quelque sorte, il mariera les deux cultures qui l'ont nourri.

Il prend la tête du mamgnifique orchestre philharmonique de longue tradition dont Alain Lombard a fait, ces dernières années, un des tout premiers de France, et le concert inaugural de la saison (après un superbe programme contemporain pour Musica 83) témoigne de l'accord immédiat qu'il a trouvé avec ses musiciens.

La *Passacaille op. 1* de Webern, ouverture qui ne manquait pas d'audace, captivait dans son parcours souple et souterrain où fleurissaient tant de belles phrases émouvantes, soupirantes, chaleureuses, et de soudains éclats lyriques révélant la puissance du courant intérieur maintenu sous tension par Guschlbauer. Pour le *Concerto en mi bémol* K. 482 de Mozart, qui débute dans le style d'une grande fête chez Don Giovanni, et évoque par avance dans le final une page merveilleuse de *Cosi fan tutte,* il y avait toute la connivence viennoise entre Guschlbauer et Paul Badura-Skoda, dont les mains semblaient jouer avec l'eau claire d'un ruisseau ; peut-être le grand pianiste est-il si familier de Mozart qu'il en oublie parfois de moduler assez profondément ses phrases qui lui paraissent transparentes ; mais que de beaux dialogues avec cet orchestre aux cordes d'une étoffe soyeuse, aux vents savoureux, dans l'andante, en vagues surtout, admirablement déployé !

La *Symphonie en ut* de Schubert, enfin, déroulait ses grands cortèges de rêve et d'idéal avec un fougueux lyrisme à peine un peu lourd et crispé dans le scherzo notamment. Mais il faut faire la part de l'acoustique du beau Palais de la musique où, lorsqu'on est placé loin de l'orcheste, les cuivres surélevés par rapport aux cordes écrasent celles-ci sans pitié.

L'orchestre et son chef se retrouveront aussi à l'Opéra du Rhin dont Guschlbauer a été nommé directeur de la musique. Ils ne manqueront pas d'affiner encore leurs rapports.

JACQUES LONCHAMPT.

● *L'actrice américaine Joan Hacquett* est morte à Los Angeles le samedi 8 octobre. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

● *A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Jean Cocteau* et en hommage aussi à Edith Piaf, un concert est organisé le 11 octobre à 20 h 45, à l'église Saint-Eustache (Paris 1er). Au programme, la *Messe en si* de Jean-Sébastien Bach.

VARIÉTÉS

Le classicisme de Juliette Gréco

Trente-trois ans que Juliette Gréco chante, que, sur scène, avec sa manière d'être féminine, tendre et vulnérable, fragile et secrète, l'ancienne muse de Saint-Germain-des-Prés vit, tremble, pleure, rit.

L'aventure de Gréco a commencé, on le sait, à la Libération. Elle avait déjà la silhouette noire et elle faisait partie avec Boris Vian du groupe qui animait le Tabou. Quand elle entre dans la chanson, ses parrains ont pour noms Jean-Paul Sartre *(la Rue des Blancs-Manteaux)* et Raymond Queneau *(Si tu t'imagines).* Mais Juliette Gréco élargit assez vite son image, et, dans des textes comme *Je suis comme je suis* elle donne à la femme son droit à la disposition d'elle-même.

Gréco a gardé les mêmes idées, les mêmes battements de cœur, les mêmes amitiés, les mêmes auteurs de chansons (Vian, Queneau, Sartre, Prévert, Brel, Fanon, Seghers, Gougaud).

Juliette Gréco est devenue une sorte de « classique » de la chanson française. Consciemment ou non, elle se présente ainsi sur le plateau de l'Espace Cardin. Et voilà comment on peut lui rendre visite dans un spectacle de music-hall traditionnel, avec une première partie composée du *théâtre fantastique* de Richard Zachary et du chanteur Gérard Berliner, connu par le titre *Louise.*

Les chansons de Berliner écrites avec le parolier Frank Thomas, constituent de la belle ouvrage. Mais le ton mélodramatique et boursouflé du chanteur, sa manière de se situer entre les criailleries d'Alain Barrière et l'affectation de Barbara deviennent rapidement insupportables.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Espace Cardin, 20 h 30.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE ROI SE MEURT. – Marais (278-03-53), 20 h 30.
PALAIS DUPERT. – Déjazet (271-82-48), 20 h 30.
RICHARD II. – Cartoucherie du Soleil (374-24-08), 18 h 30.
ABRACADABRACULA. – Huchette (326-38-99), 21 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.
BEAUBOURG (277-12-33). Débats-Rencontres-Musées : 21 h : Colloque sur Erwin Panofsky ; Cinéma Vidéo : à partir de 12 h : Maurice Kagel ; Nouveaux films Bpi, 13 h ; Sadati Aissawa ; 16 h : Je te prends, tu me prends en photo ; 19 h : Mission Tenere.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Autour de Brassens.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : l'Amour en visites.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 18 h 30 : la Difficulté d'être ; 21 h : la Parisienne à l'ombre.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fête.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (544-57-34), I : 18 h 30 : Cajamarca ou le supplice de Pizarre ; 20 h 30 : l'Entonnoir ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; II. 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain littéraire ; 19 h 45 : Mozartement vôtre ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.
MAISON DE LA POESIE (236-27-53), *20 h 30 : D. Gélin et Norge.*
MARIGNY-SALLE GABRIEL (225-20-74), 21 h : les Sales Mômes.
NOUVEAUTES (770-52-76) 20 h 30 : l'Entourloupe.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) 20 h 30.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours. II : 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84) 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) 18 h 30 : Histoire de jouer ; 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THÉATRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h 30 : le Dîner bourgeois.
THÉATRE 13 (588-16-30), 21 h : l'Emoi d'amour.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 22 h 30 : Fouillis.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : P. Fernandez ; 22 h : Gribouille.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : L'impôt et les os.

La danse

THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Désir, désir.
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : XXI[e] Festival international de danse de Paris : The Joyce Trisler dans company.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 10 octobre

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : M. Le Forestier.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : J. Gréco.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Chopelia.

Les concerts

CITE UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 : P.-H. Xuereb, P. Binkley (Carulli, Schubert, Ibert...).
FIAP, 20 h 30 : G. et Ch. Andranian (Bach, Beethoven, Chopin...).
RADIO-FRANCE, Auditorium 105, 20 h 30 : Quatuor Viotti, J. Hubeau (Vierne, Pierné, Franck).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : D. Russel Davies, sol. : K. Jarrett (Boulez, Barber, Brahms).
ATHÉNÉE, 21 h : B. Christoff.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : L. Laskine, G. Causse, H. Schaer, F. Tillart, C. Joly, G. Petit (hommage à A. Goléa).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Saury.
FORUM (297-53-47), 21 h : J.-C. Matic, Art Zoy.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : A. Sanders.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : le Vieux Truc.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Roques, A. Jeanmarie, A. Cullaz, R. Portier.
28, RUE DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : A. Bosh Trio.

Les festivals

1er FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMMEDIA DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE

VILLEJUIF, th. R.-Rolland (678-98-29), 20 h 30 : Deux mots avec Vittorio Gassman.

En région parisienne

IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : Romance of Mexico.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, l'Egyptien, de M. Curtiz ; 5[e] Festival de Biarritz du film ibérique et latino-*américain ; 17 h 30, Miss Univers au Pérou* (Collectif de groupe Chaski) ; Lettre de Morazan (Collectif Sistema Radio Venceremos) ; 19 h 30 : Yeux de chien, de A. Durant.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5[e] (633-63-20) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; George V, 8[e] (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Nation, 12[e] (343-04-57) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Mayfair, 16[e] (525-27-06) ; Wepler Pathé, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aus., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82).
L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Paramount Odéon, *6[e] (325-59-83) ; Le Paris, 8[e]* (359-53-99) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18[e] (522-46-01).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55)).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Olympic St-Germain, (222-87-23) ; La Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8[e] (359-04-67) ; Olympic Entrepôt 14[e] (545-35-38) ; PLM St-Jacques, 14[e] (589-68-42) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; v.f., Impérial, 2[e] (742-72-52) ; St-Lazare Pasquier, 8[e] (387-25-43) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14[e] (321-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Belg.) : U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23).
LES BRANCHÉS A SAINT-TROPEZ (Fr.) : Paramount City Triomphe, 8[e] (562-45-76) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).
CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5[e] (633-63-20) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Hautefeuille, 8[e] (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08). – V.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8[e] (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).
CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).
LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6[e] (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; U.G.C. Normandie, 8[e] (359-41-18) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; U.G.C. Convention, 15[e] (828-20-64) ; Images, 18[e] (522-47-94).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16) (H. sp.).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55).
LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8[e] (561-10-60) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19) ; Olympic, 14[e] (545-35-38).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : George-V, 8[e] (562-41-46) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11). – V.f. : Impérial Pathé, 2[e] (742-72-52).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Studio Médicis, 5[e] (633-25-97) ; Marignan, 8[e] (359-92-82). – V.f. : Français, 9[e] (770-33-88).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4[e] (272-63-32) ; Panthéon, 5[e] (354-15-04) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).
EQUATEUR (Fr.) : Epée-de-Bois, 5[e] (337-57-47).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8[e] (562-41-46) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).
EVIL DEAD (A.) (*) : Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).
FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).
FANNY HILL (A., v.o.) (**) : Marbeuf, 8[e] (225-18-45).
LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : U.G.C. Danton, 6[e] (329-41-62) ; Normandie, 8[e] (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9[e] (246-66-44).
LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18[e] (522-46-01).
LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Tourelles, 20[e] (364-51-98).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Paramount Mercury, 8[e] (562-75-90) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50). – V.f. : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Rex, (236-83-93) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; UGC Convention, 15[e] (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).
FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7[e] (783-64-66).
FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Bienvenüe *Montparnasse, 15[e] (544-25-02)* ; Murat, 16[e] (651-99-75). – V.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33).
FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7[e] Art Beaubourg, 4[e] (278-34-15). s.p.
FURYO (Jap., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8[e] (225-18-45) ; Studio Cujas, 5[e] (354-89-22).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5[e] (354-20-12) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14). – V.f. : Capri, 2[e] (508-11-69).
LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.o.) : Rex, 2[e] (233-83-93).
HANNA K. (Fr.-A.) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, *15[e] (575-79-79)*. – V.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33).
L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14[e] (325-95-94) ; St-Lambert, 15[e] (352-91-68) (H.sp.).
LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAU (Sov., v.o.) : Studio des Ursulines, 5[e] (354-39-19).
JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32)) ; U.G.C. Ermitage, 8[e] (359-15-71).
KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Escurial, 13[e] (707-28-04).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : *Lucernaire, 6[e] (544-57-34).*
LIBERTY BELLE (Fr.) : Nation, 12[e] (343-04-67) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Saint André des Arts, 6[e] (326-48-18).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5[e] (633-79-38).
ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Arcades, 2[e] (233-54-58) ; Paris Ciné, 18[e] (770-21-71).
OKRAINA (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5[e] (354-39-19).
OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23). – V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18[e] (522-46-01).
PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6[e] (633-10-82).
LES PRÉDATEURS (Brit., v.o.) (*) : 7[e] Art Beaubourg, 4[e] (278-34-15) ; Studio de l'Etoile, 17[e] (380-42-05).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4[e] (278-47-86).
RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Rio Opéra, 2[e] (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Ermitage, 8[e] (359-15-71) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Images, 18[e] (522-47-94).
LA SCARLATINE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6[e] *(544-14-27) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23)* ; UGC Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; UGC Convention, 15[e] (828-20-64).
SUPERMAN III (A., v.o.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) (H. sp.) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) (H. sp.).
TONNERRE DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; Ermitage, 6[e] (359-15-71). – V.f. : Arcades, 2[e] (233-54-58) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

FORT BRONX*, New York Connection, film américain de Robert Butler, v.o. : Paramount City, 8[e] (562-47-76) ; v.f. : Max Linder, 9[e] (770-40-04), Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31), Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).
HONKYTONK MAN, film américain de Clint Eastwood, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Bonaparte, 6[e] (326-12-12) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; v.f. : Lumière, 9[e] (246-49-07) :
LES JOUEURS D'ÉCHECS, film indien de Satyajit Ray, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic-Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8[e] (561-10-60) ; Olympic, 14[e] (545-35-38) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
OCTOPUSSY, film américain de John Glen, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5[e] (354-07-76) ; Paramount-Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6[e] (222-72-80) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8[e] (720-76-23) ; Normandie, 8[e] (359-41-18) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; U.G.C. Montparnasse, 6[e] (544-14-27) ; Paramount-Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Paramount-Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Montparnasse-Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14[e] (327-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; U.G.C.-Convention, 15[e] (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; Paramount-Montparnasse, 18[e] (606-34-25) ; Gaumont-Gambetta, 20[e] (636-10-96).
POUSSIÈRE D'EMPIRE, film franco-vietnamien de Lâm Lê ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Saint-Séverin, 5[e] (354-50-91) ; U.G.C.-Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevards, 9[e] (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 12[e] (357-90-81) ; U.G.C.-Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79).
LES TROIS COURONNES DU MATELOT, *film français de Raoul* Ruiz : 14 Juillet-Racine, 6[e] (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; Élysées-Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (545-35-38).
UNDERGROUND U.S.A., film américain d'Eric Mitchell ; v.o. : Action Christine, 6[e] (325-47-46).
UNE PIERRE DANS LA BOUCHE, film français de Jean-Louis Leconte : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5[e] (633-63-20) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) : Gaumont-Convention, 15[e] (828-42-27).
VIVE LA SOCIALE, film français de Gérard Mordillat ; Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5[e] (354-26-42) ; U.G.C.-Odéon, 6[e] (325-71-08) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Marignan Concorde, 8[e] (359-92-82) ; U.G.C.-Boulevards, 9[e] (246-66-44) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20[e] (636-10-96).

SPECTACLES

TOOTSIE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
UN JEU BRUTAL (Fr.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
ZELIG (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Studio de la Harpe (vers. angl. non sous-titrée), 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Passy, 16e (727-49-75) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 5e (633-10-82).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60)
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
BARRY LINDON (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
BYE BYE BRASIL (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : (H.sp.) Denfert, 14e (321-41-01).
CROSSFINGER (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount City triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : (H. sp.) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
LE DÉMON S'ÉVEILLE LA NUIT (A., v.o.) : Art Beaubourg, 3e (278-34-15).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'ÉCRAN MAGIQUE (It, v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
EMMANUELLE (F.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**) : Rialto, 19e (607-87-61) ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) (H.sp.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) (H.sp.).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial 13e (707-28-04).
EVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
L'EXTRAVAGANT Mr RUGGLES (A., v.o.) *Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).*
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (**) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
FLESH (A, v.o.) (**) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (H.sp.) (321-41-01).
HAIR (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e *(296-62-56) ; Boîte à* Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES JOCONDES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).
LE LOUP-GAROU DE LONDRES (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) Richelieu, 2e (223-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) : Miramar, 14e (320-89-52) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : *Arcades, 2e (233-54-58).*
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) *(vers. intégr.) : Calypso, 17e (380-30-11).*
PETER IBBETSON (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Acacias, 17e (764-97-83).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
PLAYTIME *(Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) (H.sp.).*
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
PROMENADE AVEC L'AMOUR ET LA MORT (A., v.o.) : Contrescarpe (325-78-37).
LES 400 COUPS (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
THE SERVANT (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (326-84-65).
UN SI DOUX VISAGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

COMMUNICATION

VU — Radicalisation

Savez-vous quel a été le grand problème soulevé pendant le week-end dans les médias des deux côtés du Chanel ? Celui de la radicalisation du débat entre opposition et majorité, l'une et l'autre ouvertes, à présent, à des éléments venus de l'extrême droite ou de l'extrême gauche à Londres comme à Paris. Curieux, non ? Les situations ne sont en rien comparables, et pourtant, à en croire les experts, ici et là, c'est le même combat acharné, voire frelaté, pour la sauvegarde ou la reconquête du pouvoir.

Je ne voudrais pas me mêler de ce qui se passe outre-Manche. Chez nous, en revanche, le durcissement, et dans le ton et dans la conduite de la lutte politique, ne date pas d'hier. Entre les deux guerres déjà, et même pendant les années 50, on maniait volontiers le coup de gueule et le coup de poing, on se traînait dans la boue et le sang, on multipliait — rappellez-vous le suicide de Salengro — les accusations infamantes et on en venait allègrement aux mains devant les permanences des partis et sous les préaux d'école.

L'opposition, qu'elle soit de gauche ou de droite, a toujours eu tendance à donner de la voix. Surtout en période électorale, période indéfiniment prolongée dans l'Hexagone par cette façon radicale de ramasser les bulletins de vote qu'est la fraude insolente, avérée, on l'a dit samedi soir chez Polac.

On peut se demander également si, en comparant Staline à Hitler et en condamnant l'alliance P.C.-P.S., la gauche non communiste et même anticommuniste n'avait pas ouvert involontairement la porte au mariage droite-extrême droite célébré à Dreux. *Ceci n'excuse pas cela*, faisait très justement remarquer un de nos confrères invité au «Droit de réponse» accordé une fois par mois à la presse par TF 1 — une très bonne idée d'émission.

Non, bien sûr. Reste que si vos journaux ont tendance à émettre des opinions très catégoriques, c'est parce que les lecteurs — le courrier en fait foi — exigent en ce moment des prises de position plus tranchées, moins nuancées, que par le passé. Que ce soit dans un sens ou dans l'autre. L'opinion, elle aussi, semble se radicaliser.

CLAUDE SARRAUTE.

VERS UN ACCORD RÉDACTIONNEL ENTRE «LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ» ET «FRANCE-SOIR» ?

(De notre correspondant régional)

Lyon. — M. Maurice Reinhardt, directeur des rédactions des quotidiens du groupe Dauphiné libéré, a annoncé au cours d'une réunion de la rédaction du quotidien *Lyon Matin* que la direction grenobloise envisageait, à très court terme, d'utiliser les textes des journalistes de ce titre pour alimenter de futures pages régionales du quotidien *France-Soir.* Cette annonce a provoqué la réaction immédiate de tous les syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.C. et C.F.T.C.) du quotidien régional. Les journalistes dénoncent la procédure utilisée — le comité d'entreprise n'a pas été informé de cette initiative — et craignent « *le retrait de certaines éditions régionales au profit des quotidiens nationaux* ». De plus, les syndicats, « *sans que les responsables du groupe Hersant ne l'aient annoncé* », craignent qu'un même processus puisse être engagé entre la rédaction du journal *Rhône-Alpes* et des pages régionalisées à venir du *Figaro.*

Jusqu'à cette tentative de couplage rédactionnel entre *Lyon Matin* et *France-Soir*, une tentative présentée comme un « échec » par la direction, les journalistes du *Dauphiné libéré* appartenaient à une agence de presse, l'A.G.I. (Agence générale d'information), qui fournissait exclusivement les différents titres du *Dauphiné libéré.* Cette opération n'a pas été démentie par M. André Audinot, P.-D.G. du *Figaro*, de passage à Lyon vendredi 7 octobre. Il a cependant indiqué que le groupe Hersant était « *attaché* » aux deux titres lyonnais. Cet attachement aux titres n'est pas forcément synonyme d'un attachement aux rédactions qui contribuent à leur élaboration. Les deux quotidiens lyonnais du groupe Dauphiné ont déjà mis en commun quelques-uns de leurs moyens rédactionnels. Verra-t-on bientôt une rédaction alimenter seule quatre titres ?

CLAUDE RÉGENT.

Lundi 10 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : l'Enigme du Chicago-Express.
Film américain de R. Fleischer (1952), avec C. McGraw, M. Windsor, J. White, G. Gebert, Q. Leonard (N., rediffusion).
21 h 45 Indication.
Magazine de la santé.
22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Le grand échiquier : Cocteau vivant.
Emission de J. Chancel.
Avec Jean Marais, Charles Trenet, Maria Casares, Vittorio Gassman...
23 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film (cycle Yves Montand) : Un soir, un train.
Film français d'A. Delvaux (1968), avec A. Aimée, Y. Montand, F. Beukelaers, A. Bogdan, H. Camerlynck, D. de Gruytter (rediffusion).
22 h 5 Journal.
22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Portrait du port de Sète.
23 h Prélude à la nuit.
Musiques traditionnelles de l'Inde : *Raga Capistla (Raga du soir)*, par Ravi Shankar.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

19 h 10 Saturnin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

20 h, Le citron ne part pas bien, demain on fera de la fraise, de P. Louki, avec P. Louki, C. Nicot, Y. Arcanel.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : de l'abîme primordial à la parole fondatrice du monde.
22 h 30, Nuits magnétiques : passions nîmoises.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct de l'auditorium 105) : *Quintette pour piano et cordes*, de Vierne, *Sonate pour violon et piano*, de Pierné, *Quintette pour piano et cordes*, de Franck, par le Quatuor Viotti.
22 h 30, Fréquence de nuit : œuvres de Donizetti, Wolf, Stravinski, Milhaud, Berg.

Mardi 11 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

15 h 25 Magazine de la santé : Indication
(diffusé le 10 octobre).
16 h 20 Le forum du mardi.
17 h 30 Série : Le paradis des chefs.
18 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
18 h 20 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 45 Jeu : Marions-les.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Variétés : Salut les Mickey,
de C. Izard, et J.-D. Verhaegue.
Premier numéro d'une nouvelle émission réalisée avec Walt Disney Productions France. Des bandes dessinées. Un chanteur vedette... séduisant.
21 h 40 L'enjeu.
Magazine économique de F. de Closets, E. de La Taille, A. Weiller.
Le tiers-monde et l'endettement pétrolier. Emploi : la classe 81. Textile : la solution japonaise. Micro-informatique : la course aux best-sellers.
23 h Balle de match.
Magazine mensuel du tennis.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

15 h 45 Jeu : des chiffres et des lettres
Finale *(diff. le 9 octobre).*
17 h 10 Entre vous, de L. Bériot.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Film : Il faut tuer Birgitt Haas.
Film français de L. Heynemann (1981), avec P. Noiret, J. Rochefort, L. Kreuzer, B. Le Coq, M. Teynac, M. Beaune.
22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Marie-Christine Barrault et Michel Piccoli.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Film : Cours après moi que je t'attrape.
Film français de R. Pouret (1976), avec A. Girardot, J.-P. Marielle, M. Tolo, G. Fontanel, D. Prévost (rediffusion).
22 h 5 Journal.
22 h 25 La vie en face : Donnez-moi l'insécurité.
Magazine d'information de P. Alfonsi et P. Pesnot.
Comment le fantasme cinétique de ces corps-machines que sont les pilotes de Formule 1 trouve sa justification dans leur mort-spectacle... Pour les morbides.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Sports et divertissement d'Erik Satie (1re partie).

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 4 Le voleur de Bagdad.
Court-métrage de A. Lubin.
18 h 55 Informations nationales et internationales.
19 h 10 Saturnin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Avant-guerre », de J.-M. Rouart.
14 h 47, *Les après-midi de France-Culture* : A Blandy-lès-Tours ; 15 h 20, Rubrique internationale ; 16 h 30, Micromag ; 17 h, Raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : L'hôtel Saint-Pol.
19 h 30, Sciences : Temps et devenir.
20 h, Dialogues : esthétique et poésie japonaise, avec Jeanne Sigee et Maurice Coyaud.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

12 h, Archives lyriques : œuvres de Puccini, Massenet, Spontini, Verdi.
12 h 35, Jazz : le jazz en France.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, L'après-midi des musiciens (voir lundi) : œuvres de Weber, Schütz, Bach, Mozart, Zimmermann.
17 h 5, Repères contemporains : Costin Mireanu.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Studio-concert, œuvres de Léandre : *le Réveil profond*, de Scelsi, *Valentine*, de Druckmann, *The Wonderful Widow*, de Cage, avec J. Léandre, contrebasse.
20 h, Jazz.
20 h 30, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : *Die Erschöpfung der Welt*, de Kagel, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. J.-P. Izquierdo ; chef des chœurs : J. Jouineau ; sol. : G. Kontarsky, W. Pearson, R. Reisz.
23 h, Fréquence de nuit : Jazz-club (en direct du Petit Opportun).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 OCTOBRE

— *Mme Marie-France Garaud*, présidente de l'Institut international de géopolitique, participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 11 OCTOBRE

— *M. Georges Sarre*, député socialiste du 11e arrondissement, est l'invité de « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

Le Monde

ECONOMIE

COMMENT LES FRANÇAIS ONT-ILS PAYÉ LEURS IMPOTS ?

« Si cela devait se renouveler... »

L'impôt n'a jamais été payé de gaieté de cœur. Mais plus que tout autre, l'impôt sur le revenu, laborieusement introduit en France à partir de 1917, a été l'objet de bien des attaques. Il a été critiqué, vilipendé, brocardé, même s'il apparaît plus faible en France que dans les autres pays industrialisés. C'est l'impôt sur le revenu que les contribuables ressentent le plus. Lorsqu'un Français parle de ses impôts, il ne fait pratiquement jamais allusion aux cotisations sociales – pourtant nettement plus lourdes qu'à l'étranger, – prélevées à la source sur son salaire, pas plus qu'il ne fait allusion à la T.V.A. qu'il paye en achetant des biens ou des services. Cette sensibilité à l'impôt sur le revenu s'exacerbe lorsque le contribuable constate que son prélèvement augmente brusquement d'une année sur l'autre.

En 1983, certains contribuables ont subi deux ponctions supplémentaires résultant des mesures de rigueur arrêtées le 25 mars : en mai, ceux qui avaient payé plus de 5 000 francs d'impôt en 1982 ont dû souscrire à un emprunt obligatoire égal à 10 % de leur contribution de l'année précédente (la même mesure s'appliquant à l'impôt sur les grandes fortunes) ; en septembre, le prélèvement de 1 % sur l'ensemble du revenu imposable est venu gonfler très tôt le « dernier tiers », le gouvernement ayant raccourci par ordonnance (1) le délai de paiement normal.

Ces majorations n'ont pas créé de grandes difficultés à tous les intéressés. Elles ont cependant suscité un climat de morosité, pafois même de colère, d'autant que ces débours survenaient au moment où s'annonçaient les mesures arrêtées dans le projet de loi de finances pour 1984. Pour les contribuables les plus modestes, il s'est agi avant tout de rééquilibrer un budget souvent fort mince. Pour les plus aisés, dont le train de vie ne sera pas bouleversé par les efforts supplémentaires demandés, la progression des charges les fait crier à l'injustice et les conduit à chercher des parades. Il est possible que l'impôt se retourne contre l'impôt, certains cherchant à travailler moins, sinon à dissimuler et, plus encore à « se payer » sur la communauté.

(1) Ordonnance du 30 avril 1983, publiée au *J. O.* du 30 mai.

Les Français font leurs comptes, les percepteurs le reconnaissent. Les demandes de délais de paiement, émanant principalement des cadres et des professions libérales, ont été plus nombreuses. Le fait que l'échéance ait été avancée d'un mois semble être pour beaucoup dans ces difficultés de paiement. « *Au retour des vacances, les fonds sont bas*, explique le trésorier-payeur des Bouches-du-Rhône, où les demandes de délais ont progressé de 30 % d'une année sur l'autre. *Les demandeurs sont en général des gens qui auraient payé normalement le 15 octobre et sans difficultés* », et qui se sont laissé prendre par les impôts locaux. « *Ceux-là*, note de son côté un percepteur bordelais, *les gens les avaient peut-être oubliés dans leurs prévisions.* » Réaction à Marseille : « *Nous en tiendrons compte pour le paiement de la majoration de 10 % exigible en cas de retard.* »

Un petit vent de panique a parfois soufflé. Témoin cette déclaration d'un percepteur en zone rurale de la Gironde : « *J'ai été assailli de demandes de délais, essentiellement parce que les gens avaient été mal informés, et ne savaient pas que le délai du 15 septembre ne concernait pas les communes de moins de trois mille habitants.* » Par contre, précise-t-il : « *Je peux dire que j'ai reçu aussi beaucoup de demandes de délais qui ne sont pas liées aux échéances fiscales mais à la conjoncture, beaucoup d'entreprises commerciales ou artisanales se trouvant dans une situation très tendue. On les sent à l'affût, guettant la moindre rentrée pour faire face.* »

Dans les perceptions, encore, on note une recrudescence de demandes de mensualisation, comme si les contribuables choisissaient la souffrance à dose homéopathique.

Le baromètre des banques

Autre signe tangible des difficultés du moment, la progression des ressources des banques a été moins rapide ces derniers mois. « *Sur plus de trois mille comptes de particuliers, composés à 56 % de dépôts libres, la moyenne a baissé de plus de 38 % par rapport à 1982*, indique le directeur d'une agence bordelaise. *C'est la réserve globale des ménages qui a baissé dans les mêmes proportions. C'est la première fois que je constate un tel effet sur le même nombre de comptes et sur un éventail aussi large de revenus.* » « *Pour moi*, conclut-il, *les gens ont tenté de faire la même chose que les années précédentes mais avec des revenus plus légers. Beaucoup aussi ont été prudents, ils ont prélevé la part des impôts et l'ont mise sur un livret, ne serait-ce que pour trois mois.* »

Moins sensible en Lorraine, cette tendance est dûment constatée dans le Sud comme dans le Nord. En Bretagne, on note une augmentation très nette des découverts, en progression de 30 % en six mois au Crédit mutuel, par exemple. Aujourd'hui, laisse-t-on entendre, le Breton semble vivre avec un mois d'avance, phénomène surtout ressenti par les caisses locales installées dans les ZUP, où la population plus jeune et plus modeste vit sans épargne.

Sans nul doute, ce sont les « budgets vacances » qui, dans un premier temps tout au moins, ont le plus pâti de l'augmentation des impôts. Sacrifices encore bien légers pour les uns, plus contraignants pour les autres. « *Au fond*, avance un expert-comptable de La Ciotat, *les gens ont râlé parce que les rallonges d'impôts ne sont jamais admises par les Français. Mais, en juin, ils avaient l'argent : c'était celui mis de côté pour les vacances. Cependant, j'ai des clients qui ont dû « allonger » 10 000 francs d'un coup rien que pour régler l'emprunt obligatoire. On a remis l'achat d'un nouveau foc pour le bateau ou l'achat d'un meuble.* »

Mais l'effort est-il considérable ? L'expert-comptable en convient : « *Vous me direz que lorsqu'on peut s'offrir un bateau de 12 mètres on n'est pas à plaindre. Aussi bien je ne compte apitoyer personne. Il n'empêche que c'est maintenant que les choses sont difficiles : au moment de l'échéance du troisième tiers.* » Sur le même registre, un directeur de banque marseillais, en invoquant le cas de ceux qui avaient dû vendre des titres pour payer leurs impôts, ajoutait aussitôt : « *Pour les vendre, il faut évidemment les posséder, on a affaire à des contribuables de « haut de gamme... »*

On est loin de cette employée municipale parisienne, dont le revenu ne dépasse pas 4 260 francs par mois, qui n'est pas partie en vacances, parce que « *déjà c'était bien d'avoir pu y envoyer ses deux garçons* ».

Mais chacun ne mesure-t-il pas ses sacrifices à l'aune de sa situation ? Pour ce cadre nancéen : « *Il ne sera pas question que ses deux enfants partent en vacances d'hiver cette année.* » Pour cette enseignante d'Aix-en-Provence, l'économie a été faite sur la durée des congés. « *Jusqu'ici*, dit-elle, *je partais du jour de la sortie jusqu'à la rentrée suivante. Cette année, j'ai dû réduire mes ambitions au seul mois d'août. Mes fonds avaient été entamés par un voyage aux sports d'hiver en février, et je comptais « me refaire » avant l'été. L'emprunt obligatoire a dévoré mes petites économies.* »

Pourtant, en raison de la déduction de certains frais, cette enseignante paiera moins d'impôts que l'année précédente. Pour un revenu déclaré de 91 740 francs, sa contribution a été de 14 549 francs. « *Ce qui est pénible*, avance-t-elle, *c'est la répartition des échéances et le fait que le deuxième tiers a été le plus lourd et le moins prévisible. J'ai été coincée par cet imprévu.* »

Nombreux sont ceux qui déclarent avoir recherché des formes de vacances plus économiques (1). On a souvent supprimé les sorties au restaurant, en faisant remarquer que la mesure allait s'étendre sur l'ensemble de l'année. On veut y regarder à deux fois avant de dépenser, et l'on parle d'attendre avant d'acheter une nouvelle voiture, ou de retarder les travaux que l'on projetait de faire dans la « petite » résidence secondaire.

Ces affirmations viennent parfois en conclusion de réflexions peu amènes. Livrons-les comme elles nous sont parvenues.

Un directeur de banque de la Gironde : « *Je me suis aperçu qu'il me reste pour vivre 5,2 fois ce que je donne à l'un de mes employés les moins payés. J'ai soixante-deux ans et encore deux enfants à charge. Si j'avais fait la même constatation à quarante ou à cinquante ans, je passais la main tout de suite. Maintenant je m'en fiche, parce que je vais partir à la retraite. J'en ai assez de voir qu'on continue à réclamer un égalitarisme qui est déjà largement réalisé.* »

Florilège

Une infirmière du Morbihan (57 000 francs de forfait déclaré, 1 600 francs d'impôts, vivant seule avec trois enfants) : « *On subit des ponctions proportionnelles aux efforts que l'on fait.* »

Le directeur d'un magasin à grande surface de la banlieue de Lille (marié, un enfant, gagnant plus de 20 000 francs par mois) : « *Je me pose parfois la question de savoir si ça vaut le coup de faire le travail que je fais, avec les tracas et les préoccupations, les nuits où on dort mal, pour se retrouver avec une fortune d'impôts à payer. Ça n'incite pas les cadres à la recherche de la promotion ni à vouloir en faire plus. J'en ai assez d'être classé parmi les méchants sous prétexte que j'ai de plus hauts revenus.* »

L'enseignante d'Aix-en-Provence : « *Je n'en fais pas de névrose. Les impôts c'est une chose à laquelle je ne pense pas. Mais j'ai une impression désagréable : est-ce que ceux qui nous dirigent savent bien gérer l'argent que nous leur donnons ?* »

FRANÇOIS SIMON.

(Suite page 22.)

(1) Voir *le Monde* du 1er octobre (Loisirs et tourisme) : « Les leçons de l'« été Delors ».

Sur deux notes

Gérard et Nadine ont un revenu annuel d'environ 600 000 F. Lui est souvent à l'étranger pour le compte d'une société d'ingénierie dont il dirige les services techniques, elle est secrétaire de direction dans une grosse entreprise de la région parisienne. Ils ont payé 80 000 F d'impôts cette année, bien qu'ayant trois enfants. L'année prochaine, ils pensent que leur contribution va s'élever à 120 000 F au moins. « *C'est le salaire de ma femme qui va y passer* », constate Gérard avec indignation. Mais on pourrait présenter les choses autrement : Gérard ne paiera pas d'impôt.

N'importe ! La coupe est pleine ! « *On avait toujours dit qu'il était normal que l'on paye des impôts. Au fond on était un peu culpabilisés d'être des privilégiés. Mais en même temps, on mérite notre argent, non ?* »

Gérard acquiesce au discours de Nadine : « *Je me suis payé mes études tout seul. Mon père était un petit artisan qui n'aurait pas pu m'aider.* »

A contrecœur, parce que « *vraiment il ne pensait pas qu'il le ferait un jour* », il a commencé « *à se payer* » en prenant un mois de congé maladie. Il a refait une grande partie de son appartement en achetant tout l'outillage qu'il fallait, dont une machine qui lui a coûté 15 000 F. « *Dans la boîte, on n'a jamais vu autant d'arrêts maladie* », dit-il.

Et elle de conclure sans fard : « *Malgré tout, on ne se prive pas. Une fois déduites les dépenses engagées, il doit bien nous rester 15 000 F pour vivre dans le mois.* »

Colette et Henri, elle employée municipale, lui agent de la S.N.C.F., vivant tous deux en banlieue parisienne, reconnaissent que ce mois-ci « *ils se sont un peu serrés* ». De toute façon ils ne sauraient faire de grandes dépenses et savent économiser. Pour les vacances, ils ont réussi à ne dépenser que 3 000 F pour le couple. Ensemble, ils gagnent environ 10 000 F par mois. Ce qui les a surpris c'est le raccourcissement des délais de paiement pour le dernier tiers, surtout avec le 1 % en plus. « *1 000 F, on ne les trouve pas comme ça* », lance-t-elle.

F. S.

Une affaire qui vous concerne

Le Monde ouvre aujourd'hui dans son supplément économique un dossier explosif : celui de l'impôt. Le débat public sur un sujet aussi essentiel a revêtu ces dernières semaines l'allure d'une foire d'empoigne. Entre ceux qui réclament de « *faire payer les riches* » et ceux qui dénoncent un « *intolérable matraquage fiscal* », le citoyen risque fort de s'y perdre.

S'il est sujet qui doit être traité avec sérénité, c'est pourtant bien celui-là car les questions ne manquent pas. L'impôt sur le revenu est-il équitablement réparti ? Sa part est-elle insuffisante dans les recettes fiscales de l'Etat ? Est-il souhaitable, au nom de la justice sociale, d'en exonérer des millions de foyers au risque de les transformer en assistés ? Les salariés, dont les revenus sont connus sont-ils pénalisés ? Faut-il réformer profondément la fiscalité française ainsi que le souhaitent bon nombre de membres du parti socialiste, comme Pierre Uri, par exemple, qui estime que « *l'impôt ressemble à ces gisements de pétrole dont les techniques actuelles ne récupèrent que la moitié* » ? Doit-on, au contraire, procéder avec prudence, comme le pense le ministre de l'économie et des finances, qui déclarait, il n'y a pas si longtemps, qu'« *il n'existait plus de gisements fiscaux en France* » ? Autant de questions essentielles auxquelles *le Monde* tentera de répondre dans les semaines à venir en présentant des dossiers et des études qui prendront bien évidemment en compte les comparaisons internationales.

Nous avons voulu commencer cette enquête en allant sur le terrain. L'été a été chaud pour certains contribuables soumis à des ponctions supplémentaires et amenés plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu à régler le solde de leurs impôts. Comment ont-ils réagi ? Comment ont-ils fait face ? Peut-on parler de révolte ? Plutôt d'inquiétude devant l'évolution de leur contribution et peut-être plus encore sur *l'usage qui en est fait*.

Nous ouvrons donc un débat, et nous souhaitons qu'il soit le plus large possible. Nous comptons, bien entendu, sur les spécialistes pour l'alimenter, mais plus encore sur nos lecteurs auxquels nos colonnes seront largement ouvertes. Cette affaire vous concerne.

PHILIPPE LABARDE.

LA CRISE MONDIALE DE LA SIDÉRURGIE

Repli sur soi

Les sidérurgistes vivent-ils encore dans le souvenir de leurs fastes et de leur puissance ? Réunissant quelque trois cents des plus importants maîtres de forges d'Europe, du Japon, des États-Unis et des pays en voie de développement tous les ans – cette année en Autriche, l'Institut international du fer et de l'acier (I.I.S.I.) les invite certes à une réunion de travail. Mais non sans prévoir une soirée – smoking obligatoire – à l'Opéra et un cours sur... l'art. Imagine-t-on un professeur, lors d'un colloque d'électroniciens en Californie, discourir sur Raphaël, citer Bacon, Gœthe ? La grande bourgeoisie de l'acier était, il est vrai, mécène à ses heures. Et une si grande puissance peut-elle s'effacer d'un coup ? Puis, après tout, la crise de l'acier est-elle si définitive ? Cette industrie en a traversé d'autres et a, sinon vaincu, du moins assimilé béton et plastique, qui devaient l'enterrer.

Les faits indiquent, pour l'heure, que le malade est sérieusement atteint. Le marché rétrécit, les capitaux fuient, les gouvernements sont mis à lourde contribution et... même les Japonais perdent de l'argent. Les pertes des grands sidérurgistes mondiaux au cours de l'exercice 1983, sans compter les charges d'emprunts, dépasseraient neuf milliards de dollars. Les sidérurgistes fabriquent moins de tonnes d'acier que de tonnes de dettes.

La crise économique est la première responsable. Entre 1951 et 1974, la demande mondiale d'acier a gagné régulièrement 5,5 % l'an. Pratiquement sans accident. La chute brutale, en 1974, sera vite un mauvais souvenir. De nouveaux records sont battus en 1979, et, à cette date, la production depuis 1950 a été multipliée par quatre. Mais, ensuite, une cassure s'opère : le marché redescend année après année au niveau de 1975. Est-ce irrémédiable ? Sans doute pas. Puisque 1984 s'annonce meilleure. Il semble acquis toutefois que l'acier a besoin d'une croissance forte des P.N.B.

Que celle-ci reste inférieure à 2,5 % ou 3 %, et le marché des sidérurgistes décline. Si ce seuil est dépassé, certains pensent que la demande d'acier « recolle » alors d'un coup à la demande économique globale pour avancer ensuite au même rythme. Cet éventuel « recollage » reste à être vérifié par les faits. Comme les perspectives macro-économiques des années 80 ne laissent que peu d'espoir, il faudra attendre une sortie de crise pour connaître d'éventuels nouveaux records dans les hauts fourneaux. En attendant, le marché devrait rester plat (*voir encadré p. 20*) au cours des années 80.

Cet effet de seuil trouve son explication à un niveau plus fin. Il est dû à un relatif déclin des grands travaux d'infrastructure bloqués faute de crédits dans tous les pays et à la fin de la période bénie qu'a connue le logement. A ces deux évolutions structurelles s'ajoutent d'abord la chûte des investissements qui, en leur majorité, sont faits de biens mécaniques, donc d'acier, et les cures d'amaigrissement imposées à de nombreux objets de consommation, en particulier l'automobile. L'I.I.S.I. a pu ainsi calculer que les évolutions régulières apportées sur un modèle existant de voiture se traduisaient par un allégement de 1 % par an ; quant aux nouveaux modèles lancés, ils sont d'un coup 10 % plus légers. Autant de débouchés en moins chez les clients traditionnels des sidérurgistes.

Diversification

Tout le problème pour ces derniers est de savoir si les évolutions technologiques n'ont pas tendance à s'accélérer, réduisant inéluctablement les poids nécessaires d'acier, tant dans les biens d'équipement que dans les biens de consommation. Auquel cas l'acier ne serait définitivement plus une affaire de tonnages.

Les Américains l'ont-ils compris en premier ? La restructuration de la sidérurgie outre-Atlantique est désormais d'autant plus rapide qu'elle a été engagée tardivement. Ayant obtenu des mesures protectionnistes de M. Reagan, les groupes fusionnent (Bethlehem Steel et L.T.V.), désinvestissent massivement et cherchent ailleurs de meilleurs horizons (National Steel dans un établissement financier, U.S. Steel dans Marathon Oil). De 151 millions de tonnes en 1982, leur capacité de production devrait être ramenée à 130, voire 110 millions de tonnes, en 1990. Il n'est pas impossible que de nouveaux sidérurgistes naissent dans les places laissées vides, vides avec de nouvelles technologies sur des créneaux plus fins.

Les Japonais, à Vienne, semblaient plus sereins. Leur sidérurgie, construite de toutes pièces dans les années 60 à partir de charbon et de minerai totalement importés, est la plus moderne et la plus compétitive du monde. Mais les investissements japonais dans l'acier, qui ont représenté plus de 20 % des investissements industriels du pays, sont redescendus à 7 ou 9 %.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Suite page 20.)

LA CRISE MONDIALE DE LA SIDÉRURGIE

Repli sur soi

(Suite de la page 19.)

Le problème actuel des Japonais est coréen. Contre ce nouveau pays industriel qui vient les concurrencer sous leurs yeux, les maîtres de forges nippons veulent imposer des barrières douanières (le Japon n'importe que 6 % de son acier) pour contrôler leur marché intérieur, où les prix sont meilleurs que partout ailleurs. Grâce à quoi, le Japon pourrait devenir le premier exportateur mondial et éviter de *réduire ses capacités* (140 millions de tonnes).

Les marchés visés sont larges, en *Chine*, en *U.R.S.S. et dans* les pays en développement, où les Japonais ont investi ou iront investir dans des projets de coopération. *Pour les Japonais*, l'acier ne s'exporte plus brut : il devient nécessaire d'établir des liens technologiques et financiers étroits avec les clients extérieurs, y compris aux États-Unis, comme cela se passe déjà avec *les clients intérieurs.*

L'Europe, à quelques exceptions près, ne semble pas en mesure de suivre les Japonais sur cette voie. *La C.E.E. y perdra*-t-elle son rang de premier exportateur mondial ? Le risque est grand tant les Européens sont empêtrés dans leurs déchirements internes (voir encadré).

Le déclin américain et européen s'est accompagné ces dernières années d'une montée des sidérurgies du tiers-monde. Les *nouveaux pays industriels* (Corée du Sud, Brésil...) poussent leurs feux, et la part du tiers-monde dans la production mondiale atteindra 20 % en 1990, contre 5,1 % en 1975, malgré les problèmes actuels de financement de ces pays. Certains, comme le Brésil, comptent d'ailleurs sur leurs exportations d'aciers — vendus même à perte ? — pour récolter des devises fortes. Les résultats des pays en développement sont divers, et il conviendrait de les observer plus en détail, mais, au niveau des statistiques globales, la crise dans l'acier est tiers-*mondiste*. Les *produits* standardisés nécessaires à ces pays seront fabriqués de plus en plus sur place. Les pays développés devant se consacrer aux produits comportant plus de valeur ajoutée.

Depuis 1979, un double mouvement semble irréversible. D'abord, l'acier devient complexe, plus souple et plus solide pour répondre aux nouvelles demandes, et le volume cède la place à la qualité. Ensuite, les problèmes sociaux renforçant les interventions politiques et les protectionnismes, chaque pays réorganise sa sidérurgie pour répondre d'abord à sa demande interne. La nouvelle règle est au repli sur soi, et les exportations se limitent à des accords bilatéraux, éventuellement d'État à État. Selon des études américaines, les échanges mondiaux, *après avoir crû régulièrement, se* stabiliseraient à quelque 27 % de la production, et il sera difficile, voire impossible, de gagner des parts de marché, y compris peut-être pour les Japonais. En France, le plan acier mise pourtant *sur* de *tels gains*...

ÉRIC LE BOUCHER.

Un avenir maussade

« Les perspectives économiques n'offrent que peu d'espoir à une amélioration de la situation. » M. Holschuh, secrétaire général de l'Institut international du fer et de l'acier (I.I.S.I.), n'est guère optimiste sur l'avenir. A quelques exceptions près, toute la sidérurgie mondiale vit à l'heure d'un marché déclinant et de coupes claires dans les usines. Et le futur se dessine comme *« une longue dégradation dans certaines zones, et une croissance ralentie dans les autres »*.

Mais il ne s'agit pas d'un *effondrement*. Contrairement à ce que des Cassandre prévoient, la tendance est à la stabilisation au niveau actuel, bas il est vrai, *après une chute* de 20 % du marché mondial depuis 1974. Année après année, des oscillations autour de la tendance sont *probables, selon* l'I.I.S.I. : ainsi 1983 sera mauvaise, tandis que 1984 connaîtra une légère reprise.

La consommation mondiale du monde occidental, qui a régressé de 490 millions de tonnes d'acier brut en 1979 à 401 millions en 1982, va tomber vraisemblablement à 394 millions cette année. La reprise observée aux Etats-Unis, pays qui devrait terminer 1983 avec une amélio-*ration* de 6,5 % de son marché (après une chute brutale de 29 % en 1982), ne compense pas l'érosion européenne (— 3,3 %) et *japonaise* (— 5,7 %). *De leurs* côtés, l'U.R.S.S. et le Comecon se redresseraient très légèrement (+ 2,5 %), tandis que la Chine et la Corée du Sud retrouveraient un chemin plus pentu (+ 12,8 %).

L'année 1984 sera meilleure, d'après l'I.I.S.I. Plusieurs pays tablent sur un léger redressement de leur marché intérieur et, globalement, la consommation des pays développés devrait passer à 326 millions de tonnes contre 304 cette année (+ 6,9 %). Les Etats-Unis traverseraient ainsi une deuxième année de progression (+ 12,2 %) mais sans retrouver, et de loin, leur niveau des années 1970. En France, aucune éclaircie n'est en vue, mais la C.E.E. devrait bénéficier d'un rayon de soleil (+ 4,5 %) vivifiant après quatre années consécutives de dégradation. Reste que la prudence est de rigueur en matière de prévision sidérurgique : l'an dernier à la même époque, l'I.I.S.I. misait sur une reprise pour 1983...

Les perspectives pour l'avenir plus lointain sont d'ailleurs maussades. Entre 1985 et 1990, les experts entrevoient une érosion annuelle de 0.2 % du marché des pays développés et un gain annuel de 4,2 % dans les pays en développement. Parallèlement, la part de ces derniers dans la production mondiale atteindra 20 % en 1990 contre 9,4 % en 1982 et 5,1 % en 1975.

Eurofer bloqué

L'accord des ministres de l'industrie de la C.E.E. en juillet dernier était-il un accord de dupes ? En même temps qu'ils décidaient, après avoir surmonté leurs différends, de proroger l'article 58 (l'état de crise manifeste) jusqu'à la fin janvier 1984, les ministres avaient accordé des relèvements de quotas de production à certains pays, en particulier à la France. M. Fabius revenait le 26 juillet de Bruxelles avec un droit de 615 000 tonnes de produits plats supplémentaires pour ses industriels. Il s'agissait d'un relatif rattrapage de ce qui avait été perdu en deux ans du fait des généreuses distributions de tonnages supplémentaires à l'Italie par la Commission européenne. Schématiquement, Bruxelles fixe des montants globaux de production chaque trimestre, produit par produit, et Eurofer, le cartel des industriels du Vieux Continent, les répartit entre chaque pays membre en fonction des *« parts »* respectives de chacun. Ces parts ont été calculées d'après les productions de 1980, mais révisées depuis en faveur des Italiens.

Les ministères et M. Davignon avaient donc accordé des parts supplémentaires à la France, mais également à la Grande-Bretagne (380 000 tonnes) et à la Belgique (80 000 tonnes), et peut-être à d'autres, le détail n'ayant pas été révélé. Ces productions doivent être prises — en théorie — sur des « réserves » de la C.E.E., sur les parts de l'Italie et sur celles de l'allemand Klöck-*ner qui, s'estimant lésé et* n'ayant pas respecté la règle du jeu communautaire, s'y trouve contraint autoritairement.

Mais la théorie ne s'est pas toujours traduite en réalité deux mois et demi après. Les réunions officielles et officieuses d'Eurofer ont conduit à des échecs répétés.

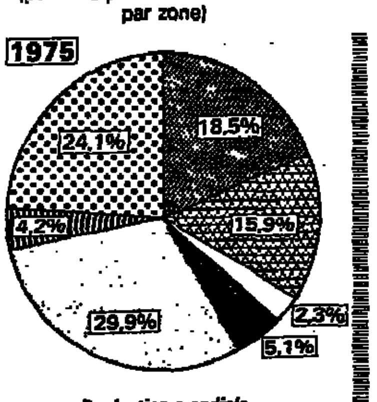
Un grand secret plane sur les tractations du cartel et sur celles menées avec M. Davignon, mais il semble que les Italiens aient obtenu la consolidation de leurs gains passés, contrairement à ce qui était prévu en juillet, et que, d'autre part, il soit difficile de faire rentrer Klöckner dans le rang. *Les Allemands, enfin, ne* seraient pas d'accord entre eux. Aussi les promesses faites à la France et aux autres sont-elles *devenues difficiles, voire impos*sibles à tenir. Chacun ignorant en définitive les gains et les pertes des autres, une véritable guerre *s'est déclarée entre les maîtres* de forges italiens et allemands. Guerre liée à l'autre problème de la sidérurgie européenne : la ré*duction des capacités de produc*tion des différents pays à l'horizon 1986. Outre-Rhin, on exige que récompense soit donnée aux plus compétitifs et aux moins aidés par la puissance publique, les deux allant de pair ; outre-Alpes, on argumente que l'Italie est déficitaire en produits plats (fabriqués surtout par le secteur public) et qu'un rééquilibrage est nécessaire.

Echec après échec, on court le risque d'une débandade générale. M. Davignon va-t-il devoir convoquer à nouveau les ministres ?

Les pays du tiers-monde produisent de plus en plus...
(part des productions d'acier par zone)

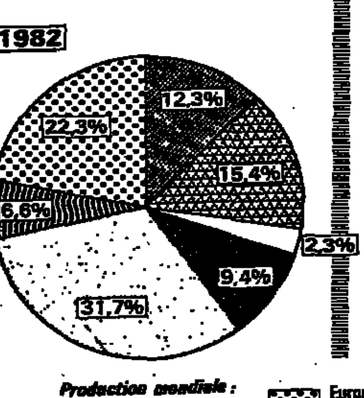
...mais ne couvrent toujours pas leurs besoins
(part des consommations par zone)

1975



1975 (consommations) : 21,4 % — 19,7 % — 4,9 % — 10,4 % — 2,0 % — 10,8 % — 30,8 %

1982



1982 (consommations) : 18,9 % — 15,6 % — 7,2 % — 10,7 % — 1,9 % — 14,4 % — 31,3 %

Production mondiale : 645 millions de tonnes

Europe de l'Ouest — Amérique du Nord — Japon — Afrique du Sud-Océanie — Pays en développement — COMECON — Chine et Corée du Nord

LES MARCHÉS MONDIAUX DE L'ACIER (millions de tonnes)

	1982	1983 (*)	% 1983/1982	1984 (**)	% 1984/1983
C.E.E.	92	89	— 3,3	93	+ 4,5
États-Unis	92	98	+ 6,5	110	+ 12,2
Japon	70	66	— 5,7	67	+ 1,5
Autres pays industrialisés	54	52	— 3,7	56	+ 7,6
Total pays développés	308	305	— 1	326	+ 6,9
Pays en développement	93	89	— 4,3	92	+ 3,4
Total pays à économie de marché	401	394	— 1,7	418	+ 6,1
COMECON	201	206	+ 2,5	206	—
Chine et Corée du Nord	47	53	+ 12,8	53	—
Total monde	649	653	+ 0,6	677	+ 3,7

(*) Estimation.
(**) Prévision.
Source : I.I.S.I.

LES PERSPECTIVES DES MARCHÉS A L'HORIZON 1990
(millions de tonnes d'acier brut)

	1980	1985	1990	% de croiss. annuelle
C.E.E.	108	100	96	
Amérique du Nord	132	130	127	
Japon	79	73	73	
Autres pays industrialisés	46	47	50	
Total pays développés	365	350	346	— 0,2
Pays en développement	98	112	137	+ 4,1
Total pays à économie de marché	463	462	483	+ 0,9
Pays à économie planifiée	256	263	275	+ 1
Total monde	719	725	758	+ 0,9

Source : I.I.S.I.

LES GRANDS EXPORTATEURS
(en millions de tonnes — 1981)

Japon	28,5
R.F.A.	19,1
Belgique/Luxembourg	12,8
France	11,4
Italie	8,2
U.R.S.S.(E)	7,3
Espagne	5
Pays-Bas	4,9
Corée du Nord	4,6
Royaume-Uni	4,1

LES GRANDS IMPORTATEURS
(millions de tonnes — 1981)

Etats-Unis	17,7
R.F.A.	11,3
France	8,2
U.R.S.S. (E)	7,6
Italie	4,9
R.D.A.	4,5
Mexique	3,8
Pays-Bas	3,5
Royaume-Uni	3,3
Canada	3,1

(E) : estimation. *Source : I.I.S.I.*

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) — I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; *nos abonnés sont invités à formuler* leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

La Commission des opérations de Bourse exerce son contrôle sur les « placements miracles »

A l'inverse des placements financiers traditionnels qui font l'objet d'une réglementation très stricte, notamment sur les valeurs mobilières (actions, obligations), sous la responsabilité de la Commission des opérations de Bourse (COB), les placements en biens divers (1) (conteneurs, forêts, diamants, anneaux de port, vaches à lait...) n'étaient soumis jusqu'à présent à aucun contrôle particulier, en dépit des conditions mirifiques avancées par les vendeurs de ces *« placements miracles »*, dont il était difficile, pour l'épargnant moyen, de faire la part exacte entre la réelle opportunité d'investissement et le simple attrape-nigaud.

Depuis longtemps, le Bureau de vérification de la publicité (B.V.P.) et la COB avaient attiré l'attention des pouvoirs publics sur le haut risque que comportaient ces produits divers, mais ces deux organismes ne disposaient légalement d'aucun pouvoir pour intervenir.

Cette lacune est désormais comblée, puisque la loi du 3 janvier 1983 (complétée par les décrets du 2 mai de la même année) sur le développement des investissements et la protection de l'épargne prévoit que, depuis le 4 juillet dernier, les sociétés spécialisées dans cette catégorie de placements ne peuvent plus solliciter le public, sous forme de publicité ou de démarchage direct, sans avoir établi au préalable et soumis à la COB un document d'information destiné à apporter tous les renseignements utiles sur l'opération proposée.

Forte de cette nouvelle mission de surveillance des placements en biens divers gérés par des tiers (sociétés ou organismes divers), les services de la Commission des opérations de Bourse – dont les effectifs et les moyens financiers n'ont pas été accrus pour autant – ont entrepris un examen systématique des dossiers soumis à son approbation. Une quarantaine de *demandes ont été déposées pour* l'instant. Une quinzaine viennent de recevoir le « feu vert » sous la forme d'un *« numéro d'enregistrement »*, bien distinct du « visa » que la COB délivre traditionnellement au vu des notes d'information concernant des opérations sur valeurs mobilières.

Pour l'heure, ces numéros d'enregistrement, dont la liste peut être consultée au siège de la Commission (2), concernent diverses sociétés opérant sur les vins d'appellation d'origine contrôlée, l'immobilier de loisirs, les troupeaux de vaches, les bateaux de plaisance, les diamants, les forêts, les conteneurs, les wagons et les rentes viagères. La Commission a toutefois refusé un certain nombre de projets de placements forestiers, dans la mesure où les opérations visaient à proposer directement au public la souscription en espèces de parts de groupements forestiers en cours de constitution ou provenant d'une augmentation de capital de groupements déjà constitués. Or, selon les dispositions générales du code civil et de la loi du 31 décembre 1970, il est interdit aux sociétés civiles – puisqu'il s'agit bien de ce type d'activité – de faire publiquement appel à l'épargne.

Pas de « label de qualité »

En outre, la COB tient à souligner que ces numéros d'enregistrement ne constituent en aucune façon un quelconque *« label de qualité »* sur la qualité des biens ou l'opportunité des placements proposés. Bien plus, la Commission s'engage à assortir son agrément d'un certain nombre de réserves si besoin est. C'est ainsi qu'une compagnie diamantaire proposant un *« plan gemmes »* (lequel a obtenu un numéro) a été invitée à *« organiser la couverture du risque »* représenté par le stock de diamants détenu par la société, considéré comme un *« gage commun aux souscripteurs et aux créanciers »*, étant donné que ces souscripteurs ne deviennent pas propriétaires, au fur et à mesure de leurs versements, du stock de diamants détenu par la compagnie.

Voilà un ensemble de précautions qui doit constituer un garde-fou efficace contre des formes de placement plus ou moins fantaisistes proposées au public. Il reste que la nouvelle mission de la COB est légalement limitée aux produits gérés par des sociétés, excluant du même coup tous les produits que peuvent acquérir directement les particuliers – une vaste panoplie qui englobe à la fois la tabatière de Napoléon et ce *« précieux chef-d'œuvre de l'art numismatique susceptible d'acquérir une grande valeur historique »*, pour ne citer qu'une récente publicité.

En cas de contestation, ce type de produits apparaît plutôt du ressort de la commission de sécurité des consommateurs nouvellement mise en place par Mme Catherine Lalumière, mais la COB entend également *« aller au-delà de son nouveau rôle »* et informer le public sur tous les cas qui se trouveraient à la limite de sa compétence, *ainsi que nous l'a assuré* son président, M. Bernard Tricot.

SERGE MARTI.

(1) Dans son édition du 19 octobre prochain, *le Monde* publiera un dossier complet consacré aux placements et, notamment, aux produits divers.

(2) Commission des opérations de Bourse, 39-43, quai André-Citroën, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : 578-33-33.

Quand la COB tape du pied

Bien décidée à faire respecter les nouvelles prérogatives que lui confère la loi, la Commission des opérations de Bourse (COB) paraît autant résolue à délivrer les numéros d'enregistrement sur les dossiers qui le méritent qu'à taper sur les doigts des mauvais élèves qui n'ont pas respecté la règle du jeu.

Pour l'instant, deux officines, la C.E.C.M. et la Centrale de forêts françaises, spécialisées respectivement dans les placements en conteneurs et en forêts, se voient infliger un sévère rappel à l'ordre.

« Alors que la loi du 3 janvier 1983 sur la protection de l'épargne impose à toute personne qui diffuse des publicités ou recourt au démarchage en vue de l'acquisition de biens divers l'établissement et l'enregistrement préalable par la COB d'un document d'information relatif à l'opération proposée et aux personnes qui en prennent l'initiative », rappelle la tour Mirabeau, *ces deux sociétés n'avaient pas tenu compte de ce caractère « préalable »*.

Ainsi, explique la Commission, entre le 4 juillet 1983, date d'entrée en vigueur de la loi, et le 29 septembre dernier, date de l'enregistrement de leur document d'information, *« les sociétés C.E.C.M. et Centrale de forêts françaises ont continué à proposer au public, par voie de démarchage, des investissements en présentant des documents qui n'avaient pas encore été enregistrés par la Commission »*.

Considérant cette pratique irrégulière, la COB estime que les personnes qui ont conclu des contrats avec ces sociétés pendant ce délai de trois mois environ peuvent, aux termes des dispositions légales, *« demander l'annulation de ces contrats, lorsque l'épargnant n'a pas reçu le document d'information enregistré par la Commission »*.

Les deux sociétés ont d'ailleurs fait rapidement marche arrière en suspendant toute action de prospection et de vente et en s'engageant à considérer comme nulles les souscriptions éventuellement obtenues dans ces conditions, précise la COB.

Les dix premiers groupes exportateurs de France

	Chiffre d'affaires à l'exportation (en milliards de F)
1 – Régie Renault	32,3
2 – Peugeot S.A.	28,4
3 – Schneider S.A.	21,9
4 – C.G.E.	19,8
5 – Thomson	15,0
6 – Aérospatiale SNIAS	11,8
7 – Sacilor	11,0
8 – Rhône-Poulenc	10,6
9 – I.B.M. France	10,3
10 – Usinor	10,1

(Source MOCI nº 573 du 19 septembre 1983)

Les 1 280 firmes (2,2 millions de salariés) qui ont exporté au moins 40 millions de francs en 1982, ont assuré 72 % des ventes françaises de biens et services, soit 533 milliards de francs ; 545 d'entre elles ont fait plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'exportation : 262 entreprises – soit le cinquième – qui « pèsent » 80 milliards sont détenues par des intérêts étrangers. Concentration : la moitié des exportations de biens et services marchands a été réalisée par quelque 160 firmes qui individuellement n'ont pas vendu à l'extérieur pour moins de 600 millions de francs.

Suite à un sondage effectué par le MOCI, les États-Unis sont classés nettement en tête des « marchés-pays de demain », devant l'Asie, la C.E.E., le Proche-Orient et l'Afrique. Les grands concurrents restent dans l'ordre : le Japon, la R.F.A. et les États-Unis, précédant l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne.

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

• BERNARD HAUDEVILLE. – La Politique industrielle américaine.

Pour ne pas compromettre le principe de *la libre entreprise, est évitée avec soin cette* expression : « politique industrielle », si *bien qu'il n'y a pas de ministère (fédéral)* de l'industrie. Le *department of Commerce* (au sens ancien du mot *commerce*, franco-anglais) s'occupe, il est vrai, largement des questions industrielles, et elles ne manquent pas.

La suprématie dans le monde (qui s'exprime, sans ambages, dans l'expression courante : « *tout ce qui est américain est supérieur* ») peut se mesurer non seulement aux chiffres de production, mais aussi au nombre de revues scientifiques (37 % des 2 000 existant dans le monde) ou de scientifiques : pour 10 000 salariés et, plus encore, aux dépenses de recherches et de développement (2,23 % du P.I.B. contre 1,93 % au Japon et 1,76 % en France).

Trois directions : politique de la *science* et de la *technique*, politique *sectorielle* et politique de la *concurrence*. Souci premier : l'efficacité.

Très inégaux en industrie, les Etats formulent parfois des prévisions orientées qui ressemblent fort à un plan. Tel est en particulier le cas de la Californie : plus stimulée que d'autres par l'essor du Japon, elle n'hésite pas à employer l'expression réprouvée : « politique industrielle ».

Nombreuses et de diverses formes sont les aides, parfois par le moyen de crédits militaires (Lockeed, Mac Donnel, etc.) ; ce fut notamment le cas de l'archaïque sidérurgie, sous Carter.

Ces multiples mesures, souvent approuvées par les libéraux, ne font pas oublier la question fondamentale de la concurrence : la législation de base antitrust remonte curieusement à l'« avant-première guerre ». Le délit se juge surtout à l'indice Herfindhal. En cas de fusion, par exemple, il ne doit pas monter de plus de 100 points. Le vent souffle aujourd'hui à la tolérance et au contrepoids, par l'aide aux petites et moyennes entreprises.

En conclusion de cet excellent ouvrage, le maître assistant à l'université d'Orléans évoque le risque permanent de repli et de protection.

Annexes, bibliographie.

★ PUF et université d'Orléans. Paris et Orléans, 1983. 24 cm. 158 pages. 70 F.

• JEAN-PIERRE BERTRAND, CATHERINE LAURENT ET VINCENT LECLERCQ. – Le Monde du soja.

Un agronome, un vétérinaire, tous deux économistes, et un ingénieur ont uni leurs efforts pour montrer, sous une forme attrayante, l'importance de ce premier « oléo-protéagineux », et des problèmes posés par lui dans un monde à la recherche, précisément, de corps gras et de protéines.

Premier avantage de ce végétal : s'occupant lui-même de son azote, il n'éprouve pas le besoin d'engrais azotés. Deux bons schémas nous montrent, l'un le cheminement *de la graine aux produits finals*, l'autre les circuits de cette substance dans le monde.

Premiers en place, les Etats-Unis ont été *suivis par le Brésil, talonné* maintenant par l'Argentine et l'Uruguay, qui ne seront sans *doute pas les derniers dans la course*. En France, le conflit se pose pour l'alimentation du bétail, entre ces tourteaux, chargés de protéines, et ceux d'arachide ; lutte inégale, que le paysan sénégalais ne peut soutenir que par l'extrême modestie de son gain. Il eût été utile de retracer les efforts, vains jusqu'ici, des agriculteurs français et de l'INRA, pour acclimater ce produit, comme naguère le maïs. C'est surtout sur les produits concurrents que portent les efforts ; *le plan est à la recherche* de protéines.

Quant au « bifteck de soja », succédané de viande à base végétale, il joue un rôle *plus important aux Etats-Unis* et en Union soviétique que sur le continent européen occidental.

★ « La découverte », Maspero. Paris 1983. 18 cm. 127 pages. 28 F.

• BERNARD CHAVANCE. – Le Système économique soviétique.

Dès le début, au premier plan, le manque de main-d'œuvre résultant du ralentissement démographique. L'emploi féminin est important, surtout au bas de l'échelle, de sorte que le salaire moyen des femmes est inférieur d'un tiers au salaire moyen masculin. Le *droit au travail*, proclamé par la Constitution de 1977, est assorti d'une *obligation de travailler*, quelque peu battue en brèche par l'absentéisme et le *droit de mobilité* (utiles auraient été ici des vues sur les activités clandestines, assez largement *répandues, même pendant les heures de travail* réglementaires). Il domine encore largement, le *salaire aux pièces, assorti, il est* vrai, d'une bonne norme minimale.

Resserré depuis 1956, l'éventail des salaires irait de 75 roubles par mois pour la femme de ménage, à 200 ou 250 pour le docker, et moins, semble-t-il, pour les ingénieurs et techniciens. L'éventail total à Leningrad va cependant de 1 à 11, et nombreux sont, en supplément, les primes et avantages en nature, ainsi que les surclassements.

L'augmentation de la mortalité et de la mortalité infantile est dûment soulignée, mais avec des chiffres quelque peu excessifs parce qu'entachés de biais statistiques.

L'exécution du plan freine paradoxalement le progrès technique, et, plus généralement, le décalage est important entre l'imposant appareil scientifique et le système productif. Nombreuses et fréquentes sont les pénuries, exception faite pour la vodka. En fin de compte, la clef se retrouve, ou plutôt se cherche, comme partout : la productivité.

Intéressante mise au point du jeune assistant de Paris-VII.

★ Le Sycomore. Paris, 1983. 20,5 cm. 115 pages. 33 F.

• ADEF – Les Enjeux de la fiscalité française. Préface de Pierre Henri Derycke. Introduction de Y. Dauge.

Aussi vieille que la terre, ou du moins que sa possession, la fiscalité foncière reste le sujet éternel, nous n'osons pas dire d'avenir. Ce capital, bien visible, « au soleil », incapable de s'échapper, est presque provoquant devant le fisc affamé, et cependant...

L'ADEF, Association pour le développement et la diffusion des études foncières, a organisé l'an dernier deux journées de débats auxquelles ont participé vingt-trois personnes, parmi lesquelles E. Claudius-Petit, J.-L. Guigou, J.-M. Legrand, des représentants du ministère de l'urbanisme et du logement.

La première partie est consacrée à l'expérience : ce qui a été fait en Angleterre (*J.-M. Legrand, D. Farris, I. Mac Donald*), aux Etats-Unis (J.-M. Legrand, O. Oldman), en Allemagne (R. Stich), en Belgique (F. Haumont). Utile eût, sans doute, été le rappel de la réussite du sablonneux Danemark, par l'effet du georgisme.

Les conditions des impôts fonciers en France font l'objet de la seconde partie, particulièrement pour l'agriculture.

Enfin, la troisième partie, « Perspectives », sur les données d'une réforme, a le mérite de dégager les divergences assorties parfois de confusions, qui apparaissent déjà dans les définitions. L'aspect social tient lui aussi sa place, puisque, selon A. Sallez « *taxer les terrains à raison de leur valeur potentielle serait attaquer la seule valeur-refuge dont disposent les gens de condition modeste* ». Cette thèse du « petit propriétaire foncier méritant » peut aller loin.

Par contre, favoriser la propriété immobilière, c'est, selon *J.-L. Guigou*, pénaliser l'économie.

Toutes ces vues, fatalement partielles et parfois affectives, auraient besoin d'un sérieux appui comptable à l'échelle nationale.

Au cours d'une « table ronde », P. Calame a présenté les propostions du ministre de l'urbanisme et du logement, comportant dissociation du sol et de la construction.

Ainsi, si simple qu'elle soit en apparence, cette question offre tant de divergences d'objectifs, donc de solutions, qu'inévitable sera un laborieux compromis final. Seul recours de l'homme politique, évidemment : *trancher*.

★ Economica. Paris 1983, 24 cm, 287 pages, 95 F.

• FRANÇOIS RÉGIS MAHIEU (sous la direction de). – Économie 1983.

Effort méritant de l'université de Perpignan, et notamment du professeur Mahieu, ce volume déborde largement, sans les oublier, les intérêts locaux, sous forme de sept articles. Sous le titre simple et berceur, « Abondance », H. Solans nous transporte des désirs à la réalité, sans attacher cependant *une place suffisante aux* services purs. Bien loin, lui, de toute abondance, D. Regnier Desjardins *présente* le problème agro-alimentaire de pays peu développés (Afrique surtout), d'une façon qu'on aurait, en dépit d'annexes statistiques, souhaitée plus positive.

La planification et la politique industrielle du Maroc sont présentées par Ali Allali.

Signalons enfin que, sur l'économie post-keynésienne, J.-M. Brixall, *professeur* à Barcelone, nous donne à penser qu'il faudrait enfin sortir du globalisme keynésien, même s'il s'agrémente du préfixe *post*.

★ Université de Perpignan, 1983, 199 pages, 24 cm.

• PASCAL ARNAUD. – Amérique latine, la formation de l'économie nationale. Argentine et Mexique. Préface de Celso Furtado.

Dans ces pages consacrées à une phase historique insuffisamment fréquentée, c'est la question, tout actuelle, du sous-développement qui en réalité est en jeu, avec la distinction quelque peu « engagée » *entre centre et périphérie. En fin de lecture*, nous la trouvons bien, cette question brûlante, déjà posée en somme dans la courte préface du célèbre économiste brésilien.

★ Publisud. Paris, 1983, 21 cm, 154 pages, 65 F.

Comment les Français ont-ils payé leurs impôts ?

(Suite de la page 19.)

Un enseignant lillois (trente-cinq ans, célibataire, à peine 6 000 francs par mois) : « *A vrai dire, je n'ai pas ressenti cette ponction supplémentaire comme insupportable, mais à condition qu'elle soit accidentelle. D'accord pour une année, on comble le trou. Mais si cela devait se renouveler...* »

Un démarcheur dans une banque de l'agglomération lilloise (trente-cinq ans, marié, deux enfants, un revenu mensuel de 14 000 francs pour le ménage) : « *Ces impôts supplémentaires ne m'ont pas posé de problème particulier. Tout de même, il vaudrait mieux favoriser l'épargne que d'augmenter l'impôt. On arrive à un degré de saturation.* « *Ils* » *vont écœurer les gens, et cela va favoriser le travail au noir.* »

La débrouille

On entre ici dans le domaine de la parade. Les problèmes posés par les suppléments d'impôts exigés en juillet et en septembre n'ont généralement pas été jugés insurmontables, même s'ils ont demandé, sous des formes différentes, quelques sacrifices. Mais le sentiment de les voir augmenter aujourd'hui pour augmenter plus encore demain (effet de tendance) amène bon nombre de contribuables à regimber. Celui-là décide de ne plus se faire payer ses heures supplémentaires, mais de les récupérer. « *J'aime beaucoup la chasse !* », confie-t-il. Cet autre refuse une augmentation destinée à compenser une charge de travail supplémentaire : il recevra en contrepartie des bons d'essence, avantage estimé à 1 000 francs par mois approximativement, et non déclaré. Un professeur de musique, dont le mari est avocat, presse ses clients de la payer de la main à la main. « *Autrement, on ne s'en sort plus* », affirme-t-elle. Hommes et femmes se trouvent ou se retrouvent des âmes de bricoleurs et se communiquent les moyens de faire de la plomberie à domicile. Certains vont jusqu'à se faire mettre indûment en congé maladie, ce qu'ils n'avaient jamais osé faire auparavant. Beaucoup, enfin, s'interrogent sur la nécessité de faire rentrer deux salaires au foyer, si l'un de ces deux salaires (le plus souvent celui de la femme) sert pratiquement à payer les impôts.

Cette attitude est-elle celle de gens aisés ? Les moins riches craignent aussi la contamination. Un cadre commercial de cinquante-quatre ans, vivant à Brest et gagnant 9 000 francs par mois, le dit bien : « *Ce ne sont pas les catégories les plus aisées qui sont touchées. Les choses vont empirer, car, après avoir saigné les entreprises, le gouvernement va les aider. Il lui faudra trouver l'argent auprès des contribuables.* »

Est-il donc si isolé, cet ingénieur commercial en informatique dont les revenus — sa femme ne travaillant pas — s'élèvent à 18 000 francs par mois ? Il dit : « *Payer nos impôts, ça fait partie de la règle du jeu. Bien sûr, ça dérange, mais les gens aisés doivent être les premiers à contribuer ? N'y a-t-il pas plusieurs milliers de Français qui sont payés au SMIC ? Qu'est-ce qu'ils doivent penser quand M. Delors prend ses exemples dans des ménages qui gagnent 45 000 francs par mois ? Il y en a beaucoup comme ça ? Tout le monde râle après l'impôt, mais quel est le souci d'entraide des individus, que faisons-nous pour faire avancer les choses ? On voit plutôt que chacun tire la couverture à soi.* »

FRANÇOIS SIMON.

Enquête réalisée en province par nos correspondants à Bordeaux (Pierre Cherruau), à Marseille (Jean Contrucci), à Lille (Jean-René Lore), à Nancy (Jean-Louis Bemer) et par notre envoyée spéciale en Bretagne, Marie-Christine Robert.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société Internationale de
TOURISME ET VOYAGES
Recherche urgent

UN DIRECTEUR POUR L'AGENCE DE PARIS

Il dera dynamiser son équipe de collaborateurs, élargir la clientèle, développer de nouveaux services, créer de nouveaux points de vente.

Il sra doté d'un sens commercial élevé, rigoureux et entreprenant, expérimenté dans la vente de services (5 ans minimum). La pratique de l'espagnol sera très appréciée. Rémunération élevée, perspectives intéressantes, offertes à candidat de valeur.

Adsser lettre manuscrite, c.v., photo, salaire actuel, à :
BM - INST. FOHREM,
8, av. Georges-Clemenceau, 91300 MASSY
qui transmettra.



SOCIETE FRANCAISE
DE PRODUITS CHIMIQUES
a activités multinationales recherche

SECRETAIRE GENERAL

FORMATION :
Grandes Ecoles, HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po, ECP, MINES.

Expérience 5 à 10 ans

FONCTIONS :
il aura les responsabilités suivantes : juridique, fiscalité, trésorerie, personnel, assurances, relations avec banques et administrations.
Anglais - allemand souhaités.

Env. C.V. et prétentions s/réf. 4037 à
PIERRE LICHAU S.A. BP 220 -
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



Directeur commercial — 300.000 F

Industrie agro-alimentaire-produits carnés - Cette société à taille humaine (240 personnes - chiffre d'affaires 210 millions de francs en 83) connaît depuis quelques années un fort développement dans le domaine de l'élaboration et de la distribution de viande sur Paris et sa région. Elle crée la fonction de directeur commercial. Sous l'autorité du président directeur général et en étroite relation avec les responsables de la production et de la logistique, il aura pour mission d'accroître le chiffre d'affaires réalisé auprès des collectivités et de développer le créneau de la restauration privée. A moyen terme, il s'attachera à valoriser les atouts de la société sur les marchés export. Il sera secondé dans cette tâche par une équipe de 6 collaborateurs qu'il pourra rapidement étoffer. Ce poste basé en proche banlieue sud de Paris conviendrait bien à un diplômé de grande école de commerce âgé d'au moins 32 ans. Il aura démontré ses qualités d'animateur et de gestionnaire dans une expérience de terrain acquise de préférence dans l'agro-alimentaire. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2447M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Crédit manager — 200.000 F

Cette société (chiffre d'affaires 83 : 100 millions hors taxes, 65 personnes) commercialisant des produits de grande consommation du secteur loisirs recherche son credit manager. *Rattaché au directeur administratif et financier* mais bénéficiant d'une large autonomie de fonctionnement et de décision, il se verra attribuer toute la gestion de la comptabilité clients (encaissements, recouvrement et relations avec les clients : 2 500 comptes clients) et le contrôle du crédit (détermination des en-cours clients et des conditions de paiement). Il dirigera un service de trois personnes et travaillera en relation constante avec le département commercial. Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une expérience de 3 ans au moins de la fonction, si possible dans une société de distribution de produits de consommation durables (hi-fi, matériel vidéo...). Il sera familiarisé avec l'utilisation de l'outil informatique (IBM 34). La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2449M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Un Syndicat professionnel dynamique regroupant un très petit nombre de grandes entreprises françaises à vocation internationale recherche son

Directeur des affaires économiques et financières

X, CENTRALE, ENSAE ... HEC, ESSEC ... DES éco ou gestion (32 ans min.)

Directement rattaché au Délégué Général, il aura pour missions :
- de préparer, en liaison avec les adhérents et à leur demande, les dossiers économiques et financiers de la profession (en particulier dans les domaines des prix et des investissements) dossiers destinés le plus souvent à l'administration,
- de réaliser certaines études conjoncturelles et prévisionnelles ainsi que des études de marché, ...

Il entretiendra des contacts à tout niveau dans les milieux industriels concernés, l'Administration, l'interprofession, les organismes de conjoncture. Il bénéficiera du concours des services fonctionnels du syndicat. Ce poste qui assure d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière ne peut convenir qu'à un candidat d'excellent potentiel, fin négociateur, pragmatique, de formation supérieure (complément de formation en économétrie appréciée) et pouvant justifier d'une expérience similaire acquise, soit dans une entreprise industrielle, une administration, à la direction industrielle d'une grande banque ou dans une société de conseil. Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73686/M à Mme CLERE, Sélé- CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE RESTAURATION

Ingénierie et Gestion Hôtelière de Bases vie à l'Etranger.
RECHERCHE, dans le cadre de son expansion rapide et constante.

DIRECTEURS DE FILIALES

ASIE, AFRIQUE et MOYEN ORIENT.

Vos qualités de gestionnaire sont primordiales.
Vous êtes capable d'autonomie et d'initiative.
Votre combativité et votre disponibilité comptent parmi vos meilleurs atouts.
Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie dans un poste de niveau similaire et vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Il est préférable que vous ayez *une formation supérieure de gestion et / ou hôtelière et une expérience de l'expatriation* si possible dans notre secteur d'activité.

Nous offrons :
— un statut cadre expatrié (déplacement 3 à 10 mois).
— Un salaire, negociable, motivant et évolutif, net d'impôts et surtout la réelle possibilité d'une évolution de carrière à la mesure de vos résultats.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite + C.V. et photo à
C.I.R., Direction du Personnel, 25, bd Edouard Herriot 13008 MARSEILLE.



Directeur administratif et financier

Le candidat devra à l'aide d'une petite équipe comptable : Superviser la comptabilité anglo-saxonne. Elaborer un contrôle de gestion performant. Assurer toutes les fonctions administratives et de gestion du personnel (25 personnes). Etudier et implanter une informatique adaptée à la société.

L'expérience de la fonction administrative et financière (3 ans minimum) suivant les normes anglo-saxonnes, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'outil informatique seront à justifier.

Une bonne connaissance des circuits sélectifs de la vente de produits de luxe serait très appréciée.

Formation supérieure DECS ou équivalent — Très bonne maîtrise de l'anglais — La pratique de l'italien serait un plus.

D'une *excellente présentation*, le candidat doit avoir le goût du travail *en équipe* et un très grand sens de la communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23015 à :

MRI conseil Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly.

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

DIRECTEUR DE FROMAGERIE

Sud-Ouest
Agro-alimentaire

Un des premiers groupes coopératifs de l'industrie laitière (C.A. 1,4 milliard - effectif 2.200 personnes), fortement implanté sur le Sud-Ouest, recherche UN DIRECTEUR DE FROMAGERIE pour un nouvel établissement spécialisé dans la fabrication d'un fromage à pâte pressée leader sur son marché. Dans le cadre d'un budget, à la définition duquel il aura participé, il sera responsable de la gestion technique *(fabrication, contrôle qualité, affinage,...)*, administrative (comptabilité analytique, contrôle budgétaire,...) et humaine de cette structure. Il sera responsable de son compte d'exploitation et il définira, animera et contrôlera les activités d'une équipe d'une trentaine de personnes assurant une production de plusieurs milliers de tonnes, au moyen d'un outil industriel extrêment performant. Ce poste pourra à terme évoluer vers la direction d'un établissement plus important. Le candidat retenu, *âgé d'au moins 30 ans, de formation* type ENSAIA, IESEL,... possèdera une expérience professionnelle acquise si possible dans la fabrication de fromage à pâte pressée. Il sera un excellent technicien et un meneur d'hommes.
Ecrire sous référence 629/M à.

GRH conseils
3 avenue de Ségur - 75007 Paris.
Discrétion assurée.

1 DIRECTEUR ADMINISTRATIF COMPTABLE ET FINANCIER

entreprise vente au détail C.A. 500 millions. Effectif 500 personnes. Ecrire sous réf. 11,254 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS, CEDEX 02 qui transmettra.

M.J.C. Paris
recherche

DIRECTEUR(TRICE)

bon(ne) gestionnaire, minimum 3 ans exp. dans poste similaire milieu associatif. Disponibilité immédiate. Envoyer lettre de candidature manuscrite, c.v., et prétentions à M. le Président M.J.C. Point-du-Jour, 1, rue du Général-Malleterre. 75016 Paris.

directeur commercial

ELECTRONIQUE — **PARIS**

Société Française, nous appartenons à un Groupe d'envergure international et connaissons une croissance que tous nos concurrents envient (CA X 6 en 4 ans). Sur un marché lié à l'**ELECTRONIQUE** et les **MICROPROCESSEURS**, nous occupons un créneau important : commercialisation d'une gamme modulaire de machines destinées aux industries de l'impression (photogravure). La technologie de pointe que nous mettons en œuvre constitue notre force.
C'est dans cet environnement que nous vous proposons de prendre la direction commerciale de notre société.
Animer et gérer une petite équipe d'ingénieurs Commerciaux de haut niveau, définir notre politique commerciale et les objectifs annuels, établir les méthodes d'animation, participer aux négociations importantes... telle est votre mission.
Vous possédez bien sûr une expérience réussie dans le secteur Electronique, si possible dans un domaine proche des arts graphiques. Vos qualités personnelles, autorité naturelle, sens de la négociation et du management vous permettront de réussir dans ce poste à responsabilités. La maîtrise de l'Anglais dans notre Groupe anglo-saxon est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence CGB 21 à notre Conseil qui traitera les dossiers en toute confidentialité.

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75012 PARIS

OSMCA

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

UNE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE POUR LES TRAVAUX DE GENIE CIVIL D'UN IMPORTANT CHANTIER

D'AFRIQUE NOIRE :

DIRECTEUR ADJOINT DU SERVICE MATERIEL

Sous l'autorité du directeur matériel et magasins, il assurera la gestion de l'ensemble du parc (matériels de transport, levage et manutention) et des ateliers de maintenance (ateliers généraux et ceux *des zones de préfabrication). Agé de 35 ans minimum, cet ingénieur A.M. ou équivalent aura une* expérience conséquente du génie civil et des grands chantiers à l'étranger. Il s'appuiera sur une équipe d'une centaine de personnes. L'anglais est indispensable (Réf. 731 M)

CHEF DU PERSONNEL

Sous la direction du directeur administratif du chantier, il assurera la gestion des expatriés (150 personnes) et du personnel local (1500 personnes) : paye, suivi des congés, visas, allouance, etc...
Cet homme de terrain, âgé de 40 ans minimum, aura une expérience similaire sur un important chantier à l'étranger. L'anglais est indispensable (Réf. 733 M)



Conditions d'expatriation particulièrement attractives (vie en famille possible).

Envoyer CV détaillé, NUMERO DE TELEPHONE et prétentions en précisant la référ. du poste choisi à Contesse Publicité 20 Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

Société travaillant à l'exportation sur le **Moyen Orient**
recherche

UN SPECIALISTE DES TRANSPORTS

- Il coordonne le travail de 15 à 20 collaborateurs, organise les transports maritimes, aériens et routiers de matériels très divers.
- Il entretient les contacts avec les transitaires et suit la gestion financière de l'ensemble des opérations.
- Il a 5 à 10 ans d'expérience dans une fonction identique. Un bon esprit d'équipe et d'animateur est indispensable.

La pratique de l'anglais parlé et écrit est exigée.

Si vous êtes intéressé, merci d'envoyer CV. + photo et rémunération souhaitée à Monsieur Roger ERNOUX - 75, Bd Richard Lenoir - 75011 PARIS, qui transmettra.

Importante société de travaux publics
présente dans 26 pays

recherche pour ses chantiers en
AFRIQUE DU NORD

un responsable administratif et comptable

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera chargé, à la tête d'une équipe d'expatriés, de coordonner toutes les activités des Services comptable, administratif, financier, et gestion de Personnel.
Il aura acquis une expérience analogue à l'étranger et sera disponible à court terme.

Le poste offre des perspectives de carrière. La Société propose un contrat à durée indéterminée et des avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 4100 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY

DIRECTIONS
Nationales et Internationales

GFI

BANQUE DES SPÉCIALISTES DE LA BANQUE POUR UNE GRANDE SSCI

Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE?** Une des premières SSCI en France, une gamme de services très diversifiés offerts en particulier aux banques et établissement financiers (conseil, études et réalisations, progiciels, télématique, ingénierie...).

Notre offre? rejoindre à Paris notre Division Banque pour participer au renforcement de notre activité dans ce secteur.

directeur de projets (260.000 +) réf. : MB 01

Vous avez acquis une large connaissance du fonctionnement administratif bancaire à des postes tels que : contrôleur de gestion, organisateur, responsable en services centraux ou en agence... et pourquoi pas leader de projets informatiques.

Vous prendrez en charge, y compris au plan de la gestion, un secteur de l'activité de la Division. Vous pourrez avoir la responsabilité de grands projets, valoriser votre compétence de généraliste et vos capacités d'animateur, exercer votre sens de la négociation. Elément moteur du développement, *vous y trouverez les possibilités d'évolution de carrière que* vous souhaitez.

Apportez votre compétence bancaire, nous vous donnerons, si nécessaire, la compétence "Société de Services".

Nous garantissons une totale discrétion.
Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à P. A. DUJARDIN
GFI - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

GUADELOUPE

Groupes d'entreprises pleine expansion secteur Distribution Alimentaire recherche

CHEF COMPTABLE

— 30 ans environ —

Il dépendra du Directeur Financier.

- DECS compt. ou équivel.
- Bonne connaissance et pratique de l'outil informatique.
- Expérience professionnelle 2-5 ans.
- Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer c.v., lettre, photo et prétentions à
D. GROSJEAN
STEP CONSEIL
97, rue Vieille-du-Temple,
75003 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ A DAKAR

RECHERCHE SON FUTUR RESPONSABLE

Comptabilité - Informatique

H.E.C., SUP. DE CO + D.E.C.S.

Mise au point et application des procédures liées à un système de gestion informatisée.
Une expérience réussie de plusieurs années est souhaitée.

Adresser lettre et curriculum vitae sous n° 11.690 M,
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Une importante Entreprise de B.T.P. largement présente dans le monde
recherche
pour la réalisation
de chantiers d'hopitaux
en Arabie Saoudite

des ingénieurs débutants

Les candidats retenus, issus d'une grande Ecole, auront de préférence choisi une option bâtiment, ou électricité.
Ils seront obligatoirement anglophones.
Les postes sont à pourvoir rapidement, en célibataires.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous réf. 4096 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

LEVI TOURNAY



LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DU GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON

recherche

20 INGÉNIEURS et TECHNICIENS SUPÉRIEURS

désireux de se former à la Maintenance Industrielle et de se préparer à l'Expatriation dans le cadre d'opérations de Transfert de Technologie

- Formation : 1200 heures/8 mois.
- *Dates : 2 novembre 83/1er juin 84.*

Possibilité stage pratique à l'étranger (ANGLAIS INDISPENSABLE).
Rémunération par l'Etat (FNE ou IF des ASSEDIC).

RENSEIGNEMENTS : Centre de Formation Permanente, Nicole *AUPLAT*, 23, avenue *Guy-de-Collongue*, 69130 ECULLY. Tél. : (7) 833-81-22.

Important établissement financier exerçant son activité au **CAMEROUN** recherche :

3 INFO
3 COMPT. CONFIRMÉS

Conditions à remplir :
- Etre de nationalité camerounaise ;
- Etre de bonne moralité, *d'une grande disponibilité* et avoir le sens de l'organisation, et

POUR LES INFORMATICIENS :
- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures en informatique (grande école d'ingénieurs ou université);
- Avoir une expérience d'environ 3 ans, acquise de préférence sur le matériel DPS/CII-HB.

POUR LES COMPTABLES :
- Etre titulaire du diplôme *d'études comptables* supérieures (DECS complet):
- Avoir une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans un service comptable.

Les candidatures complètes (c.v. et photocopies des diplômes) seront adressées au Cabinet S. BAILLY (6637), 40, avenue Hoche, Paris.

ÉTRANGER (1) 372-45-52
FIELD ENGINER

MECHANICAL ELECTRICAL
(ingénieur bâtiment bilingue) pour contrôle chantiers, sous-traitants, main-d'œuvre, planning, *qualités d'exécution.* Bon niveau anglais courant et technique pour réunions, coordination chant., dont 50 % d'effectifs U.S.A.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



CREATION DE POSTE

AUSSEDAT - REY

7 usines - 4000 personnes - 2,5 milliards de C.A.

LEADER FRANCAIS DES PAPIERS IMPRESSION - ECRITURE

crée dans le cadre de son
DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
un poste de

Chef de Marché Export

directement rattaché au Directeur de l'Exportation.

Il sera responsable de :
- l'accroissement de la pénétration dans les pays dont il aura la charge
- l'animation des agents en place
- la création de nouveaux réseaux
- l'analyse des marchés.

Une première expérience de l'exportation (notamment overseas) si possible dans les papiers Impression Ecriture, la maîtrise de l'anglais et de l'italien, le goût du challenge, sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste qui exige une grande mobilité.

Formation supérieure. Age 30 ans environ.
Siège : proche banlieue Sud-Ouest (Velizy).

Cabinet Lecomte — *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients*

4, rue Amiral Courbet 75116 Paris s / réf. 80187

An agency requires a public information officer to work in the Middle East and elsewhere and to maintain contact with the media. The successful candidate will have a university degree or equivalent experience ; not less than five years' professional experience in journalism or public relations ; full command of English, English or French mother tongue ; readiness to travel widely over extended periods of time. Knowledge of Middle East environment and Arabic language desirable.

The position carries annual tax-free salary and allowances of about US $ 35,000 plus benefits. Write *with detailed curriculum* vitae, work samples and photo to :

Deputy Chief, Personnel Services Division - EVN/12/83 (B)
UNRWA HQ (Vienna)
Vienna International Centre
P.O. Box 700
A-1400 Vienna
Austria.

---

emplois régionaux

Responsable
de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
au Crédit Agricole de l'Aube

Vous avez un DECS ou une formation équivalente, vous avez une bonne pratique fiscale et le sens de la Direction d'une équipe.

Alors vous êtes capable de prendre en charge la comptabilité de gestion de la Caisse Régionale et la gestion fiscale.

Merci d'adresser candidature, c.v. et photo à :
CRCAM de l'AUBE, 269, faubourg Croncels
502 X 10088 Troyes Cedex.

ORGANISME H.L.M.
région Rhône-Alpes

recherche

UN(E) ARCHITECTE

ayant quelques années de pratique

POSTE A POURVOIR A COMPTER DU
1er JANVIER 1984

Ecrire avec c.v., photo av. le 20 octobre 1983 s/n° 8 936
le Monde Pub., service Annonces classées
5, rue des Italiens 75009 Paris.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS RHIN-RHONE
chargée de l'exploitation des axes autoroutiers PARIS/LYON et BEAUNE/MULHOUSE, recherche
pour **DIJON**

RESPONSABLE FONCTIONNEL

au niveau central de l'activité

ENTRETIEN DES VÉHICULES, MATÉRIEL TP ET BATIMENT

position cadre, 35 ans minimum.

MISSIONS PRINCIPALES :
- Élaboration et suivi de l'application des normes et méthodes d'entretien (matériels roulants, engins TP, bâtiments).
- Gestion technique des matériels et engins (choix, seuils de renouvellement, inventaires et systèmes d'informations, etc.).
- Assistance technique auprès de 5 cadres, des directions régionales d'exploitation.

COMPÉTENCES DEMANDÉES :
- Diplôme d'ingénieur AM/ENSM ou équivalent.
- En même temps homme de gestion et spécialiste en mécanique.
- Expérience *d'une dizaine d'années dans une activité* pouvant être considérée comme analogue (gestionnaire d'un parc de matériels TP par exemple).

La rémunération, qui tiendra compte de l'expérience, ne sera pas inférieure à 145.000 F annuels + voiture de fonction ; une disponibilité rapide sera un atout supplémentaire.

Adresser curriculum vitae détaillé avec prétentions à :
SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS RHIN-RHONE,
SERVICE DES RELATIONS HUMAINES,
36, rue du Docteur-Schmitt,
21000 DIJON SAINT-APOLLINAIRE.

Établissement financier
récent
lié à un groupe dynamique

(FINANCEMENT IMMOBILIER)

recherche son

TRÉSORIER

(GESTION DE L'ENCADREMENT,
MARCHÉ MONÉTAIRE, HYPOTHÉCAIRE, etc.).

Plusieurs années d'expérience à ce poste sont indispensables.

Directement *rattaché* au *gérant*, il *aura une réelle* opportunité pour exprimer ses compétences au sein d'une équipe dynamique.

Poste à pourvoir à : LYON PART-DIEU.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions ou dernier salaire à :
G.M.G., 4, boulevard Eugène-Déruelle, 69003 LYON.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



SALOMON ANNECY

Leader mondial des articles de sports d'hiver : Fixations et Chaussures de ski.
Notre croissance rapide et la mise en place de notre politique participative mobilisent de plus en plus notre Direction du Personnel et l'amènent à rechercher un ADJOINT pour le

Développement du potentiel

Cette valorisation de notre potentiel humain (900 p. en France et 300 p. à l'étranger) est une condition de notre réussite actuelle et future. Vous participerez à l'élaboration de la politique de personnel et serez chargé plus particulièrement du développement de la FORMATION et de la COMMUNICATION (réunions d'échanges, groupes de progrès...).
Votre expérience vous sera indispensable mais nous accorderons une importance primordiale à vos qualités humaines.
Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à Michel COUPAT - SALOMON
Chemin de la Prairie Prolongé - 74000 ANNECY

Organisation et Publicité

Centre-Ouest

CHEF COMPTABLE

Filiale d'un important groupe français, cette société (700 MF - 220 personnes) connaît un fort développement. Sa réussite s'appuie sur la haute technicité de ses outils de production, la qualité de ses produits et la performance de son organisation. Mais c'est surtout grâce à un travail d'équipe qu'elle peut progresser sur son marché.
Elle recherche son chef comptable, responsable de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, du suivi de la trésorerie et des questions fiscales et juridiques. Il anime et supervise son équipe composée de 5 personnes.
Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la comptabilité, 28 ans minimum, possédant le DECS ou équivalent, justifiant d'au moins 5 ans d'expérience dans une entreprise à gestion informatisée.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21867 D, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 120 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.
ou à
EGOR OUEST ATLANTIQUE
5 rue de Crébillon 44000 Nantes.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Vous êtes de formation supérieure ou équivalent, vous possédez plusieurs années d'expérience dans le domaine du transport, des stocks et de la gestion de magasin.
Nous vous proposons de devenir au sein de notre société filiale du
GROUPE THOMSON

LE RESPONSABLE
de notre centre de stockage et d'expéditions

à la tête de cet établissement décentralisé, vous aurez l'entière responsabilité de l'activité de 25 personnes qui y travaillent et vous participerez à la mise en place de notre nouveau système informatique.
Ce poste situé en Eure-et-Loir est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :
E. CONSTANT - SEH 44, Avenue de Chatou - BP 239
92504 RUEIL-MALMAISON CEDEX



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa succursale de
LILLE

ATTACHE COMMERCIAL
CLIENTELE DEPOSANTE
(PARTICULIERE ET INSTITUTIONNELLE)

De formation supérieure (commerciale, économique et technique bancaire) il aura pour mission de développer le fond de commerce de la succursale et pour ce faire aura déjà acquis une première expérience d'environ 5 ans dans l'exploitation bancaire de clientèles déposantes.

Envoyer C.V., photo et prétentions
à la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
Service Recrutement Cadres - 4, rue Gaillon - BP 89
75060 PARIS CEDEX 02.

Notre Groupe est le leader mondial du Contrôle et de l'Inspection des matières premières et d'un certain nombre de produits à l'importation et à l'exportation. Il recrute pour son Agence du Havre, spécialisée dans le contrôle des produits pétroliers et pétrochimiques un :

ADJOINT AU DIRECTEUR D'AGENCE

Il assiste celui-ci dans la supervision des équipes de contrôleurs qui effectuent les prélèvements des produits lors du chargement ou du déchargement des navires, il contrôle et anime l'activité du laboratoire qui fait les analyses correspondantes, il participe à l'étude et à la mise en oeuvre des produits et services nouveaux de contrôle, mesure et analyse demandées par nos clients, opérateurs internationaux. Le candidat idéal est un ingénieur physique-chimie qui a une expérience de 2 ans dans le *domaine pétrochimique*, l'*engineering* ou la production, ou qui, débutant, a effectué des stages appropriés dans ce domaine. Il a en outre de très bonnes notions d'anglais. Ce poste débouche à 3 ou 4 ans sur une carrière internationale et les candidats doivent être intéressés par cette possibilité d'expatriation. Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre et prétentions à Division du Personnel

SGS FRANCE s.a.
16 rue du Louvre - 75001 PARIS

Jeunes ingénieurs, pour vous, bien s'intégrer c'est...

Avoir des idées nouvelles et pouvoir les exploiter mais pas dans n'importe quel contexte.

Au sein de petites équipes, vous participerez à la création de la VAO (Vente Assistée par Ordinateur).
Capables de véhiculer l'innovation, vous prendrez rapidement des responsabilités sur des projets nouveaux.
Bien sûr, vous aurez toute latitude pour vous former à nos méthodes et nos outils dans une informatique puissante (IBM 3083, 3081, ...) et une technologie de pointe (Télétel, Réponse Vocale, Télépaiement...).

Acteur de l'évolution de l'entreprise vous jouerez à coup sûr la carte de votre propre développement.

Téléphonez-moi ☎ (20/70.92.59) ou écrivez-moi sous référence 17.
Nous étudierons ensemble votre intégration.
Marie-Agnes CAVANIOL - 57, rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX.



Trois ingénieurs pour notre industrie alimentaire dans le Midi...

Notre entreprise (500 personnes, 200 MF de CA) a des projets ambitieux de développement.
Dans cette perspective, un effort particulier va être fait dans le domaine de la productivité, des investissements et de la qualité.
Aussi nous cherchons à intégrer :

Le responsable d'une unité de production de 170 personnes

Distant d'une vingtaine de kilomètres de la Direction industrielle et des services fonctionnels, vous aurez à diriger, organiser et contrôler l'ensemble de la production et des services périphériques.
Jeune ingénieur, de formation A et M, ENSIA..., vous connaissez, bien sûr, l'industrie alimentaire et vous saurez vous imposer grâce à votre expérience et vos qualités d'animateur.

Un ingénieur investissements, travaux neufs

Ingénieur de formation (A et M...) âgé d'environ 30 ans, vous souhaitez valoriser votre première expérience en étant plus directement impliqué dans la marche de l'entreprise. L'administration et la coordination des programmes d'investissement ainsi que le développement des équipements process et packaging, telle sera votre mission. Cette fonction vous permettra de traiter une grande diversité de problèmes.

«L'homme de la qualité»

Ingénieur de formation (ENSIA...), vous vous êtes forgé une solide expérience du contrôle qualité au sein d'une société structurée, dans l'industrie alimentaire ou para-pharmaceutique. Vous aurez de surcroît à développer des articles de conditionnement en assurant une protection qualitative mais surtout, vous aurez le souci de défendre et de promouvoir, de façon rigoureuse, ce concept de qualité.

Vous rejoindrez une équipe très motivée où les relations humaines sont simples et ouvertes, et qui compte sur votre acquis méthodologique et vos capacités d'innovation. Et votre famille appréciera la qualité de vie que l'on trouve dans notre région, tant au plan culturel : les facultés, les festivals que sportif : la mer, la montagne...

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du Cabinet CLEAS.
Leur écrire sous référence 8368 M.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.
MEMBRE DU SYNTEC

Chef de Service Comptabilité... en Provence Côte d'Azur

Notre entreprise (800 personnes, 450 millions de C.A.), filiale régionale d'un groupe international du B.T.P., recherche le
CHEF DE SON SERVICE COMPTABILITE
Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il est responsable des comptabilités analytique et générale, de l'élaboration du bilan, de la gestion de la trésorerie et de l'encadrement d'une équipe de 8 personnes.
De formation supérieure (type DECS), à la fois rigoureux, ouvert aux techniques comptables modernes et homme de contact, il a l'expérience de la fonction et la connaissance des applications informatiques.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf LM.11 à
Pierre LICHAU S.A.
3, avenue de la Corse - 13007 Marseille
qui transmettra. Discrétion totale assurée.

Urgent, journal province recherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE RÉDACTION
Formation supérieure. Bonne expérience presse écrite.
Ecrire avec C.V. & photo à :
INGTER-RÉGIES N° 175.744
116 bis, Champs-Elysées
PARIS (8e) qui transmettra.

Association prof. artisans du bâtiment 04
recherche pour 1-12-1983
ANIMATEUR(TRICE) ÉCONOMIQUE
Rôle : structurer la profession, susciter groupements entreprises, développer formation et évolution technologique, initier marchés nouv., organiser relations donneurs d'ouvrage.
Qual. : compétences en environnement économique d'entreprise exp. ou connaiss. en animation, goût des relations sociales et sens pédagogique, connaiss. du bât. Niv. Bac. + 4. Ecrire APAB 04, 32, rue Victor-Hugo, 04000 VIGNES.

Société industrielle
SUD MASSIF CENTRAL
recrute
CHEF COMPTABLE
D.E.C.S.
ou équivalent + expérience.
Adresser c.v. manuscrit détaillé + prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° T 042.565
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.



TURBOMECA

4300 personnes à la pointe de la technologie des turbines Aéronautiques de petite et moyenne puissance, menant une stratégie mondiale (60 % du CA à l'exportation, filiales et licenciés à l'étranger) recrute pour son établissement principal de PAU

2 JEUNES INGENIEURS AM, INSA...
pour ses **FABRICATIONS PROTOTYPES**

Au sein de notre Direction de PRODUCTION, l'Atelier Activités Prototypes fonctionne de façon très autonome. Les Ingénieurs de ce département ont de ce fait accès à tous les services, toutes les compétences dans et hors l'entreprise (sous-traitants). Leur responsabilité en effet couvre la réalisation complète de moteurs prototypes et de pré-série dans le respect des délais et des prix.

Nous voulons confier ces deux postes à de Jeunes Ingénieurs ayant de solides connaissances en Fabrications Mécaniques et parlant anglais. Une première expérience, de l'ordre de 2 à 4 ans en Fabrication serait appréciée, mais un débutant disposant de capacités d'initiatives et de contacts trouvera là l'occasion d'un début formateur. Après un temps minimum de 12 à 24 mois, et bien sûr une expérience concluante, un large éventail de possibilités pourra lui être proposé, y compris des détachements de longue durée (2 ans) pour l'assistance technique de licenciés étrangers ou bien encore une responsabilité d'Ingénieur de MARQUE PRODUCTION.

Merci d'envoyer, sous réf. 2658, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à **OCS** notre Conseil qui procédera aux premiers entretiens à BORDEAUX et à PARIS.



1, rue Guillaume Brochon - BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex
91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM IBM IBM IBM IBM

POUR SON CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE

(Développement de produits de télécommunication)

Recherche pour son Contrôle de Gestion

UN JEUNE CADRE FINANCIER

• H.E.C. – E.S.S.E.C – E.S.C.P., débutant ou ayant une courte expérience.

• Ce poste nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise. Il implique des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

Une personnalité de valeur pourra accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau au sein de la Compagnie IBM.

Envoyez candidature détaillée à :
PH. ROUGIER Service du Personnel – IBM FRANCE – 06610 LA GAUDE.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

Débutants, Commerciaux juniors négociez à tous niveaux

Avec des Directions d'entreprises, des Mairies, des Directeurs d'hôpitaux...., leur proposer un service attendu dont le CA annuel peut dépasser le million de francs, analyser tous les aspects de leur problème et chaque fois leur vendre une solution personnalisée : voici votre mission.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Bac + 4), vous avez (si possible) une première expérience de la vente de services aux entreprises.

Vous apprécierez les structures dynamiques et souples de petites équipes de 3 à 5 Commerciaux autonomes et responsables de leur activité sur le secteur.

Plusieurs postes sont à pourvoir, en province principalement.

Enfin, nous sommes l'une des 200 premières sociétés françaises en forte expansion.

Nous étudierons, avec la discrétion de rigueur votre candidature (CV, photo + salaire souhaité) que nous transmettra CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, sous la référence 80.470



L'informatique c'est l'image de technologies de pointe, mais avant tout la marque d'hommes et de femmes de valeur.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

- de personnels de tous niveaux et de toutes qualifications en relation étroite et suivie avec les services demandeurs
- avec la maîtrise de l'ensemble des opérations de recrutement, de la définition du poste à la rédaction du contrat d'embauche
- au sein d'une équipe jeune et professionnelle qui souhaite vous intégrer au plus tôt
- dans une branche de l'industrie informatique française, les périphériques d'ordinateurs, qui connaît une croissance de 30% l'an.

Cette occasion de démarrer une carrière dans un créneau d'avenir, nous vous l'offrons, si vous avez su développer vos qualités de base :

- par une formation universitaire (Sciences Humaines), Grande Ecole de gestion ou d'ingénieur avec la pratique de l'anglais
- par suffisamment de tonus et de maturité pour vous adapter rapidement dans un établissement de 2400 personnes aux secteurs d'activités techniques variées et fortement évolutives.

Envoyer curriculum vitae à :

R. EGLIN - Cii Honeywell Bull
6, avenue des Usines 90001 BELFORT Cedex
Tel (84) 22.82.00 poste 4789



LEVI TOURNAY

I.U.T. LE MANS
recherche

UN ENSEIGNANT

FABRICATION MÉCANIQUE
titulaire d'un diplôme d'ingénieur.

Adresser lettre et c.v. à IUT Département Génie Mécanique, route de Laval, 72017 LE MANS CEDEX.

Association de Tourisme social recherche pour son village de vacances implanté dans les Hautes-Alpes

UN RESPONSABLE DU SECTEUR ANIMATION

à partir du 15 nov. 1983.
Poste permanent.
Convention collective.

Envoyer lettre et c.v. détaillé à « Le Pignerou x » 05160 Savines-le-Lac, avant le 25-10-83.

Recherchons

CHIMISTE

possédant expérience *pré-laquage* et peintures industrielles.
Ecrire à :
Holden Europe
B.P. 27
76320 Caudebec-lès-Elbeuf.

Nous sommes une filiale importante du groupe MATRA et nous recherchons notre

CONTROLEUR DE GESTION

basé dans une grande ville universitaire de Franche-Comté.

Chargé :
- Du fonctionnement de la comptabilité analytique ;
- De l'établissement des prix de revient ;
- Du contrôle des coûts de production de nos 2 usines ;
- De participer à l'évolution des systèmes de gestion.

Profil recherché :
- Age 27 ans environ ;
- Diplôme ESCAE option contrôle/comptabilité ou DECS (avec un fort intérêt pour la gestion);
- Expérience : 2 à 3 ans minimum de contrôle de gestion en usine.

Bonnes perspectives d'évolution.
Salaire motivant.
Libre très rapidement.
Adresser c.v., lettre manuscrite et prétentions à : *Département* Planification Contrôle, M.H., 5, rue du Vertbois, 75003 PARIS.

INIREP Léo-Lagrange
recherche

FORMATEURS

pour animer stages d'insertion sociale et professionnelle (16-18 a. et 18-21 a.).

Adresser rapidement c.v. à INIREP, 2, rue Levaillard, 28100 DREUX.



HAY
RHÔNE-ALPES

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES

Nous employons 1 500 personnes réparties entre notre Société mère et différentes filiales en France.
Nous souhaitons développer une politique sociale, cohérente au niveau du groupe, et créons le poste de **RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES.**
Sous l'autorité du Secrétaire Général, le titulaire : • participera à la conception de la politique sociale, • définira des méthodes de gestion de Ressources Humaines et sera associé à leur mise en oeuvre dans le groupe, • conseillera la Direction Générale et les Directions Opérationnelles en matière de droit social et de relations avec les partenaires sociaux, • développera l'information et la communication, • prendra en charge la gestion de personnel au niveau de la Société mère (220 personnes)
Vous êtes diplômé d'enseignement supérieur, bon juriste et possédez une expérience d'au moins 5 ans de gestion des Ressources Humaines en milieu industriel.
Vous êtes un homme de réflexion mais vous savez aussi animer et suivre la réalisation de plans d'action sur le terrain.
Vous avez l'ambition de marquer par votre action l'évolution de la politique sociale d'une entreprise de renom international.
Le poste est à pourvoir au lieu du siège social à Voiron (près de Grenoble).
Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 53.31. à :

HAY *Managers* 94 rue Servient 69003 Lyon.

Dans le cadre du renforcement de ses structures administratives en Province, Hewlett-Packard France, 2350 collaborateurs, 3ème exportateur français d'informatique (26 bureaux de vente et 1 usine à Grenoble) poursuit sa croissance et recherche pour

Bordeaux et Toulouse

Responsable administratif régional

(2 postes)

Représentant local de la direction administrative et véritable «bras droit» du directeur de l'agence, il a la charge de l'administration commerciale (vente & après-vente) et de l'administration de l'agence (personnel, budgets, services généraux).

Véritable support à la vente, il s'implique personnellement dans la négociation de certains contrats, afin de proposer aux clients la solution financière la plus adaptée à leurs besoins.

Ecole de commerce ou ingénieur avec formation complémentaire en gestion, parlant anglais, le candidat idéal a quelques années d'expérience et doit être *capable d'encadrer une équipe* (environ 10 personnes) disposant de moyens informatiques importants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence 112 à Didier Gabin, Service du Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.



média-system

Informatique médicale

Ingénieurs commerciaux haut niveau

Rhône-Alpes - Région Ouest
Provence - Côte-d'Azur

Société de distribution, filiale de CSEE-SAGEM-SAT, leader dans l'informatisation des laboratoires d'analyses médicales, recherche **des ingénieurs commerciaux systèmes de gestion.**

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de formation biologie ou informatique.

Ils justifieront d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans la vente et d'une bonne connaissance du marché.

Ils auront pour mission de développer les ventes de systèmes de gestion auprès des laboratoires d'analyses médicales.

Nos produits, d'un excellent rapport qualité/prix, garantissent un niveau de rémunération élevé.

Une période de formation technique sur matériel et logiciel SAGEM est prévue.

Les candidats devront être basés à :
- Rhône-Alpes : LYON,
- Région Ouest : TOURS (NANTES ou BORDEAUX),
- Provence - Côte-d'Azur : MARSEILLE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), en précisant la référence 2683/LM ainsi que le ou les régions souhaitées à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA BA

CHEF DU PERSONNEL
doubs

Filiale du Groupe P.S.A., la Société ACIERS et OUTILLAGE PEUGEOT emploie 4000 personnes réparties en trois centres de production.
Pour le plus important d'entre eux, elle recherche un Chef du Personnel qui, dirigeant un service d'une cinquantaine de personnes, aura la responsabilité de la gestion et de l'administration d'un effectif d'environ 2700 salariés.
Environ 35 ans. Formation supérieure (IEP, HEC, ESSEC, CELSA, Droit...). Expérience minimum de 5 ans dans la fonction comme responsable ou comme adjoint dans une unité de production de plus de 1000 personnes.
Adresser CV détaillé s/réf. 232/31M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ENERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

INGÉNIEURS
DÉBUTANTS ACCEPTÉS

Formation Arts et Métiers ou équivalent pour intégration dans le service industrialisation.

Lieu de travail : 30 km de Pau.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions :
Société AMRI
"Les Mercuriales"
40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

LA VILLE DE VITROLLES (13127)

recrute

- 1 sous-bibliothécaire.
- 1 puéricultrice.
  pour direction CRÈCHE/HALTE GARDERIE.
- 1 INGÉNIEUR.
  pour service FÊTES ET SPECTACLES.
- 2 SAPEURS-POMPIERS.

POUR SERVICES ADMINISTRATIFS :

- 3 ATTACHÉS
  dont 1 avec connaissances INFORMATIQUE ; 1 interprète langues maghrébines/portugaises.
- 2 RÉDACTEURS.
- 4 COMMIS.

Contacter la Mairie, Service du Personnel par téléphone au (42) 89-91-27 ou télégramme 13127 Vitrolles AV. LE 12 OCTOBRE 1983.

P.M.E. centre France
produits alimentaires
haut de gamme
50 000 000 F C.A.
Leader dans son créneau

recherche

RESPONSABLE FINANCIER

- Il sortira de Sup de Co ou DECS.
- Il sera chargé de la gestion des stocks – des comptes clients – des comptes bancaires – des importations – de l'informatique.
- Il saura s'adapter à une équipe de direction *jeune et* dynamique.
- Il sera libre rapidement.

Adr. lettre manuscrite + c.v. + photo + prét. à : Conserveries du Velay, Coubon, B.P. n°1, 43700 Brives-Charensac.

Recherche
pr enfants déficients auditifs : orthophonistes. Convention collective du 15-3-66.
Contacter CEEDA.
75 bis, rue des Cras,
25000 BESANÇON.
Téléphone : (81) 83-17-85.

THOMSON-TITN
Provence

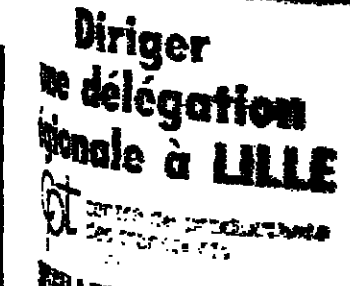
recherche pour son agence d'AIX-EN-PROVENCE

2 Ingénieurs débutants

en vue de réalisation de logiciel de base en télécommunication (réf. ID/01).
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à THOMSON TITN - 7, rue Louis-Armand - Z.I. d'Aix-en-Provence - B.P. 83 - 13762 LES *MILLES CEDEX.*

THOMSON-CSF

MEDIA BA





emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

Débutants, venez gérer un centre de profit

Sortant d'une ESCAE ou de l'Université (Maitrise de Gestion, Droit) vous recherchez votre premier emploi et vous souhaitez de réelles responsabilités opérationnelles, des possibilités d'évolution liées aux résultats, mais aussi une société jeune, dynamique à vocation internationale.

Nous vous proposons, après une période d'intégration, de diriger plusieurs exploitations. Chez nous diriger c'est : être responsable d'un budget, encadrer des hommes, animer sur le terrain, honorer les engagements de notre société vis à vis des entreprises clientes, c'est prévoir, s'impliquer, réagir pour gérer rigoureusement.

Nous attacherons beaucoup d'importance à vos qualités humaines : dynamisme, capacités d'encadrement, sens concret, goût du terrain, mais aussi disponibilité et mobilité.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les différentes régions de France.

Qui sommes-nous ? l'une des 200 premières sociétés françaises, qui plus est en forte croissance.

CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 nous adressera votre candidature (C.V., photo + salaire souhaité), sous la référence 80.469.



DEFI ACIER, DEMAIN COMMENCE AUJOURD'HUI

ugine aciers
groupe Sacilor

En aciers spéciaux, l'industrie mondiale doit compter avec nous : UGINE ACIERS a mis en place un réseau national et international de vente d'aciers inoxydables, aciers à roulements et aciers de construction mécanique.

Apportant une réponse performante à des besoins diversifiés, les aciers spéciaux d'UGINE ACIERS se sont ouvert la porte des marchés-clés de l'industrie.

A l'origine de cet essor : 5 500 personnes (250 ingénieurs et cadres), des investissements considérables pour améliorer la productivité de ses usines du Sud-Est (Ugine, Fos, L'Ardoise) et un centre de recherches réputé parmi les tout premiers de France.

Bilan : le 2ème producteur mondial d'aciers inoxydables est un «partenaire d'acier». Il peut devenir *le partenaire de votre carrière.*

Nous vous proposons un 1er objectif : UGINE 1985.

Vous participerez à une phase essentielle du processus de modernisation : le démarrage d'un train de laminoir, investissement 350 millions de F.

C'est dans ce contexte que nous offrons les postes suivants :

- pour l'unité de production d'Ugine

INGENIEUR ETUDES ACIERIE (Arts et métiers, ENSEEG, ENSL.).

Jeune métallurgiste ayant des connaissances en thermodynamique. Il est chargé de mener des études de process «acierie», d'organisation et de faisabilité. Réf. M 11477 U

INGENIEUR D'EXPLOITATION LAMINOIRS (Centrale, Mines, Arts et Métiers...).

Agé d'environ trente ans, c'est un homme de production capable de diriger près de 200 personnes. Réf. M 11477 V

RESPONSABLE METHODES ET MISES AU POINT METALLURGIQUES (Ingénieur grande école, spécialité métallurgie).

C'est un Ingénieur ouvert aux techniques nouvelles capable de dialoguer avec le commercial qui a idéalement une première expérience en laboratoire de métallurgie. Réf. M 11477 W

- pour le Service d'Installations Nouvelles d'Annecy

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

C'est un Ingénieur électromécanicien connaissant les fluides et le Génie Civil, les automatismes. Il a une expérience acquise au sein d'un Bureau d'Etudes ou d'un service Entretien Travaux Neufs. Réf. M 11477 X

- pour le Centre de Recherche d'Ugine Aciers situé à Ugine.

INGENIEUR DE RECHERCHE

Métallurgiste, il est débutant ou bien a déjà participé à des programmes de recherche appliquée en laboratoire. Réf. M 11477 Y

En acier, nous bâtissons sur du solide : vous êtes ingénieur complet et concret. Pour nos projets d'avenir, nous avons besoin de personnalités à fort potentiel, capables d'évoluer, de dialoguer et de diriger, de ceux qui veulent vivre aujourd'hui les temps forts de l'acier.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence choisie à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Bern 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Une société de promotion immobilière de notoriété nationale

recherche

UN(E) ATTACHÉ(E) RELATIONS HUMAINES

Ses missions dominantes :
- recrutement de l'encadrement ;
- gestion administrative du personnel ;
- suivi des rémunérations ;
- évaluation du personnel ;
- droit du travail et législation sociale.

Son profil :
- environ 28 ans, diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur (Sciences Humaines ou Droit) ;
- il devra *impérativement justifier* une première expérience acquise, par exemple, dans une Direction de personnel en position d'adjoint ;
- il sera accordé une importance particulière aux qualités relationnelles du candidat.

Poste à pourvoir dans le Nord.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº T 042.555 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ÉTABLISSEMENT SCIENTIFIQUE

de GRENOBLE

recherche

CANDIDAT POSTE CHERCHEUR CNRS

pour thèse docteur ès-sciences en chimie de coordination, à débuter en octobre 84, dans laboratoire associé au CNRS. Formation souhaitée grande école de chimie + DEA ou thèse de 3e cycle.

Adresser lettre, c.v., photo et prétentions sous réf. 80.354 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ASFOR

COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPÉCIAUX.

Dans le cadre de son plan de développement, nous recherchons pour nos USINES de PROVINCE

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE DE GESTION

(Production, comptabilité analytique, approvisionnement).

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(Process, guide-opérateur, régulation).

Nos projets sont ambitieux. Nous en confierons entièrement l'étude et la responsabilité de développement à des candidats compétents, de niveau ingénieur, ayant le goût de l'efficacité.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) à : ASFOR-Département Informatique et Organisation, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-LA DÉFENSE 9.

HAVAS CONTACT

---

camif

Coopérative de Distribution de vente par *correspondance et magasins recherche pour son* **SERVICE INFORMATION QUALITE PRODUITS**

UN TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Mini-systèmes informatiques-vidéo.

Mission :
Assurer l'information et le suivi techniques auprès des agents agréés de notre Réseau, de ces matériels.

Assurer la maintenance et le dépannage au 2ème niveau (systèmes complexes) ; Assurer l'étude et la gestion des dossiers techniques.

Profil :
Titulaire du D.U.T., B.T.S. électronique il possèdera une première expérience d'au moins un an en logique et/ou maintenance de mini-systèmes informatiques.
Une expérience en vidéo serait appréciée.

Le poste est basé à NIORT.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département Personnel 79039 NIORT Cédex.

CRÉDIT AGRICOLE

LA CAISSE RÉGIONALE DU SUD-EST A LYON

ÉQUIPÉE DE IBM 3081 MVS - IMS

recrute pour renforcer son service SYSTÈME TÉLÉTRAITEMENT

INGÉNIEUR SYSTÈME

Mission : installation, promotion, maintenance et développement des performances de logiciels sur ordinateurs d'un réseau d'informatique réparti.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 405
C.R.C.A.M. DU SUD-EST
Recrutement
B.P. 9156 - 69252 LYON CEDEX 09

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE BDA

DE BOIS, DIETERLE ET ASSOCIES

400 PERSONNES EN FRANCE CORRESPONDANT TOUCHE ROSS

pour contribuer à la croissance rapide de son activité conseil recherche

consultants

3/5 ans d'expérience professionnelle

FORMATION GRANDES ECOLES

- Développement et mise en place de systèmes de gestion comptables et financiers,
- Maitrise de l'informatique,
- Travail en équipe pluridisciplinaire.

POUR PARTICIPER A DES MISSIONS D'ORGANISATION DE HAUT NIVEAU

Envoyer lettre de candidature à S. AUDOUIN - BDA Consultants 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine

---

Diriger une délégation régionale à LILLE

cpt centre de productivité des transports recherche un

CONSEILLER DE GESTION TRANSPORT LOGISTIQUE

Il est responsable de l'animation d'une petite *équipe de conseillers et du développement de sa* délégation ; il intervient lui-même dans les entreprises de transport.

Ce poste à responsabilités nécessite une formation supérieure, une expérience confirmée de l'entreprise et du conseil. L'expérience du transport est évidemment un atout supplémentaire.

Adressez votre candidature sous réf. 1045-M à Françoise BARSI

LTM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers
75017 Paris

La Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France recherche pour sa **Direction d'Exploitation de SENLIS (60)**

CADRE HF

responsable du bureau chargé de la gestion (statistiques, budgets abonnements PL, relations avec les garagistes, dépanneurs, gérants stations service et restaurants).

Le candidat devra :
- être titulaire d'une maîtrise de sciences économiques ou d'une formation équivalente,
- être âgé d'au moins 35 ans,
- justifier d'une solide expérience en matière de gestion (statistiques essentiellement et suivi de budgets, etc....).
- une expérience professionnelle d'une dizaine d'années est souhaitée, ainsi que des aptitudes à animer et à diriger une équipe, un excellent esprit de synthèse et une très bonne expression écrite et orale.

Salaire brut annuel entre 145.500 et 162.000 F selon les compétences.

Adresser C.V. détaillé et photo à
S.A.N.E.F., BP 73 - 60304 SENLIS

---

camif

IMPORTANTE ENTREPRISE DE DISTRIBUTION VENTE PAR CORRESPONDANCE ET MAGASINS (C.A. 2,5 milliards) recherche

COLLABORATEUR-COMPTABLE H/F

Dans le plan de développement de son système d'informations comptables, il prendrait en charge la réalisation et le suivi des applications :
- comptabilité analytique et budgétaire,
- contrôle des procédures comptables, participation à l'élaboration des comptes et arrêtés des résultats.

Titulaire d'une formation comptable supérieure de type DUT, BTS, complétée par un certificat du DECS ou d'une formation équivalente.

La connaissance et la pratique de l'outil informatique seraient très appréciées.

Le poste est basé à NIORT.

Envoyer lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions à **LA CAMIF** Département Personnel 79039 NIORT Cedex

---

ORGANISME INTERNATIONAL RÉGION PARISIENNE

recherche

TRADUCTEUR/INTERPRÈTE

de Conférence (consécutive) ANGLAIS - FRANÇAIS.

Langue maternelle française.
Expérience en électronique et informatique souhaitée.
Contrat d'un an renouvelable.

Candidatures à envoyer avant le 31 octobre 1983.

Au Bureau de Gestion HAWK, 26, rue Galliéni, 92500 RUEIL-MALMAISON.

GROUPE TEXTILE recherche

ÉLECTROMÉCANICIEN

Lieu : ROUEN.

Formation : Ecole technique.
Age minimum 30 ans.
Expérience minimum : 10 ans entretien usine : mécanique, électronique, électrique.
Rémunération : environ 100.000 F.

Envoyer c.v. s/réf. 3681 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

P.M.E. négoce située près de la Nation recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

- Formation exigée : supérieure DUT et niveau D.E.C.S. ou équivalent.
- Expérience gestion informatisée désirée.

Envoyer C.V. à la Société Ormodent, 2 bis, avenue Foch, 94160 SAINT-MANDÉ.

EUREQUIP
UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 CONSULTANTS, de formation, d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Étranger ; le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise. Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS :

SCIENCES HUMAINES
Psychologues, Sociologues, Ethnologues

- Vous possédez une expérience certaine de l'entreprise.
- Vous maîtrisez une langue étrangère.
- Vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8337 M au Département Recrutement d'EUREQUIP.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
RECHERCHE POUR
LE DÉPARTEMENT CONTENTIEUX
DE SA DIVISION JURIDIQUE
A PARIS

CADRE JURIDIQUE

chargé de la constitution, du suivi et de la gestion de dossiers à caractère contentieux.

Formation
Au minimum, une maîtrise de Droit Civil ou Droit des Affaires et un DEA en Droit des Affaires.

Expérience :
2 à 3 ans dans un cabinet d'Avocat, chez un Conseil juridique ou en entreprise.

Possibilité de carrière au sein du Groupe pour des candidats motivés et mobiles géographiquement.

Adresser lettre, CV et photo en précisant rémunération actuelle et prétentions *sous référence* 80373 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Gérer un organisme professionnel Comptable et informaticien

Un Organisme Professionnel Paritaire occupe, au sein de son secteur d'activités, une responsabilité très importante et développe ses actions à l'ensemble du territoire français. A cette fin, il collecte des ressources financières auprès des entreprises dont les versements sont obligatoires. Son activité concerne le marché de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Les ressources qui permettent son action, se situent entre 40 et 50 millions de Francs que cet Organisme doit rassembler auprès de 4000 Adhérents. Jusqu'ici, il en traitait à peine le quart et le chef comptable et son service suffisaient pour assumer cette responsabilité.

Dorénavant, avec l'équipe pluridisciplinaire du siège, une vingtaine de personnes, et le service comptable, il sera possible d'y faire face, grâce à un effort d'organisation passant par une mise en place d'une informatique en temps réel.

C'est pourquoi l'on crée le poste de responsable de la gestion interne, en relation directe avec le Directeur Général, que l'on confiera à un excellent comptable, ayant une expérience réelle de mise en place informatique et capable d'organiser la gestion de l'ensemble (comptabilité, budgets, tableaux de bord, trésorerie...).

A deux pas de la Madeleine, à Paris, ce poste est à prendre au plus vite. Les candidatures sont *à adresser au Cabinet CLEAS sous référence 8367 LM.*

CLEAS
6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

De l'Informatique à l'Organisation

Importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7500 personnes, le **Crédit Commercial de France** recrute pour son Département Organisation Informatique un **Analyste,** homme ou femme.

Au sein d'une petite équipe pluridisciplinaire, il prendra en charge le développement d'un **nouveau projet** concernant les cartes de paiement.

De formation informatique (MIAGE souhaité), le cadre recruté *aura déjà participé à des* **études de conception technique** et prouvé son intérêt pour l'organisation.
Il justifiera d'une expérience de **2 ans minimum** sur matériel IBM, connaîtra la programmation et possèdera la pratique du DL1 et si possible du CICS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au **Crédit Commercial de France** - Direction des Carrières - *103, Champs Elysées - 75008 PARIS.*

Comptabilité et contrôle de gestion
200 000+

Si nous n'étions bien français, nous serions à la recherche d'un «controller». C'est-à-dire de l'homme, ou de la femme, capable d'animer en direct les services comptables (12 personnes), tout en assumant la responsabilité du contrôle de gestion.

Fonction riche et évolutive, mais exigeante aussi. Si une bonne maîtrise des techniques comptables s'impose, elle doit s'accompagner d'une réelle ouverture à la gestion, de la capacité à organiser, contrôler, prévoir. Profil-cible : ESC+DECS, 4 à 7 années d'expérience dont 2 au moins dans la direction de services comptables.

Pour nous situer, quelques chiffres. Filiale d'un groupe actif dans l'industrie et le négoce (800 *personnes, CA : 600 millions de francs), nous allons réaliser cette année un chiffre de 200* millions de francs. Avec 140 personnes. Un fait significatif : le CA a doublé en deux ans. Il est vrai que notre marché, celui de la distribution de composants électroniques, est particulièrement porteur. Tout de même... Merci d'écrire en toute confidentialité à notre conseil SIRCA, référence 984512M. Votre prochain QG : toute proche banlieue parisienne, à 5 minutes du périphérique Sud.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPER NOS METHODES D'ORGANISATION
INGENIEUR

Rattaché directement au Chef du Département chargé des relations entre notre Société d'Ingénierie et les organismes extérieurs, nous vous chargerons :
– d'adapter nos méthodes à l'évolution de nos activités, en fonction des contrats et des nouvelles exigences réglementaires,
– d'encadrer une équipe responsable de la mise en forme et du traitement des documents supports de notre activité.

Le poste est à pourvoir à Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 80378 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Responsable administration-gestion 180.000 F

Composants mécaniques - *Une société française (30 personnes) en expansion (20 pour cent par an) appartenant à un groupe de dimension internationale, spécialisée dans la commercialisation à l'échelon national de composants mécaniques*, recherche son responsable administration-gestion. Basé dans la banlieue est de Paris, il sera hiérarchiquement rattaché au directeur général et aura la responsabilité de l'administration commerciale (suivi des approvisionnements, des commandes et du magasin). Il assurera parallèlement *la supervision de la comptabilité, l'établissement des budgets et* l'analyse des résultats. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum et doté d'une formation qui lui permette à la fois d'avoir une bonne compréhension des produits et de mettre en œuvre une gestion rigoureuse. Il devra en outre justifier d'une expérience similaire d'au moins 3 ans, acquise de préférence *chez un négociant technique, qui lui ait donné l'occasion de développer* des qualités de meneur d'hommes et un sens aigu du service à la clientèle. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences et du potentiel présentés pourra atteindre 180.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT.

Réf. A/R9028M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

transpac

La direction de l'Exploitation de **TRANSPAC** recrute pour l'un *de ses Centres d'Exploitation de PARIS, un*



chargé dans un premier temps, d'assurer les raccordements et participer ensuite à la maintenance des abonnés du Centre.

Si vous êtes titulaire d'un DUT Electronique ou diplôme professionnel équivalent (AFPA 2ème degré par exemple) et avez 3 à 4 années d'expérience *minimum*.

Adressez C.V., photo et prétentions au Service du Personnel **TRANSPAC**

transpac Réseau national de transmission de données par paquets.
Tour Maine Montparnasse
BP 145 - 75755 PARIS Cédex 15

Ingénieur confirmé
Centrale, Mines...

Important groupe industriel français, 11 usines en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, offre à un INGENIEUR CONFIRME une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Ses compétences techniques acquises dans le domaine industriel et une solide formation de gestion lui permettront d'accéder rapidement à un poste de direction.

Ses aptitudes à animer et à diriger des équipes seront à la base de sa réussite au sein d'un groupe qui attache une importance déterminante aux qualités humaines.

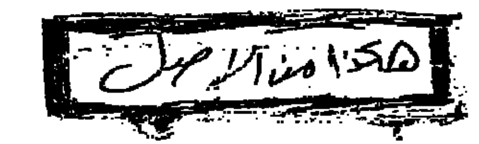
Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo en indiquant sur l'enveloppe la référence 2695/M à



9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Soderhu

SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
CABINET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT ET GESTION DE PERSONNEL CADRES

responsable des achats

Nous sommes une multinationale spécialisée dans les **BIENS D'EQUIPEMENT**

Leader sur son marché (C.A. 2,5 Milliards de francs en France).

Le budget des ach[illegible] industriels représente 50% du prix de[illegible]nt de nos fabrications ; aussi attach[illegible]ous une grande importance à l'amél[illegible] de nos achats.

Le respon[illegible] recherchons est un **NEGOC[illegible]** [illegible]our missions essentielles [illegible]
- dy[illegible] so[illegible]
- pr[illegible]é en[illegible]anence en vue de[illegible] [illegible]ures co[illegible]ions d'approvi-si[illegible]
- p[illegible]ents responsables concer-n[illegible] produits ou de techniques [illegible]nomies.

[illegible]ste c[illegible]ait à un **INGENIEUR** ayant [illegible]eelle [illegible] de la fonction d'au moins [illegible]s, si p[illegible] milieu industriel.

[illegible] nécessaire.

Le poste [illegible]ns la périphérie de la région parisienne.

(Réf. 275 LM)

responsable administratif et financier

Nous sommes un leader de la fermeture industrielle, filiale française en forte expansion d'un groupe Suédois.

Le responsable que nous recherchons est un **GENERALISTE** de formation supérieure en gestion.

Il a acquis une première expérience réussie d'au moins 4 ans en comptabilité type anglo-saxonne. Ses goûts et ses aptitudes l'orientent vers des fonctions à dominante financière mais également administrative et de personnel.

- Anglais indispensable.
- Ce poste devant déboucher à terme sur des fonctions très importantes est basé au Siège en région parisienne.

(Réf. 274 LM).

contrôleur de gestion

Nous sommes une Société de 1000 personnes en progression constante dans le domaine de la **TELEMATIQUE**, notre C.A. (500 millions en 1982) progresse très fortement.

Pour renforcer l'équipe du contrôle de gestion, nous recherchons un professionnel, de formation supérieure et possédant au moins 5 ans d'expérience opérationnelle du contrôle de gestion.

Il prendra en charge le suivi et le contrôle d'un ou plusieurs centres de profits, départements ou filiales.

L'activité se situant dans le contexte d'une société en forte croissance dans laquelle les structures évoluent rapidement, de réelles *capacités d'adaptation et de relations humaines* sont demandées.

Le poste est basé à PARIS. (Réf. 280 LM)

jeune ingénieur à fort potentiel

MINES, ECP, ARTS et METIERS..

Nous sommes une **IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE** N° 1 de sa profession - C.A. : 2 milliards F. - 5000 personnes en France.

Nous vous confierons dans un premier temps et apres une période d'intégration des

FONCTIONS DE RESPONSABILITES *IMPORTANTES*

au sein de notre Direction Industrielle à proximité de FONTAINEBLEAU.

Anglais nécessaire pour évoluer dans le Groupe.

(Réf. 272 LM)

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo en précisant la référence du poste choisi à SODERHU - 22, rue Saint Augustin - 75002 PARIS

Soderhu

MEMBRE DE SYNTEC

---

message N°2

Dans ce message, le second de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à l'attention des hommes et des femmes qui deviennent un jour «candidats», les règles du jeu du marché de l'emploi et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur carrière.

L'annonce : un message professionnel

Elle s'adresse à vous qui êtes en recherche active d'une situation, ou, tout simplement lecteur de ce journal. Elle est un message important car elle est peut-être le début de contacts entre vous, candidat potentiel, nous, professionnels du recrutement et l'entreprise qui nous mandate. C'est un message qui reflète la vie économique de notre pays, de votre région, dans son aspect le plus humain : l'emploi. Lire ce message, c'est s'informer et construire sa stratégie personnelle d'emploi, c'est mieux gérer sa carrière.

un message concis

L'espace est limité : nous devons choisir des idées forces pour répondre à vos attentes avec clarté, exactitude et **concision. Avant l'annonce, des professionnels ont fait une étude approfondie de la fonction qu'ils vous présentent. Un travail important a été nécessaire pour bien connaître le poste, l'entreprise et son secteur professionnel, les hommes et les femmes qui y travaillent.**

L'annonce est un message qui peut être répétitif : la recherche d'un cadre est mission difficile, la cible peut être étroite, l'annonce s'inscrit dans une campagne globale programmée dans le temps et définie avec le concours des professionnels de la presse. Vous la retrouverez dans d'autres supports, parfois plus tard, avant même que votre interlocuteur consultant ait pu vous répondre. Certains d'entre vous pourront être approchés directement : c'est une démarche parfois nécessaire.

un message signé

Il engage notre responsabilité, il engage celle de notre client (un professionnel du recrutement refuse de signer une ***annonce fictive). Au moment de ce premier message, il faut quelquefois, pour des raisons de stratégie d'entreprise,*** **de stratégie commerciale, taire le nom de la Société tout comme, au départ, nous taisons, s'il le veut, le nom du candidat.**

C'est un message signé, c'est un message dont SYNTEC-RECRUTEMENT est le garant : il renvoie à notre code de ***déontologie. L'annonce est proposée par des professionnels, publiée par des professionnels, dans la presse lue par*** **des professionnels. Il vous faut y répondre. C'est un moyen rapide et adapté pour établir un contact direct avec un professionnel.**

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Prochain message : "la réponse à l'annonce."

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement : 3 rue Léon Bonnat 75016 Paris



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : *Alexandre Tic S.A., Algoe, Aviso Conseil, Bernard Julhiet Psycom, Chantal Baudron S.A., Cléas,* Cog Hebert Conseil, Cort, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Eurequip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefop, Sele-Cegos, Sema Selection, Serifo, Sirca, Soderhu.



ingénieur grandes écoles

ENST - ESE - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ou Universitaire (Doctorat 3ème cycle)

▶ Pour études théoriques en électromagnétisme et applications sur calculateur ; formation requise, expérience souhaitée en :
- modélisation • analyse numérique
- programmation en langage évolué.

réf. IGEU

ingénieur grandes écoles

ENST - ESE - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

▶ Pour études de circuits analogiques (faible niveau, large bande) et numériques rapides (ECL...). Expérience requise de 2 à 3 ans dans ces domaines. réf. IGE

ingénieurs pluridisciplinaires

(INSA ou équivalent)

Plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :
- en conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques en relation avec le bureau d'études,
- intégration de prototypes d'équipement électrique,
- suivi de projets. réf. IP

techniciens électroniciens

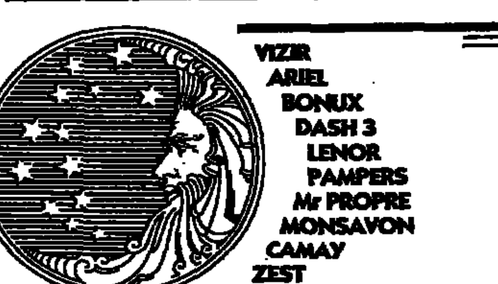
BTS ou DUT

Quelques années d'expérience dans au moins deux des domaines suivants :
- *liaisons à fibres optiques* • *traitement du signal vidéo*
- circuits numériques. réf. TE

Pour ces postes, la nationalité française est exigée.
Bonnes connaissances de l'anglais. Avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à **LCT** - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex

---



VIZIR
ARIEL
BONUX
DASH 3
LENOR
PAMPERS
Mr PROPRE
MONSAVON
CAMAY
ZEST

PROCTER & GAMBLE FRANCE

recherche

DEUX JEUNES INGENIEURS CHIMISTES

(Centrale, ESPCI, ENSCP, ENSIC)

pour son département

DEVELOPPEMENT des PRODUITS

VOTRE RESPONSABILITE

Orienter l'innovation technique en liaison avec la Recherche et le Marketing : vous devrez intégrer les besoins des consommateurs, les possibilités technologiques, les paramètres commerciaux, pour améliorer le présent et préparer les produits de l'avenir.

VOTRE CARRIERE

Un esprit créatif, le désir d'entreprendre, le goût des affaires et des contacts humains vous donneront l'opportunité d'une carrière internationale dont l'évolution dépendra seulement de votre ambition et de vos performances, dans le cadre d'une politique de formation continue et de promotion interne.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Les candidats intéressés sont priés d'écrire à :

PROCTER & GAMBLE FRANCE - Service Recrutement des Cadres 96, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
DEBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique où le conseil et les contacts-clients sont aussi présents. Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages en clientèle). Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous assurons une formation qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles. *Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions* en précisant la référence 2037 M à

Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.



Pour tous renseignements durant le mois d'octobre, téléphonez de 9 h à 12 h au 364.91.84.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

cadre classe VI
gestion clientèle privée

Nous sommes l'une des premières banques de dépôt françaises privées avec un total de bilan d'1 Milliard et 12 agences. Le Directeur du département gestion de fortune recherche un adjoint pour l'aider à assurer le développement de la clientèle privée. Ce collaborateur doit avoir une expérience commerciale acquise dans ce secteur, connaître les titres et les fonds communs de placement, afin de jouer son rôle de conseil ; ce poste nécessite un fort dynamisme, un entregent personnel, pour établir des relations à niveau élevé. Le poste est à pourvoir à Paris 8ème. Le salaire peut être élevé pour un collaborateur performant.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 302.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Informatique Industrielle et Télé-informatique

Une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique, filiale de Thomson C.S.F. Communications, recherche pour son département Informatique Industrielle

Chefs de Projet

Diplômés Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.
Nous vous offrons la possibilité totale d'un projet dans les domaines suivants :
- Télé-informatique (réseaux)
- Informatique Industrielle

Ingénieurs Logiciels

Ils interviendront suivant leur affinité ou leur expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

answare *Nous vous remercions d'adresser votre candidature à* M. ASKENFELD, sous Réf IN/7. 135 Rue de la Pompe 75116 Paris.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

legrand leader européen de l'appareillage électrique d'installations

L'électricité est l'énergie de l'avenir...
Nous avons besoin de votre énergie

JEUNES ESC, UNIVERSITAIRES...
IUT, BTS....

VOUS êtes un battant, vous aimez les contacts, vous êtes ambitieux et motivé pour une carrière commerciale, alors notre offre vous intéresse.
Vous deviendrez rapidement l'animateur d'un secteur de vente et participerez à la vie d'une entreprise performante qui va de l'avant.
NOUS employons 12.000 personnes, notre C.A. en croissance régulière est actuellement de 3 milliards de Francs, dont 30 % à l'étranger.
Nous sommes placés sur un marché porteur, celui de l'équipement électrique, domestique et industriel.
Nous vous formerons à nos produits et à nos techniques de vente.
Vous êtes disponible géographiquement, n'hésitez pas.

Associez votre avenir au nôtre

nous avons des postes a pourvoir dans des grandes villes.
Merci de manifester votre intérêt en motivant votre candidature auprès de notre Conseil, sous référence 23 M 185. CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.



media-system

SMAbtp

1[er] Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics

recherche

Responsable du Service Statistiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE (option statistiques), ENSAE, ISUP, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine et l'habitude de l'animation d'une équipe, il devra, avec l'aide d'un groupe de 5 personnes et l'appui d'outils informatiques adaptés (APL), mettre au point, produire, analyser les tableaux de bord de tous les risques, et participer à la conception du système d'information de la société. Réf. 628

Chargé d'Etudes Statistiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE, ENSAE, ISUP, **DEBUTANT**, il participera, après une période de formation, au sein de cette équipe, à l'élaboration et à la production des tableaux de bord, à l'étude et à la surveillance des risques, ainsi qu'à l'évolution du système d'information. Réf. 629

Ecrivez-nous en précisant votre expérience et vos prétentions sous référence du poste souhaité à :
Intercarrières
5, rue du Helder 75009 Paris

BUITONI

LEADER SUR LE MARCHE DES PLATS CUISINES APPERTISES
1 milliard de francs de C.A. - 1100 personnes - 4 usines, recherche un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

connaissant le materiel IBM 38 et pratiquant les langages GAP III, BASIC et COBOL.

Dans le cadre du **développement des systèmes d'information** informatique, il interviendra notamment sur les applications commerciales, comptables et payes.

C'est obligatoirement un professionnel habitue au dialogue avec les utilisateurs et possedant au minimum 4 années d'expérience professionnelle.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo récente à
BUITONI - Direction des Ressources Humaines
76, rue Garibaldi - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES



INGENIEURS PHYSICIENS

Domaines d'activités :
- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

Ingénieur Grande Ecole (ESE, INPG...) ou université, vous souhaitez mettre en œuvre votre aptitude à la modélisation physique et à l'expérimentation.
La SODERN vous propose :
- de mener des études relatives à la physique du vide, des plasmas, des états de surface,
- ou de mener des études dans le domaine de la physique du solide et des matériaux, portant sur l'interaction rayonnement/matière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel - SODERN
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

BHV

Dans notre profession, celle du Grand Magasin, nous comptons d'abord sur les hommes ...

Si vous avez envie, comme nous, de trouver les solutions qui les rendent plus efficaces, si vous aimez aussi faciliter les conditions de leur travail afin qu'ils se sentent encore mieux dans leur entreprise, venez renforcer notre équipe de Responsables de Relations Humaines.

Vous venez de terminer vos études supérieures ou bien vous avez acquis une expérience équivalente.

Dans les deux cas, nous vous donnerons une formation qui visera à adopter vos connaissances à notre Convention Collective et à notre politique de personnel; elle comprendra aussi une phase d'application en magasin.

A l'issue de cette formation, nous vous proposerons un poste de :

GENERALISTE de la FONCTION PERSONNEL

- *fonction dont vous serez responsable dans son intégralité*

dans un GRAND MAGASIN de la REGION PARISIENNE
- comprenant de 150 à 300 personnes exerçant une grande variété de métiers
- dans lequel vous ferez partie de l'équipe de Direction
- dans lequel vous mesurerez immédiatement les résultats de votre action.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + prétentions) à la Direction du Personnel du B.H.V. 55, rue de la Verrerie 75004 Paris

LEVI TOURNAY

LTM CONSULTANTS
CONSEIL EN RECRUTEMENT

de Personnel au niveau national, spécialisé dans les secteurs Transport et Logistique, recherche un

COLLABORATEUR
HF

CONSULTANT (E), responsable des examens de sélection de candidats, tous niveaux de qualification, ainsi que des contacts avec la clientèle.

Le poste exige une formation Etudes Supérieures (Psychologie du Travail) ; une expérience du recrutement en entreprise ou cabinet, la pratique des entretiens.

Disponibilité pour fréquents déplacements en province.

Adressez votre candidature sous réf. 1082-M à

LTM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers
75017 Paris



LE CREDIT NATIONAL

Principale Institution Spécialisée dans
le financement des investissements des entreprises
recherche pour son Département des Services Financiers et des Titres

JURISTE

Il sera chargé du suivi des opérations sur titres sous leurs aspects juridique, fiscal et financier.

Il devra posséder :
- une maîtrise de droit au minimum,
- trois à cinq années d'expérience acquises dans un Service Titres de banque ou chez un agent de change,
- de préférence, des connaissances financières.

Il lui est offert :
- un travail intéressant avec de nombreux contacts,
- une rémunération compétitive et des possibilités de progression.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V. et photo (retournée) *au* CREDIT NATIONAL - *Service du Personnel et des Relations Sociales*
45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

L'IRCAM
recherche

CHARGE DE GESTION DU PERSONNEL

(Paie - contrats - suivi dossiers - législation - préparation réunions représentants du personnel - declarations anneulles...).
Expérience nécessaire. Bonnes connaissances juridiques. *Dynamisme.*
Envoyer C.V. et prétentions à l'IRCAM - Administration
31, rue Saint-Merri - 75004 PARIS

Organisation et Publicité

VOUS ETES ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE
FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne
de Conseils en Informatique
et recherchous de
JEUNES COLLABORATEURS
ayant plusieurs années
d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo s/réf. 80448 A à CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

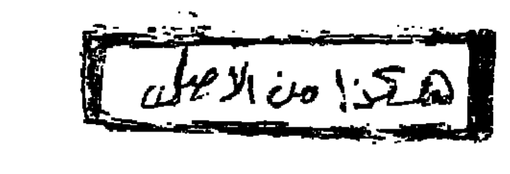
Importante Société de Conseil
recherche d'urgence

consultant

agro-économiste, possédant également une expérience et/ou un diplôme de gestion pour assurer, dans le cadre d'une équipe, le contrôle d'un ensemble d'entreprises publiques du secteur agricole.
Résidence en Afrique francophone.
Avantages liés à l'expatriement.

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé et prétentions, sous réf. 9017 à

PUBLIVAL 27, route des Gardes, 92190 MEUDON.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche pour sa **Division Travaux** à Paris

Ingénieur Travaux

diplômé et expérimenté

Diplômé :

le candidat doit avoir une formation de base pluridisciplinaire dans le domaine de la construction.

Expérimenté :

après un passage en entreprise, le candidat a travaillé comme **Ingénieur en Organisation** ou comme **Ingénieur d'Études et Responsable d'Affaires** dans une Société d'Ingénierie.

Il a 5 à 10 années d'expérience professionnelle.
Il connaît les moyens modernes de communication.

Cet Ingénieur programme, planifie et contrôle les études de conception des locaux bancaires.
Il a un rôle de coordination et d'animation.

Merci d'adresser une lettre de candidature, CV, et prétentions sous réf. 316/M à
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin
75009 PARIS.

HAVAS CONTACT



L.E.R.S LABORATOIRES D'ETUDES ET DE RECHERCHES SYNTHELABO

Notre Département de Recherche Biologique recrute un

Pharmacologue biochimiste

qui sera affecté au Groupe Récepteurs Synaptiques.
Le ou la candidat(e) retenue pour ce poste :
- dirigera une petite unité comme Chef de Laboratoire, en liaison directe avec le Directeur de Département.
- sera chargé(e) de l'étude de composés par la méthode de «Receptor Binding» dans le cadre de projets de recherche, en collaboration avec d'autres groupes du Département.
- devra posséder une formation de haut niveau -Doctorat d'Etat ou équivalent.

Une bonne connaissance des mécanismes biologiques et une très bonne expérience des techniques biochimiques utilisées dans ce domaine sont indispensables.
Lieu de travail : PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées avec Curriculum Vitae au : L.E.R.S. Direction Administrative et Technique 58-60, rue de la Glacière 75013 Paris.



PHILIPS

recherche un

chef de publicité

pour assurer la responsabilité de budgets importants.

Le candidat de formation
HEC, ESSEC, Sup de Co,...
devra avoir une expérience de la publicité d'environ 2 ans.

Adresser dossier de candidature avec photo s/réf. 550 à PHILIPS
Département du Personnel
50, avenue Montaigne 75008 PARIS



ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche son

JURISTE FISCALISTE INTERNATIONAL

Il a :
- le niveau DESS
- une très bonne connaissance de l'Anglais et de l'Espagnol
- la volonté de s'intégrer dans une équipe jeune et performante
- *le goût du contact et* du travail sur le terrain
- une expérience internationale BTP (minimum trois ans)

Il devra :
- analyser les aspects juridiques et fiscaux des projets de travaux à l'export
- négocier, rédiger et suivre les contrats.

Poste basé à PARIS

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prét. sous référence 5341 à Axial Publicité – 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Consultant international

STRATEGIE ACHATS INDUSTRIELS

260 000 +

CEGOS ORGANISATION INDUSTRIELLE est une division du Groupe CEGOS dont la vocation est d'apporter aux entreprises sa compétence en matière de gestion industrielle. (Management industriel général, produits, nouveaux procédés, organisation et gestion de la production, maintenance et gestion des équipements, ingénierie, achats et logistique). Elle recherche un consultant de haut niveau dont la mission est de conseiller les Directions Générales d'entreprise en stratégie et organisation des achats (sous-traitance, fournisseurs, structures des services achats, audit des services décentralisés, gestion des hommes...) en France et à l'étranger. (Le Groupe CEGOS est implanté dans 12 pays). Pour réussir cette mission il est nécessaire d'avoir une formation Grande Ecole (Ingénieur, et/ou gestion) et l'expérience pratique des achats à un niveau international. La connaissance de l'anglais est exigée. Un travail en équipe dans un climat de grande autonomie caractérise cette activité de consulting. La rémunération annuelle brute de l'ordre de 260 000 F. est liée à la personnalité du candidat qui, en rejoignant le Groupe CEGOS accélère *sa progression professionnelle* au sein d'une *équipe dynamique*. Le poste est basé à PARIS. Envoyez lettre man. et CV à P. SCHUTZ, Directeur des Ressources Humaines du Groupe CEGOS, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE. Réf. 5011.

Publival Membre de SYNTEC



Le Syndicat National des Fabricants de Ciments et de Chaux recherche

Adjoint de son Directeur Technique *HF*

Ingénieur ou universitaire (28 ans minimum)

pour l'assister dans le suivi des dossiers techniques (règlementation et études) touchant à la production des ciments.
Il sera particulièrement chargé :
- *de constituer et suivre les dossiers dans les domaines de l'énergie, de l'environnement,* des équipements-investissements, de certaines études de synthèse, du lancement et du dépouillement d'enquêtes professionnelles,
- de recueillir des informations auprès des industries cimentières et des administrations,
- de participer à des réunions et d'en assurer le secrétariat.

Il effectuera des missions ponctuelles à la demande de la Direction. Nous attachons une importance particulière aux aptitudes personnelles du candidat : rigueur intellectuelle, bonne organisation personnelle, bonne aptitude rédactionnelle. La réussite dans cette fonction permet d'envisager une évolution de carrière ultérieure. Lieu de travail : PARIS. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73687/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.

Publival Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

Rédacteurs contentieux sinistres

HF

Nous sommes une Compagnie d'Assurances IARD importante et nous offrons des postes de Rédacteurs Contentieux Sinistres, dont le rôle est de conseiller et de guider nos délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres, et d'assurer, en liaison avec ces délégations régionales la gestion des sinistres importants. Ces postes conviennent à des candidat(e)s titulaires de la Maîtrise de Droit ou du Doctorat, ayant si possible déjà une première expérience dans une Cie d'Assurances. Postes stables, comportant des perspectives d'évolution. Horaires souples. Restaurant d'entreprise. Banlieue parisienne desservie par le RER. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération s/réf.11686/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

Publival Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

Amylum S.A.

Nous sommes une société de dimension internationale, située à AALST en Belgique, un des leaders européens en fabrication d'amidons, de glucose et de dérivés, destinés à un grand nombre d'applications dans l'industrie alimentaire et non-alimentaire. Nous recherchons pour notre filiale francaise Amylum France S.A. à Paris un

Agent technico-commercial

Sa formation et son expérience :
- il sera ingénieur alimentaire, agro-alimentaire, chimiste ou licencié en sciences économiques
- une expérience commerciale et/ou technico-commerciale n'est pas exigée mais serait un avantage.

Sa mission :
- il sera responsable de la commercialisation des matières premières dans le secteur alimentaire,
- son secteur géographique sera défini en fonction de son lieu d'habitation.

Nous offrons :
- une fonction complète
- un travail intéressant dans une équipe jeune et dynamique
- une voiture de fonction
- une rémunération de base de 161 000 FF/an

Si cette fonction vous intéresse, veuillez adresser votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'une photo et de votre rémunération souhaitée, sous référence 9016 à
Marianne BAYER - Sélé-CEGOS, 191 avenue des Croix de Guerre, 1120 BRUXELLES (Belgique).

Publival Membre de SYNTEC

sélé CEGOS



Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT (LION. NUTS. SMARTIES. AFTER EIGHT. QUALITY STREET. KIT KAT. LANVIN. MENIER. REVE NOIR. CHOCOREVE...)

recherche pour assurer l'animation du contrôle budgétaire de ses 2 usines de **DIJON** et **NOISIEL**

CONTROLEURS BUDGETAIRES USINE

Chacun dans son unité, aura des relations fonctionnelles à tous les niveaux et sera particulièrement chargé :
- de l'analyse des frais directs de production
- du contrôle des charges fixes
- *de la mise en place des procédures*
- de l'élaboration du tableau de bord à l'usage des différents responsables.

Ces postes évolutifs conviendraient à des diplômés de l'enseignement supérieur en gestion, de 30 ans environ, ayant obligatoirement une première expérience du contrôle budgétaire, si possible en usine, et s'exprimant convenablement en anglais.

Adresser candidature (photo) et prétentions en précisant lieu de travail préféré à
Michel DASSE - ROWNTREE MACKINTOSH S A - Noisiel 77422 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.

Société industrielle française du secteur biens de consommation, en expansion continue, recherche son

Chef du Service Juridique et Fiscal

Adjoint au Directeur Administratif et Financier

Docteur en Droit, diplômé IEP...

Il aura une expérience de plusieurs années en entreprise, en cabinet d'audit ou d'avocats avec de bonnes connaissances financières et comptables.
Poste basé en proche banlieue parisienne.
Age minimum : 30 ans.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 528 M.



18, Avenue Matignon - 75008 PARIS.

CMF Compagnie de gestion mobilière et financière

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA GESTION DE VALEURS MOBILIÈRES SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

Nous aimerions nous adjoindre les services d'un

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INDUSTRIEL ET FINANCIER

auquel il sera confié l'analyse des sociétés susceptibles d'intéresser les investisseurs privés et institutionnels, il dirigera les opérations financières relatives.

Notre candidat devrait avoir acquis une expérience approfondie au niveau de l'analyse financière, soit 5-7 ans de pratique, et un minimum de 3 ans pour tout ce qui a trait aux opérations financières à caractère industriel et/ou commercial, tels que fusion de sociétés, diagnostic industriel, etc.

Pour notre département commercial et dans le cadre du développement de notre clientèle privée, nous cherchons également un

GÉRANT DE PORTEFEUILLES

ayant une solide pratique des relations COMMERCIALES, capable de justifier une stratégie d'investissement en valeurs mobilières.

Notre candidat devrait posséder une bonne culture économique et financière et bénéficier dans cette activité de plusieurs années d'expérience (*5 ans au minimum*).

Les hommes ou femmes recherchés doivent avoir de bonnes connaissances de l'anglais et sont priés d'adresser leur dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prét.) à **CMF** à l'attention de M. J. SENN, 4, rue St-Florentin à PARIS 75001.

CONTROLEUR BUDGETAIRE

La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (26 000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, *la production de systèmes et de matériel de communication* à technologie de pointe, recherche pour son département finance un contrôleur budgétaire.

Il aura pour mission essentielle de prévoir, participer à leur élaboration et contrôler les budgets de l'entreprise : il proposera des procédures pour améliorer la gestion et, le cas échéant des actions correctives. Les candidats âgés de 27 ans minimum, formation supérieure - HEC, SUP DE CO, DAUPHINE - (options finances, contrôle de gestion) auront quelques années d'expérience au sein d'un service de contrôle de gestion d'une entreprise industrielle de type anglo-saxon. *Les qualités de dynamisme, de rigueur et d'esprit d'analyse* sont particulièrement appréciées. L'anglais est indispensable et la familiarité avec l'outil informatique souhaitée.



Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et NUMERO DE TELEPHONE sous réf. 798 A à Contesse Publicité *20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01* qui transmettra.

SODETEC, recherche pr Région parisienne
CHAUF. CLIMATISATION
1 CHARGE D'AFFAIRE
Etude de prix et suivi de chantiers.
2 INGÉNIEURS ELECTR.
Dont 1 adjoint chef de projet 5 à 10 a. d'expérience en climatisation.
B.E. ET METHODES
Bon négociateur
37, rue Traversière
92100 Boulogne
Téléphone pour rendez-vous. 620-06-33.

Sté d'Expertise Comptable recherche

1.) ASSISTANT DÉBUTANT

2.) CHEF MISSION

(2 à 4 ans expérience)

Pour renforcer équipe Audit et Commissariat aux Comptes.
Diplôme grande école apprécié.
DECS souhaité pour Assistant.

Env. C.V., prétentions et lettre de candidature à Cabinet DAUGE S.A.
22, avenue Grande-Armée
75017 PARIS (380-10-98).

PETITE SOCIÉTÉ recherche pour
MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUÉE A L'INDUSTRIE

JEUNE ING. ou DUT

pour études et mise au point matériel et logiciel sur microprocesseurs Intel.

Envoyer c.v. à : C.P.I.
41-51, rue JACQUARD, Z.I.,
77400 LAGNY-SUR-MARNE.

LE CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE VILLEJUIF

recrute :

DEUX AUXILIAIRES DE PUÉRICULTURE

Titulaire du C.A.P. pour la crèche de l'établissement.
Avantages sociaux.
Pour tous renseignements, téléphoner AU SERVICE DU PERSONNEL. 677-81-04, p. 481.

ANALYSTE BUDGETAIRE

La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (26 000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, *la production de systèmes et de matériel de communication* à technologie de pointe, recherche pour son département finance un analyste budgétaire. Il aura pour mission générale l'analyse des coûts et inventaires de la société; l'élaboration des systèmes de prix de revient en vue d'améliorer la qualité du reporting financier. Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure, les candidats auront 3 à 4 années d'expérience qui leur auront permis d'acquérir la maîtrise de la *comptabilité industrielle* au sein d'une entreprise de type anglo-saxon. L'anglais est indispensable.



Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et NUMERO DE TELEPHONE sous réf. 799 B à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INGENIEURS COMMERCIAUX 240 000 F+

Vendre le 1er Logiciel-Liberté

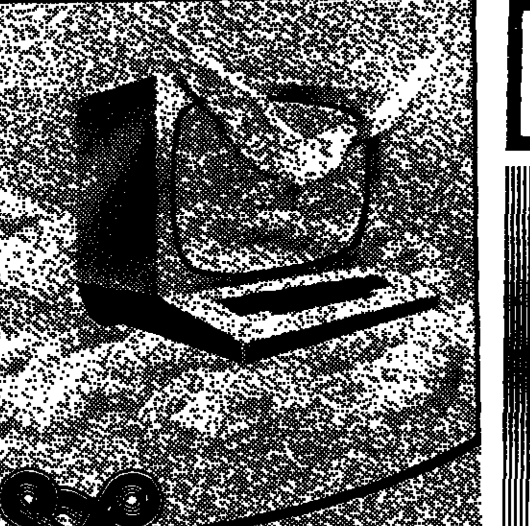
*La 4ème génération était déjà une évolution dans le monde des progiciels. Mais cette fois **FOCUS** sème un vent de révolution en battant tous les records mondiaux de ventes. **FOCUS** c'est l'indépendance pour les informaticiens, et l'autonomie pour les autres.*

*Nous sommes le parrain de **FOCUS en FRANCE** et nous l'avons déjà fait adopter par de grandes entreprises.*

Cependant tous ne le connaissent pas encore...

*Nous attendons beaucoup de votre expérience commerciale chez un constructeur ou dans une SSCI pour répandre la bonne nouvelle : **FOCUS EXISTE**, ACHETEZ-LE, IL VOUS VA SUR MESURE.*

*Adressez vite une lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à Madame MARTIN,
PROGILOG - 4, rue Oscar Roty 75015 PARIS
Téléphone 554.92.33.*





LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires PHILIPS

recrute

RESPONSABLE DE DIVISION DE RECHERCHE

32-37 ans, formation GRANDES ECOLES

EXPERT en INFORMATIQUE et MICROELECTRONIQUE

pour diriger une équipe de 15 ingénieurs dans le domaine de l'ARCHITECTURE et de la CONCEPTION de MICROPROCESSEURS et de circuits VLSI pour traitement numérique du signal.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVANNES.

Société de presse proche gares de l'Est et du Nord recherche

la Secrétaire Assistante d'une Publication

Elle aura pour mission, au sein d'une équipe, d'organiser et d'assurer le secrétariat de la publicité et de la rédaction d'une publication professionnelle en plein essor.

La candidate retenue répondra au profil suivant : autonomie et sens des responsabilités, capacité à s'organiser dans la rigueur et la méthode, goût prononcé pour la qualité, excellente dactylographie. De bonnes notions d'anglais (au moins lu) seront appréciées.

Si la perspective d'exercer votre activité dans une ambiance tonique vous séduit, merci d'adresser d'urgence, sous référence GC 10-83, vos lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée à :

L'Ordinateur Personnel
5, place du Colonel Fabien - 75491 PARIS Cédex 10.

TRAM Informatique recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

(Ecole d'Ingénieur ou équivalent)
confirmés et débutants,
pour renforcer ses équipes dans le domaine de l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
logiciels de base, systèmes,
applications temps réel sur mini-ordinateurs.
Connaissances MINI 6, MITRA appréciée.

Adresser un dossier de candidature avec prétentions *sous/réf. m* 831.010 TRAM INFORMATIQUE, 23, avenue Raymond-Falaize, 78390 BOIS-D'ARCY.

Responsable système

Etablissement Public, Paris,
recherche un responsable système.
Ce poste s'adresse à un candidat ayant :
- *un minimum de 2 ans d'ancienneté dans la fonction,*
- une connaissance approfondie du système GCOS 64,

des systèmes de télétraitement et de gestion de base de données [TDS et IDS II].

Il aura la responsabilité du système et de l'encadrement *de l'équipe d'exploitation.*
Matériel DPS 7 [CII-HB].

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 7911 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SPECIALISTE EN FORMATION

- **Si vous avez** une expérience en formation, ou dans l'enseignement, ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe,
- **et si vous êtes** susceptible d'animer des séances de formation en anglais, français et/ou allemand,
- *nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes* de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.
- Prévoir déplacements hebdomadaires avec retour chaque week-end.

Adresser C.V., expérience et rémunération en ANGLAIS, sous réf. 2971 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

GERER DES CENTRES DE PROFIT

Société de Services appartenant à un Groupe aux activités diversifiées
recherche des

CHEFS DE CENTRES

(ayant l'expérience du milieu industriel ou de la distribution ou du transport)

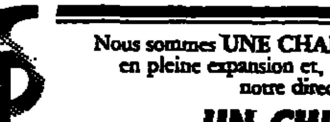
proches de grandes villes universitaires.

Responsables d'unités autonomes sur le plan exploitation (minimum 100 personnes), gestion du personnel, gestion administrative.

Ces postes nécessitent une solide expérience de la gestion d'une unité de production de taille équivalente, minimum 100 personnes, acquise sur le terrain (par exemple Directeur d'Usine) ; une personnalité affirmée ; le sens de l'organisation et de l'animation du personnel. La connaissance de l'Allemand est un plus.

Adresser vos candidatures et rémunération actuelle sous réf. 1050-M à Françoise BARSI.

LTM CONSULTANTS
63, avenue de Villiers
75017 Paris.



Nous sommes UNE CHAINE HOTELIERE INTERNATIONALE en pleine expansion et, pour contribuer à notre développement, notre direction technique recherche :

UN CHEF DE PROJET

responsable d'études de faisabilité, de la coordination des études de conception, de la *négociation* avec entrepreneurs et fournisseurs de la supervision des travaux et de leur réception.
Ingénieur de formation (A.M. ou Bâtiment).
Il a une *expérience de chantier et d'ordonnancement.*
Il a au minimum 30 ans, des qualités de méthode et de précision, de bonnes aptitudes à la relation humaine, et il maîtrise l'anglais.

UN CHARGE D'ETUDES

dont la mission consiste en l'étude et le suivi de problèmes spécifiques (économies d'énergie, problèmes de garantie décennale) et le suivi de petits chantiers.
Ingénieur de formation générale ou technicien supérieur, il a au moins 25 ans, des qualités de précision, et le sens des initiatives.
Postes à pourvoir en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) et vos prétentions sous la référence LM 1001 à Mme Labeille.

Cabinet PANISSOD-SUHNER
109, rue de Turenne 75003 Paris.

Adjoint responsable département informatique

DAF FRANCE SA au capital de 33 000 000 F
CA en 82 : 650 000 000 F H.T.

remplace un IBM 34 par un IBM 38 équipé de 30 terminaux. Dans le but d'optimaliser l'utilisation de ce nouveau matériel, nous recherchons l'**adjoint du responsable de notre département informatique.**

Agé de **35 ans minimum**, vous avez renforcé votre **formation supérieure** par **une solide expérience de la conduite de projets.** Vous connaissez également parfaitement les **matériels IBM 34 et 38** et vous avez pratiqué le **GAP 30.** De bonnes notions de GAP ED et 5280 *constitueraient un atout supplémentaire.*

Disponible et organisé, votre goût des contacts et votre faculté de rigueur vous permettront d'animer une équipe et de répondre aux besoins des utilisateurs.

La pratique courante de l'anglais *est indispensable pour cette fonction.*

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à **DAF FRANCE** - Service du Personnel - **SURVILLIERS** - B.P. 4 - 95470 FOSSES.

DAF FRANCE



MEDIA PA

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL
Pont de Neuilly, recherche

COLLABORATEUR CCIAL

I.U.T. ou B.T.S. débutant ou courte expér., actif, dynamique, connaissant l'anglais.

Ecr. avec C.V., photo et prét. n° 80.139 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS.

Administration recherche pour poste :

EXAMINATEUR DE MARCHÉS

Candidat possédant maîtrise en droit ou équivalent, si possible connaissances en marchés publics.
Ecrire SERVICE CENTRAL DES COMMANDES, 46, boulevard Bessières, 75017 PARIS.

STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

RÉVISEURS COMPTABLES

Formation supérieure
– Niveau DECS
– 1 à 3 ans d'expérience
Env. photo, C.V. et prétentions à S.C.S.P., 21, rue des Favorites 75015 PARIS

L'envergure des ambitions, l'envergure des solutions, des carrières d'envergure...

Matra Micro Systèmes

MATRA MICRO-SYSTEMES est la structure MATRA pour répondre aux besoins des organisations dans le domaine de la micro-informatique professionnelle. Elle vous propose de participer à ce grand projet. Les cinq années à venir vont être passionnantes.

INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT HARD ET SOFT

La connaissance de la micro-informatique, des automatismes sous leurs aspects matériel et logiciel, de l'analyse des schémas, lui permet de prendre en charge et de développer nos différents projets.
Ingénieur Electronicien diplômé d'une grande école type SUPELEC, ENSEEIHT, ENSERG, IDN, ... âgé d'environ 35 ans, il a acquis l'expérience nécessaire à l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs.

Réf. M 19893 D

INGENIEURS ELECTRONICIENS RESPONSABLES DE PROJETS MATERIEL OU LOGICIEL

Ils sont diplômés d'une grande école d'ingénieurs. *Une expérience de quelques années dans des sociétés de pointe leur permet de prendre en charge le développement de projets. Organisés et rigoureux, enthousiastes et disponibles, ils sauront saisir l'opportunité d'une société française ambitieuse.*
Des fonctions d'assistant peuvent être également proposés à des débutants à potentiel.

Réf. M 19893 E

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence du poste choisi à :

EGOR S.A
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

MATRA
RADIOCOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre de ses études de radiotéléphonie cellulaire

Ingénieurs
Radio
(ESE - Grenoble ENSEA . . .)

Animeront de jeunes équipes pour assurer la responsabilité complète des études et de développement, (y compris la qualification) de nouvelles gammes de produits.
Expérience radio nécessaire.

Réf.1600

Ingénieurs
Logiciel
(Grande Ecole 2 à 3 ans Expérience)

Pour assurer le développement des Systèmes de RADIOTELEPHONIE CELLULAIRE.
Il sera réalisé en atelier logiciel bâti autour d'un ordinateur VAX. Une expérience de développement de logiciel temps réel est nécessaire et une expérience multi-processeur est souhaitée.

Réf.1604

Techniciens
Radio
(B.T.S. - D.U.T.)

Dans le cadre du labo participant au développement des équipements (émetteurs, récepteurs, synthétiseurs, amplificateurs).

Réf.1601

Techniciens
(Matériel et Logiciel)

Pour participer :
soit au développement des équipements des unités de commande. La connaissance des microprocesseurs est indispensable. Réf.1602

soit aux logiciels de ceux-ci, pour ce dernier poste une expérience Micro Intel ou 280 serait appréciée. Réf.1603

GROUPE MATRA

Adresser votre C.V. et prétentions au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS
B.P. 66 – 78390 BOIS D'ARCY

Ville banlieue sud de Paris (40 000 habitants)
RECHERCHE D'URGENCE pour sa bibliothèque municipale :

UN(E) BIBLIOTHÉCAIRE DE 2e CATÉGORIE

CHARGÉ DU SECTEUR LECTURE PUBLIQUE

Recrutement : sur titres (C.A.F.B. + licence) ou par voie de mutation.
Une bonne expér. du fonctionnement des problèmes de gestion et d'animation en bibliothèque publique est souhaitée.
Adr. candidature (date limite de dépôt : 25 OCTOBRE 1983) sous n° 8.941 *le Monde* Pub., service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DE COSMÉTIQUE
BANLIEUE NORD
recherche

AGT DE MAITRISE RESPONSABLE SERVICE TECHNIQUE

Pour animer et diriger une équipe de 6 personnes.

Assistance technique à la production, réglage, entretien général et travaux neufs.

- Expérience de plusieurs années dans service entretien.
- Connaissances en électricité mécanique, électromécanique pneumatique.
- Sens de l'organisation.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 13.507 M à AFFLUENTS, 49, av. Trudaine, PARIS-9e qui transm.

Industrie de pointe, informatique industrielle, télécommunications : entre spécialistes, ...

INGENIEUR LOGICIEL SPECIALISTE TELECOM

Filiale d'un grand groupe français, spécialisé dans les nouvelles technologies, cette société se développe dans l'Informatique industrielle.

Au sein d'une équipe motivée, le titulaire du poste prend en charge le développement de produits TELECOM faisant appel à des connaissances dans les applications suivantes : *BSC 3270, 2780, X25, Réseaux Locaux.*

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, il a acquis une expérience significative en micro-informatique dans une société de pointe. Il souhaite mettre sa compétence et son enthousiasme au service d'un grand projet.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 19893 L à

EGOR S.A
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

BTB

Prendre en charge la Direction de nos services techniques...
Une opportunité pour un

INGENIEUR
Généraliste ou Chimie-Textile

BTB est la division de la S.A. DECROIX, spécialisée dans la location et l'entretien d'articles textiles destinés à l'industrie, au commerce et aux collectivités. *Elle emploie 600* personnes dans ses neuf centres d'exploitation autonomes répartis sur le territoire et réalise un chiffre qui la place en 3ème position sur le marché français.
En liaison étroite avec le Directeur des Exploitations, le titulaire du poste a pour mission d'étudier et de mettre en place les projets d'amélioration des matériels et des techniques de production de chacun des neuf centres d'exploitation. Assisté de deux collaborateurs, il prend progressivement en charge la responsabilité des services techniques : laboratoire, bureau des méthodes, travaux neufs et entretien.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de formation -générale ou chimie-textile- ayant acquis une première expérience professionnelle dans un contexte industriel similaire.
Il est aujourd'hui motivé par une opportunité lui permettant d'animer une petite équipe compétente et de participer activement à la vie d'une entreprise performante.
Le poste est basé à Boulogne Billancourt (92) et entraine de courts déplacements.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle *sous réf.* M 9833 A. à

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Jeune Adjoint Directeur Financier

Nous sommes un important **Groupe Industriel Français** (CA 3 milliards) et nous préparons la «relève» de l'Adjoint du Directeur Financier.

Tout en assimilant les structures et les particularités du Groupe avec le titulaire actuel, notre candidat sera progressivement chargé d'études en France et dans les filiales étrangères pour le Directeur Financier et la Direction Générale.

Ses missions se rapporteront à des domaines variés : fiscalité, consolidation, audit interne...

Si vous êtes jeune diplômé (e) ESSEC, Sup de Co et avez deux à *trois ans d'expérience* (de préférence dans un cabinet d'audit) le goût d'entreprendre et le sens de la négociation, adressez votre candidature (CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 1010 à HUTCHINSON - Direction des Relations Sociales - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.



SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL

Recherche pour interventions en **MOYENNES** et **GRANDES ENTREPRISES** et **GROUPES :**

CONSULTANTS HAUT NIVEAU
FINALISTES ou DIPLOMES EXPERT-COMPTABLE

Ayant également une formation de types ESC ou ingénieur. Leur expérience de 3 à 5 ans au profit de grandes entreprises industrielles les aura particulièrement sensibilisés : soit au **CONTROLE DYNAMIQUE DE GESTION** et à la **GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE** (y compris consolidation) ; soit à l'implantation de **SYSTÈMES INFORMATIQUES** dans les domaines Gestion/Comptabilité/Finances. Dans les deux cas, ils auront entre 30 et 35 ans environ avec le désir de concevoir avec réalisme des modèles et systèmes d'organisation dans leur domaine, et de diriger les mises en œuvre correspondantes avec les équipes internes des entreprises clientes. Notre profession nécessite une grande disponibilité, avec des déplacements Province/Etranger, et une attitude permanente d'écoute du client, liée à une sûreté de jugement et à une compétence technique. La rémunération initiale se situera entre 250 et 280 000 F ; le succès des interventions réalisées en permettra une évolution positive sous des formes à préciser.

Ecrire avec C.V. sous référence AC à ORAconsult
8, rue *Bellini* – *75782 PARIS CEDEX 16.*

Nous sommes une PME Société de Services et Filiale de groupes pétrolier et bancaire, implantée à Orly spécialisée dans la vente de pièces et petits ensembles destinés à la maintenance de complexes pétroliers, chimiques et énergie.

NOTRE ACTIVITÉ EST ESSENTIELLEMENT ORIENTÉE A L'EXPORT

recherchons

• RESPONSABLE ACHATS
DE TRÈS HAUT NIVEAU

Ayant une excellente connaissance des industries concernées, du matériel tel que machines tournantes, chaudronnerie, tuyauterie, instrumentation et électricité.

Cet acheteur principal, homme de dossiers, sera capable de coordonner et de diriger le travail d'équipe d'acheteurs.

Il pourra négocier des contrats avec les fournisseurs et avec les clients.

Il devra avoir effectué ce travail depuis quelques années.

Connaissance de l'anglais. Age souhaité : 30 ans.

PROFIL : un technicien à la base, ayant un goût prononcé pour la partie commerciale ou un très bon commercial s'intéressant à la technique.

• SECRÉTAIRE DE DIRECTION
POUR ASSISTER LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Parlant anglais. Ayant d'excellentes notions commerciales.
Diplôme requis : BTS ou équivalent. Poste d'avenir pour une candidate ambitieuse, ayant un minimum d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à :
AGEP 87, avenue de l'Aérodrome, 94310 ORLY.

Notre client est un des **premiers groupes mondiaux d'assurance.**
Dans le cadre de son développement, il recherche un

Coordinateur marketing

qui assistera l'ensemble des *responsables de la compagnie* dans la **définition des stratégies** et dans la **réalisation des campagnes.** Il aura, à ce titre, la **responsabilité de budgets importants.**
Le candidat que nous recherchons, **jeune diplômé ESC** ou équivalent aura acquis au cours d'une **première expérience de 2** ***ou 3 ans en tant que Chef de produit junior*** ou de **Chef de publicité**, une bonne connaissance du domaine des services. Il parle l'anglais.
Le poste est situé à **Paris.**
Nous vous remercions de nous faire parvenir votre lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous la référence 265/6.



Mutte Kernevez & Ass scm
27, rue du Général Foy 75008 PARIS
Francfort Londres Paris Zurich

MEDIA PA

AUDITEURS CONFIRMÉS

Pour l'organisme de contrôle et d'assistance d'un Groupe de 200 organismes dont les activités sont liées au financement du logement.

Ces collaborateurs (trices) seront chargés (es) de contrôler la régularité d'opérations financières et d'assister dans leur gestion et leur administration les organismes fédérés : ils (elles) doivent pouvoir évoluer rapidement vers des responsabilités de Chef de missions.

De double formation, juridique et comptable (D.E.C.S.), les candidats (es) justifient d'une expérience dans des fonctions de contrôle.

La rémunération, fonction des apports, est très ouverte.

Ecrire s/n° 8.947 – *le Monde* Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens – 75009 Paris.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

ACTIVITES EXPORT

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Techniques numériques

Vous vous insérerez, dès votre arrivée, dans le Groupe Numérique d'une activité en plein essor. Vous réaliserez les dossiers de mise en service (manuels, cahiers de recette...) et tiendrez le rôle d'interface entre les services techniques et les chantiers dont vous assurerez ponctuellement l'expertise. Secteurs d'activité : tous équipements numériques et groupes d'adaptation secondaires (connection centraux - lignes).

Vos compétences : formation supérieure en télécommunications, si possible déjà éprouvée, capacité de familiarisation rapide avec les Equipements CIT et maîtrise de l'anglais. Réf. CTO/1N

Lieu de travail : ORLEANS (45) - déplacements ponctuels de courte durée à l'étranger.

INGENIEUR OPERATIONS

Vous assurerez le suivi et la coordination de : • la réalisation des contrats de fourniture et de mise en œuvre des systèmes de télécommunications à l'étranger, • tous les chantiers de la Division Export. Une équipe d'ingénieurs et de techniciens sera placée sous votre responsabilité. De formation supérieure en télécommunications, vous pouvez justifier d'une expérience analogue d'au moins trois ans, possédez très bien l'anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger. Réf. GIU/EX

Lieu de travail : ORLEANS (45).

INGENIEUR MARKETING APPROVISIONNEMENT

Votre rôle consistera à :
- Mener les études de marchés dans le domaine des composants *électroniques* ;
- Recueillir toutes informations sur l'activité et l'évolution des fabrications de composants ;
- Assister les acheteurs pour définir nos stratégies d'achats.

En plus de votre diplôme d'Ingénieur Electronicien vous possédez une expérience technique de quelques années dans le domaine des composants ou des matériels électroniques. En outre, connaissance et pratique du marketing seront appréciées. Réf. BON/SCA

Lieu de travail : région d'ORSAY (91).

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à l'attention de :
CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis Lormand
78320 LE MESNIL SAINT-DENIS - Tél. : 062.41.28

---

chef du personnel

NOUS

- Entreprise de 300 personnes, située en banlieue nord-est, leader sur son marché, distribuant des biens d'équipements industriels, faisant partie d'un groupe multinational.

VOUS

agé de 35 ans minimum, vous avez:
- une formation supérieure
- une expérience de plusieurs années comme chef du personnel dans une société de taille comperable
- une expérience des relations avec les syndicats
- *une bonne connaissance* de la législation sociale
- une expérience industrielle

Notre chef du personnel doit:
- assurer l'administration et la gestion du personnel
- assister le directeur général lors des réunions avec les représentants du personnel
- proposer et appliquer une politique sociale dynamique de l'entreprise
- superviser le service intérieur

Merci d'adresser votre lettre manuscrite (CV, photo *et prétentions) sous référence* 46123 à

projets publicité

12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre

INTERMARCO-CONSEIL recherche

CHEF DE GROUPE

ayant 3 à 4 ans d'expérience
dans les produits grande consommation.
Anglais exigé.

Ecrire avec c.v. au **Secrétaire Général**
INTERMARCO-CONSEIL,
32, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Société d'Economie Mixte

PROCHE BANLIEUE SUD

recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Possédant expérience dans les domaines juridique, financier, technique, pour montage et suivi d'opérations d'aménagement urbain, en particulier d'actions en matière d'activités économiques.

Ecrire avec c.v. à RÉGIE-PRESSE nº T.042.509 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FLONIC

Société industrielle du Groupe SCHLUMBERGER
renforce son potentiel technique
et recherche pour sa branche en pleine expansion

Systèmes de paiement électroniques

(carte à mémoire, terminaux points de vente, publiphone)
située à Colombes (92)

Ingénieur d'études

Diplômé d'une grande école d'électronique et possèdant obligatoirement une première *expérience, il aura pour mission d'étudier et de mettre au point* des nouveaux produits et animera une équipe de techniciens au sein d'un laboratoire. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la référence S 320, à Rémy Maldant, FLONIC, 12 place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cédex.

FLONIC
Schlumberger

---

banque

BANQUE NATIONALE
recherche pour son
DEPARTEMENT INTERNATIONAL

EXPLOITANT

- chargé de rechercher, négocier et monter des financements de toute nature, pour une clientèle d'entreprises exportatrices françaises ou étrangères,
- justifiant d'une expérience de la fonction, de la maîtrise de l'anglais, et si possible d'une autre langue,
- ayant le sens commercial, disponible pour des déplacements à l'étranger de courte durée,
- évolution de carrière.

Envoyer C.V., prétentions sous réf. 186-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Paris Nord Est

Spécialiste mondial dans la production et la commercialisation de produits chimiques (CA > 1 milliard de DM), ce grand groupe allemand se place parmi les premières sociétés dans son secteur grâce à la qualité et à la spécificité de ses produits. Sa jeune filiale française renforce sa structure commerciale et recherche un

Contrôleur financier HF

Rapportant à la Direction Financière basée près de Dusseldorf, vous assurez le fonctionnement financier et administratif aidé d'une petite équipe : comptabilité (+ reporting), contrôle budgétaire, trésorerie, administration commerciale, administration générale, informatique.

Cette responsabilité conviendrait à un(e) candidat(e) plutôt jeune, de formation supérieure type Sup de Co (option finances/compta), d'une grande rigueur et ayant au moins 5 ans d'expérience de la gestion acquise en PME. Les contacts *permanents avec le siège nécessitent une bonne pratique de* l'anglais et/ou de l'allemand.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et salaire actuel sous réf. M 26910 à Rudolph von Raesfeldt
TEG — 18 place Henri Bergson - 75008 PARIS.



division SYSTEMA *Management*

Desseln

LA DIRECTION DU PERSONNEL
D'UNE SOCIETE DE DISTRIBUTION PARIS
(effectif 1000 personnes)

recherche

RESPONSABLE FORMATION COMMUNICATION

150000 à 180000

Il sera chargé :
- d'élaborer et de gérer le plan de formation de l'entreprise
- d'animer des stages
- de développer les communications internes à l'entreprise.

Le candidat retenu, de formation supérieure, aura une expérience de quelques années dans la fonction. Il sera dynamique, réalisateur, d'excellent contact et disponible en raison de la fréquence des déplacements au plan national.

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 80348 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

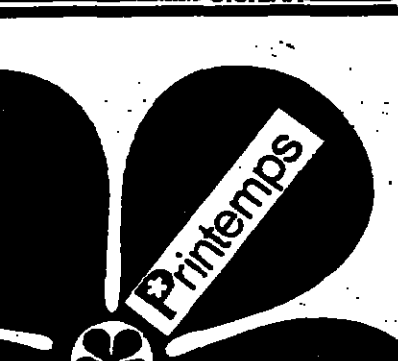
SOCIÉTÉ DES SUPERMARCHÉS DOC
2.200 personnes, 30 magasins en
RÉGION PARISIENNE
filiale du Groupe DOCKS DE FRANCE
recherche

RESPONSABLE SERVICE FORMATION

Il sera chargé :
- de cerner les besoins de formation ;
- d'élaborer le plan et de gérer le budget formation ;
- d'assurer l'organisation et le bon déroulement des stages.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Supérieure, pouvant justifier d'une première expérience réussie dans un poste similaire ou une fonction opérationnelle en magasin.
Il implique de réelles qualités de dynamisme.
Lieu de travail : Antony (92).

Envoyer C.V., photo et prétentions à SMD
Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence
92160 Antony.



DECORATEUR - CONCEPTEUR

le printemps toute l'année.

Votre rôle sera de concevoir la décoration de surfaces de vente, de réaliser des harmonies de couleurs ... En magasin, bien sûr, au sein d'une équipe de décoration comportant plusieurs corps de métier.

Il vous faut donc un grand sens du contact, car vous leur ferez réaliser ce que vous avez conçu.

SI VOUS ETES DIPLOME DES ARTS DECO, CAMONDO OU ARTS APPLIQUES - *METIERS D'ART*, et que vous pensez pouvoir concrétiser vos idées au PRINTEMPS, Mireille BORDET attend votre dossier de candidature à la Direction des Relations du Travail.
102, rue de Provence 75009 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Commerciaux
de haut niveau

DAF FRANCE S.A. au capital de 33 000 000 F
C.A. en 1982 : 650 000 000 F H.T.

recherche des cadres commerciaux de haut niveau et en particulier :

Directeurs Régionaux

(ou futurs Directeurs Régionaux)

pour animer un réseau de concessionnaires avec la collaboration d'une équipe pluridisciplinaire.

- Formation commerciale supérieure appréciée.
- **Expérience dans la commercialisation de biens d'équipement.**
- *Disponibilité géographique* **impérative** et déplacements fréquents.

L'un de ces postes est immédiatement opérationnel. Les autres sont à pourvoir, à terme, après période de *formation active au siège et sur le terrain.*

Toute candidature ne recoupant pas le profil « idéal » mais offrant une formation et/ou une expérience commerciale sera soigneusement étudiée pour des postes *à pourvoir par ailleurs (Equipe Coup de Poing, Inspecteurs Commerciaux, Vendeurs, etc.).*

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à **DAF FRANCE** - Service du Personnel - **SURVILLIERS** - B.P. 4 - 95470 FOSSES.

MEDIA PA

DAF FRANCE



IMPORTANTE SOCIETE DU

BATIMENT LEADER DU B.T.P

Recherche

2 CHEFS COMPTABLES

Ils seront chargés de missions auprès des nombreuses filiales du Groupe en matière d'Audit comptable et financier et de Conseil en organisation comptable.

Les candidats auront un DECS et une expérience de 5ans minimum en entreprise, de préférence dans une Société de BTP.

L'un des deux doit être bilingue anglais pour des missions auprès des filiales aux U.S.A.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf 28077 à* COFAP 40 rue de Chabrol 75010 PARIS, *qui transmettra.

Dans le cadre du renforcement de son département juridique et contentieux la BANQUE HERVET recherche un(e)

Juriste

Sa formation en droit privé (maîtrise, DEA...) complétée par une expérience d'au moins 3 années de préférence en milieu bancaire doit lui permettre,

- de participer à toute activité d'études inhérentes aux applications du droit bancaire ou du droit des affaires
- d'assurer la gestion de dossiers contentieux délicats
- d'intervenir progressivement en tant que conseil auprès du réseau.

Cette fonction requiert un esprit d'analyse et d'initiative ainsi que des qualités d'organisation et de contact.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions.

BANQUE HERVET

Direction des Relations Sociales et du Personnel
Service Recrutement
127, av. Charles de Gaulle-
92201 NEUILLY SUR SEINE

TRES IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES
La Direction du Personnel
recherche

RESPONSABLE FORMATION

- Il participe à la définition de la politique formation,
- Il conçoit les moyens internes et externes à mettre en œuvre,
- Il développe les actions sur le terrain,
- Il assure la gestion administrative et comptable.

De formation supérieure, il a déjà une première expérience significative de la fonction dans l'entreprise.

Motivé par la gestion du personnel, il devra être capable d'élargir sa fonction à d'autres domaines d'activité au sein de la Direction du Personnel.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à N. 3358 - **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.**

Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France.

1 **UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Françaises et Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français, dans des unités à taille *humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.*

2 **UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.

3 **L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.

4 **UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.

5 **DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.

6 **DE REELLES RESPONSABILITES.** Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

7 **UNE EVOLUTION OUVERTE.** *Toutes les évolutions sont envisageables dans des* postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.

8 **UNE FORMATION REPUTEE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.

9 **UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.

10 **LA DERNIERE RAISON...** *Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent.* Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

hommes et femmes, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.
IBM France - *Département Recrutement - Orientation* - Conseils (Référence ICM/10/10) - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.
La Compagnie IBM France s'engage à respecter strictement le caractère confidentiel des candidatures.

IBM

Organisation et Publicité



1500 personnes C.A. 1000 MF

De la distribution au MARKETING..

Le leader sur le marché français du chocolat renforce sa Direction Études Marketing avec un

Chef études distribution

- **HEC, ESSEC, ESCP, IEP..**
- Disposant d'une expérience confirmée *de la commercialisation de produits de* grande consommation acquise au sein d'une force de vente ou d'une chaîne de distribution.
- Parlant anglais.

Les études dont il sera responsable nous permettront de mieux appréhender la commercialisation de nos produits dans les différents circuits de distribution, elles auront un caractère directement opérationnel.

Ce poste nécessite d'allier rigueur de réflexion et sens du terrain.
Poste basé à 20 mn de Paris.

Adresser lettre, CV (photo) et salaire actuel à M. Michel DASSE

Lion · *Nuts* · *Smarties* · *After Eight* · *Quality Street* · *Kit Kat* · *Rêve Noir* · *Friolles* · *Lanvin* · *Menier...*

Rowntree Mackintosh
Noisiel - 77422 Marne la Vallée Cedex 2

Jeune cadre diplômé pour un syndicat professionnel

Un important syndicat professionnel recherche, pour compléter son équipe, un jeune cadre.
Il sera chargé de l'étude et de la synthèse des données économiques de la profession.
Il assurera, dans son domaine, la liaison avec l'administration, les fédérations du syndicat, les membres de la profession à l'étranger.
Il participera à l'élaboration de la politique économique de la profession.
C'est un homme ou une femme de formation supérieure (sciences po., maîtrise de sciences éco.), pouvant travailler en anglais, qui peut avoir une première expérience dans un poste similaire ou comme analyste financier.
Ce poste peut permettre de réelles perspectives d'avenir, mais il exige de grandes qualités d'analyse et de synthèse, d'entregent et de diplomatie.
Le poste est situé à Paris.
La rémunération annuelle de départ sera d'environ 110.000 F.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 309 263 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS

BKC

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(C.A. 220 M.F. - 700 personnes)

Filiale d'un grand groupe industriel

recherche pour

Le Directeur Général Adjoint d'une de ses divisions

UN GESTIONNAIRE

- jeune, dynamique,
- formation E.S.C., Sup de Co ou équivalent,
- deux ans d'expérience

POUR :

- préparer et suivre le budget de la division,
- mettre en place un suivi et un contrôle d'affaires,
- participer à l'informatisation administrative et financière de la division.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3371 - **PUBLICITES REUNIES - 112, *Bd Voltaire* - 75011 PARIS**

Grande Banque Américaine

au large réseau International

Dans le cadre d'un développement important de ses activités à Paris, notre succursale est amenée à renforcer l'équipe de sa salle des changes et recherche :

Cambiste comptant
Cambiste terme-dépôt

- intéressés par une salle active sur les marchés interbancaires et clientèle,
- plusieurs années d'expérience réelle indispensables,
- anglais courant,
- larges possibilités de développement.

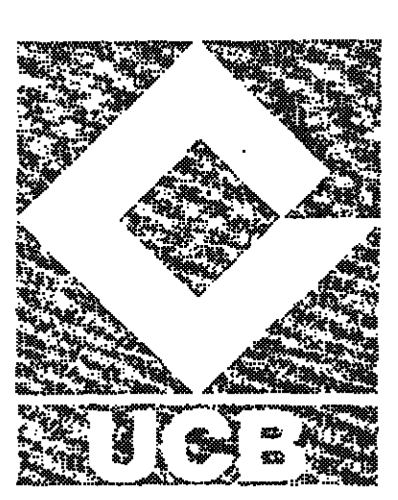
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 8496 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system





Jeunes commerciaux, vous savez animer une équipe !



L'Union de Crédit pour le Bâtiment, l'un des premiers établissements privés spécialisés dans le financement immobilier vous propose de valoriser votre acquis en devenant de futurs

Responsables de zône

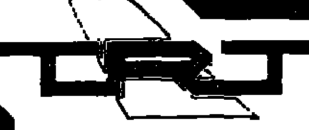
Vous avez
- 30 ans environ, une réussite dans la vente, une expérience confirmée de l'encadrement,
- la capacité et le dynamisme pour motiver les hommes,
- une totale mobilité géographique résidentielle.

Après une formation rémunérée de 4 mois vous aurez
- à participer à la définition des objectifs commerciaux de votre zône, et vous serez responsable de leurs réalisations,
- à animer, à assister sur le terrain et à contrôler votre force de vente,
- à mener des actions de négociations de haut niveau.

Pour ces postes **basés dans de grands centres d'activité,** *merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 929 à* Sophie GUENOT, **Compagnie Bancaire**, 5, avenue Kleber 75791 Paris Cédex 16.

Les candidatures seront traitées rapidement et confidentiellement.

compagnie bancaire



Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle (C.A. : + 28 % en 82) recherche pour sa DIRECTION COMMERCIALE (PARIS SUD) cadres dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

DEPARTEMENT EXPORTATION

chef de zone "Europe"
réf. M1

chef de zone "Afrique de l'Est"
réf. M2

INGENIEUR *de formation, vous avez une expérience en faisceaux hertziens ou en matériel de transmission.* L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité.
Les importantes responsabilités commerciales que nous vous confierons nécessitent une réelle aptitude à négocier des contrats.

ingénieur technico-commercial
réf. M3

Pour l'élaboration de projets faisceaux hertziens ou matériel de transmission.

A des connaissances techniques approfondies, vous adjoindrez un esprit de synthèse permettant l'optimisation technique et économique des projets.

L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité.

DEPARTEMENT "INGENIERIE - REALISATION"

ingénieur
réf. M4

Votre formation d'Ingénieur est associée à une connaissance des problèmes d'énergie (Diesel - turbo - thermo - générateurs, solaires...).

Une expérience de plusieurs années dans la définition de stations d'énergie de faible capacité serait souhaitée, une expérience en thermique appréciée.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à TRT - 5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

JEUNES CADRES FINANCIERS

Notre Société est la maison mère de l'un des premiers Groupes Français, et réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'étranger. Nous recherchons, pour la Direction Financière, quatre jeunes cadres, de formation ***HEC, ESSEC, ESCP ou IEP (ECO-FI)***, dégagés des obligations militaires, parlant bien l'anglais, et accueillant favorablement l'éventualité d'une expatriation à terme.

Après une période de formation de quelques mois, durant laquelle ils prendront en charge des missions ponctuelles, ils seront affectés à un premier poste opérationnel dans l'un des secteurs de la Direction Financière (comptabilité, financement, trésorerie, budget, audit interne, etc).

Si ces perspectives vous intéressent,
veuillez adresser sous *référence* 3MO76
lettre manuscrite + CV + photo à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Ingénieur mécanicien
ENSAM, ENSM, IDN...

Vous avez au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine de la tuyauterie et de la robinetterie.

Nous vous proposons d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Ensemble, vous serez chargés de recueillir (y compris *chez nos fournisseurs*) et de présenter à un service du Ministère de l'Industrie les justifications relatives à la fabrication et à l'installation des circuits et chaudières que nous réalisons.

Ce poste, basé à La Défense, permet d'aborder des cas techniques variés et implique de nombreux contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. LM/2692 à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Courtage d'assurances

Un Cabinet de Courtage de grande notoriété implanté à Paris et en province recherche pour son service Production de la région parisienne un

Producteur

Responsable d'une petite structure décentralisée, aidé par le réseau relationnel du cabinet, il sera chargé de développer une clientèle d'entreprises avec le soutien de services techniques performants.

Ce futur collaborateur, de formation supérieure et de tempérament commercial confirmé a une trentaine d'années. Il possède une expérience d'au moins 5 ans dans un service Production, de préférence dans un Cabinet de Courtage ou dans une Compagnie d'Assurances. Il a une bonne pratique de la négociation dans le domaine du «risque Entreprises» et est attiré par la mise au point de produits originaux.

Des possibilités d'évolution de carrière très ouvertes seront offertes à un producteur de valeur.

Merci de prendre contact par lettre sous réf. 3101 M ou par téléphone le jeudi 13 octobre au (16. 1) 281.50.55 avec les consultants de CINOREN qui nous assistent dans cette recherche.

cinoren *69 rue Lafayette 75009 Paris*

FILIALE MESURE et REGULATION du groupe SCHLUMBERGER
Nous recherchons pour MONTROUGE (92)

Chef de produits
Réf. S 315

Vous avez une première expérience en production *ou commercialisation de produits industriels.* Assistant du responsable marketing, vous contribuerez à la création de produits et services liés à la gestion et à la distribution de carburants. *Ce poste implique des déplacements.*

Responsable de projet
Réf. S 316

Ingénieur électronicien. Débutant ou première *expérience.* Vous travaillerez dans un service d'études d'indicateurs électroniques et de pupitres de gestion de stations service. Vous aurez la responsabilité d'un *projet de l'étude jusqu'à la présérie. Une formation* en logiciels, microprocesseurs et calculateurs est nécessaire.

Pour ces 2 postes, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Assistance technique
Réf. S 317

Ingénieur mécanicien-hydraulicien, 3 responsa*bilités vous seront confiées.*
- le suivi de la qualité des produits,
- les relations avec les services techniques et les constructeurs de matériels,
- *le perfectionnement du personnel de mainte*nance au Centre de Formation Professionnelle de Tours où vous aurez à vous rendre périodiquement.

Ce poste requiert impérativement une expérience en production, méthodes ou qualité.

Ils offrent de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international performant.
Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence, au Service du Personnel, ASTER BOUTILLON, 12 place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cédex.

Schlumberger

*Nous sommes **le département instrumentation** d'une importante société française qui consacre une part élevée de son chiffre d'affaires à la recherche.*

Vous êtes :
Ingénieur école supérieure d'optique

Votre expérience de 2 années vous permet de devenir

LE SPECIALISTE OPTIQUE

dans notre équipe Recherche appliquée.

Les résultats de vos travaux se concrétiseront en des matériels performants de moyennes séries incorporant les techniques de l'optique géométrique, de l'optoélectronique et de la microinformatique.

Le lieu de travail est situé à Paris.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 80326 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME IMMOBILIER
région parisienne recherche un cadre de haut niveau capable de diriger une équipe chargée du montage et de la réalisation de programmes immobiliers. Pour réussir dans ce poste de

RESPONSABLE D'OPERATIONS

Il est nécessaire de posséder une formation supérieure, d'avoir une expérience d'au moins 5 ans en promotion (si possible dans le secteur social) et d'être capable de s'imposer aux différents interlocuteurs d'une opération de construction.

Adresser candidature, lettre, C.V., *photo et* prétentions (discrétion et réponse assurées) à

ceflu RECRUTEMENT
5 rue de Vienne - PARIS 8ème
Tél : 522.55.70



ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- *Option : informatique, automatique, électronique.*
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB *s/réf. 5.317, 27, rue Taitbout* 75009 PARIS, qui transmettra.

Organisme de formation
recherche

JEUNE COMPTABLE

Niveau B.P., expérience informatique souhaitée.
Env. C.V. + photo + prét. à ANDFPCRACM
52, r. Copernic, 75116 PARIS.

FINANCIER RIGOUREUX MAIS IMAGINATIF !
Sté leader *dans sa branche,* filiale groupe international, souhaite accueillir au siège parisien un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le candidat doit être âgé de 30 ans minimum, avoir une formation supérieure et justifier d'au moins 3 ans d'expérience réelle de la fonction.

Adresser lettre man., C.V., photo et prétentions, sous la réf. 225 à : SOPEP, 56, rue Beaubourg, 75003 PARIS.

Associat. éducation populaire
recherche
DOCUMENTALISTE
15 h/semaine. Travail par tél. et en équipe : Loisirs social. 2 660 F/mois + 13e mois.
Env. C.V. + photo à : I.F.P. Ecole des Parents – 4, rue Brunel – 75017 PARIS.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER

recherche

CONTROLEUR DE GESTION
H/F

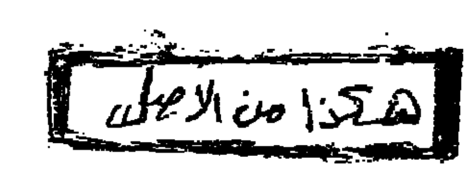
L'objectif que nous fixons à notre futur chef du service «CONTROLE GESTION DES VENTES» est :
- d'animer, en concertation avec les directions commerciales un contrôle de gestion des ventes orienté vers l'action et les résultats
- d'optimiser le système existant notamment par l'élaboration d'outils d'aide à la décision.

Les activités majeures de la fonction sont :
- planification
- analyse des centres de profit
- simulations
- application d'un système informatique décentralisé de planification, permettant la plus grande flexibilité.

Ce poste conviendrait à un candidat :
- diplômé d'études supérieures (HEC/ESSEC/ESC) ayant acquis une expérience d'environ 5 ans au cours de laquelle ses facultés d'analyse et d'initiative se seront manifestées concrètement
- possédant d'excellentes facultés de contact, une grande aptitude à convaincre et le goût du *travail en équipe*
- connaissant la langue allemande.



Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département du Personnel 32, avenue Michelet - 93404 SAINT-OUEN



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

AIR INTER
LIGNES AÉRIENNES INTÉRIEURES
recherche pour renforcer son équipe un

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera diplômé d'une Grande École de Commerce (HEC - ESSEC - SUP de CO) option contrôle de gestion. Il aura de bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 680 M au département Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal Devaux
91550 – PARAY VIEILLE POSTE

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(C.A. 850 millions de francs)
LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche
POUR SON SIÈGE A PARIS

CHEF COMPTABLE

POSTE :
- Responsable d'une équipe de 20 personnes dont 3 cadres.
- Il supervisera la comptabilité générale, les déclarations fiscales, les comptabilités clients et fournisseurs.
- Il poursuivra l'informatisation en cours.

PROFIL :
NOUS DEMANDONS :
- D.E.C.S. ou niveau expertise.
- Minimum 5 ans expérience.
- Qualités d'animateur.
- Sens de l'initiative.

Faire parvenir C.V. et rémunération actuelle à nº 70.785 RUSH PUBLICITÉ, 84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONTROLE FIDUCIAIRE

(Fiduciaire Chaussée d'Antin)
recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle
Pratique Cabinet minimum 2 ans

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important.
Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire Département Recrutement
100, rue Lafayette 75010 PARIS

IMPORTANTE STÉ recrute

INGÉNIEURS – ELECTRONICIENS

Gr. Écoles – 2 à 5 ans expér. Connais. 68000 - 8080 - 8086 Hard et/ou Soft
Projets temps réel Assembleur Téléphonie – Télématique
SALAIRE : 200 000 F/AN
Écr. ou tél. INTER-COMPUTER 61, av. de la République 75011 PARIS
Téléphone : 806-50-00

Cabinet compt. Paris-Centre recherche
COMPTABLE CONFIRMÉ(E)
Libre de suite
Poss. horaire réduit.
Informatique souhaité.
Expérience Cabinet exigée.
Tél. 236-30-13.

ADMINISTRATEUR DE BIENS recherche

GESTIONNAIRE

d'immeubles en co-propriété poste à pourvoir immédiatement. Envoy. C.V. et prétentions à FRANCO SUISSE GESTION 3, rue Stockolm – PARIS 8e

---

AGENCE PUBLICITÉ
Quartier BOURSE
recherche

TECHNICIEN (NE)

PETITES ANNONCES
EXPÉRIMENTÉ (É)
Dactylo nécessaire
Poste à pourvoir rapidement

Écrire avec C.V., photo à Nº 5.385 CIP
17, rue de la Banque-2e.

UNIVERSALIS

recherche
5 DÉLÉGUÉS (ÉES)
de qualité
actifs, ambitieux,
minimum 23 ans.
Tous avantages sociaux
rémunération évolutive.
Tél. au : 538-66-16.

Clinique psychiatrique
JEANNE D'ARC
15, rue Jeanne-d'Arc
94160 SAINT-MANDÉ
Tél. : 374-12-10, recherche
INFIRMIERS (ÈRES)
D.E. ou psychiatriques
Temps complet (12 h/20 h 30) et postes disponibles nuit
Téléphoner ou se présenter.

Urg. : depuis la rentrée 200 élèves rech. Prof. de math. et phys. Durée indéterminée ; Conseil de parents d'élèves, collège de Fosses 468-68-90.

CONSEIL JURIDIQUE
recherche

COLLABORATEUR

Écrire à la Sté DUPONCHEL 18, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

CIBA GEIGY

Filiale du premier Groupe chimique SUISSE
recherche pour son siège à RUEIL-MALMAISON un

JEUNE CADRE COMPTABLE

Titulaire du D.E.C.S. complet

Directement rattaché au responsable des comptabilités, il sera formé aux méthodes de notre société dans les différentes sections comptables.

Cette expérience polyvalente peut par la suite l'amener à prendre une responsabilité « opérationnelle »

Les candidats auront acquis une première expérience comptable d'environ 3 ans et une bonne connaissance de la fiscalité.

Env. C.V. + lettre manuscrite à S. ENGRAND - Département du Personnel - 2, rue Lionel-Terray, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR L'INFORMATIQUE
FAITES UNE CARRIÈRE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années *d'études supérieures, dégagés des* obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo s/réf. 79248 B à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

---

etap
4, rue Massenet 75016 Paris
Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Ingénieur grande école
Chef de service études économiques
référence KS 165 AM

L'AIR LIQUIDE recherche pour le **Département Français des Gaz** (3.000 personnes, CA supérieur à 2 milliards), un **Ingénieur grande école** qui aura un rôle important dans la préparation des décisions de la Direction Générale du Département.

Animateur d'une équipe d'ingénieurs, il sera chargé d'études technico-économiques concernant tous les domaines du management : investissements, développements, études de rentabilité...

Ce poste formateur, ouvrant de larges perspectives ultérieures de carrière, conviendrait à un ECP, Mines, ENSAE ou école de niveau équivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience en études économiques acquises dans un grand groupe industriel, une banque ou un cabinet spécialisé.

Des qualités d'imagination, de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, un esprit rigoureux et de bonnes aptitudes relationnelles sont indispensables.

Poste à Paris.

Fonction personnel
Un responsable fort potentiel
référence MU 167 AM

BOUSSOIS **filiale de PITTSBURG PLATE GLASS premier** ***groupe verrier américain,*** *recherche pour sa principale* usine (1.400 personnes, **située à Boussois,** un homme de personnel qui devra seconder le Responsable des Ressources Humaines et des Relations Sociales de l'usine en liaison étroite avec la hiérarchie et les partenaires sociaux.

Le titulaire du poste assumera progressivement les responsabilités dans les domaines suivants :
- gestion des ressources humaines,
- hygiène et sécurité,
- formation et organisation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESC, Droit, Sciences Po., Ingénieur, Psychologue) ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction "personnel" acquise de préférence dans une industrie à feu continu, témoignant de solides qualités de contact, de rigueur, de gestionnaire.

Dans les deux ans, il sera amené à prendre une responsabilité complète dans l'usine ou dans le groupe.

Recherche sur les procédés
référence GO 162 CM

Innovation sur les matériaux
référence HP 163 AM

Lafarge Coppee **L.C. RECH. (Lafarge-Coppée Recherche)** plus de 200 personnes a pour vocation de réaliser des travaux de recherche pour les différentes sociétés du groupe. L'établissement de Trappes crée deux nouveaux postes :

- **Recherche sur les Procédés.** Intégré à une petite équipe de création récente, cet ingénieur sera chargé d'étude et développement des diagnostics de procédés industriels pour répondre à la demande : ciments, bétons, plâtres...
Ce poste intéresse un docteur-ingénieur de formation de base génie chimique, bien motivé par les techniques d'instrumentation physique.

- **Innovation sur les Matériaux.** La création de ce poste répond à une volonté de se préparer aux mutations technologiques à venir dans le domaine des matériaux. L'objectif de cette fonction étant d'aboutir à la création de nouveaux produits, la réussite à ce poste nécessite de réelles qualités d'ouverture d'esprit et de créativité.
Ingénieur diplômé (orientation matériaux souhaitée), le candidat aura acquis quelques années d'expérience d'innovation produit dans une société industrielle ou un centre de développement technique.

La gestion de carrière pratiquée dans le Groupe Lafarge-Coppée permettra à ces ingénieurs une évolution vers d'autres fonctions (procédés, production ingénierie).
Lieu de travail : Trappes (Yvelines).

Écrire en précisant la référence.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

---

secrétaires secrétaires secrétaires

FABERGÉ
PARFUMS FABERGE S.A.
recherchent pour leur Division Export

secrétaire de direction

Habitant de préférence la région d'Orsay (91)
Parfaitement bilingue anglais-français, elle devra de plus maîtriser avec efficacité la sténo anglaise et française et se montrer une dactylo confirmée.
Sa disponibilité et son expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de l'exportation *devront lui permettre de s'intégrer* rapidement à une équipe dynamique à fort potentiel d'activités.
Restaurant - 13e mois

Adresser C.V. en anglais, photo et prét. à la Direction du Personnel des PARFUMS FABERGE S.A.
B.P. 125 - 91944 LES ULIS CEDEX

SAFT MAZDA
Groupe CGE
recherche pour
sa *DIRECTION GÉNÉRALE*

SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

Ce poste s'adresse à une candidate de 30 ans environ pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction similaire.
Son habitude des contacts à haut niveau, son intérêt pour les relations internationales, sa motivation pour les nouvelles techniques de secrétariat seraient les atouts qui, joint à un réel esprit d'initiative et d'organisation lui permettraient d'évoluer vers une fonction d'assistante.

Adresser CV + rémunération + photo au Service du Personnel 125, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS-PERRET

SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE
PRODUITS PÉTROLIERS
rech. pour Paris-Nord

JEUNE VENDEUR

25 ans minimum même débutant (Niveau Bac + école de commerce)
ou JEUNE PROFESSIONNEL DE LA VENTE

Bonne présentation et dynamique. Format. sur nos produits assur. Rémunérat. fixe + 13e mois + frais déplacements. Poste évolutif. Résidence souhaitée : Val d'Oise.
Disp. dans les meilleurs délais.

Adress. C.V. + photo + prét. sous réf. 5.071 à

PUBLICITÉ GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE recherche

Ingénieur électro-technicien débutant

pour son équipe chargée des études techniques en relation avec la clientèle sur les problèmes d'énergie (BT - MT - THT) et des télécommunications (en particulier de liaisons à fibres optiques).
Lieu de travail : RÉGION FONTAINEBLEAU.
Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un Ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :
Organisation et Publicité
2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Important établissement financier Paris filiale d'un groupe bancaire recherche

SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- *Sténo et dactylo exigées.*
- B.T.S. souhaité.
- Notion d'anglais.

Envoyer candidature et C.V. + photo s/réf. 11252 à **PIERRE LICHAU S.A.** BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

Mc CANN ERICKSON

STÉNO-DACTYLO BILINGUE

Av. secrétariat Direction générale
- Sténo française et anglaise indispensable.
- Traductions courantes.
- Frappe courrier – rapports.
- Téléphone – télex.

Libre de suite. Adresser C.V., photo, salaire.

Mc CANN ERICKSON
Réf. A.B. Tour Maine-Montparnasse.
33, avenue du Maine.
75755 PARIS. CEDEX 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
près Champs Élysées
recherche

secrétaire de direction

Excellente présentation et capacité d'initiatives nécessaires
Libre rapidement

Adresser CV, photo et prét. sous réf. 80352 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

représentation offres

Impt groupe français ch. VRP introduit ou non sur secteur HBJO pour lancement nouveau produit performant.
Env. C.V. + photo à DENIS COURTES (réf. LF 04) 22, rue Grolée 69002 LYON qui transm.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

EMPLOIS CADRES

En vente chaque semaine chez votre marchand de journaux, et au Monde 6 F.

BON DE COMMANDE « *Emplois Cadres* » *numéro :*

NOM .... *PRÉNOM* ....
ADRESSE ....
CODE POSTAL .... *VILLE* ....
NOMBRES D'EXEMPLAIRE (S).................. × *7 F (Frais de port inclus.) :* .... *F*

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro : 5, rue des Italiens – 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

OFFRES D'EMPLOIS

Notre Groupe est le leader mondial du Contrôle et de l'Inspection des matières premières et de nombreux produits à l'importation et à l'exportation et sur le marché intérieur. Il recrute pour sa division des produits agro-alimentaires, en son siège social, à Paris un :

CHEF DE PRODUITS

qui aura pour mission de développer notre part du marché français, en indentifiant et en mettant en place de nouvelles lignes de produit qui répondent aux exigences du marché. Il organise en aval le bon fonctionnement de la chaîne de ces lignes de produit. De formation agro-alimentaire ou commerciale, notre candidat, issu de l'enseignement supérieur, maîtrise les techniques du marketing et de la gestion. De plus, il réunit une expérience d'au moins trois ans soit dans la filière agro-alimentaire, soit en cabinet. Il dispose par ailleurs de bonnes notions d'anglais. Ce poste débouche à 2 ou 3 ans sur une carrière internationale et les candidats potentiels doivent être intéressés par cette possibilité d'expatriation. Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre et prétentions à Division du Personnel



SGS FRANCE s.a.
16 rue du Louvre - 75001 PARIS

Importante société d'ingénierie nucléaire
recherche

Ingénieur confirmé

dans le domaine des

échangeurs de chaleur

Il aura en charge la conception, le dimensionnement et l'intégration des questions liées à la réalisation.
Le spécialiste que nous recherchons a une formation ECP, ENSTA, ENSAM., et quelques années d'expérience dans le domaine de la réalisation industrielle des échangeurs de chaleur.

Nous proposons un environnement scientifique de haut niveau et la possibilité d'élargir à terme ses responsabilités au sein de la société ou de sa maison-mère.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre de candidature, avec CV et photo sous réf. 6651, à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Sciences & TECHNIQUES

La revue d'actualité et de prospective technologique recherche :
- Deux **JOURNALISTES** de formation scientifique ou technique
- Un **SECRÉTAIRE DE RÉDACTION** expérience de la presse technique
- Des collaborateurs extérieurs **PIGISTES**
- Un **CORRESP. GERMANOPHONE**, de préférence résidant en RFA

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo à : Publications ISF – 19, rue Blanche, 75009 Paris.

capitaux - propositions commerciales

Cherchons

ORGANISATION DE VENTE NATIONALE

qui visite les secteurs
pharmacie-drugstore, parfumerie, grands magasins

pour un article de grande consommation (non food), qui offre des affaires intéressantes, avec un prix public inférieur à FF 40.

Nous sommes une entreprise suisse, active depuis 25 ans, avec les meilleures références. N'ayant pas encore de relations commerciales dans ce domaine, nous cherchons donc une organisation de vente bien introduite.

Si vous êtes intéressés, veuillez prendre contact avec nous.

ÉTABLISSEMENTS WEICK,
22, avenue Luserna, CH-1203 Genève, Télex 22828.

SITUÉE A PROXIMITÉ DU BD PÉRIPHÉRIQUE *ET DE LA RN 2* VERS BANLIEUE NORD

Nous possédons une entreprise comprenant
- **Locaux** : 3 ateliers intérieurs, 3 ateliers extérieurs, 3 entrées indépendantes (surf. 1.000 m²), 3 bureaux.
- **Matériel** : véhicule, poids lourd avec grue, 4 camionnettes dont 1 benne.
- **Outillage** : complet.
- *Personnel* : 6 employés, 1 secrétaire, 1 gardien.

NOUS OFFRONS NOS SERVICES POUR TOUS TRAVAUX (Bâtiment, serrurerie, entretien, etc.)

NOUS ÉTUDIERONS AUSSI TOUTES LES PROPOSITIONS QUI NOUS SERONT FAITES *(Commercial, dépôt, livraison)*

Téléphone : 836-30-58.

formation professionnelle

Vous avez dit BTS ?
Nous préparons
au BTS INFORMATIQUE
- cours annuels
- perfectionnement



118, r. de Crimée, 75019 Paris
205-24-63 Mme EDON.

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Les emplois offerts à l'ETRANGER sont nombreux et variés. *Demandez une documentation sur la revue* spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

travail à domicile

Mise en forme de textes réécriture, dactylo pour dipl. d'études sup. – 887-71-88

J.-F. cherche dactylographie de manuscrits à domicile 13 F. la page travail soignée. Téléphone : 848-89-65.

villégiature

MAISON EN VILLE : 2 chambres, 2 salles de bains, lave-vaisselle, buanderie, piscine, court de tennis, allée vers la plage, près du site des Jeux *Olympiques, facilités de transports.* 1.000 dollars par semaine, caution 20 %. Los Angeles : tél. (213) 342-79-56.

traduction demande

Égyptien h. école cherche heures. corresp. traduction échange commerce Franco-Arabe. – 849-50-92.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Vends Mazda 818 coupé Année 78 – 78000 km. Prix argus 7 500 F. Tél. 285-67-62, heure bureau M. Depourtoux.

BMW SERIE 3-5-7
83-84 peu roulé garantie Auto Paris XVe – 533-69-95 63, r. Desnouettes, Paris 15e.

divers

EQUIPEMENTS 4 x 4 personnalisés

Siège-banquette *(couchette rabattable)*
TOUS VÉHICULES
à partir de 850 F HT
transformations - blindage
CARROSSERIE INDUSTR.

F.F.E.A 19, r. Dézobry 93-ST-DENIS
820-18-62 et 839-22-60.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE (37 ans, études supérieures de gestion, expérience particulier secteur hôtelier).
POUVANT PROUVER ses polyvalences, son adaptabilité et ses capacités à communiquer et à manager.
PROPOSE son EXPERIENCE des grands complexes et sa CONNAISSANCE DES PAYS ARABES.
Etudiera toutes offres sérieuses FRANCE ou ETRANGER. – Tremolières 04860 PIERREVERT.

CHEFS D'ENTREPRISES
Pénétration, réussite sur le :
MARCHE BRITANNIQUE
Par ingénieur confirmée, MBA étudiante, 7 ans expérience dans IMPORT-EXPORT. Ecr. s/no 2.099, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 30 ans, maîtrise de Droit Exp. Cabinet d'Avocats et entreprises cherche poste de :
JURISTE
Téléphone : 303-40-86.

ING.-ECO.
EPZ-CEPE voyagerait France et Etranger
Ecr. *TROY BP 63, PRADES-66-50*

J.fille, DOCUMENTALISTE (I.U.T.) avec maîtrise Cherche emploi, libre de suite. Ecr. s/no 8.938, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

PROFESSEUR
en cours techniques, Réalisateur des méthodes modernes en films sonores, macrophotographie, etc. pour la formation accélérée d'utilisation et d'entretien MILITAIRE et INDUSTRIEL ch. emploi. Ecr. s/no 525.990 ROSSEL R.P. RUE ROYALE 112 B-1000 BRUXELLES.

DIRECTION et GESTION
- HOMME, 40 ans, universitaire, expérience de direction P.M.E., secteurs transports, services, export *(Esp., Am. Lat., Maghreb).*
- Anglais + espagnol.

Cherche poste actif d'adjoint à D.G. ou P.D.G., direction P.M.E. ou filiale. Ecr. s/no 6.539 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRAVAUX PUBLICS
Licence en droit français et *libanais, 4 langues (anglais),* expérience jurid. et admin. en travaux publics. – Cherche un poste au Moyen-Orient (de préférence). – Tél. : 570-94-25 à partir de 19 h ou : Ecr. s/no 2.094, *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR
INGÉNIEUR + IAE + MARKETING
20 ANS EXPÉRIENCE
Vente services et conseil aux entreprises.
Cherche des responsabilités adjoint président PME ou direction filiale. Ecr. s/no 2.125, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Infirmière, Diplômée d'État depuis 1980, cherche pl. stable région parisienne, Nord de préférence. Maternités ou crèches, *ou infirmière dans cab. médical,* ou dans l'industrie. Disponible à partir de décembre. Pour tout renseignement : Tél : 991-37-21, ap. 19 h. Mme COUDERC, 17, rue Brune 95570 BOUFFEMONT.

HOMME 30 ans, huissier de justice, ayant exercé la profession 4 ans + stages, envisage situation dans contentieux ou autre. Sal. souhaité : *20.000* mens. Ecr. S.I.P. Publicité (réf. 1.206) 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

STIMULER VOS VENTES A L'EXPORT
Une expérience confirmée dans le commerce international de minerai, produits dérivés et produits chimiques.
Le sens des négociations de haut niveau. Une personnalité de premier plan.
Tout pour stimuler vos exportations – J.H. 32 ans, E.S.C. + Sc. Eco., maît. Angl., Arabe. Actuellement manager pays Europe Ouest, expérience également Asie Sud-Est – Attend *vos propositions.*
Ecrire sous le no T 042.477 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE FEMME irlandaise, 26 ans, bilingue, franç. angl., lic. franç.-philo, dipl. sup. biblioth. et doc. ch. poste domaine biblioth./Doc. Paris et banlieue, libre de suite. Tél. : 262-30-25.

Jeune femme 24 ans, recherche emploi stable de dactylo sur Paris. – 5 ans d'expérience. – *Tél.* : 001-06-77.

Jeune fille, 20 ans, bilingue anglais, notions espagnol DUT : TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION Recherche situation commerce internat. régions LE HAVRE ou ANNECY. Ecrire à Projets 12, rue des Pyramides 75001 PARIS en rappelant la réf. 46.084.

Jeune fille 20 ans (niveau BAC G1), expérience Banque 2 mois – recherche emploi secrétariat dans ttes Branches. Ecr. s/no 6.542, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ÉCONOMISTE DU DÉVELOPPEMENT
H., 32 ans, doctorat 3e cycle, univ. Bordeaux, expér. Afrique, bil. Fran. Angl., recherche poste à responsabilité en P.V.D.
O. Scherpereel. 28, rue Joliot-Curie. 33530 Bassens. T. : (56) 06-14-20.

J.H., BEP Mécanique générale, LON, 1 an exp. prof., cherche travail sur chantier à l'étranger. Téléphone : (85) 39-27-86.

H. 38 ans, parlant, écrivant RUSSE, BULGARE, ROUMAIN, 18 a. technico-commercial, étudie toutes propositions. Tél. : 965-27-71 après 20 h.

CADRE COMMERCIAL
36 ans. École cciale, expérience vente nationale et internationale. Anglais courant, étudierait ttes propositions. Ecr. s/no 2.104 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RESPONSABLE ADM. COMPTABILITE ET FINANCIER
32 ans, SC.-PO + ESSEC. Anglais. Arabe. Espagnol. 3 ans Moyen-Orient.
Cherche poste *sim. à l'expatriation* dans groupe performant + possibilité évolution carrière.
Ecr. s/no 2.088 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 23 ans, FORMATION LITT. (Maîtrise et DEA lettres mod.), recherche travail édition, presse, publicité. Appeler aussi emploi librairie, service culturel ou de doc., galerie, vente boutique. Motivation et compétence. JACQUES au 272-05-12.

H. 33 ans. Anglais fluide, connaissant dactylo, not. commerce int., recherche emploi *service import-export, sce com*mercial sédentaire ou transit. Ecr. s/no 2.005 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Juriste fiscalité, H. 35 ans, maîtrise droit, ancien inspecteur impôts, 9 a. expér. cabinet de conseil renommé, étudier. ttes propos., rég. Sud. Libre sous 3 mois. Ecr. No 109.433, AGENCE HAVAS. B.P. 1519. 45005 ORLÉANS CEDEX.

JURISTE
J.F. maît. droit intern. et des affaires, DESS droit Européen. Anglais courant, sens relat. humaines, esprit de synthèse. Rech. poste juriste cabinet ou entreprise. Libre imméd. et ttes régions. T. : (3) 074-28-99.

Traduction trilingue à son compte jusqu'à ce jour, ch. emploi stable dans entreprise ou administration. Téléphone : 271-53-98.

J. Fme 35 ans, DEUG droit, ex*cellent niveau de culture géné*rale, expérience documentation, cherche emploi, édition, presse, médias. Téléphone : 371-52-41.

J.H. Bonne présentation B.T.S. commerce international, trilingue Arabe, Anglais (Cambridge) 3 ans d'exp., étudie toutes propositions France-étranger, disponible immédiatement. Ecrire sous le no T 042.566 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. ING. ELECT. début. rech. emploi bur. d'études, recherche, fabrication. Trilingue. Ecrire sous le no T 042.570 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANIMATEUR/FORMATEUR ORDINATEUR INDIVIDUEL NOSEK (1) 271-97-62 44, RUE QUINCAMPOIX, 75004.

U.S.A.
Société désirant investir, DIRIGEANT FRANÇAIS résidant *CALIFORNIE. 40 ans,* peut vous représenter ou diriger votre filiale. Ecr. s/no 8.963 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Diplômée Etudes Commerciales Supérieures (I.S.N.) option commerce international, 21 ans, excellente connais. anglais et all. usuels et commerciaux, stage marketing, *3 mois aux U.S.A., ch. poste* service export. cclal ou marketing France ou étranger, sédentaire ou itinérant. Françoise LECLERC 186, rue du Clair-Mont 76230 Bois-Guillaume.

CADRE DIRECTION
Formation financière comptabilité commerciale, E.S.C.P., 54 ans, profil esprit jeune, dynamique, sens contact responsab. Langue anglaise ancien audit expér. domaines variés product. prest. rompu techn. modernes gestion, action commerc. caractère pragmatique alliant humour rigueur
RECHERCHE POSTE
Étudiera toute offre telle relance entreprise, commerce, région indiff.
Ecr. s/no 2.026 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

CONSULTANT 33 ans Psycho industr. (niv. DESS) expér. 8 ans : gestion ressources humaines (recrutement, formation) cabinet et entreprise France, étranger, recherche situation motivante, étudie toutes propositions y compris missions à l'étranger. Ecrire no 80.441 CONTESSE, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

L'immobilier

appartements vente

5e arrdt

RUE BUFFON
Imm. pierre de t. ravalé dble séj. + ch. tt. cft rue et jd. 5e ss asc. 550.000 – 707-14-76.

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts les jours, 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

7e arrdt

ST-GUILLAUME, LUX. 354-42-70
208 m² SUR JARDIN.
Appartement de réception.

Près CHAMP DE MARS RUE JEAN-CARRIES
Élégant duplex. 6 p., 220 m². Serv. DORESSAY. 624-93-33.

9e arrdt

Me TRINITÉ. Pptaire vd pierre de t., BEAU 2 P., tt cft, à neuf. 48 m². Soleil, rue et cour. 380.000 F. 285-37-15.

10e arrdt

PROCHE REPUBLIQUE
Exceptionnel dans imm. ravalé intérieur, extérieur Beau 2/3 Pces. Px : 298.000 F.
SIMRA 355-08-40

11e arrdt

REPUBLIQUE, petit 2 P., 5e clair, tt équipé, nf. 200.000 F. Pptaire. 590-86-06, 7 à 21 h.

Me RÉPUBLIQUE
Ds bon imm., 5e ét. Balc., gd 3 p. à saisir. 300.000 F. SIMRA 355-08-40.

COURS DE VINCENNES
Ds imm. pierre de t. 2e étage, beau studio s/rue, travaux à prévoir. 130.000 F. SIMRA 355-08-40.

12e arrdt

REUILLY-DIDEROT except. tr. gd liv. + gde chbre, tt cft, 82 m², imm. 1958, calme, soleil, dernier ét., asc., total. 600.000 F. *Téléphone : 337-88-58.*

14e arrdt

MONTPARNASSE
NEUF, 2 P., 47 m² sur jardin. 640.000 F. Tél. 225-32-25.

Me PLAISANCE
Livré janvier 84, vue dégagée plein Sud, du 3 au 6 pces, dont un duplex, terrasse, à partir de 835.000 F. Tél. 225-32-25.

Me DENFERT-ROCHEREAU Beau 2 P. : 360.000 F. Lundi, mardi *15/18 heures.* 22, RUE LALANDE.

15e arrdt

RARE, VUE SUR SEINE
RÉSIDENCE TOTEM
57, 59, quai de Grenelle-XVe luxueux appartements du studio au 4 pièces. Renseignements et visites sur place, 11 à 13 h. - 14 à 19 h.
CAPRI 577-51-64.

SEGUR 327-82-40
Original grenier, luxueusement aménagé, 180 m². 1.800.000 F. Soir 828-72-71.

15e récent près METROS Joli 2 pièces, cuisine, bain. Calme, 400.000 F. 577-74-38.

16e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES JASMIN, rue de la Cure *p. de t., ascenseur, appts libres* ou occupés, 103 à 131 m². M. à prix de 600 à 900.000 F. Lalande Champetier de Ribes. Téléphone : 260-83-97.

MARCHÉ DES NOTAIRES *JASMIN, rue de La Cure.* Petits ateliers et boxes. Logements, chbres occupés. Lalande Champetier de Ribes. Téléphone : 260-83-97.

ALMA Président Wilson gd stand. 320 m². Magnifique récept. 100 m² + 4 chbres. Bon plan studio. Serv. gard. possib. 633-29-17 – 577-38-38.

VICTOR HUGO. R. POINCARE *3e ét., très bel appartement* 8 p. + 4 serv. + box dble. Profes. poss. T. : 572-02-87.

QUAI BLÉRIOT O.R.T.F. Immeuble pierre de taille, double récept., 1 chbre, 140 m² + studette service. GARBI – T. : 567-22-88.

17e arrdt

45 BIS, AV. DE VILLIERS
Me MALESHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE REHABILITATION *visite, lundi, mardi, 14 à 18 h.*

VILLA LAUGIER 2 PIÈCES 30 m², r.-de-ch., refait neuf. 290.000 F. Tél. 763-44-30.

18e arrdt

RUE LETORT
2 pces cuis., s. d'eau, w.-c. 190.000 F. Tél. 763-44-30.

18e RESIDENTIEL
S/SQUARE, plein soleil GRAND 4 P., tout confort. 1.050.000 F. T. : 254-71-93.

20e arrdt

Me MARAICHERS, studio tt équipé, neuf, petit immeuble. 140.000 F. Propriétaire. Téléphone : 590-86-06.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE très beau liv. + bur. + ch. 80 m² + JARD. D'HIVER 12 m², Parfait état, charme calme, PARKING ET CAVE *Prix 930.000 F.* – *805-10-08*

94 Val-de-Marne

CRÉTEIL 200 m. métro studettes - studios 2 P. A PARTIR DE 190.000 F.
Location-vente possible PRÊTS CONVENTIONNÉS POSSIBLES Habitable Octobre 83 Les ARCADES, angle Av. G. de Gaulle/rue Eder *Tous les jours sauf mardi* et mercredi. Tél. : 339-87-12 ou SINVIM : 500-72-00.

Province

PERPIGNAN : Appart. 115 m² confort air, soleil, bon emplacement 450.000 F. Tél H. Repas 16 (68) 50-30-70

appartements achats

Recherche 1 à 3 pces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

Jean FEUILLADE 54 av. de la Motte-Piquet 15e, 566-00-75 rech. 15e, 7e ardts – appts gdes surfaces et immeubles Paiement comptant.

AGENCE DE L'ETOILE
rech. BEAUX APPTS PARIS *VILLAS BANLIEUE OUEST* pour SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ET DIPLOMATES A VENDRE OU A LOUER Téléphone : 380-26-08.

MOCLER 21, r. CAMBRONNE (15e). 567-60-78 rech. pour ses clients APPTS DE QUALITÉ. 15e, 7e. TOUTES SURFACES.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES *Téléphone : 296-58-46.*

Région parisienne

A LOUER EXCEPTIONNEL
VERNEUIL-SUR-SEINE 1 km gare, 30 mn St-Lazare CADRE BOISÉ *Magnifiques villas neuves* 7, 8 P. 230 m² habitables cuis. équipées grand luxe GRANDS TERRAINS LACHAL S.A. 14 h à 19 h. (sauf mardi et mercredi) Téléphone : 971-72-81.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPTS, HOTELS PART. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT. **562-78-99**

Urgent jeune étudiant américain rech. chambre de bonne ou petit studio. Tél. : 508-12-88.

Nous recherchons en location auprès pptaires particuliers des appts ttes catégories et villas Paris proche banlieue. Ceux-ci étant destinés à loger des cadres supérieurs et employés d'UNE *IMPORTANTE ADMINIS*TRATION. 504-01-34 p. 12.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav., ttes banl. Loyer garanti. 10.000 F. 283-57-02.

Institutrice cherche à louer 2 pièces, Choisy-le-Roi, *Thiais.* Téléphone : 884-82-60.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL *rech. pour sa direction,* beaux appts de standing 4 pces et plus. 286-11-08.

propriétés

Part. vend grande propriété en bordure de forêt et d'un village calme, située à 62 km de Paris-Nord, 40' par *l'autoroute* ou par le train. Maison de 260 m² sur 2.500 m² de terrain, 60140 SENECOURT. Près Clermont-sur-Oise. Tél. : 16 (4) 473-15-81.

STE-MAXIME vue panoramique golfe ST-TROPEZ villa meublée, 6 chbres, 1.700.000. Téléph. : pptaire 590-86-06.

terrains

Presqu'île de Giens
A vendre 2 terrains contigus. 2.000 m² chaque, viabilisable. Constructible sur 1.200 m². 250 F le mètre carré. Téléphone : (16) 94 58-23-95 ou 58-20-99.

bureaux

Ventes

BUREAUX
VOUS CHERCHEZ 300 m² ET PLUS A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88.

Locations

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de sociétés G.S.M.P., 54, r. de Crimée, 19e Téléphone : 607-62-00 TÉLEX.

BUREAUX MEUBLÉS à Paris-8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs délais rapides
ASPAC 293.60.50+

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés démarches et tous services. Permanence téléphonique
355-17-50.

SIÈGE SOCIÉTÉ
Domiciliation RC – RM. Secrétariat – Bureaux neufs SODEX – 341-81-81 150 Av. Daumesnil Paris 12e.

NEUILLY/SEINE
Proche Bd Bineau 800 m² Grand standing Restaurant. Tél. Pkgs
SARI. 776-44-88.

92 PUTEAUX
1.000 m² divisibles Tél. + park. + cloisons
SARI 776-44-88.

PONT DE NEUILLY
668 m² récents, cloisonnés Tél. Pkgs, standing Vente ou location
SARI. 776-44-88.

16e RAFFET
1.000 m² indépendants
SARI. 776-44-88.

SÈVRES
5.000 m² divisibles immeuble neuf Vente ou location
SARI. 776-44-88.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ELYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES – 723-82-10

Recherche bureaux 50 m² env. Bon quartier, partage de burx. plus grande surface acceptée. Téléphone : 585-56-90.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e, à partir de 80 F., ts services. *Constitution sté.* 763-47-14.

locaux industriels

Ventes

ENTREPOTS
VOUS CHERCHEZ 1.000 m² ET PLUS A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI 776-44-88

95 ROISSY PROCHE
Terrains viabilisés. Entrepôts/activités. A partir de 3.000 m²
SARI 776-44-88.

boutiques

Ventes

RUE D'HAUTEVILLE *(Enghien) luxueuse boutique* de fourrure donnant sur rue avec 1er étage. 400.000 F, loyer annuel 32.000 F, extrêmement bien protégée. Comptant 200.000 F possible. Téléphone : 878-97-52.

hôtels particuliers

VINCENNES près CHATEAU
CHARMANTE MAISON
Séj., 2 chbres, 2 bains. Dans VOIE PRIVÉE CLASSÉE 1.600.000 F. T. : 380-26-08 AGENCE DE L'ÉTOILE.

Le Monde

économie

« Quand les entreprises ouvrent leurs portes »

Une *« révolution copernicienne »*, c'est ainsi que M. Jean Boissonnat qualifie le changement de l'opinion publique à l'égard de l'entreprise, tel qu'il ressort d'un sondage publié par *l'Expansion* du 7 octobre (1). Soixante-deux pour cent des personnes *interrogées pensent, en* effet, qu'il faut s'occuper d'abord de la santé des entreprises, quand 23 % seulement mettent au premier rang le niveau de vie des particuliers. De même, 58 % estiment nécessaire d'accroître l'influence des chefs d'entreprise, là où 21 % préféreraient donner plus d'influence aux dirigants syndicaux, 56 % prônent le développement du secteur privé et 25 % celui des entreprises nationalisées.

Révolution copernicienne, il est vrai, puisque, à une même question posée par ailleurs par la SOFRES (« Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou, au contraire, accroître les contrôles de l'Etat »), les tenants du libéralisme, qui étaient 33 % en septembre 1973 et 38 % en novembre 1980, se sont retrouvés 58 % à la fin de 1982.

Vingt-huit mois après l'arrivée des socialistes au pouvoir, l'idée que l'intervention de l'Etat peut tout résoudre n'est plus dominante. Comme l'écrit *l'Expansion « Les Français ont viré leur cuti. En majorité, ils renoncent aux grandes espérances social-démocrates et découvrent l'économie orthodoxe »*. En voudrait-on une preuve supplémentaire qu'on la trouverait dans la *réponse aux multiples questions* posées depuis un an sur le profit. Jadis dénoncé comme le péché, comme le symbole de l'exploitation, il apparaît désormais nécessaire *ou indispensable* à 88 % des Français.

Le C.N.P.F. a bien conscience que, paradoxalement, c'est sous un gouvernement de gauche que *le consensus sur le rôle de* l'entreprise a le plus de chance d'être réalisé. Et il entend enfoncer le clou. D'où la campagne qu'ouvre, le 10 octobre, M. Yvon Gattaz sur le thème : « L'entreprise fait vivre. Il faut la laisser vivre. » Une autre manière – plus positive – de dénoncer les charges et les contraintes.

Cette opération, qui va voir s'ouvrir des milliers d'entreprises dans plus de cent villes françaises, a pour objectif : *« Expliquer, convaincre, mobiliser. »*

Expliquer, c'est, à partir de la visite des ateliers et des bureaux, faire *« découvrir l'importance de notions telles que la conception du produit, le profit, l'investissement, la recheche de nouveaux marchés, notamment à l'étranger, de nouveaux produits, de nouveaus procédés de fabrication, de nouvelles formes d'organisation »*.

Convaincre, c'est principalement faire passer l'antienne patronale selon laquelle *« sans entreprise prospère, il n'y a pas d'économie forte, pas de progrès soial, pas d'indépendance nationale »*.

Mobiliser, enfin, car les entreprises, dit-on au C.N.P.F., ne *peuvent vivre et se développer* dans un milieu indifférent, voire hostile.

Voilà pourquoi les salariés de nombreuses entreprises – gage *des succès de l'opération convie*ront leurs familles, le grand public, les enfants des écoles et leurs enseignants sur leurs lieux de travail. Citroën n'a-t-il pas *accueilli plusieurs dizaines de mil*liers de visiteurs dans une opération analogue ? Les *« décideurs »* seront aussi conviés : dans les entreprises lyonnaises *on verra M. Raymond Barre aussi* bien que M. Charles Hernu.

Cette « leçon de choses » sur les entreprises, comme la révolution des esprits qui l'a précédée, *est en soi positive*. Encore doit elle être *complétée*. *Le Nouvel Observateur* montre que 52 % des Français souhaitent voir leurs enfants devenir fonctionnaires et 19 % *seulement* travailler dans l'industrie. La révolution copernienne n'est pas achevée.

Mais, surtout, le patronat devra éviter que cette reconnaissance *du rôle de l'entreprise* et du profit dans la sortie espérée de la crise ne se transforme en *« revanche des possédants »*, qui, comme le dit *l'Expansion* pourrait *« geler les forces nationales dans un affrontement idéologique bien enraciné dans nos traditions nationales »*. Ce risque-là le patronat saura-t-il l'éviter ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) Sondage réalisé par B.V.A. entre le 1er et le 6 septembre auprès d'un échantillon national de 957 personnes.

Politique industrielle et croissance

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Cheval de bataille du gouvernement depuis deux ans, la politique industrielle est la vedette de la rentrée parlementaire. S'il est un débat attendu, c'est bien celui-là. Non pas que le sujet n'ait été abondamment évoqué depuis le 10 mai 1981. L'industrie, sa modernisation, son développement, sont au centre de tous les propos ministériels et le président de la République lui-même en a fait son credo. Mais les discours sont une chose, les réalités en sont une autre. L'action des pouvoirs publics, ses incantations sont encore loin d'avoir porté leurs fruits sur le terrain. A telle enseigne que d'aucuns en viennent à se demander si la politique industrielle n'est pas l'Arlésienne de la gauche.

Même s'il ne faut pas attendre trop de ce genre de débat toujours *conventionnel, il était* cependant souhaitable que la représentation nationale se penche, enfin, sur un sujet aussi primordial et brûlant. Car, pour qui s'arrête aux faits, aux chiffres, mais aussi au climat psychologique, l'industrie française apparaît aujourd'hui sérieusement malade. Ses pertes s'accumulent et se chiffrent en dizaine de milliards de francs.

Après les gouffres de la sidérurgie et de la chimie qui perdurent, ce sont tous les grands noms ou presque des multinationales françaises, les piliers de l'industrie, qui sont à leur tour touchés : Renault, Peugeot, Michelin, Dunlop-France, Creusot-Loire. Le raffinage, le papier-carton, le bâtiment et les travaux publics sont des professions sinistrées. Dans l'électronique, les clignotants sont presque tous au rouge. Moins spectaculaires mais tout aussi inquiétants sont les dégâts dans le reste du tissu industriel. Le nombre des faillites s'accélèrent et celui des créations d'entreprises diminue. Le volume des investissements industriels a connu une chute inquiétante en 1982. Bref, un tableau bien sombre. *Même si* on peut toujours célébrer ici ou là la réussite spectaculaire de tel ou tel.

Faire porter la responsabilité de cette dégradation aux seuls socia*listes serait injuste. Les causes* remontent loin. La France paie aujourd'hui un certain nombre d'erreurs de la dernière décennie : mauvais choix industriels au début de précédent septennat (informatique notamment), diminution de l'effort de recherche et d'investissement, accroissement régulier des prélèvements sociaux ; insuffisante implantation à l'étranger ; refus de voir en face les nouvelles réalités économiques nées du premier choc pétrolier. Même si, de 1978 à 1980, quelques efforts ont été entrepris pour tenter de redresser la situation. C'était trop peu et trop tard. Bref, pour avoir joué trop longtemps la cigale, le pays doit aujourd'hui se transformer en fourmi.

Ce constat sur l'affaiblissement de notre outil de production, la gauche où la sensibilité *« industrialiste »* avait de plus en plus d'adeptes, l'avait fait sien avant le 10 mai 1981. Bon nombre de responsables socialistes opposaient volontiers l'essor industriel de la période gaulliste et pompidolienne à la *« désindustrialisation »* du septennat de M. Giscard d'Estaing. Le redressement, la gauche espérait alors le mener grâce à une action s'ordonnant autour de quatre grandes idées. Les nationalisations devaient permettre – outre le sauvetage financier de plusieurs groupes et une certaine moralisation des aides de l'Etat – de doter la collectivité d'une *« force de frappe »*. Les investissements du secteur public élargi ayant un effet d'entraînement sur l'ensemble du tissu industriel.

Le volontarisme devait balayer les obstacles, faire plier les corporatismes, mobiliser les forces vives du pays.

La notion de filière, par opposition à celle de créneau, devait permettre de traiter globalement les problèmes de plusieurs secteurs-clés, de coordonner et de rationaliser les efforts des divers acteurs.

Tout ceci reposait cependant sur un postulat : la croissance. C'est elle qui devait relancer la machine et développer la demande pour l'industrie. Ceci afin de dégager les financements publics nécessaires, tenir les promesses sociales, sans obérer la compétitivité des entreprises, maintenir une présence sur l'ensemble des activités industrielles, de la sidérurgie aux *biotechnologies. Or*, c'est là que le bât allait blesser.

Deux ans ont passé. Trois ministres se sont succédés Rue de Grenelle (sans parler du passage éphémère de *M. Joxe en juin 1981*). Chacun avec son style a tenté de mettre en pratique ce grand dessein. Chacun a multiplié les mesures ponctuelles, cherché à mettre en place des incitations aux investissements, de nouveaux circuits de financement. Chacun s'est battu pour avoir le maximum de dotations budgétaires pour le secteur public industriel.

Même si le bilan de toutes ces actions n'est pas négligeable, elles apparaissent trop souvent comme du coup par coup et ne sont pas exemptes de contradictions. Que ce soit dans la définition du rôle de l'Etat, où l'on hésite constamment entre le laisser-faire, le pragmatisme ou l'interventionnisme. Que ce soit en matière d'allocation de ressources, où l'on continue de « boucher les trous » des secteurs en déclin et de privilégier les actions défensives. Que ce soit dans le domaine des restructurations industrielles, où la séduction du « Monopoly » est d'autant plus grande qu'elle donne l'impression de faire quelque chose, alors que fusion, concentration et restructuration ne sont plus forcément la réponse aux problèmes de notre temps.

En fait, tout se passe comme si la gauche n'était toujours pas parvenue à élaborer une véritable pratique industrielle. Et ce, parce qu'une des *quatre composantes de son action a* fait défaut : la croissance. Dès lors qu'elle n'était pas au rendez-vous, c'est tout l'échafaudage qui devenait bancal. Sans la centaine de milliards de francs qu'une croissance de 3 % du P.N.B. apporte chaque année à la richesse nationale, comment moderniser toutes les industries traditionnelles et investir massivement dans les secteurs d'avenir ? Comment diminuer les charges des entreprises sans toucher au pouvoir d'achat ? Comment assurer des débouchés aux entreprises ? Comment créer des emplois nouveaux et maintenir *le chômage au-dessous du seuil* des deux millions ?

Choisir enfin

Le débat, au sein du P.S., qui a éclaté au grand jour au printemps dernier reflète ce dilemme. Pour Jean-Pierre Chevènement, seul le retour à la croissance permettra à la majorité d'appliquer sa stratégie industrielle, d'atteindre ses objectifs économiques et politiques. M. Marchais est du même avis, même si les moyens qu'il propose ne sont pas *ceux avancés par l'animateur du* CERES. En face, les tenants de l'actuelle politique de rigueur savent qu'un taux de croissance ne se décrète plus. Dans un monde en *crise, en mutation technologique, où* les échanges internationaux jouent un rôle primordial, la France ne peut aller seule à contre-courant. Il faut donc assainir avant d'espérer repartir de l'avant.

Encore ne faut-il pas que la potion tue le malade. Or, tel est bien le risque. Obligée en juin 1982, et surtout en mars 1983, de procéder à une révision déchirante et brutale de sa politique économique, la gauche n'a pas su en tirer les conséquences dans le domaine industriel. Elle a conservé les mêmes objectifs, alors même que son virage à 180° lui ôtait les moyens de les réaliser.

La rigueur des temps, le retard accumulé, auraient nécessité une véritable planification des objectifs, avec des choix rigoureux et douloureux. Même si un certain nombre de responsables gouvernementaux sont conscients de ce problème, on n'a toujours pas osé – par manque de courage politique ? – d'aborder de front.

Mener une stratégie industrielle offensive dans une économie sans croissance implique d'abord de choisir les secteurs sur lesquels la collectivité fera porter son effort, et, *a contrario*, ceux où le repli devra être programmé. L'argent – rare – doit être utilisé à créer des emplois nouveaux dans des secteurs porteurs et *non à maintenir en survie artificielle* des usines obsolètes et des métiers dépassés.

Pour avoir trop tardé, il va falloir trancher dans bien des cas entre compétitivité et maintien de l'emploi. Aujourd'hui, la compétitivité ne se divise pas. S'imaginer que la robotique pourra dans un premier temps aller de pair avec le maintien de l'emploi est une vue de l'esprit.

Les grands groupes, qu'ils soient publics ou privés, ne créeront plus d'emplois industriels. En première ligne sur le front de la guerre économique, ils doivent bénéficier du maximum d'atouts pour maintenir et conquérir des positions internatio*nales. Il revient à l'Etat de leur don*ner au sens le plus large les moyens nécessaires. Mais il lui revient aussi de veiller à ce que ces groupes ne sacrifient pas le long terme au court terme, ne se laissent pas guider par la seule volonté de puissance ou des objectifs purement financiers. Bref, que l'effort consenti en leur faveur par la collectivité soit utilisé à bon escient. Il lui revient enfin d'impulser la mise en place d'une certaine division du travail en Europe. Car seule une coopération entre les grands groupes du vieux continent évitera la balkanisation de l'Europe pour le plus grand profit de ses concurrents japonais et américains.

Cela posé, la puissance d'un pays se mesure tout autant, sinon plus, à *l'existence d'un vaste tissu industriel* de P.M.I., à l'émergence de jeunes entreprises créatrices d'emplois. Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de la vitalité de l'électronique *américaine. Il convient donc* de créer les conditions de cette éclosion. Des mesures ont déjà été prises. Mais si l'on veut dégeler les entrepreneurs et investisseurs potentiels, il faudra aller plus loin. Créer un véritable statut du « capital-risque » : permettre (dans les limites d'un plafond) les déductions fiscales pour ceux qui investissent directement dans l'industrie ; débureaucratiser ; introduire le contrôle de l'administration *a posteriori* et non *a priori*. Autant un certain interventionnisme paraît inéluctable pour les grands groupes et les grandes options stratégiques, autant un plus grand libéralisme est nécessaire pour le reste du tissu industriel.

L'industrie, enfin, c'est aussi des hommes. Les cols bleus sont mal payés. Sans doute parce que le poids des prélèvements obligatoires est trop lourd. Si l'on veut attirer vers elles les jeunes, les forces vives du pays – sans pénaliser les entreprises, – il faudra bien un jour remettre à plat l'ensemble du dossier du budget social de la nation, transférer de l'entreprise à la collectivité des charges qu'elle ne devrait pas assumer.

Telles sont là quelques-unes des pistes qu'il conviendrait de suivre. Reste qu'une stratégie industrielle, *aussi peaufinée soit-elle, n'a aucune* chance de réussir si elle ne s'appuie pas sur la confiance de ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre : entrepreneurs, cadres, salariés. Comment rétablir rapidement cette confiance, aujourd'hui bien entamée ?

De la réponse à cette question dépend le succès ou l'échec de *l'expérience socialiste, et, au-delà, le* maintien ou le recul du rôle de la France dans le monde.

La politique salariale en 1984

MM. MAIRE ET MARCHELLI SE DÉCLARENT EN DÉSACCORD AVEC M. CHOTARD

L'interview de M. Yvon Chotard au *Monde* (daté du 8 octobre) a provoqué de vives réactions. M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., s'est déclaré, le 9 octobre à Saint-Raphaël, *« en complet désaccord avec les récentes déclarations de M. Yvon Chotard »*, selon lequel *« le patronat craint des débordements salariaux. Nous, cadres, nous sommes pris dans la tenaille de l'austérité : entre les exigences de l'Etat en matière de charges et impôts et les positions du patronat telles que les a exprimées M. Chotard, nous refusons de partager la pauvreté à parts égales »*.

Les cadres, a-t-il ajouté *« demanderont un rajustement de leurs salaires en fonction du dérapage réel des prix et non des objectifs de M. Delors »*. M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a réaffirmé, le 8 octobre à Rouen, que *« la fonction publique ne jouera pas les premiers violons de la politique salariale. Chacun doit prendre ses responsabilités et à commencer par ceux qui se parent de la qualité de libres entrepreneurs »*.

Dans une interview publiée par *le Matin* du 10 octobre, M. Edmond Maire déclare : *« M. Chotard a du culot. Les sacrifices en question, il les réserve aux salariés et à eux seuls.* (...) *Qu'il ne compte pas sur la C.F.D.T. Nous nous battrons pour le maintien de la consommation populaire, pour le maintien du pouvoir d'achat global, avec priorité à l'amélioration des bas salaires et à la création d'emplois. Toute autre politique nous entraînerait dans la déflation et la montée vertigineuse du chômage. »*

A propos des élections à la Sécurité sociale, le secrétaire général de la C.F.D.T. réaffirme que son organisation propose *« une gestion intersyndicale des caisses, aucune des cinq confédérations syndicales n'en étant exclue.* (...) *Nous ne voulons pas d'une gestion de la Sécurité sociale qui oppose syndicats de droite et syndicats de gauche.* (...) *La Sécurité sociale, ce n'est pas l'Assemblée nationale »*.

FINANCES

Un plan de redressement draconien accompagne le prêt du F.M.I. au Portugal

LISBONNE. – Le Fonds monétaire international a débloqué, le vendredi 7 octobre, 385 millions de dollars destinés à financer une partie du déficit de la balance des transactions courantes du Portugal (1). Sur cette somme, 280 millions ont été accordés à titre de compensation. On a considéré, en effet, que la chute des exportations portugaises en 1982 avait été provoquée par des facteurs extérieurs à l'économie du pays : la sécheresse survenue l'année précédente et la mauvaise conjoncture internationale. La somme restante, 105 millions de dollars, correspond à la première tranche d'un crédit de 480 millions négocié en août dernier.

L'obtention intégrale du crédit du F.M.I. suppose pourtant le respect par les autorités portugaises d'un plan de redressement d'une durée de dix-huit mois qui vient d'être approuvé par le Fonds. Le gouvernement de Lisbonne s'apprête désormais à négocier avec un consortium de banques, notamment américaines, ouest-allemandes et japonaises, la deuxième moitié d'un prêt de 600 millions de dollars dont la première partie a été reçue en juin dernier. Pour satisfaire les compromis à court terme avec l'extérieur, il a fallu aussi vendre de l'or : 70 tonnes ont été négociées pour une valeur d'environ 1 milliard de dollars.

Le plan de redressement élaboré par le cabinet de M. Soares sous l'égide du F.M.I. est basé sur les mesures habituellement « recommandées » par cette organisation internationale. Ainsi le déficit de la balance des transactions courantes, qui, en 1982, a atteint 12,5 % du produit national brut, sera, espère-t-on, ramené à des limites jugées « raisonnables » : 9 % du P.N.B. en 1983 et 6 % en 1984. De même pour le déficit budgétaire. D'après le projet qui sera déposé au Parlement à la fin de cette semaine, le déficit pour 1984 ne pourra pas dépasser celui de l'année en cours. En tenant compte des prévisions en matière d'inflation, cela représentera une réduction en

De notre correspondant.

termes réels supérieure à 25 %, les prix devant augmenter de ce pourcentage. Enfin le produit national brut évoluera à un taux négatif d'au moins 1 % alors que le chômage augmentera de plus de 3 %.

Afin de parvenir aux objectifs fixés, le gouvernement a pris depuis le début de l'été toute une série de dispositions : dévaluation ponctuelle de l'escudo de 12 %, suivie d'une dévaluation glissante de 1 % par mois ; élévation des taux d'intérêt ; augmentation des prix des biens alimentaires, des transports publics, de l'eau, de l'électricité, des combustibles et des engrais ; adoption d'une législation permettant aux patrons des entreprises considérées comme étant en difficulté de suspendre temporairement les contrats de travail : durant la période de suspension, les travailleurs concernés ne recevront que deux tiers de leur salaire.

D'autre part, *le gouvernement a* soumis au Parlement au mois de septembre un projet de création d'un impôt exceptionnel à effet rétroactif. Les salariés paieraient l'équivalent de 2,8 % du total des rémunérations perçues pendant les neuf premiers mois de cette année. En outre, une taxe supplémentaire de 6 % serait créée, calculée sur les impôts payés en 1982, sur l'immobilier et sur les valeurs mobilières. Un tel impôt, appelé de « salut national », qui rapporterait 10 milliards d'escudos (640 millions de francs), a été approuvé par la majorité socialiste-sociale-démocrate. Exprimant des doutes sur sa constitutionnalité, le président de la République ne l'a pourtant pas promulgé. Il attend pour cela l'avis du tribunal constitutionnel récemment saisi de l'affaire.

Parallèlement à l'augmentation des recettes, le gouvernement de Lisbonne cherche à diminuer ses dépenses. Aussi plusieurs projets de travaux publics seront soit abandonnés, soit retardés, alors que certaines entreprises nationalisées risquent d'être démantelées. Tel est le cas par exemple de la Lisnave et de la Setenave, entreprises de construction et de réparation navale, qui employant plus de dix mille ouvriers, subissent actuellement les conséquences de la crise mondiale du secteur.

Peu à peu, les arguments auparavant utilisés par la droite sont repris par des dirigeants de la coalition au pouvoir, qui accusent les entreprises publiques de compromettre avec leur endettement la situation financière de l'Etat. Un endettement dont elles ne sont pourtant pas les seules responsables. En 1977, la Banque du Portugal a demandé en effet au conseil de gestion des entreprises publiques les mieux placées dans le marché international des capitaux d'utiliser toute leur influence afin d'obtenir à l'étranger un maximum de crédits à moyen terme pour le financement des biens d'équipement. Trois ans après, une nouvelle circulaire de la Banque du Portugal demandait à ces mêmes entreprises de *retarder* le plus possible le remboursement de leur dette et d'emprunter encore davantage non seulement à moyen, mais aussi à court terme. L'objectif était évident : il s'agissait de faire affluer des devises par le biais des entreprises publiques. A présent, la dette extérieure du secteur public se monte à 6 milliards de dollars, dont la moitié à court terme.

La lutte contre le chômage et contre la détérioration du niveau de vie et la défense des nationalisations constituent les principaux mots d'ordre des manifestations que la Confé*dération générale des travailleurs* portugais a prévues pour ce mois d'octobre. Cependant, le premier ministre multiplie les appels au *« bon sens »* et à l'*« esprit de sacrifice »* des Portugais. *Il annonce* des jours meilleurs à partir de la fin du premier semestre de 1984. Ces promesses seront-elles tenues ? Il y aura, en 1985, des élections présidentielles auxquelles le secrétaire général du parti socialiste ne manquera pas de se présenter...

JOSÉ REBELO.

(1) Voir *le Monde* daté 9-10 octobre.

TRANSPORTS

POLÉMIQUE ENTRE MM. FITERMAN ET MÉDECIN

Le « train des pignes » sur la voie de la discorde

Le célèbre « train des pignes », qui relie Nice à Digne sur voie étroite en serpentant à travers l'arrière-pays provençal, va-t-il rentrer définitivement sur une voie de garage le 31 décembre ? La question est posée et elle suscite, nous indique notre correspondant Michel Vivès, une virulente polémique entre le ministre des transports, d'un côté, et, de l'autre, MM. Francis Palméro et Jacques Médecin, respectivement président du Syndicat mixte Méditerranée-Alpes (Syma) et président du conseil général des Alpes-Maritimes.

Il y a dix ans, l'État s'était gentiment débarrassé d'un fardeau financier de plus en plus lourd en confiant la gestion des *Chemins de fer de Provence* (C.P.) au Syma, par un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans. Depuis, en dépit d'un trafic en hausse régulière, la situation ne s'est pas améliorée, au contraire. M. Médecin a fait les comptes : *depuis 1968, le « train des pignes »* a coûté 76,1 millions de francs aux contribuables des Alpes-Maritimes, des Alpes de Haute-Provence et des deux villes de Nice et de Digne. Et le déficit de fonctionnement *devrait, toujours selon* M. Médecin, atteindre l'an prochain 20 millions de francs. Plus grave encore, l'entretien et la modernisation de la ligne nécessiteraient un investissement de 200 millions de francs. Les élus régionaux, qui *risquent* d'hériter des *Chemins de fer de Provence en application* de la décentralisation, rechignent à s'engager dans de telles dépenses.

Aussi avaient-ils proposé que les Chemins de fer de Provence soient intégrés dans le réseau de la S.N.C.F., ce qui, comme l'écrit M. Médecin dans le journal *Nice-Matin*, *« n'aurait pas pesé bien lourd dans le colossal déficit de cette société nationale »*. Ainsi seraient, selon les deux élus, résolus les problèmes de modernisation et de statut du personnel des C.P. (qui réclame son alignement sur celui des cheminots de l'Etat). La S.N.C.F., elle, n'est pas très chaude. Elle vient toutefois, à la demande des pouvoirs publics, d'envoyer sur place un agent chargé d'évaluer le coût technique et social de *l'intégration* des C.P. à son réseau... mais elle refuse de l'acquitter.

L'attitude de MM. Palméro et Médecin a provoqué la colère du ministre des transports, qui leur trouve un *« singulier aplomb »* lorsqu'ils prétendent *« ne pas faire obstacle au renouveau »* de la ligne Nice-Digne et *« favoriser l'intégration du personnel à la S.N.C.F., alors que, au mépris du code du travail et de leurs engagements pris en 1972, ils veulent en réalité purement et simplement fermer la ligne et licencier le personnel au 31 décembre 1983 »*. Selon M. Fiterman, leur position *« constituerait donc un reniement de leur signature »*.

Rappelant en outre qu'il n'a pas ménagé ses efforts — *« alors que rien ne l'y contraignait »* — pour aider les différents partenaires locaux et régionaux à dégager les conditions d'une modernisation et d'un développement du service, le ministre indique qu'il a fait récemment deux propositions au président du Syma : l'élargissement de la concession à de nouveaux partenaires *« en tenant compte des responsabilités nouvelles confiées aux régions conformément aux lois de décentralisation »* et le transfert à la S.N.C.F. au 1er janvier 1984 de l'exploitation — *« mais ni l'organisation, ni le financement »* — du réseau des C.P. dans les mêmes conditions qu'en Corse, *« ce qui permettrait d'améliorer la situation des personnels à cette occasion »*.

Accusé de *« dérobade »*, M. Médecin rétorque que c'est, au contraire, le ministre qui cultive *« l'art de la dérobade »* en souhaitant *« voir rejaillir sur les élus locaux un discrédit qui lui revient »*. Et de conclure : *« Comment M. Fiterman peut-il honnêtement penser que les collectivités locales, écrasées par le transfert des charges de l'Etat, pourraient continuer à assumer les lourdes charges de fonctionnement et d'investissement d'une telle entreprise ? »* On en est là...

PERTES FINANCIÈRES CONSIDÉRABLES, GRÈVES A RÉPÉTITION

Les compagnies aériennes américaines en faillite

New-York. — Lorsque Braniff International, l'une des *principales compagnies* aériennes américaines, a fermé l'année dernière, on parla de mauvaise gestion. Aujourd'hui, *Continental*, la huitième en importance, fait face à une crise qui concerne toute l'industrie du transport aérien du pays. Eastern, Delta, Republic, Western, Panam, et même T.W.A., sont aussi menacées.

De notre correspondante

Continental, dont le siège est à Houston (Texas), s'est déclarée en faillite le 24 septembre, après avoir perdu 84 millions de dollars (environ 670 millions de francs) depuis six mois. Aux termes de la loi fédérale sur la faillite, sa direction avait le droit de tenter de négocier de nouvelles conditions de travail avec ses *quelque* 12 000 *salariés, en fait*, d'obtenir leur accord pour des réductions de salaires. Au total, 4 200 employés, dont 1 420 pilotes sur 2 025, acceptèrent des réductions de 45 % à 50 %. Le salaire annuel des pilotes passait ainsi de 79 000 dollars à 43 000, celui des stewards et des hôtesses de 29 000 à 14 000 dollars. Le P.-D.G. de Continental, M. Frank Lorenzo, a fait *savoir, pour sa part, qu'il renonçait* à son salaire annuel de 257 000 dollars pour être désormais payé comme un pilote. En outre, Continental réduisait le nombre de ses vols des deux tiers.

Mais les pilotes de Continental hostiles à ces réductions de salaires en ont appelé à la puissante Association nationale des pilotes de ligne (ALPA) forte de 34 000 membres, arguant que la situation financière de Continental ne justifie pas des mesures aussi draconiennes et que la compagnie ne cherche qu'à éviter de *signer une nouvelle convention* salariale.

Commencée le 1er octobre, la grève des pilotes de Continental menace de s'étendre à l'ensemble de la profession, d'autant que la compagnie Eastern, *la* quatrième du pays en importance, demande à son tour à ses *employés* d'accepter des réductions de salaires de 20 % au 1er novembre. Les mécaniciens de Eastern sont en grève depuis plus de deux mois.

Eastern menacée

L'Association nationale des pilotes de ligne a décidé de soutenir financièrement les grévistes de Continental en collectant 135 dollars par mois auprès de chacun de ses adhérents. Déjà secoué par la grève des contrôleurs aériens de l'été 1981 et par leur licenciement collec*tif par une administration républi*caine décidée à en découdre avec les syndicats, le transport aérien, qui a durement pâti de la récession, se sent maintenant gravement menacé. La déréglementation mise en place en 1978 par le président Carter était destinée à encourager une meilleure rentabilité des compagnies et à permettre une réduction des tarifs grâce à l'instauration d'une concurrence *entre elles. Dans* le même temps, les contrôles fédéraux sur la gestion des compagnies disparaissaient tandis qu'était vivement encouragée la création de nouveaux transporteurs.

Une féroce guerre des tarifs s'est ensuivie, accompagnée d'une certaine détérioration des services. *Quelques* lignes très *fréquentées*, comme New-York — San-Francisco ou New-York — Los Angeles, et des petites compagnies prudemment gérées, comme People Express, ont bénéficié de cette liberté. Mais les passagers ont souvent fait les frais de la rentabilité à tout prix, soit que des escales soient supprimées, soit *qu'ils soient tassés* en vol comme harengs en caque, soit encore qu'ils voient leur vol annulé ou retardé faute d'une remplissage satisfaisant.

La baisse des tarifs a, de plus, causé des pertes, parfois irréparables, comme dans le cas de Braniff International, contraint d'offrir des vols New-York — Floride à 69 dollars (550 francs) comme ses concurrents. L'un de ceux-ci sur cette destination était, l'année dernière, Eastern...

Quel que soit le sort de Continental, une partie de bras de fer est *désormais engagée* entre les syndicats du transport aérien et l'administration. Il est, en effet, peu probable que la majorité des salariés acceptent l'exemple d'une nouvelle petite compagnie de l'Arizona, America West Airlines, citée le 3 octobre par l'éditorialiste du *Wall Street Journal : « America West Airlines paie à ses employés un salaire de base et les invite à prendre des actions de la société. Ses pilotes sont payés 32 500 dollars et travaillent au sol lorsqu'ils ne volent pas. Tout indique que les employés d'America West sont enchantés de participer au lancement de la compagnie. »*

NICOLE BERNHEIM.

AFFAIRES

« Montluçon sans Dunlop, ce n'est pas possible »

De notre envoyé spécial

Montluçon. – Les Montluçonnais naviguent entre le K.O. debout et l'incrédulité forcée depuis mercredi soir, moment où la nouvelle du dépôt de bilan de Dunlop a commencé à se répandre sur les rives du Cher. Comment imaginer, en effet, que la ville puisse se séparer un jour des usines qui modèlent son histoire depuis 1920 ?

Leurs bâtiments, plutôt laids, ne se contentent pas de parquer le paysage. *« On est Dunlop »*, dit une vielle dame au fond d'une épicerie de quartier. C'est tout dire ! Dans sa famille, trois générations auront pris le chemin de l'usine. Elle ne représente pas un cas isolé. Dunlop a tramé des milliers de vies.

M. Michel Cibien, conseiller d'orientation, a eu l'occasion d'observer pendant deux mois l'intérieur de l'entreprise : *« J'ai eu confirmation d'une identification très profonde des salariés à l'usine et aussi d'un attachement très affectif à l'outil de travail. »*

Samedi 8 octobre, la SAGEM – une entreprise montluçonnaise en bonne santé – organisait une journée « portes ouvertes » ; en préambule aux visites, le commentateur n'hésitait pas à dire : *« Ayez une pensée pour Dunlop. »* De même, le soir, sous le chapiteau dressé à l'intention de M. Valéry Giscard d'Estaing, de passage dans la ville. L'ancien président de la République et les tenants de l'opposition au maire communiste, M. Pierre Goldberg, ont violemment attaqué la C.G.T., coupable à leurs yeux d'avoir organisé une grève en janvier lors de la venue des Japonais, lesquels, affirment-ils, en ont tiré profit pour dire officiellement : *« Nous ne sommes pas intéressés par l'environnement social français. »*

Le comportement actuel du syndicat mérite davantage d'attention. Représenté à 85 % dans le collège ouvrier, de loin le plus important chez Dunlop, il a réuni, jeudi matin, le personnel pendant trois heures et *a été largment suivi en déclarant son* opposition à l'occupation des usines.

M. Daniel Bouricat, ouvrier dans le secteur poids lourds, était présent : *« Ce n'est pas l'envie qui nous manque de nous mettre en grève, mais on est conscient. Il faut qu'on continue de travailler normalement si on veut bénéficier d'une solution. »*

Inquiétude chez les sous-traitants

Le climat est donc au calme sur fond de mobilisation générale des hommes politiques, dont MM. Pierre Goldberg (P.C.F.) le maire, et Albert Chaubard (P.S.), député. Ils ont été les premiers à réagir. Du côté du P.C., on a remarqué le relais effectué vendredi aux portes de Michelin à Clermont-Ferrand par M. André Lajoinie : au-delà de la solidarité réclamée, il a avancé l'idée de *« contrat de confiance entre les constructeurs automobiles français et les fabricants de pneus »*.

Le sentiment de M. Daniel Bouricat reflète l'atmosphère générale : *« Je n'imagine pas qu'on puisse nous laisser tomber. »* L'idée est, semble-t-il, davantage répandue à l'intérieur de l'usine qu'en ville. Très *prononcée aussi cette phrase : « Montluçon sans Dunlop, ce n'est pas possible. »* Une bonne nouvelle a pourtant été annoncée : les salaires seront versés le 10 octobre.

Les regards se tournent désormais vers les pouvoirs publics : *« Eux seuls peuvent éviter la catastrophe »*, estime M. Bouricat. M. Claude Perbet, chef du personnel de Dunlop, souhaite, pour sa part, que soit envisagée *« une sorte de plan sidérurgique »*.

A côté du grand espace de calme lourd dû à la décision de la C.G.T. de poursuivre la production, une zone se trouve particulièrement exposée : la sous-traitance. Cent cinquante petites entreprises sont inquiètes depuis l'annonce du dépôt de bilan. Le travail avec Dunlop était régulier, donc confortable.

« Comme l'usine payait à quatre-vingt-dix jours, cela fait trois mois de travail impayé », explique presque paniqué le patron d'une entreprise de chaudronnerie employant douze personnes. *« Mon ardoise : 660 000 francs. »* 65 % de son chiffre d'affaires provient de Dunlop. Certains de ses collègues sont encore plus mal placés. De nombreux secteurs encaissent très difficilement le coup. Celui des transporteurs, par exemple, annonce pour l'ensemble de l'Allier une dette de 3 millions de francs. Les premières procédures de licenciement seront engagées cette semaine chez plusieurs sous-traitants.

L'économie locale, déjà secouée – cinq mille cent demandeurs d'emplois dans le bassin de Montluçon – s'interroge sur son avenir. L'activité de Dunlop touche pratiquement tout le monde. Elle représente par exemple 25 % du trafic marchandises de la gare S.N.S.F.

Parmi les cinquantes mille Montluçonnais, rares sont ceux qui ne se sentent pas concernés.

LLIBERT TARAGO.

Automobile

LE JAPON AURAIT ACCEPTÉ DE PROLONGER LA LIMITATION DE SES VENTES AUX ÉTATS-UNIS

Le Japon a accepté de prolonger d'un an l'autolimitation de ses ventes d'automobiles sur le marché américain. C'est ce qu'annonce le *Wall Street Journal* du 10 octobre.

En revanche, les Japonais demanderaient que le quota, maintenu depuis trois ans à 1,68 million de véhicules par an, soit relevé à près de 2,2 millions d'automobiles, pour que les marques nipponnes maintiennent leur part (22 %) d'un marché américain qui croît de nouveau.

Les Américains suspendraient toutefois leur accord sur un quota plus élevé aux concessions que devraient leur faire les Japonais pour la vente de produits agricoles (bœuf, tabac, etc.). Une décision définitive devrait être prise avant le voyage du président Reagan au Japon, début novembre.

● **Licenciements chez Alfa-Romeo.** – Alfa-Romeo, le constructeur public d'automobiles italien, vient d'annoncer qu'il lui faudra prochainement licencier trois mille huit cents salariés et en mettre trois mille cinq cents autres au chômage technique pour l'ensemble de l'année 1984. Les ventes d'automobiles ont baissé de 7,5 % au cours des huit derniers mois.

● **Sidérurgie : Cockerill-Sambre rachète la société Frère-Bourgeois.** – L'Etat belge, qui avait déjà 49 % de la société de commercialisation d'acier Frère-Bourgeois, va porter sa participation à 65,5 %, tandis que Cockerill-Sambre va racheter directement les 34,5 % restants. Le groupe sidérurgique aura ainsi la maîtrise des ventes de ses aciers.

ENVIRONNEMENT

L'Alsace accueille mal le vote de l'Assemblée nationale sur la dépollution du Rhin

Satisfaction aux Pays-Bas

*Le vote à l'Assemblée nationale en faveur de la ratification du traité de dépollution du Rhin (*le Monde *daté 9-10 octobre) a suscité des réactions hostiles en Alsace. Les élus de la majorité annoncent leur intention de* « continuer le combat contre les injections de saumure dans le sous-sol », *prévues par le traité. Quant à l'intersyndicale des Mines de potasse d'Alsace, elle dénonce* « le double langage des élus de gauche alsaciens qui se sont abstenus » *et réclame l'implantation d'une saline pour absorber les chlorures produits par l'exploitation de la potasse.*

Aux Pays-Bas, tous les journaux ont annoncé en première page, ce samedi, le vote des députés français. La plupart se réjouissent mais certains, déjà, craignent de nouveaux retards.

De notre correspondant

Amsterdam. – Le gouvernement néerlandais a qualifié de *« victoire politique »* la ratification par l'Assemblée nationale française du traité contre la pollution du Rhin. Mais les responsables des sociétés d'eau potable et le principal groupe d'action, Rijnwater (jeu de mot signifiant « eau pure » aussi bien qu'« eau du Rhin »), demeurent sceptiques en faisant valoir qu'il faudra attendre jusqu'en 1985 pour que les Mines de potasse d'Alsace commencent effectivement à réduire de 20 kilos par seconde les rejets de sel dans le Rhin.

Cependant, dans les milieux diplomatiques français à La Haye, on estime que la ratification du traité vient de lever une lourde hypothèque qui pesait depuis 1976 sur les relations franco-néerlandaises. Les diplomates avaient, ces dernières années, fait état à différentes reprises d'un climat anti-Français entretenu par la presse.

L'actuel ambassadeur de France à La Haye, M. Claude de Kémoularia, – présent à Paris lors du débat – ne *manquait jamais une occasion* pour insister auprès de ses interlocuteurs néerlandais sur le fait qu'il passant une bonne partie de son temps à convaincre les députés français que d'autres ajournements de la ratification seraient très mal perçus aux Pays-Bas.

La communauté française aux Pays-Bas – environ 20 000 personnes – a poussé un soupir de soulagement en apprenant que la ratification était enfin chose faite. M. A. Fournier-Sicre, délégué des Pays-Bas au Conseil supérieur des français de l'étranger, nous disait, vendredi soir, qu'il espérait une *« décrispation »* des relations entre Néerlandais et Français, souvent mises à l'épreuve, selon lui, chaque fois qu'il était question d'un ajournement de la ratification du traité.

RENÉ TER STEEGE.

SOCIAL

La fête annuelle de Force ouvrière

Sous le signe de la Sécurité sociale

Panne ? Volonté délibérée de ne pas effaroucher des sympathisants «modérés» à onze jours des élections à la Sécurité sociale ? Toujours est-il que contrairement à la tradition *l'Internationale* n'a pas retenti sous le grand chapiteau de dix mille places, presque bondé, de la fête de Force ouvrière, le 8 octobre, sur la pelouse de Reuilly au bois de Vincennes, lorsque M. André Bergeron a achevé son discours de quatre-vingts minutes. Ce manquement au rituel a suscité quelques interrogations parmi les militants chevronnés et le mécontentement de certains membres du bureau confédéral, qui ironisaient sur le fait qu'on semblait gommer ainsi les différences avec la C.F.T.C.

Ce discours se voulait le temps fort de cette fête populaire, colorée, chaleureuse, au cours de laquelle pendant deux jours plus de 250 000 personnes, selon les organisateurs (contre 200 000 en 1982), se sont pressées des stands des unions départementales aux baraques foraines et aux attractions sans délaisser l'animation musicale, qui affichait notamment Dalida et Enrico Macias.

M. Bergeron a repris devant le public parisien prompt à l'applaudir le discours qu'il a déjà prononcé maintes fois à Toulouse le 12 septembre puis à Marseille, à Nantes, à Strasbourg, à Bordeaux, à Lyon... etc. Pour l'essentiel, il s'agit d'un playdoyer *promi domo* soulignant que F.O. n'a pas à rougir d'avoir apporté sa pierre à la gestion de la Sécurité sociale et attaquant surtout la C.G.T. : *«Les arguments développés par la C.G.T. sont misérables. Ses militants s'en vont répétant que les difficultés de la Sécurité sociale résultent de la gestion patronale dont nous nous serions faits les complices. Ils savent bien que pour l'essentiel les difficultés de l'institution résultent de la crise économique. Et de toute manière, ce sont les gouvernements, celui de maintenant comme celui d'hier, qui détiennent le pouvoir de décider, qu'il s'agisse des recettes ou des dépenses. Et quoi qu'ils en disent – les gouvernements – ils veulent le conserver ! »*

Ferme dans son refus de la « mise en cause » des préretraites – *« nous ferons tout pour reconstruire ce qui a été détruit »*, – « *très inquiet* » sur l'emploi, le secrétaire général de F.O. a retrouvé tout au long de son intervention sa relation de complicité avec ses sympathisants et militants : *« Je voudrais vous faire une confidence. Vous êtes de plus en plus noyautés. Mais rassurez-vous nous sommes innoyautables. Ceux qui racontent ces sortes d'âneries ne connaissent pas Force ouvrière. C'est vrai que nous sommes composites : mais n'est-ce pas ce que nous avons voulu quand nous avons rompu avec les communistes en 1947 ? Nous cultivons la tolérance. Nous nous refusons à coller des étiquettes sur le front de nos adhérents. Ce sont tous des camarades. En contrepartie nous leur demandons de ne jamais introduire des consignes ou des mots d'ordre de l'extérieur. Ce contrat moral a toujours été respecté. »* Le rappel avait valeur de discrète mise en garde pour ceux qui, à l'avenir, seraient tentés de donner des coups de canif au « contrat »...

M. Bergeron s'est en revanche gardé de commenter les prises de position de l'opposition en faveur des syndicats réformistes, se contentant d'insister sur la volonté de F.O. de *« préserver »* son indépendance. L'opinion dominante n'était pas dans la salle systématiquement hostile au gouvernement. M. Jacques Mairé, secrétaire général de l'union régionale F.O. de Paris, avait cependant affirmé que *« ne pas voter le 19 octobre c'est voter pour les syndicats du pouvoir »*. Et lorsque sur écran géant apparurent successivement le syndiqué F.O. Patrick Poivre d'Arvor et la militante de Solidarnosc Anna Walentynovicz – avant que M. Bergeron salue la *« la leçon de courage »* de M. Walesa, – des sifflets retentirent au moment où la syndicaliste polonaise évoqua M. Mauroy, *« le premier ministre de la fière France »*. M. Delors comme M. Ralite devaient également faire les frais de cette impopularité. – M. N.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	7,8980	7,9020	+ 215	+ 245	+ 395	+ 440	+ 1115	+ 1235
$ can.	6,4210	6,4250	+ 175	+ 215	+ 335	+ 390	+ 945	+ 1060
Yen (100) ...	3,4125	3,4155	+ 180	+ 205	+ 330	+ 370	+ 985	+ 1055
DM	3,0685	3,0705	+ 190	+ 205	+ 350	+ 375	+ 1000	+ 1060
Florin	2,7230	2,7250	+ 155	+ 175	+ 290	+ 315	+ 850	+ 910
F.B. (100) ...	15,0510	15,0610	+ 420	+ 525	+ 695	+ 900	+ 1690	+ 2125
F.S.	3,7760	3,7795	+ 300	+ 325	+ 555	+ 590	+ 1565	+ 1645
L (1 000) ...	5,0390	5,0425	– 295	– 250	– 535	– 475	– 1480	– 1365
£	11,9670	11,9755	+ 340	+ 405	+ 630	+ 725	+ 1825	+ 2050

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 11/16	9 1/4	9 5/8	9 5/16	9 11/16	9 1/2	9 7/8
DM	5 5/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 5/8	5 3/4	6 1/8
Florin	5 3/4	6 1/4	5 3/4	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 15/16	6 5/16
F.B. (100) ..	6 1/2	7 1/2	9	10	9	10	9 3/4	10 3/4
F.S.	2 1/4	2 7/8	3 7/16	3 13/16	3 1/2	3 7/8	4	4 5/8
L (1 000) ..	16 1/2	17 1/2	17 1/2	18 3/4	17 3/4	18 7/8	18	19
£	8 3/4	9 1/2	9	9 5/8	9	9 5/8	8 13/16	9 7/16
F. franç. ..	12 3/4	13	13 5/8	13 7/8	14 3/4	15	16 3/4	17



(Publicité)

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNIQUES HALIEUTIQUES (I.S.S.T.H.) A NOUADHIBOU (République islamique de Mauritanie)

AVIS DE PRÉSÉLECTION

La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) envisage la construction de l'Institut supérieur des sciences et techniques halieutiques à Nouadhibou en entreprise générale.

Cette construction fera l'objet d'un appel d'offres restreint parmi les entepreneurs de travaux agréés par le maître de l'ouvrage après la présélection dont l'objet et les conditions sont exposées ci-dessous :

I. — OBJET

Le secrétaire général de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) lance un appel *de candidatures à la présélection d'entreprises de travaux de* construction pour la participation à un appel d'offres de travaux de construction de l'Institut supérieur des sciences et techniques halieutiques (I.S.S.T.H.) à Nouadhibou, comprenant *7000 m² de bâtiments et un ensemble V.R.D. et aménagements extérieurs.*

II. — FINANCEMENT DU PROJET

Le projet est financé par la B.I.D., l'O.P.E.P. et la C.E.A.O.

III. — ORIGINE DES CANDIDATS

Peuvent faire acte de candidature les sociétés d'entreprises (personnes physiques ou *morales*) ou groupements d'entreprises ressortissants d'un des États membres de la C.E.A.O., de la B.I.D. ou de l'O.P.E.P.

IV. — PARTICIPATION A LA PRÉSÉLECTION

Les candidats devront avoir fait acte de candidature auprès de la C.E.A.O. avant la date du 25 novembre 1983.

Les candidats devront joindre à leur demande les dossiers et références satisfaisant aux conditions *exigées.*

V. — DOSSIERS DES CANDIDATS

Les dossiers des candidats comprendront toutes indications utiles, notamment :

- Une déclaration indiquant l'intention de soumissionner et faisant connaître les noms, prénoms, qualité, domicile et nationalité du soumissionnaire;
- Une attestation de nationalité, selon la réglementation valable en la matière dans le pays du soumissionnaire;
- Les références techniques, sous la forme d'une note indiquant les lieux, les dates, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a apporté son concours (avec la mention précise de ladite contribution) avec indication des maîtres d'ouvrage;
- Les références financières sous la forme d'une attestation d'une banque, sur la solvabilité du soumissionnaire.

VI. — PROCÉDURES D'INVITATION A PARTICIPER

Il sera adressé aux candidats retenus une lettre d'invitation à participer à l'appel d'offres restreint prévu.

Cette invitation confirme la recevabilité de la candidature et doit indiquer les conditions *d'attribution du dossier d'appel d'offres.*

La C.E.A.O. s'interdit de revenir ultérieurement sur cette acceptation ou de justifier son choix.

VII. — INSCRIPTION DÉFINITIVE

Les candidats invités devront, s'ils maintiennent leur intention de participer, confirmer leur candidature par pli recommandé adressé à la C.E.A.O., B.P. 643, Ouagadougou, dans les conditions prescrites dans la lettre d'invitation de l'organisateur.

Seuls les candidats invités ayant confirmé leur intention de participer à l'appel d'offres restreint seront considérés comme définitivement inscrits pour participer à l'appel d'offres restreint.

LOGEMENT

Les investisseurs institutionnels ne peuvent se substituer aux particuliers dans la construction

En matière de construction neuve, on parle souvent des « *investisseurs institutionnels* », entités abstraites, impersonnelles, dont on sait qu'elles construisent et gèrent de nombreux logements, sans pourtant connaître leur stratégie en la matière.

Pour donner un coup de projecteur sur ces financiers trop discrets, sur ces propriétaires dissimulés derrière leurs filiales de gestion, l'Ajibat (Association des journalistes de l'habitat, du bâtiment et de l'immobilier), avait invité, mardi 4 octobre, à un déjeuner-débat, trois d'entre eux, ainsi qu'un promoteur : M. Claude Rivé, directeur des affaires immobilières du groupe public de l'U.A.P. (Union des assurances de Paris) ; M. Pujol, directeur adjoint de la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment (C.N.R.O.) ; M. Guy Sordet, directeur de la section immobilière des A.G.P. (groupe de Paris), un des tout premiers groupes privés d'assurances, et, enfin, un promoteur, *M. Michel Mauer, P.-D.G. de Cogedim.* De tout temps, les compagnies d'assurances, les caisses de retraite ont assis la solidité de leurs placements dans la pierre.

Si l'immobilier représente, à l'U.A.P., environ 22 % des actifs gérés, il représente, pour les A.G.P., plus de 40 %. Pour l'ensemble des compagnies d'assurances, privées ou publiques, c'est en tout deux cent mille logements. Pour la C.N.R.O., régie par les règles des caisses de retraite complémentaire, 20 % des actifs sont dans l'immobilier. La contribution des caisses est plus modeste.

Les investissements annuels consacrés à la pierre (logement mais aussi bureaux, entrepôts, commerce) continuent de représenter environ le cinquième des placements des « institutionnels », et, disent-ils, leur politique n'a que peu changé *depuis cinq ans. En revanche, ils se* sont retirés des « tours de table », finançant les programmes de promotion immobilière en raison de la lourdeur des frais financiers de telles opérations. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, qu'ils ont boudé la pierre.

On a souvent dit que les compagnies d'assurances, depuis l'adoption de la loi Quilliot, laissaient leurs logements vacants au départ de leurs locataires, pour pouvoir, dix-huit mois plus tard, fixer librement *le loyer. C'est faux, disent-ils d'une* même voix : l'U.A.P. a 4 % de logements vacants. La rotation des locataires s'est légèrement ralentie (de 20 % à 25 % à 13 %), mais on reloue systématiquement, sauf si l'on veut vendre l'immeuble. Aux A.G.P., on ne vend pas.

En aucun cas, disent-ils, les « investisseurs institutionnels » ne pourraient suppléer la disparition du marché de la construction des investisseurs particuliers et relancer l'activité du bâtiment : en bloc, ils représentent un effort annuel de 7 milliards de francs, en regard des 300 milliards de francs de chiffre d'affaires de la branche. De plus, ils ne sont pas des « *institutionnels de l'immobilier* ». Les épargnants sont vigilants. « *S'ils se défient de la pierre, il faudra bien les écouter* », dit M. Rivé.

J. D.

ÉTRANGER

En Norvège

Le budget prévoit une augmentation de l'aide aux pays en développement

De notre correspondante

Oslo. — Le gouvernement norvégien a présenté, le 5 octobre, son projet de budget pour *1984. Malgré* les revenus de l'activité pétrolière (estimés à 93 milliards de couronnes (1) pour la période 1982-1986), le budget de 171 milliards de *couronnes est déficitaire* de 1 milliard de couronnes — sans le secteur pétrolier le déficit serait de 25 milliards de couronnes.

Les dépenses de l'Etat augmenteront de 8,2 %, le taux de l'inflation ayant été estimé à 6 % contre 8,5 % *cette année.* La hausse moyenne des salaires ne devrait pas dépasser 5 %. Alors que la production industrielle est stagnante, le chômage, actuellement 4 % de la population active, ce qui représente environ soixante-dix mille personnes, se maintiendra probablement au même niveau.

Le projet de budget 1984 est le résultat de négociations entre les trois partenaires *gouvernementaux*, les conservateurs, les centristes et les chrétiens populaires. Il diffère sensiblement de ce que serait probablement un budget élaboré par le *seul parti conservateur*, en ce sens que la réduction en 1984 de l'imposition des individus ne répondra pas aux promesses faites par eux à ce sujet. Il s'agit en effet d'une *réduction très légère.*

Cependant, l'assistance aux pays en voie de développement sera augmentée pour représenter l'année prochaine 1,15 % du P.I.B. (1,01 % en 1982), soit 4,7 milliards de couronnes. Cette exception à la rigueur *générale a été obtenue* par le parti des chrétiens, qui s'est vu attribuer le ministère de la coopération créé à l'occasion de son entrée au gouvernement en juin dernier. Autre *exception* : le budget de la défense augmentera l'année prochaine de 3,5 % en volume.

CATHERINE LOCHSTER.

(1) 1 couronne = 1,03 franc.

En Chine

La Banque du peuple devient Banque centrale

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois *va procéder à une importante* réforme de son système bancaire. Selon une décision prise récemment, la Banque du peuple cesse d'être une banque commerciale et de dépôt pour *devenir l'unique* banque centrale du pays. A ce titre, elle opérera sous le contrôle direct du gouvernement.

En tant que banque centrale, la Banque du peuple aura pour mission d'étudier et de formuler les principes et règles fondamentales en matière de politique monétaire *qu'elle devra appliquer*, après approbation par l'autorité gouvernementale. Elle jouera le rôle d'institut d'émission et contrôlera la circulation monétaire intérieure. En outre, la banque supervisera le crédit, pour lequel elle élaborera des plans unifiés.

La Banque du peuple aura également pour tâche de contrôler les opérations de change de l'Etat, la gestion des réserves en or, en argent et en devises étrangères. En tant qu'établissement du Trésor, elle aura autorité sur l'activité des autres institutions bancaires spécialisées. Enfin, la Banque du peuple mènera des activités monétaires internationales au nom du gouvernement chinois.

L'ancien rôle de banque de dépôt à l'usage des personnes privées et de gestion des fonds de circulation des entreprises qu'assumait précédemment la Banque du peuple sera assumé par une nouvelle institution, la Banque industrielle et commerciale. Aucune modification n'est apportée, pour l'essentiel, aux fonctions des autres établissements *bancaires spécialisés existant en Chine*, tels que la Banque agricole, la Banque populaire pour la construction et la Banque d'investissements.

*Il apparaît toutefois que le pou*voir nouveau que détiendra désormais la Banque du peuple sur l'ensemble du système bancaire et la politique monétaire du pays aura pour conséquence de limiter l'autonomie des autres établissements financiers en matière de crédit. L'une des missions que se voit expressément confier la Banque du peuple nouvelle manière est, en *effet, de mettre fin à la « décentralisation excessive »* du crédit.

La Banque du peuple n'incorporera pas seulement dans les crédits soumis à son contrôle les allocations budgétaires du Trésor et des différentes institutions gouvernementales *ou populaires.* Elle intégrera aussi dans un plan annuel du crédit national les opérations de prêt décidées par les institutions spécialisées. Celles-ci devront par ailleurs reverser à la Banque du peuple un certain pourcentage, non précisé, de leurs dépôts. De la sorte, la Banque centrale devrait pouvoir contrôler près de la moitié de l'ensemble des crédits, exerçant ainsi une régulation en ce domaine.

Un projet de loi bancaire définissant les nouvelles règles du jeu ainsi que diverses réglementations applicables à l'ensemble du système financier seront prochainement élaborés, a annoncé l'agence Chine nouvelle.

MANUEL LUCBERT.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extraits d'un arrêt du 15 juin 1983 de la 11ᵉ chambre de la cour d'appel de Paris.

***Partie civile* : Jean-Marie LE PEN.**

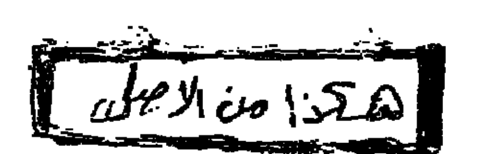
***Prévenus* : J. THEOLLEYRE et C. ECHARD.**

« Considérant que c'est à juste titre que les premiers juges ont souligné le caractère critiquable des procédés utilisés par l'auteur : *amalgame et insinuations*, que tel est notamment le cas du passage figurant aux pages 53 et 54 où Jean-Marc THEOLLEYRE, après avoir cité la profession de foi de Jean-Marie LE PEN, la commente en ces *termes « Il reste à savoir ce qu'elle recouvre »* :

» Considérant qu'au moyen d'exemples soigneusement choisis et de quelques citations, l'auteur du livre cherche à prouver que si Jean-Marie LE PEN « ne croit pas au néo-nazisme », il participe néanmoins de son idéologie et finalement de l'activisme de cette doctrine » ;

» Considérant que la Cour estime qu'il s'agit là d'une allégation d'un fait précis de nature à être l'objet d'une preuve et d'un débat contradictoire et *que c'est donc à tort que les premiers juges ont jugé que le délit de diffamation n'est pas constitué... ».*

» Par ces motifs : Dit constitués les faits de diffamation et de complicité... ».



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INVESTISSEMENT NET SICAV

A l'initiative de la banque Steindecker S.A., une nouvelle Sicav a été constituée le 3 octobre 1983, au capital de 200 milions de francs, sous la dénomination sociale de :

INVESTISSEMENT NET

Elle est destinée à gérer un portefeuille d'obligations françaises dites de « première catégorie », c'est-à-dire d'obligations jouissant de la garantie de l'Etat ou d'une garantie assimilée à celle de l'Etat.

L'objectif prioritaire de cette Sicav est d'obtenir un rendement net optimal, tout en recherchant la plus grande régularité possible dans la progression de la valeur liquidative.

Les premiers fondateurs de la société sont : Caisse autonome de prévoyance et de retraite des industries de la construction électrique (CAPRICEL), Omnium financier de Paris (O.F.P.), Caisse autonome de retraite des médecins français, Caisse nationale de retraite de l'enseignement privé (CANAREP) Fonds social, Caisse nationale de retraite de l'enseignement privé (CANAREP) Prévoyance, Union pour le recouvrement des cotisations de l'enseignement privé (URCREP), Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, Crédit mutuel agricole de l'Artois, Caisse des congés payés du bâtiment n° 11, COFACE, Compagnie française de mines, Mutuelle d'assurances du corps sanitaire français (M.A.C.S.F.), Omnium bançaire et commercial, Organisme commun des institutions de rente de veuve (OCIRV), Caisse interprofessionnelle de retraite et de prévoyance des ingénieurs, cadres et assimilés, Caisse alsacienne interprofessionnelle de retraite et de prévoyance des salariés (CAIRPSA), Caisse de retraite et de prévoyance (SAGEM), Banque Steindecker S.A., Banque populaire du Nord, Banque de l'union occidentale française et canadienne (BUOFC), Société centrale de banque.

L'assemblée générale a nommé comme administrateurs : Banque Steindecker S.A., représentée par M. Henri Darmas, Banque populaire du Nord, représentée par M. Jean Guedj, Banque de l'union occidentale française et canadienne, représentée par M. Robert de Beauvoir, Société centrale de banque, représentée par M. Germain Piquée, Omnium financier de Paris (O.F.P.), représenté par M. Jean Salm, Caisse autonome de retraite des médecins français, représentée par M. Louis Camo, Caisse nationale de retraite de l'enseignement privé (CANAREP), représentée par M. Jacques Tauzin, Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, représentée par M. Patrice Billaut, Crédit mutuel agricole de l'Artois, représenté par M. Joël Viseux, Omnium bancaire et commercial, représenté par M. Michel Alexandre, M. Jean-Paul Benoit, M. Yann Delabrière.

M. Yann Delabrière, directeur financier et du développement à la COFACE, a été désigné comme président-directeur général de la nouvelle société, et M. Christian Bourson, directeur à la direction générale de la Banque Steindecker S.A., comme directeur général.

L'ouverture au public interviendra le 17 octobre 1983 après la publication de l'avis de création de la Sicav au BALO du 10 octobre 1983.

DUNLOP S.A.

Les difficultés rencontrées depuis plusieurs années par l'industrie des pneumatiques en France ont entraîné de lourdes pertes pour DUNLOP S.A.

L'appui important dont la société a bénéficié de la part du groupe DUNLOP (420 millions de francs depuis 1977) n'a pu lui permettre, compte tenu d'un environnement économique défavorable, de réaliser le plan de redressement qui avait été prévu pour 1983.

La situation financière résultant de ces pertes ainsi que l'impossibilité pour l'actionnaire principal de poursuivre son effort de financement dans de telles conditions et au regard également de sa stratégie européenne pour le pneumatique, ont placé le directoire dans l'obligation de procéder au dépôt de bilan.

Le directoire assistera les syndics Maîtres Calmels et Segard dans la recherche des structures économiques et financières offrant les meilleures perspectives de redressement, dans l'intérêt du personnel et des créanciers.

ROLINCO%

Hausse record

Au cours de l'exercice écoulé (du 1er septembre 1982 au 31 août 1983). Le cours de l'action Rolinco, sur la place de Paris, est passé de FF 645 à FF 1 076, soit une hausse de 70 % compte tenu du dividende distribué en décembre 1982.

Cette plus-value record doit être principalement attribuée à la hausse considérable des actions détenues en portefeuille. Conformément à la politique d'investissement de la société, les revenus ont été relativement modestes. Lors de leur réunion du 6 octobre 1983, le Conseil de surveillance et la direction ont décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende brut de FLS 7,40 par action ordinaire (soit FF 20,21) sur la base du cours du change le 6 octobre.

Le rapport annuel paraîtra le 11 novembre prochain et l'Assemblée générale sera convoquée pour le 29 novembre 1983, à Rotterdam, les actions étant alors cotées ex-coupon le lendemain.

Les Sicav de L'Européenne de Banque

Situation au 30 septembre 1983

	LAFFITTE EXPANSION Valeurs diversifiées	LAFFITTE RENDEMENT Valeurs de rendement	LAFFITTE TOKYO Valeurs japonaises	LAFFITTE FRANCE Actions françaises	LAFFITTE OBLIGATIONS Obligations françaises	LAFFITTE COURT TERME Obligations à court et moyen terme
ACTIF NET (millions de F)	665,8	291,2	1.234,4	227,5	63,2	535,5
VALEUR DE L'ACTION (en Francs)	609,16	194,41	816,51	176,40	130,57	114.469,72
Dividende de l'exercice 1982 mis en paiement le 2-05-83 (en francs) :	NET 22,30 contre 14,54 en 81	NET 14,20 contre 10,31 en 81	NET 28,58 contre 15,46 en 81	NET 8,62 contre 5,93 en 81	NET 14,71 contre 11,89 en 81	



De l'eau à la télédistribution : la nouvelle technologie au service du quotidien

Sous nos climats *tempérés*, l'eau est le plus banal des produits de la vie courante. On en déduit souvent que rien n'est plus facile à fournir, partout et à tous. Erreur. La production et la distribution de l'eau potable constituent un service devenu élaboré et difficile, qui mobilise, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, fontainiers et ingénieurs de diverses spécialités.

Avant que l'eau parvienne jusqu'au robinet de l'abonné, il faut la capter grâce à *des barrages, des forages ou des* prises d'eau ; la traiter pour la rendre potable dans des usines pourvues de nombreuses installations ; surveiller *avec vigilance* sa qualité par de multiples analyses ; la maintenir sous pression grâce à des châteaux d'eau, des réservoirs souterrains ou des pompes ; l'acheminer jusqu'au consommateur dans un réseau maillé de canalisations souterraines ; entretenir le réseau, vérifier les installations, réparer les fuites...

Le groupe Générale des Eaux rassemble des entreprises de services et de travaux dont la vocation principale est de travailler pour le compte des collectivités locales. Il exerce ses activités dans différents domaines qui touchent à notre vie quotidienne.

La distribution de l'eau potable est la plus connue. Mais beaucoup d'autres activités ont été développées : l'assainissement et l'épuration des eaux ; l'énergie thermique (chauffage urbain, services, travaux) ; la collecte des déchets, leur valorisation et leur élimination ; les transports collectifs et la gestion du stationnement ; le secteur des travaux publics et de l'habitat ; la télédistribution.

Le groupe s'ordonne autour de trois grands pôles : l'eau, l'énergie et le génie urbain.

La complémentarité est forte entre ces trois domaines, ce qui favorise les synergies et la mise en œuvre de techniques sophistiquées et efficaces. Le groupe offre maintenant un large éventail de services de plus en plus polyvalents et complexes en France comme à l'étranger. Il est donc particulièrement bien armé pour répondre à la demande des collectivités qui souhaitent créer des services nouveaux.

L'essor des biotechnologies

L'eau est un métier. Pour la rendre potable, on fait appel à une large palette de technologies, des plus traditionnelles aux plus élaborées. Les entreprises du groupe Générale des Eaux, O.T.V en particulier, ont mis au point des traitements qui témoignent d'une profonde évolution vers des techniques que l'on pourrait qualifier de « naturelles » ou d'« écologiques ».

L'élimination des molécules solubles dont la dimension est de l'ordre du millième de micron, le remplacement du chlore par l'ozone pour stériliser l'eau, la *maîtrise des matières organiques* : tout cela a bouleversé les systèmes antérieurs qui privilégiaient les procédés physiques et chimiques. Désormais, la biologie a conquis son droit de cité et permet de recourir largement à des techniques douces.

Les grandes usines d'eau du Syndicat des Communes de la Banlieue de Paris, gérées par la Compagnie, utilisent d'ores et déjà ces nouvelles biotechnologies. On peut citer aussi les usines d'Annet en Seine-et-Marne ou de Rouen-la-Chapelle. Pour l'assainissement, l'usine la plus moderne faisant appel aux nouvelles biotechnologies est située à Soissons.

De façon générale, les usines de production d'eau potable gérées par le groupe Générale des Eaux sont extrêmement modernes. Les techniques de traitement sont très élaborées. Le fonctionnement même des installations est presque entièrement automatisé, ce qui offre des garanties supplémentaires de performance et de sécurité. Grâce à des investissements très considérables financés en grande partie par les collectivités locales et les Agences Financières de Bassin, la France est la vitrine mondiale des techniques de l'eau. Et nombreux sont les spécialistes étrangers qui viennent visiter les usines de Nice, de Rouen ou de Méry-sur-Oise dans la banlieue de Paris.

Chauffer moins cher

Le groupe Générale des Eaux occupe en France la première place dans le domaine de l'installation et des services thermiques. Les entreprises spécialisées sont regroupées pour beaucoup au sein du groupe de la Compagnie Générale de Chauffe. La puissance des installations gérées est d'environ 17 000 mégawatts, ce qui équivaut à la puissance nécessaire pour le chauffage de 3 millions de logements.

Le groupe s'est lancé délibérément dans le combat pour les économies d'énergie. A cet égard, le chauffage urbain de Lyon, géré par Prodith, filiale du groupe, est un bon exemple.

La couverture des besoins du chauffage urbain de Lyon était, à l'origine, assurée en totalité par le fuel. Celui-ci intervient maintenant seulement pour 25 % environ. La plus grande partie de *l'énergie est fournie* par la combustion des ordures ménagères et par du charbon français. Cette conversion a permis d'abaisser le prix de vente de la chaleur.

Les techniques télématiques appliquées aux installations de chauffage sont un autre facteur de nature à modifier en profondeur les services rendus aux clients. La possibilité de contrôler à distance le fonctionnement des installations entraîne progressivement plus de sécurité, une meilleure gestion de l'énergie et une réduction des coûts d'intervention.

Valoriser les déchets

Eau, énergie, déchets, les activités du groupe Générale des Eaux sont interdépendantes, comme le sont d'ailleurs les différentes composantes du milieu naturel. Dans le domaine de l'environnement, chaque élément agit et réagit sur les autres, formant ainsi un cycle immuable mais à l'intérieur duquel on peut intervenir. L'irruption dans le cycle naturel peut être nocive comme le sont les pollutions. Elle peut être aussi *bénéfique*.

La mise en valeur des déchets par les entreprises du groupe Générale des Eaux est l'illustration d'une intervention humaine bénéfique où la technique se met au service de la sauvegarde de la nature. La valorisation des déchets est un moyen pour la collectivité de faire coup double : en participant d'une part à la protection de l'environnement ; en faisant d'autre part, des économies soit *de matière première (amendement)*, soit de combustible (biocombustible).

A Nantes, une entreprise du groupe a réalisé les plus importantes installations d'Europe permettant de transformer en amendement agricole les boues provenant des stations d'épuration des eaux usées. On transforme ainsi en biomasse les eaux d'égout. On évite, par la même occasion, de polluer le milieu naturel.

Dans l'estuaire de la Seine, les boues rouges (hydroxyde ferrique), plutôt que d'être rejetées dans le fleuve, sont transformées en un produit contribuant au traitement de l'eau. Une usine de fabrication de chlorosulfate ferrique (C.S.F.) a été construite pour fabriquer ce produit coagulant utilisé pour la clarification de l'eau.

Non *loin* de là, à Sandouville, les déchets des industries pétrochimiques de l'estuaire de la Seine sont rassemblés dans le centre de la Sedibex. Ces déchets sont incinérés dans un four capable de recevoir 3,5 tonnes de déchets à l'heure. L'énergie produite sous forme de vapeur est récupérée, puis livrée aux industriels locaux.

Pour le compte de la Ville de Paris, une autre entreprise du groupe, la Compagnie Générale d'Entreprises Automo*biles (C.G.E.A.), récupère dans les petits* « champignons » verts installés dans les rues de la capitale les bouteilles vides.

Le verre récupéré n'est pas brisé pour être refondu en verrerie. Tout le système a été étudié pour éviter au maximum la casse. Le verre est livré à l'usine C.G.E.A. de Rungis où un robot électronique trie les bouteilles par taille et par forme. Elles sont alors conditionnées, stérilisées et emballées avant de reprendre le circuit commercial.

Cette vaste opération, la première en Europe à cette échelle, permet de récupérer, par mois et par habitant, 2 bouteilles et de réemployer, dans une première phase, plus de 15 millions de bouteilles par an. Chaque bouteille non cassée et réemployée permet d'économiser 150 grammes de pétrole (une bouteille cassée économise 40 grammes de pétrole), soit, pour l'ensemble de la capitale, 3 500 tonnes d'équivalent pétrole par an.

Matière grise plus que béton

L'activité travaux publics et habitat du groupe Générale des Eaux s'oriente progressivement vers le *génie urbain*, c'est-à-dire vers la matière grise plutôt que vers le béton. Une nouvelle conception de ce métier est en train de prendre corps.

Les entreprises du groupe (entreprises de services et entreprises de construction) aménagent et construisent un programme de plus de 200 000 m² dans le quartier Michelet à la Défense. Ce nouveau quartier comportera des immeubles de bureaux, mais aussi un hôtel et des logements.

C'est notamment là que les entreprises du groupe (Seeri-Sari entre autres) lancent une nouvelle génération de bureaux *économes, informatisés, souples d'utilisation*. Les économies d'énergie, la mise en informatique des fonctions collectives (chauffage, *surveillance*...) et la variété *de l'architecture intérieure ou extérieure* caractérisent ces bureaux du futur.

Des équipements collectifs d'avant-garde, la réalisation d'opérations d'urbanisme complexes et la réhabilitation en particulier des grands ensembles sont trois autres champs d'intervention des entreprises du groupe.

Ainsi, Campenon-Bernard Construction a achevé à Ambérieu-en-Bugey le premier lycée « solaire » de France, conçu selon une architecture particulièrement innovatrice et économe en énergie. La structure porteuse est constituée par des conduites verticales de grand diamètre fabriquées par une autre entreprise du groupe, la Société Bonna. Elle sert aussi de réservoir à eau chaude.

Au cœur des Halles de Paris, les entreprises du groupe ont participé à l'aménagement délicat du quartier de l'Horloge, où coexistent demeures anciennes et immeubles modernes.

A la pointe des innovations

Le groupe Générale des Eaux est à la pointe des innovations dans de nombreux secteurs. Voici quelques exemples :

- Mise en service à ERAGNY (Val-d'Oise) de l'usine d'élimination des nitrates dans l'eau potable selon un procédé biologique (*première mondiale*) ;
- Mise en place sur la Marne d'un réseau d'alerte antipollution automatisé pour surveiller la qualité des eaux de rivière (première mondiale) ;
- *Mise* au point du *Procédé* Biocarbone, procédé biologique d'épuration à bactéries fixées, pour le traitement de l'eau potable et des eaux usées (O.T.V. leader mondial) ;
- Réalisation à MOSCOU et à MONTRÉAL des plus grandes installations au monde d'affinage de l'eau par l'ozone (Trailigaz) ;
- Recyclage de l'air intérieur des capsules du programme Apollo et des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (PICA) ;
- Fabrication de filtres charbon actif pour récupérer l'or contenu dans les terrils de mines exploitées à la fin du siècle dernier (PICA leader mondial) ;
- Réalisation à MELUN (Seine-et-Marne) de la première installation française de géothermie (Compagnie Générale de Chauffe) ;
- Mise en œuvre à l'île de Malte de la plus grande usine au monde de dessalement *d'eau de mer par le procédé de l'osmose in*verse (Polymétrics).

Anjou-Recherche (groupement d'intérêt économique) est le support opérationnel des activités de recherche du groupe Générale des Eaux, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des déchets.

Il rassemble une équipe légère et de haut niveau qui travaille à travers la France en liaison avec des Universités, des laboratoires spécialisés ou des entreprises performantes petites et moyennes.

Participation des habitants

Dans plusieurs grands ensembles, des opérations de réhabilitation sont mises en œuvre selon une approche nouvelle. L'objectif est de faire en sorte que les travaux de restauration aboutissent à diminuer le poids des charges collectives pour les habitants.

L'amélioration thermique des bâtiments est devenue un des thèmes moteurs de la réhabilitation de l'habitat. Le souci n'est plus seulement d'améliorer le confort des logements. Il est de diminuer le niveau des charges, qui atteint parfois des sommes insupportables pour les familles à ressources modestes.

Grâce à des études détaillées et à une bonne coordination des différents intervenants maîtres d'œuvre, les entreprises du groupe Générale des Eaux peuvent s'engager à réaliser des travaux de réhabilitation avec garantie *des résultats* : des économies et le maintien des charges à un certain niveau.

Le groupe est, il est vrai, en bonne position pour recevoir dans une même équipe des compétences auparavant isolées. Ainsi, pour des opérations concrètes, sont réunies les compétences de Campenon-Bernard Construction pour la réhabilitation immobilière et de la Compagnie Générale de Chauffe pour les services thermiques et télématiques.

L'information et la participation des habitants aux opérations d'urbanisme les concernant, est indispensable pour mener à bien un chantier.

Ses *entreprises s'efforcent d'intéresser* les habitants. Ils sont concernés au premier chef par la transformation de leur logement. Ils ont aussi à subir les inconvénients quotidiens des travaux. En outre, un bon accueil des habitants est nécessaire à un déroulement normal du chantier. Il permet d'éviter les conflits inutiles et les retards coûteux.

Dans la même perspective, Campenon-Bernard-Construction s'attache à faire participer les jeunes chômeurs des grands ensembles à *la* restauration de leur habitat. A Nanterre, pour une opération de réhabilitation d'H.L.M, des jeunes résidents ont ainsi été embauchés *en priorité sur le chantier*.

Le choix entre neuf programmes

Depuis plusieurs années, le groupe Générale des Eaux a étendu à la télédistribution son expérience et sa compétence de gestionnaire de services publics. Plusieurs collectivités ont déjà fait appel au groupe pour gérer leur réseau : Nice, Saint-Pol-sur-Mer, la ville nouvelle du Vaudreuil...

Confirmation de ce développement dans le domaine de la communication a été donnée le 3 mars 1983. Ce jour était signée, entre le ministre des P.T.T et la Compagnie Générale des Eaux, une convention dans *laquelle le* groupe s'engage à participer au financement, à la réalisation et à la gestion de réseaux de télédistribution pour le compte des collectivités locales. Le groupe s'engage aussi à participer à la création d'un Institut des Réseaux destiné notamment à informer *les collectivités locales*.

Une synergie entre les services et les travaux

Le groupe Générale des Eaux rassemble de nombreuses entreprises diversifiées et décentralisées. Aux côtés des entreprises de services se développent des entreprises de travaux. Entre les unes et les autres se crée une synergie facteur de dynamisme.

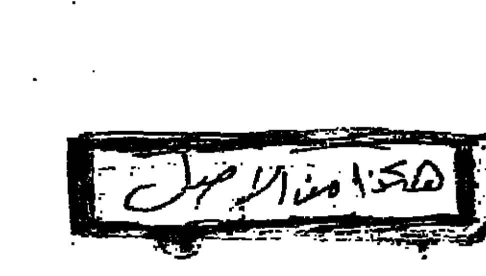
Sur un total de plus d'une centaine de filiales, on peut citer notamment :

- SADE (Travaux d'hydraulique) ;
- OMNIUM DE TRAITEMENTS ET DE VALORISATION (O.T.V.) ;
- COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHAUFFE (Energie thermique) ;
- COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ENTREPRISES AUTOMOBILES (C.G.E.A.) (Transports collectifs — Collecte de déchets) ;
- CAMPENON-BERNARD (Bâtiment — Travaux Publics) ;
- PHENIX (Habitat individuel).

En Alsace, le Syndicat intercommunal du canton de Munster (Haut-Rhin) a confié à la société Téléservices Alsace, animée par la Compagnie Générale des Eaux, la gestion de son service de télédistribution.

Les mauvaises conditions locales de réception hertzienne ont conduit le syndicat à créer un réseau communautaire de radiodiffusion-télévision qui comprend une importante infrastructure permettant de capter et de diffuser par câble des programmes de télévision, français, suisses et allemands.

Au 31 décembre 1982, le nombre d'abonnés du canton de Munster s'élevait à deux mille trois cent trente-neuf. Les maisons alsaciennes, débarrassées des antennes de télévision individuelles, ont retrouvé leur charme. Les habitants ont maintenant la télévision et le choix entre neuf programmes.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

FORTE ACTIVITÉ A LA BOURSE EN SEPTEMBRE

Au mois de septembre, le montant des transactions a atteint 26,2 milliards de francs, en augmentation de plus de 18 % sur le mois précédent sur le seul marché officiel, tandis que le volume d'affaires s'établissait à 180 millions de francs (contre 100 millions en août) sur le second marché, et à 148 millions de francs (contre 136 millions) sur le hors-cote.

Il est traité 5,8 milliards de francs sur le marché à terme (contre 4,9 milliards le mois précédent) et 20,4 (contre 17,2 milliards) sur le comptant, tandis que la part des actions représentait 7,8 milliards (contre 7,1 milliards en août) et celle des obligations 18,4 milliards (contre 15 milliards).

Au total, pour l'ensemble des neuf premiers mois de 1983, l'activité de la Bourse de Paris a porté sur 233,2 milliards de francs contre 146,3 milliards en 1982, soit une augmentation de 59 % d'une période à l'autre, le volume des affaires sur cette *période ayant déjà dépassé de 7,5 % le chiffre* de l'année 1982 tout entière (216,8 milliards de francs). Durant ces trois premiers trimestres, la part des obligations a nettement progressé (+ 64 %), pour s'établir à 161,9 milliards, tandis que les actions accomplissaient une belle performance (+ 49 %), à 71,3 milliards de francs.

L'essentiel de l'activité (80 %) a été le fait du marché au comptant, en progression de 62 % environ (pour atteindre 184,7 milliards de francs), tandis que le marché à terme était en progrès de 51 %) à 48,5 milliards.

A la fin du mois de septembre, la capitalisation boursière des valeurs françaises s'élevait à 280,6 milliards de francs contre 269,8 milliards le mois précédent, et à 286,7 milliards (contre 275,9), en tenant compte des autres valeurs de la zone franc. Le nombre de valeurs cotées sur le marché officiel a été ramené à 541 en septembre contre 533 un mois plus tôt.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	30 sept.	6 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	1173,9	1183,6
Valeurs étrangères	3728,8	3817,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	169,4	170,8
Valeurs étrangères	504,5	516,5
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	146,3	147,5
Pétroles-Energie	122	119,4
Métallurgie	83,4	83
Chimie	161,6	162,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	118,5	115,6
Constructions mécaniques	107,7	107,6
Matériel électrique	168	167,7
Automobile et accessoires	123	121
Industr. de consom. non alim.	217,7	223,8
Agro-alimentaire	199,5	207,8
Distribution	94,7	94,7
Transports	139,4	139,4
Services	167,3	171,8
Assurances	109,7	109,7
Banques	164,8	167,9
Immobilier et foncier	145,6	147,3
Investissement et portefeuille	161,8	164,4
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	172,3	173,3
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,7	103,7
Emprunts d'Etat (*)	104,3	104,4
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,5	103,5
Sociétés (*)	104	104,3
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91	91
Sociétés (*)	98,9	99,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	139,7	139,8
Produits de base	121,7	119,3
Construction	115,3	112,2
Biens d'équipement	119,7	119,1
Biens de consom. durables	157,8	157,5
Biens de consom. non durables	200,4	199,7
Biens de consom. alimentaires	198,1	204,1
Services	119,1	119,7
Sociétés financières	166	166,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	115,9	114,8
Valeurs industrielles	144	143,8
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	116,3	116,5

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CETELEM. – La société Cetelem et sa filiale Cofica, toutes deux appartenant au groupe de la Compagnie bancaire, ont accordé environ 490 000 crédits nouveaux durant le premier semestre 1983, ce qui correspond à 3,9 milliards de francs pour Cetelem et 3,42 milliards pour Cofica, en hausse de 5 % et de 24 % respectivement. Quant au résultat net consolidé de Cetelem-Cofica *pour la même période, il* ressort à 92 millions de francs (et à 181 millions pour la période de douze mois comprise entre le 1er juillet 1982 et *le 30 juin dernier*).

EPEDA BERTRAND FAURE. – Au titre du premier semestre 1983, le groupe a enregistré une progression de 25 % de son bénéfice d'exploitation (avant amortissements). et de 10 % de son chiffre d'affaires (hors taxes), lesquels ont respectivement atteint 91,4 millions de *francs* et 1,05 milliard sur la base de l'ancien périmètre. En tenant compte de l'acquisition des sociétés Autocoussin et Cousin Frères, les résultats du groupe *atteignent 134,2 millions de francs* (+ 83,5 %) d'un semestre à l'autre pour le bénéfice d'exploitation, et de 1,34 milliard (+ 41,8 %) pour le chiffre d'affaires (*hors taxes*).

GROUPE SOVAC. – Convoquées pour le 21 octobre prochain, les assemblées générales de Mutuabail et de Sovabail devraient entériner la fusion de ces deux Sicomi du groupe moyennant l'absorption de Sovabail par Mutuabail.

S.P.I. – La société Cetig (Centre d'études pour l'investissement et la gestion) vient d'informer les autorités boursières que sa participation dans la société S.P.I. (société de placements internationaux) venait de franchir le seuil de 10 %.

EUROPÉENNE DE BANQUE. – L'ex-banque Rothschild et sa société chargée *du réseau de démarrage en produits* financiers, Laffitte investissement, ont constitué une filiale spécialisée en placements diversifiés : Laffitte patrimoine.

BANQUE LEUMI. – Fondée en 1902 et présente dans une vingtaine de pays, la plus importante banque israélienne a ouvert sa première succursale au Québec, la banque Leumi possédant également deux succursales à Toronto, dans l'Ontario.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	6 oct.	7 oct.
Valeurs françaises	143,1	
Valeurs étrangères	155,4	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	6 oct.	7 oct.
Indice général	139,8	140,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 7 oct. .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6 oct.	7 oct.
1 dollar (en yens)	233,38	232,90

BOURSE DE PARIS — Comptant — 7 OCTOBRE

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 7/10

Étrangères

◆ : prix précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 935	7 886	7 680	8 080
Allemagne (100 DM)	307 050	306 980	295	315
Belgique (100 F)	15 040	15 025	14	15 100
Pays-Bas (100 fl.)	273 430	273 200	260	280
Danemark (100 krd)	84 850	84 880	79	87
Norvège (100 k)	108 800	108 450	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	11 837	11 858	11 400	12 200
Grèce (100 drachmes)	8 617	8 585	7 500	8 600
Italie (1 000 lires)	5 061	5 039	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	378 020	378 220	366	387
Suède (100 krs)	102 210	102 050	99	106
Autriche (100 sch)	43 710	43 620	42 500	44 600
Espagne (100 pes.)	5 284	5 253	4 960	5 550
Portugal (100 esc.)	6 390	6 390	5 800	7
Canada ($ can 1)	6 442	6 423	6 200	6 640
Japon (100 yens)	3 412	3 417	3 280	3 440

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/10
Or fin (kilo en barre)	101800	101500
Or fin (en lingot)	101800	101250
Pièce française (20 fr)	673	679
Pièce française (10 fr)	399	.....
Pièce suisse (20 fr)	667	665
Pièce latine (20 fr)	624	630
Souverain	802	810
Pièce de 20 dollars	4240	4280
Pièce de 10 dollars	2000	1960
Pièce de 5 dollars	1340	.....
Pièce de 50 pesos	4200	4200
Pièce de 10 florins	684	670

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 9-10 octobre 1983 a été tiré à 468 379 exemplaires

LES SUCCÈS DE L'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS PARTIELLES

Le deuil des illusions

par Jean-Marie COLOMBANI

Il est inutile de sonner le tocsin tous les dimanches, on n'y prêterait plus attention. C'est pourtant à un *tel exercice que* la majorité est contrainte par le jeu du calendrier des élections partielles : municipales, comme à Antony, cantonales, comme à Béziers, et bientôt législatives (dans le Lot et le Morbihan). Si la majorité a pu battre le rappel des ses partisans entre les deux tours d'un scrutin national, il lui est difficile de le refaire sans lasser. Il eût sans doute mieux valu, pour la gauche, perdre quelques villes en plus au mois de mars dernier plutôt que d'avoir à comptabiliser ss pertes chaque dimanche.

Certes, rien n'est joué à Antony, puisqu'il y aura un second *tour : mais la liste d'opposition* est, sur le papier, au seuil de la victoire. Surtout d'autres échéances, plus significatives sur le plan politique, se profilent à l'horizon : le 6 novembre auront lieu des élections municipales à Aulnay-sous-Bois et à Villeneuve-Saint-Georges, deux municipalités communistes de vieille souche. La première concentre un grave problème social et immigré (lié au fonctionnement de l'usine Citroën et met l'opposition à une forte présence de l'extrême droite ; l'autre est déjà une épine sous le pied majoritaire : les socialistes refusent cette fois de reconduire la liste d'union avec le maire communiste sortant.

Il va de soi que cette succession de difficultés locales fragilise la position nationale d'une majorité qui n'en avait guère besoin.

Celle-ci est en effet prise en tenaille entre d'une part la déception e son propre électorat et d'autre part la « *surchauffe* » de *l'électorat d'opposition.*

Que la « *base sociale* » de la gauche soit déçue, voire « mécontente », comme le dit M. Marchais, justifie un travail d'explication qui ne pourra porter ses fruits, s'il en porte, qu'à moyen terme.

Car il faut du temps pour dissiper les « *illusions* », comme le dit désormais M. Marchais : le « *le peuple de gauche* » a vécu avec la promesse que le chômage et la crise seraient vaincus : on lui explique aujourd'hui qu'avec les autres, ce serait pire. Cet argument selon lequel seule la gauche au pouvoir peut limiter socialement les dégâts – thème des interventions de M. Jospin depuis l'été – n'est pas sans intérêt, mais il faut laisser audit « peuple de gauche » le temps d'oublier qu'il attendait beaucoup plus.

L'électorat de droite connaît un degré de *mobilisation qui* n'a de comparable que celui que l'on retrouve à la veille ou à l'avant-veille d'une consultation nationale. Un telle situation et dangereuse pour tout le monde, dans la mesure où elle correspond à une exaspération qui ne peut, légalement, déboucher sur rien, sur rien (hormis des succès locaux), car les dirigeants de l'opposition s'affirment tous aujourd'hui partisans du respect des échéances républicaines, et ne semblent plus nourrir l'espoir de voir se développer des mouvements sociaux en leur faveur comparables à ceux que la gauche pouvait susciter lorsqu'elle était dans l'opposition.

Face à cette double défiance de l'opinion, que peut faire le pouvoir ?

Il y a, en théorie, trois réponses possibles. Aucune n'est en fait opérationnelle.

La première est de type parlementaire : elle consiste à changer le gouvernement. Mais dans l'immédiat, compte tenu précisément de l'état de l'opinion, le risque serait grand que ce ne soit qu'un coup d'épée dans l'eau. En outre, un tel changement ajouterait à la difficulté du jeu majoritaire, car nul n'ignore que M. Mauroy reste, pour le P.C. comme pour la C.G.T., l'interlocuteur *le plus fiable.*

La seconde réponse est de type plébiscitaire : elle consisterait, comme le faisait le général de Gaulle, à en appeler au peuple, par référendum ou par voie d'élections législatives anticipées. On voit bien – l'étude publiée dans nos colonnes par MM. Jaffré et Parodi situe la gauche en dessous de 45 % – à quel point une telle solution (à laquelle la gauche répugne par nature) serait hasardeuse.

Reste la réponse qu'attend *l'opinion : changer de politique.* Or, M. Mitterrand a expliqué que celle-ci est la seule possible. « *La pire des choses,* dit M. Jean Poperen, *serait de changer de cap ou de donner l'impression de lâcher un peu la bride.* » Il reste donc à attendre la sortie d'un défilé qui paraît se rétrécir de jour en jour.

Au lendemain de sa victoire, M. *Mitterrand avait dit à ses fidèles,* en substance : savourez bien ces instants, ils sont précieux car des jours difficiles suivront. *La prédiction* s'est réalisée au-delà de toute espérance.

(Lire nos informations en pages 8 et 9.)

● *La suppression des cités de transit.* – L'opération lancée au printemps dernier pour supprimer huit de ces cités de construction particulièrement médiocre se déroule avec succès. Au cours d'une récente conférence de presse, Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la popula*tion et des travailleurs immigrés,* a précisé que cent soixante-dix-huit familles ont déjà été relogées sur les quatre cent trente-trois intéressées par le dispositif ; soixante-dix-huit sont en cours de relogement et six des vingt et un bâtiments en cause ont été démolis.

Sept communes de quatre départements étaient visées par cette opération : La Courneuve, Villemomble et Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Vitry (Val-de-Marne), Colombes et Nanterre (Hauts-de-Seine) et Massy (Essonne).

« *Cette opération,* a déclaré Mme Dufoix, *a rencontré certaines résistances, notamment de communes environnantes qui ne voulaient pas recevoir d'immigrés ; elle n'a été possible qu'en concertation étroite avec la population et les élus.* »

● *La police empêche l'ouverture, à Vesoul, d'un magasin à grande surface le dimanche.* – Les policiers ont empêché, dimanche 9 octobre, l'ouverture d'un magasin à grande surface de Vesoul (Haute-Saône). Depuis plusieurs années, le gérant du magasin, M. Durand, est en conflit avec les unions commerciales du département, qui s'opposent à cette ouverture dominicale. La décision de justice ordonnant la fermeture a été appliquée dès 10 heures, et des policiers ont placé des barrières mobiles à l'entrée du magasin.

LE Dr BARBARA McCLINTOCK (UNE AMÉRICAINE DE QUATRE-VINGT-UN ANS) PRIX NOBEL DE MÉDECINE

Le prix Nobel de médecine et de physiologie a été décerné, lundi 10 octobre, en fin de matinée, au docteur Barbara McClintock (Etats-Unis) pour ses travaux de cytogénétique. La lauréate, âgée de quatre-vingt-un ans, recevra la somme de 1 500 000 francs. Son prix lui sera remis par le roi de Suède, à Stockholm, au mois de décembre prochain.

[Mme Barbara McClintock est née le 16 juin 1902. Après des études de médecine à New-York et à l'université Cornell, elle devient professeur associé à l'université du Missouri et membre de l'institut Carnegie à Washington. Professeur à l'université Cornell en 1965, elle est consultante du programme des sciences de l'agriculture de la fondation Rockefeller (1962-1969). Membre de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis et de plusieurs sociétés savantes, Barbara McClintock est titulaire de *nombreux prix scientifiques, notamment* de la médaille nationale des sciences des Etats-Unis.]

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PRÉPARENT LE PROCHAIN CONSEIL EUROPÉEN

Les ministres des affaires étrangères des Dix se réunissent ce lundi 10 octobre à Athènes pour trois jours, afin de préparer le conseil européen qui doit avoir lieu du 4 au 6 décembre dans la capitale grecque. Cette réunion, la cinquième depuis le sommet de Stuttgart, est normalement l'avant-dernière du cycle de consultations organisées afin de préparer celui d'Athènes. Elle devait être principalement consacrée à *l'examen de la coopération politique* entre les Etats membres de la Communauté et aux questions budgétaires.

Les travaux des ministres des affaires étrangères devaient les conduire, ce lundi, à aborder la question de la réforme de la politique agricole commune, qui suscite de profondes divergences entre les Dix. Mardi, il sera essentiellement question de la réforme du financement du budget de la C.E.E. et de la contribution britannique, et, mercredi, de la mise en œuvre d'une po*litique européenne dans certains* domaines particuliers, comme la biotechnologie et les techniques de la communication. – *(A.F.P.)*

LA SITUATION DEMEURE CONFUSE DANS LES CENTRES DE TRI DES P.T.T.

La situation demeure « *agitée* » dans les centres de tri des P.T.T., selon l'expression d'un responsable de la fédération C.F.D.T., qui comptabilise plus d'une trentaine d'établissements affectés par des mouvements divers. Pour la fédération C.G.T., plus de cinquante centres de tri, sur cent vingt, observaient des arrêts de travail pouvant aller d'une heure au blocage total, tandis qu'une majorité d'autres centres « *sont dans l'action* » avec des mots d'ordre différents. La fédération F.O. constate, pour sa part, une recrudescence des mouvements de grève qu'elle attribue aux difficultés des négociations locales, notamment pour le paiement des heures de grève.

Parmi les centres de tri perturbés par la grève, on relève toujours ceux de la région parisienne, et particulièrement de Bobigny et de Pontoise. En province, où les situations sont extrêmement variables, les centres de Montpellier, Bourg-en-Bresse, Toulouse, Rennes et Rouen figurent parmi les plus touchés. Selon les cas, le courrier peut être en souffrance depuis deux ou trois jours, mais également être en retard de quinze jours, voire de trois semaines, surtout s'il s'agit de plis non urgents. Globalement, la situation reste confuse.

Selon le ministère des P.T.T., la situation est « *stationnaire* » et l'on considère que l'acheminement est perturbé, y compris pour les centres qui ont repris le travail, comme à Marseille ou à Lyon. Rennes, Bor*deaux, Périgueux, Amiens et Laon* connaissent toujours des arrêts de travail, ainsi que tous les centres de banlieue, sauf Nanterre. Du courrier a cependant été livré aux centres de dispersion, sauf à Bobigny, toujours bloqué.

A TRIPOLI

Une trentaine de Français ont été empêchés par les autorités libyennes de prendre l'avion pour Paris

Tripoli *(A.F.P.).* – Les autorités libyennes ont empêché, dimanche 9 octobre, le départ de tous les voyageurs de nationalité française, sans fournir d'explications. En début d'après-midi, une trentaine de voyageurs français, qui devaient prendre le vol régulier d'U.T.A. pour Paris, se sont vu refuser le passage par les services de l'immigration, qui leur ont demandé de se présenter ce lundi au service central de l'immigration à Tripoli, où ils devaient se rendre accompagnés du consul de France.

« *Cette mesure s'inscrit dans le contexte général, dominé par le Tchad et le sommet franco-africain de Vittel* », a estimé l'ambassadeur de France à Tripoli, M. Christian Graf.

Ce *dernier* avait *été* mis au courant de la mesure prise par les autorités libyennes peu avant le départ de l'avion, qui a été légèrement retardé, dans l'espoir que la situation se débloque. « *Je ne crois pas qu'il y ait des motifs d'inquiétude,* a ajouté l'ambassadeur ; *le dialogue entre la France et la Libye n'est pas interrompu.* » « *Je pense qu'il y aura des contrôles renforcés, des mesures de contrôle et de mise en garde, si les Libyens ont décidé de durcir leur position, mais on n'en est pas encore là.* »

Déjà, samedi, et au début de la semaine, trois voyageurs français n'avaient pu prendre l'avion de Paris. Mais ils avaient pensé qu'il s'agissait de mesures individuelles. Rien, à Tripoli, ne laissait prévoir la mesure prise dimanche. Environ mille sept cent cinquante Français résident actuellement en Libye.

LES « JOURNÉES MONDIALES DE L'ÉCRIVAIN »

Salade niçoise

De notre envoyé spécial

Nice. – Qui trop embrasse mal étreint : les premières Journées mondiales de l'écrivain qui ont été réunies à Nice du 6 au 9 octobre, ont souffert d'un excès d'ambitions peu compatibles et mal maîtrisées.

Celle d'être « mondiales » s'est réduite à l'apparition, au demeurant impressionnante, d'un Erskine Caldwell (1), dont les quatre-vingts ans taillés dans le chêne paraissaient considérer avec une indulgence un peu ironique la piétaille parisienne qui lui rendait hommage.

Celle de confronter une petite centaine d'écrivains d'aujourd'hui avec des hommes de la communica*tion, de la publicité, de la promotion* et de l'audiovisuel s'est traduite par des débats confus, menés entre initiés et, le plus souvent, en famille. De là à y laver son linge sale et à prendre ces « débats » au pied de la lettre, il n'y avait qu'un pas qui fut allègrement franchi.

De gentillesses perfides en règlements de comptes feutrés, on en arriva ainsi aux scènes consternantes *du samedi, qui mirent aux prises* Jean-Edern Hallier et François Challais d'abord, puis le premier nommé, au mieux de sa forme pugilistique, avec une consœur de la télévision, Luce Perrot, de TF 1. Après les coups de pub, les coups de gueule ; après les coups de gueule, les coups de poing. La télévision nous les a montrés, grâce à *Canal 40.* Il faudrait n'avoir pas lu Molière pour s'étonner de ce genre d'esclandres, et il vaut sans doute mieux en rire qu'en pleurer.

La troisième ambition des Jour*nées était de faire dialoguer* des auteurs et des lecteurs, en particulier jeunes. Mais ni le salon du Méridien ni le chapiteau dressé à deux pas de la promenade des *Anglais,* au cœur du Nice touristique et snobinard, ne se prêtaient à ce genre de rencontres. Un bon point cependant pour les rencontres de lycéens, et surtout de lycéennes, avec Hervé Bazin, et de lecteurs avec Robert Sabatier.

Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, dit la sagesse des nations. Certes. Mais les Journées niçoises se remettront difficilement de cette cascade de déceptions. En admettant même qu'il y ait eu à leur origine une idée intéressante et pas seulement un gadget à usage municipal, son intérêt (jeter une passerelle entre le monde de l'écriture et celui de l'audiovisuel) s'est perdu dans un mélange d'amateurisme et de désinvolture.

Les palmiers sont toujours beaux. On les applaudit bien fort. Les palmes sont allées, pour la bourse Goncourt de la nouvelle, à Raymond Jean pour *Un fantasme de Bella B et autres récits* (Hubert Nyssen éditeur, Actes Sud). Les prix de poésie de la Société des gens de lettres a récompensé Bernard *Noël* pour l'ensemble de son œuvre chez Flammarion. Le prix mondial Cino-del-Duca (20 000 F) a été décerné au professeur Jacques Ruffin pour l'ensemble de ses études sur le sang humain. Enfin, le prix de la bourse littéraire de la Fondation Cino-del-Duca est venu encourager un jeune auteur niçois, Didier Van Cauwelaert, vingy-trois ans, qui a publié un roman – *Vingt ans et des poussières* – aux Editions du Seuil.

JACQUES CELLARD.

★ *Canal 40,* qui a assuré la couverture du colloque des écrivains à Nice, est une initiative privée de télévision qui a été autorisée temporairement par la *Haute Autorité de la communication* audiovisuelle. Pour être reçu sur Nice (deux mille trois cents foyers), *Canal 40,* qui programmait douze heures d'émissions par jour (avec un *budget* de 100 000 F), était aidé de l'unité audiovisuelle municipale, d'une animatrice, d'un journaliste de Radio-Baie-des-Anges (radio locale privée), et bénéficiait du concours d'un car vidéo prêté par Thomson. Il émettait sur un des huit canaux de télédistribution mis à la disposition de Nice depuis que cette agglomération a été choisie, en 1973, comme une des villes-pilotes de la télévision par câble. Habituellement, ce canal est utilisé pour la rediffusion des films passés en soirée sur FR 3.

(1) Le romancier américain a reçu, à cette occasion, l'insigne des Arts et Lettres des mains du représentant du ministre de la culture.

HAUSSE DE LA LIVRE STERLING

La livre sterling a été vivement recherchée lundi 10 octobre 1983, les opérateurs redoutant que l'envoi d'avions Etendard à l'Irak ne conduise à une fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran en cas d'utilisation de ces avions. Une telle fermeture, on le sait, stopperait *les expéditions* de pétrole en provenance du Golfe, ce qui mettrait les gisements britanniques de mer du Nord en bonne posture. La monnaie britannique est passée à Londres de 1,50 *dollar* à 1,5150 dollar, et, à Paris, de 11,85 F à 11,94 F. Le dollar est resté stable à 2,5740 DM et 7,90 F, après avoir fléchi vendredi soir à 2,5650 DM *et* 7,8650 F A Paris, le cours du mark a consolidé son avance à 3,07 F, un peu au-dessus de son court pivot.

